

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La liberté des mouvements de capitaux au sein de la Communauté Economique Européenne. Le point de vue d'un économiste néerlandais, par le Prof. Dr. C.D. Jongman — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LA LIBERTE DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX AU SEIN DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

LE POINT DE VUE D'UN ECONOMISTE NEERLANDAIS

par le Prof. Dr. C.D. JONGMAN,
Université d'Amsterdam.

Introduction.

Par intégration économique, on entend la fusion d'économies auparavant distinctes. Sa réalisation implique l'élimination des nombreuses entraves mises aux échanges qui, avec la disparition presque totale de l'autarcie dans le monde contemporain, se sont développés entre régions. Pour une grande part de ces échanges, il convient de distinguer les mouvements de leur objet même (marchandises, services ou travailleurs) et les flux monétaires qui en découlent. Les entraves aux échanges matériels s'appliquent principalement aux frontières (droits de douane, restrictions quantitatives, obstacles non tarifaires). Pour réaliser l'intégration économique, il s'impose de les alléger ou de les supprimer; en outre, il faut accorder plus de liberté ou une liberté totale aux paiements internationaux.

En règle générale, c'est la monnaie qui fait l'objet des mouvements de capitaux; cependant, l'objectif de ceux-ci est très souvent d'exporter ou d'importer ce facteur de produc-

tion qu'est le capital. Le fait que les mouvements de capitaux prennent la forme de flux de fonds ne signifie pas que leur libération puisse se résumer à la suppression des restrictions imposées à ceux-ci par la réglementation des changes. En effet, il existe, en outre, diverses réglementations discriminatoires intérieures inspirées de motivations multiples, qui doivent également être supprimées pour que la libération soit effective.

Le mouvement d'intégration né après la deuxième guerre mondiale se poursuit par à-coups tant au niveau mondial qu'au niveau régional. A chacun de ces niveaux apparaît, au premier plan, le souci de libérer la circulation des marchandises et services et des flux de paiements qui en résultent. Seuls des mouvements d'intégration de niveau régional, tels que le Benelux, la Communauté Economique Européenne et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques attachent également de l'importance à la suppression ou à l'allègement des entraves à la circulation des facteurs de production.

Le Traité instituant la Communauté Economique Européenne est favorable à la libération des mouvements de capitaux. En vertu de son article 3, alinéa c), la Communauté doit rechercher l'abolition, entre les Etats membres, des obstacles à la libre circulation des personnes, des services et des *capitaux* aux fins de réaliser les objectifs énoncés dans l'article 2 du Traité qui, sur le plan économique, peuvent se résumer en la promotion d'une expansion continue et équilibrée. La prescription statutaire n'est cependant pas absolue, l'article 3 incluant, dans son introduction, la réserve que la disparition des entraves à la libre circulation doit se faire dans les conditions et selon les rythmes prévus par le Traité. Les conditions auxquelles la libération des mouvements de capitaux doit être subordonnée sont précisées dans les articles 67 à 73 du Traité. Comme, en vertu de l'alinéa 3 de l'article 68, les emprunts publics émis dans un autre pays membre sont soumis à l'accord du gouvernement du pays prêteur, il ne peut être éventuellement question de libre circulation des capitaux que dans le secteur privé. En outre, on peut observer que la limitation de principe des mouvements de capitaux du secteur public constitue déjà un élément perturbateur du marché. Quant aux mouvements de capitaux du secteur privé, ils ne doivent pas être libérés inconditionnellement mais seulement, aux termes de l'article 67, dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché commun.

La question de la libération des mouvements de capitaux sera abordée ci-après sous divers aspects. Nous examinerons, tout d'abord, les mérites propres de la libre circulation des capitaux et, à cette occasion, nous dégagerons l'incidence qu'elle peut avoir sur la prospérité de pays hautement développés comme ceux de la C.E.E. Ensuite, nous examinerons la portée des conditions que le Traité de Rome impose à la libération des capitaux. Enfin, nous traiterons des objections à la libre circulation des capitaux.

La contribution de la libre circulation des capitaux à la réalisation des objectifs de la C.E.E.

La théorie du commerce international s'est attachée, au cours des ans, à la question de savoir si la libre circulation des biens peut

être un substitut de la libre circulation internationale des capitaux. L'idée maîtresse est que si la libre circulation des marchandises assurait non seulement l'égalisation des prix de ceux-ci, mais aussi celle des coûts des facteurs de production, toute incitation à un déplacement international, notamment des capitaux, disparaîtrait et le problème de la libération des mouvements de capitaux ne se poserait plus.

Heckscher est le premier qui a combiné « foreign trade with distribution of income or, perhaps better with the prices of the agents of production » (1). De nombreuses années plus tard, Ohlin a poursuivi, indépendamment, des recherches dans ce sens (2). Cependant, c'est surtout après la deuxième guerre mondiale que le problème de l'égalisation des coûts des facteurs de production a été étudié de façon approfondie par Samuelson (3) et Lerner (4). Nombreux sont ceux qui se sont, depuis lors, intéressés à ce sujet. Balassa (5) a fait le point en la matière.

Il importe de savoir dans quelles conditions l'égalisation des coûts des facteurs résulte de la liberté des échanges internationaux de marchandises. Pour Balassa, ces conditions sont, en résumé, les suivantes (6) :

- 1) concurrence parfaite sur les marchés des biens et des facteurs de production ;
- 2) différence dans la disponibilité des facteurs de production ;
- 3) différence d'intensité des facteurs dans la production des biens ;
- 4) spécialisation incomplète ;
- 5) fonctions de production identiques, linéaires et homogènes pour chaque produit ;

(1) Cette étude a été publiée initialement dans l'*Ekonomisk Tidskrift*, 1919, p. 497. Plus tard, elle a été traduite et publiée sous le titre « The Effect of Foreign Trade on the Distribution of Income », *The American Economic Association, Readings in the Theory of International Trade*, Londres, 1961, p. 272.

(2) B. Ohlin, *Interregional and International Trade*, Cambridge (Mass.), 1935.

(3) « International Trade and Equalization of Factor Prices », *Economic Journal*, juin 1948, et « International Factor Price Equalization Once Again », *Economic Journal*, juin 1949.

(4) « Factor Prices and International Trade », *Economica*, février 1952.

(5) B. Balassa, « The Factor Price Equalization Controversy », *Weltwirtschaftliches Archiv*, vol. 87, 1961, II, p. 2.

(6) Cf. également F. de Roos, *Theorie van de internationale economische betrekkingen*, 3^e édit., 1967, chap. XIV, et Jagdish Bhagwati, *The Pure Theory of International Trade : A Survey*, in *Surveys of Economic Theory*, New York, vol. II, 1966, p. 186.

- 6) qualité égale des facteurs de production;
- 7) stabilité de l'intensité des facteurs lorsque la disponibilité des facteurs de production varie;
- 8) absence d'obstacles commerciaux;
- 9) absence de frais de transport.

Les conclusions de ces considérations théoriques sont très controversées. Dans son appréciation de la théorie de Samuelson-Lerner, Haberler estime qu'elle ne peut guère être considérée comme une contribution valable à la science économique, car elle repose sur des postulats vraiment trop limitatifs et irréalistes (1). S'il faut admettre que cette théorie est très abstraite, nous estimons cependant qu'elle peut utilement servir de point de départ à d'autres considérations.

Deux aspects importants retiendront notre attention. En premier lieu, on pourrait se demander quelle est la situation qui prévaut dans les six pays de la C.E.E. en ce qui regarde les neuf postulats énumérés par Balassa. On pourrait ensuite examiner en quoi cette situation est affectée par la réalisation du marché commun des marchandises.

Point n'est besoin de se livrer à un examen approfondi pour constater que les postulats émis par Balassa ne se vérifient pas tous simultanément dans la C.E.E. Par conséquent, l'égalisation des coûts des facteurs de production ne se produira pas. On peut en déduire une première conclusion d'ordre général : la libération des mouvements de capitaux peut, en soi, contribuer à une amélioration de l'allocation des facteurs de production dans la C.E.E. et, dès lors, à une augmentation du produit national au sein de la Communauté. Mais il est particulièrement difficile de déterminer dans quelle mesure. En effet, les concepts utilisés pour les postulats sont globaux et, pour une part, très abstraits, il n'est pas possible de les appliquer, sans plus, à des circonstances concrètes.

On peut ajouter que l'incidence de la libération des capitaux sera d'autant plus importante que les différences seront plus grandes à l'origine dans les divers pays. En ce qui concerne la disponibilité des facteurs de production (point 2), l'intensité des facteurs dans la pro-

duction (point 3), les fonctions de production (point 5) et la qualité des facteurs de production (point 6), il nous semble que les différences entre les Six sont relativement beaucoup moins grandes que, par exemple, entre un pays d'Europe occidentale et un pays africain ou un pays asiatique. Les liens entre les pays de la C.E.E. qui procèdent d'échanges séculaires dans les domaines de la science, de l'enseignement, des affaires, des publications, etc., n'ont sans doute pas effacé toutes les différences, mais on peut admettre que celles-ci ne sont pas tellement marquées.

Quant à la variation de la disponibilité des facteurs de production (point 7), il s'agit d'une évolution à long terme. On peut croire que cette évolution ne sera pas très différente d'un pays à l'autre et il n'y a, dès lors, pas lieu de supposer que les changements qui se produiront dans chaque pays par rapport à la situation existante s'écarteront beaucoup de l'évolution générale. Des modifications surviendront dans l'intensité des facteurs, à savoir une augmentation de l'intensité du capital, mais, à notre avis, elles se produiront dans chaque pays dans le même sens et à peu près dans la même mesure.

Quant aux frais de transport (point 9), chacun se rend compte que l'hypothèse qui les concerne ne correspond pas à la réalité. Toutefois, l'incidence de la non-réalisation de cette hypothèse n'est probablement pas trop importante en ce qui concerne les six pays membres de la C.E.E., étant donné leur groupement en un bloc géographique qui dispose de réseaux de transport très développés, en particulier de bonnes voies navigables peu coûteuses.

Pour ce qui est de la concurrence parfaite sur le marché des biens et des facteurs de production (point 1), il faut bien admettre qu'elle est loin d'exister partout. C'est pourquoi il n'y aura pas de prix unique pour la plupart des biens, et dans chaque pays le prix de marché d'un bien déterminé différera du total des rémunérations du travail, du capital et de la terre.

De Roos (1) est d'avis que l'absence de concurrence parfaite au sein de la C.E.E. n'a pas tellement d'importance. S'il n'existe pas de concurrence parfaite au sens théorique, en pratique, la concurrence est cependant vive.

(1) *A Survey of International Trade Theory*, Princeton University, 1955, p. 20.

(1) F. de Roos, « Vrij kapitaalverkeer in een economische unie », *De Economist*, janvier 1966.

En outre, cet auteur estime que le caractère monopolistique d'un même type d'industries est à peu près analogue dans les différents pays. Bien que l'auteur s'exprime avec beaucoup de prudence, nous devons faire remarquer que l'étude des relations de fait sur les marchés des biens et surtout sur ceux des facteurs de production est encore à un stade tellement embryonnaire qu'elle ne peut servir de base à une opinion fondée. Par exemple, nos connaissances de la structure, du type et de la forme du marché des capitaux sont encore très limitées. Toutefois, on peut observer que l'union douanière en formation et la libération des mouvements de capitaux, qui s'est réalisée entre-temps, ont renforcé la concurrence et, par conséquent, entraîné un progrès vers le stade de la concurrence parfaite.

On peut en conclure qu'une égalisation parfaite des coûts des facteurs ne pourra jamais être réalisée à l'intérieur de la C.E.E., et que, dès lors, la libre circulation des marchandises ne pourra jamais se substituer valablement et entièrement à une libre circulation des facteurs de production dans les conditions qui prévalent au sein de la Communauté. Mais précisément parce que la différenciation de ces pays est relativement limitée, les effets d'une libre circulation des capitaux ne seraient eux-mêmes pas tellement importants.

En outre, il faut considérer l'absence d'obstacles commerciaux (point 8). L'objectif principal de la C.E.E. est de faire disparaître les obstacles qui se dressent dans le domaine commercial. Cet objectif a été atteint dans une large mesure pour les droits à l'importation et les restrictions quantitatives. Il en est résulté un renforcement de la tendance à l'égalisation des coûts des facteurs de production. Ainsi, on peut conclure que la réalisation progressive d'une union douanière ou d'une zone de libre échange réduit plutôt qu'elle n'accroît, comme on le pense souvent, la nécessité de libérer les mouvements des facteurs de production.

Enfin, il faut noter que le phénomène de diversion du commerce qui affecte les mouvements de marchandises et qui doit être considéré comme un développement favorable, n'affecte pas les mouvements de capitaux, la libération de ces mouvements s'étant effectuée jusqu'à présent sans discrimination tant envers les pays tiers qu'envers les pays membres.

Les conditions de la libération des capitaux suivant le Traité.

L'article 67 du Traité subordonne la libération au bon fonctionnement du marché commun. Il serait intéressant de pouvoir donner un sens concret à cet article.

Le point de départ de notre raisonnement est que par « marché commun », il faut entendre le marché des marchandises, et non pas le marché des marchandises et des facteurs de production.

La première question, de portée générale, qu'il convient d'examiner concerne les conséquences financières d'une libre circulation des marchandises. La disparition des entraves au commerce provoque une réallocation de la production, ce qui signifie que chaque pays de la C.E.E. verra, sous l'effet de l'union douanière, s'accroître la production de certains biens et se réduire, en quantité absolue ou du moins relative, la production d'autres biens. Il est difficile de déterminer comment se répartiront ou se sont déjà réparties ces expansions et ces réductions entre les six pays; d'autre part, il est difficile d'admettre que ces deux mouvements qui agissent en sens contraire se compenseront dans chacun d'eux. Eu égard à l'importance relative de l'expansion globale et de la diminution globale dans l'ensemble des six pays, Lundström estime qu'un effet d'expansion net se produit ⁽¹⁾.

Les effets statiques, comme ils sont appelés par Balassa ⁽²⁾, ne sont pas les seuls à jouer; le rôle principal appartient probablement aux effets dynamiques. Par conséquent, l'intégration accroîtra la demande de capital. Celle-ci accusera une expansion encore plus importante que l'expansion nette qui résulte de l'intégration, car les capitaux ne sont pas attirés des secteurs en déclin vers les secteurs en expansion, où ils ne le sont que partiellement.

Par contre, on peut supposer que l'épargne se développera, étant donné l'effet de prospérité qui se traduit par une hausse du revenu national. Mais, même abstraction faite des répercussions probablement plus importantes sur les investissements que sur l'épargne de la constitution d'une union douanière, la rela-

(1) H.O. Lundström, *Capital Movements and Economic Integration*, Leyde, 1967, pp. 69 et suivantes.

(2) B. Balassa, *The Theory of Economic Integration*, Londres, 1962, vol. I et II.

tion de cause à effet sera telle que les investissements augmenteront avant l'épargne. L'expansion des investissements accroît le revenu national, ce qui donne lieu à une augmentation de l'épargne.

On peut se demander si la libération des mouvements de capitaux permettrait en soi d'accroître l'offre de capital. La réponse à cette question doit être négative, car la libération n'augmente pas en soi l'offre totale de capital au sein de la C.E.E.; elle ne fait que redistribuer l'offre disponible. Cependant, cette redistribution contribue à une plus grande prospérité, donc à une augmentation de l'épargne, par son incidence sur l'égalisation des coûts des facteurs, ainsi qu'on l'a vu dans le paragraphe précédent.

Un aspect particulier de la libération est son aspect qualitatif. L'offre de capitaux diffère selon le terme (de court terme à très long terme) et la nature (de capitaux à revenu fixe à capitaux à risques). Au fur et à mesure de l'élargissement du marché, la probabilité que l'offre et la demande de capitaux de terme et de nature différents se rencontrent, devient plus grande. Par ailleurs, dans un marché plus large, la possibilité de substituer un créancier à un autre s'accroît, de sorte que l'offre de capital à court terme peut être plus facilement transformée en capital à long terme ⁽¹⁾.

En dehors de ces considérations d'ordre général, on peut rechercher dans le Traité des dispositions qui ne peuvent être rendues effectives que si le mouvement des capitaux est entièrement libre, lui aussi.

Le Traité de la C.E.E. s'efforce de créer des conditions égales pour les entreprises exerçant leur activité dans chacun des pays membres. Une de ces conditions est l'accès aux sources de financement et leur coût ⁽²⁾. Comme le coût du financement ne représente qu'une petite partie du coût total, la libération des capitaux ne contribuera que dans une mesure limitée à la création de conditions égales dans l'ensemble.

Selon l'article 48 du Traité, la libre circulation des travailleurs doit être réalisée à la fin

de la période de transition. Cette libre circulation n'existe vraiment que si les travailleurs émigrés peuvent librement transférer leurs salaires et, plus particulièrement, leurs épargnes dans leur pays d'origine. Il est évident que ceci ne nécessite qu'une libération partielle et non une libération générale.

L'article 52 exige la suppression progressive des restrictions à la liberté d'établissement des ressortissants, y compris les restrictions à la création d'agences, filiales ou succursales. Le but de l'article 52 ne peut de toute évidence être atteint que si la maison mère peut financer ses investissements à l'étranger.

Nous pouvons encore ajouter à ce qui précède qu'un marché des capitaux intégré est une condition fondamentale pour la création d'une union monétaire ⁽¹⁾, cependant le Traité de la C.E.E. ne prescrit pas cette création.

On peut conclure que, si on entend par marché commun uniquement le marché des marchandises, les arguments en faveur de la nécessité de la libre circulation des capitaux pour le bon fonctionnement de ce marché commun ne sont pas tellement convaincants.

Par ailleurs, il faut noter que le Traité ne s'oppose pas à la libération des mouvements de capitaux si elle peut contribuer à la réalisation des objectifs de l'article 2, sans pour autant améliorer de façon importante le fonctionnement du marché commun, à condition toutefois de ne nuire en rien à ce fonctionnement. Ceci nous amène à examiner les objections à la libération totale.

Les objections à la libération totale.

Les objections à la libération sont de deux ordres. Certaines mettent l'accent sur le fait que les mouvements autonomes de capitaux privés sont déterminés par le rendement qui ne constitue par une norme acceptable. En d'autres mots, la répartition géographique des capitaux, telle qu'elle se produit sous l'influence des forces du marché, ne correspond pas à la répartition optimale qui devrait s'établir entre les Six et ce pour diverses raisons. L'objectif de la libre circulation des capitaux devrait être le déplacement des capitaux des pays à faible productivité vers les pays à productivité plus élevée. Or, les

⁽¹⁾ *Le développement d'un marché européen des capitaux*, Rapport d'un groupe d'experts constitué par la Commission de la C.E.E., Bruxelles, 1966.

⁽²⁾ Introduction au 10^e rapport sur l'activité de la Communauté, 1^{er} avril 1966-31 mars 1967, p. 13. Cf. également C. Segré, *Financial Markets in the E.E.C.-Prospects for Integration*, Moorgate and Wall Street, automne 1963, p. 39.

⁽¹⁾ Voir Introduction au 10^e rapport, p. 13.

capitaux ne sont pas attirés par la productivité des investissements au financement desquels ils contribuent, mais bien, ainsi que nous l'avons déjà dit, par le rendement escompté. Bien qu'on ne puisse nier que le rendement soit lié à la productivité marginale, il ne peut être confondu avec celle-ci que si, conformément à la théorie, tous les marchés fonctionnent dans des conditions de concurrence parfaite. Comme cela n'est pas le cas dans les six pays membres, le rendement n'aiguillera en général correctement les capitaux que si l'écart entre le rendement et la productivité marginale est le même partout. En outre, dans les mouvements internationaux de capitaux, l'offre et la demande sont également affectées par certains risques dont les placeurs estiment l'importance de façon subjective, à savoir une limitation ultérieure possible des transferts des bénéfices et amortissements ainsi qu'une modification des cours de change.

A ce propos, on peut faire remarquer que, grâce à la C.E.E., les raisons d'un changement dans le comportement des placeurs lorsqu'il s'agit d'investissements à l'intérieur des frontières de leur propre pays ou d'investissements dans un autre pays membre, diminuent. Le risque inhérent aux transferts persiste, mais seulement dans des conditions bien particulières. Les modifications de parité ne sont pas soumises par le Traité à des clauses impératives. L'article 107 prescrit simplement en son premier alinéa que les pays membres doivent considérer leur politique en matière de taux de change comme un problème d'intérêt commun. Le rapport de la Commission van Campen ⁽¹⁾ interprète cet article comme suit : aucun pays membre ne peut modifier la parité de sa monnaie s'il nuit ainsi aux intérêts de la Communauté; par contre, il doit la modifier si les intérêts de la Communauté l'exigent, et ce, après consultation préalable des organes compétents de la C.E.E.

On peut en déduire qu'une modification de parité pourrait, en principe, avoir lieu. La menace d'une dévaluation du franc français et d'une réévaluation du Deutsche Mark en novembre 1968 l'a fort bien illustré.

⁽¹⁾ *Rapport rédigé au nom de la Commission économique et financière sur la coordination des politiques monétaires dans le cadre de la C.E.E.*, Documents de séance du Parlement européen, document 17, avril 1962.

A mesure que le marché commun se réalise, en particulier le marché commun des produits agricoles avec ses réglementations, une modification de parité dans l'intérêt de la Communauté devient de plus en plus difficile. Une telle modification n'est cependant pas exclue. Il en résulte des incertitudes en rapport avec des risques spécifiquement internationaux qui influencent le comportement des placeurs; par conséquent, le rendement sur le marché n'est pas la ligne directrice pure et simple qui oriente les mouvements de capitaux intra-européens.

Quant aux objections du deuxième ordre, elles se situent dans le domaine de la politique économique. Des différences dans l'application de la politique économique engendrent des écarts entre le rendement dont bénéficie le placeur et le rendement social. La répartition de certains frais entre les pouvoirs publics et les entreprises privées revêt à cet égard une certaine importance. Dans chacun des pays membres, des frais tels que ceux qui sont occasionnés par la lutte contre la pollution de l'eau, du sol et de l'air sont tantôt davantage pris en charge par la Communauté et tantôt davantage par l'économie privée; il en est de même pour le coût du réseau des communications, de l'enseignement, de la lutte contre le bruit, contre les odeurs nauséabondes, etc. Des différences dans la structure de la fiscalité et dans les barèmes fiscaux entraînent également une imposition plus ou moins lourde des bénéfices et affectent, dès lors, la possibilité de distribuer ou non des dividendes et le montant net de ceux-ci. Enfin, un changement dans la politique conjoncturelle en application dans les divers pays peut avoir une incidence différente sur le rendement du capital.

Plus importante peut-être que ces facteurs, dont il est très difficile de déterminer dans quelle mesure ils nuisent à la répartition théoriquement correcte du capital disponible est la conviction des autorités monétaires que la manipulation des mouvements internationaux de capitaux leur est indispensable pour assurer le maintien de l'équilibre monétaire intérieur et extérieur. Bien que la libération concerne toujours le facteur de production capital, il ne faut pas perdre de vue que les exportations et les importations de capital prennent la forme de transferts monétaires.

L'intégration économique a pour conséquence la disparition, du moins entre les six pays

de la C.E.E., de certains instruments de politique économique, notamment les droits à l'importation, les restrictions quantitatives, les subsides à l'exportation, les réglementations de change, etc. D'autres instruments perdent une partie de leur efficacité en raison de l'effet de dispersion (1).

Kessler (2) en conclut que la libération, entre autres celle des mouvements de capitaux, ne peut dépasser une certaine limite si l'on veut continuer à disposer d'un nombre suffisant d'instruments efficaces de politique économique. Se basant sur une méthode d'approche légèrement différente, Posthuma (3) affirme, à ce propos, que la libre circulation internationale des capitaux peut avoir des effets spécifiquement monétaires en raison du fait qu'un transfert de capital n'est rien d'autre que la conversion d'une monnaie en une autre.

Il se peut notamment que la libération entrave la mise en œuvre de la politique monétaire que les autorités désirent pratiquer sur le plan intérieur. A ce sujet, il faut prendre en considération le fait que les points de vue précités reposent sur le principe de la responsabilité de chaque gouvernement pour le maintien de l'équilibre interne et externe, ce qui est conforme à l'esprit du Traité.

On peut se demander dans quelles circonstances un mouvement international de capital pourrait, en tant que tel, contribuer au maintien de l'équilibre. Il s'agit de savoir dans quelle mesure on peut attendre qu'un mouvement international autonome de capital induise une modification compensatrice dans la balance des transactions courantes. Dans l'hypothèse d'un équilibre intérieur et extérieur initial, la réponse peut se formuler comme suit.

Un mouvement autonome de capital se traduira par un déficit de la balance des capitaux du pays exportateur de capital et, inversement, par un surplus de la balance des capitaux du pays importateur de capital. L'apparition d'un mouvement de compensation dans la balance des transactions courantes dépend, en premier lieu, de l'évolution économique interne de chaque pays.

Lorsque le pays qui importe des capitaux les dépense intégralement, et si cette dépense a lieu à l'étranger, l'excédent de la balance des capitaux sera contrebalancé par un déficit de même importance de la balance des transactions courantes. L'équilibre extérieur sera ainsi préservé et, de même, l'équilibre interne ne sera pas perturbé.

Il est peu probable que la situation se présente ainsi. Une partie du capital importé sera plutôt dépensée à l'intérieur du pays et une autre, à l'étranger : tant l'équilibre interne que l'équilibre externe seront donc perturbés. L'accroissement des dépenses intérieures provoquera, par le truchement du mécanisme du multiplicateur, une modification du revenu national et une expansion des importations. L'équilibre, tant intérieur qu'extérieur, ne se rétablira qu'avec un certain délai et encore à condition que le mécanisme d'ajustement fonctionne avec suffisamment de rapidité et de souplesse. Il existe donc des forces agissant dans le sens du rétablissement de l'équilibre, mais les facteurs inflationnistes prédominent provisoirement.

En ce qui concerne le pays exportateur de capital, il convient de se demander quelle est la source de l'exportation. Trois possibilités s'offrent, à savoir l'épargne, l'activation des encaisses et la création de monnaie.

Si les exportations de capitaux sont financées par l'épargne, les dépenses intérieures seront réduites, ce qui perturbe en soi l'équilibre intérieur. Une tendance à la diminution du revenu national apparaît, d'où une diminution des importations, dont l'importance dépend du coefficient d'importation. La balance des transactions courantes se soldera par un excédent, à l'origine inférieur au montant absolu du déficit enregistré par la balance des capitaux. L'équilibre se rétablira dans un certain délai, dont la longueur dépend également, dans ce cas-ci, du processus d'ajustement.

Si nous considérons à la fois les réactions qui se font jour dans le pays importateur de capital et dans celui qui en exporte, au lieu de les étudier séparément, nous constatons que les processus d'ajustement indispensables peuvent intervenir à plus court terme et également avec plus d'ampleur. En résumé, nous pouvons dire qu'un mouvement autonome de capital donnera lieu à une modification com-

(1) J. Zijlstra, *Economische politiek en concurrentieproblematiek in de E.E.G. en de lidstaten*, 1966, p. 41.

(2) Rapport de l'Algemene Vergadering Vereniging voor de Staathuishoudkunde, 1966, p. 15.

(3) S. Posthuma, *Theoretische grondslagen en praktische problemen in Europees kapitaalverkeer en Europese kapitaalmarkt*, Deventer, 1965, p. 60.

pensatrice dans la balance des transactions courantes, à condition que :

- 1) les dépenses dans le pays exportateur diminuent à concurrence de la valeur de cette exportation;
- 2) les dépenses augmentent dans le pays importateur de capital;
- 3) le processus d'ajustement agisse rapidement et pleinement.

Examinons les autres possibilités d'approvisionnement de l'exportateur de capital, à savoir l'activation des encaisses et/ou la création de monnaie. Il est évident que les dépenses ne diminuent pas dans le pays exportateur de capital. La dépense de ce capital par le pays importateur engendre une poussée inflationniste dans les deux pays considérés.

Cette analyse générale nous amène à nous demander si un examen plus approfondi des divers types de capitaux importés et exportés nous permettrait de mieux en saisir le mécanisme. On trouve dans les directives concernant la libération du commerce intra-communautaire un inventaire détaillé des mouvements internationaux de capitaux. Les principaux groupes sont les suivants :

- 1) les investissements directs et leur liquidation;
- 2) l'émission et le placement d'actions, d'obligations et autres titres émis par le secteur privé sur un marché des capitaux étranger, et leur amortissement;
- 3) les achats et ventes de titres déjà en circulation;
- 4) les achats et ventes de biens immobiliers;
- 5) les placements sur des marchés monétaires étrangers et les rapatriements du produit de leur liquidation (certificats du Trésor, traites, dépôts à terme, etc.);
- 6) l'octroi de crédits à court terme liés à des transactions sur marchandises (crédits acheteurs et fournisseurs), et leur remboursement;
- 7) l'octroi de crédits à court terme liés à des transactions commerciales auxquelles ne participe pas le bailleur de fonds, et leur remboursement;
- 8) l'octroi de crédits à court, moyen et long terme, hormis ceux qui donnent lieu à

l'émission de titres d'endettement et ceux qui sont liés à des transactions commerciales, et leur remboursement;

9) les mouvements de capitaux à caractère personnel (dons, successions, transferts de capitaux par les émigrants, etc.);

10) les primes et indemnités au titre de contrats d'assurances.

Groupe 1.

Les investissements directs sont effectués par des entreprises. Celles-ci dépensent à l'étranger les fonds dont elles disposent et diminuent le volume possible de leurs dépenses à l'intérieur de l'économie nationale, sauf lorsque ces fonds proviennent de l'activation de leurs encaisses, ce qui, en règle générale, n'est possible que pour des montants limités. Les fonds reçus sont généralement dépensés en vue de mener à bien l'investissement projeté.

Groupe 2.

La souscription à des émissions étrangères se fait en règle générale au moyen de l'épargne, ce qui implique une réduction des dépenses. L'entreprise qui emprunte s'efforcera très probablement de dépenser le capital qu'elle a ainsi obtenu de telle façon qu'il rapporte de quoi compenser les sacrifices consentis en intérêt et frais d'émission. Il ne faut pas surestimer la possibilité qu'une partie de l'épargne nationale reste inemployée par suite de l'importation de capital.

Groupe 3.

L'achat de titres déjà en circulation, cotés en bourse ou non, se fait ordinairement au moyen de l'épargne. Il est difficile de savoir si le vendeur des titres dépense à très bref délai le capital reçu, et à quoi il affecte ce capital. Comme il s'agit ici de transactions portant sur le patrimoine et que les capitaux en question font partie du patrimoine, on tentera, dans la majorité des cas, de les réinvestir.

Groupe 4.

L'achat d'un bien immobilier se fait généralement au moyen de l'épargne. Ce qui a été

dit pour celui qui cède des titres s'applique également à celui qui cède un bien immobilier.

Groupe 5.

L'émission sur des marchés monétaires étrangers peut être financée par l'épargne. La plus grande partie se fera probablement par l'intermédiaire des banques; comme celles-ci attribuent à cet actif un degré de liquidité élevé, elles ne réduiront pas, ou ne réduiront que dans une très faible mesure, l'octroi de crédits à l'intérieur de l'économie nationale. L'institution qui obtient le crédit augmentera probablement ses dépenses.

Groupe 6.

Les crédits acheteurs et fournisseurs sont généralement octroyés à court terme. Cependant, si les relations commerciales sont suivies, il y aura toujours un certain encours de crédits, de sorte qu'une partie de l'encours total revêtira un caractère semi-permanent. L'entreprise qui obtient le crédit voit ses possibilités de financement s'accroître; elle les emploiera généralement pour porter ses dépenses à un niveau plus élevé. La situation inverse se présentera pour l'entreprise qui octroie le crédit. L'encours total des crédits acheteurs et fournisseurs subit de temps à autre des variations importantes (appelées *loads and lags*) en fonction de la situation du marché des changes. Il importe de savoir si l'on réagit à ces fluctuations par une expansion ou une contraction des dépenses.

Groupe 7.

L'octroi de crédits commerciaux à des tiers est fort proche de l'allongement du terme du crédit repris dans la catégorie précédente. Cependant, les fluctuations possibles sont généralement plus importantes.

Groupe 8.

Les crédits à court terme sont octroyés fréquemment et sous diverses formes par le système bancaire. Il ne s'agit pas ici d'effets négociables, de sorte que le degré de liquidité en est faible. Par conséquent, l'expansion des crédits à l'étranger aura plus d'influence sur l'octroi de crédit intérieur que l'achat d'effets

étrangers négociables sur le marché monétaire. Les banques octroient moins que d'autres institutions financières des crédits à moyen et long terme, lesquels se comportent, en grande partie comme l'émission de titres décrite dans le groupe 2.

Groupe 9.

Il y a généralement peu de chose à dire des mouvements de capitaux de caractère personnel. Leur volume est, dans la plupart des pays, de peu d'importance.

Groupe 10.

Les primes payées au titre de contrats d'assurances doivent être considérées comme de l'épargne; de ce fait, elles entraînent une réduction des dépenses dans le pays de l'assuré. L'assureur placera presque toujours les primes qu'il encaisse. Les indemnités versées au titre de contrats d'assurances influenceront les dépenses de l'assureur. L'assuré augmentera sa consommation s'il les reçoit sous forme de paiements périodiques (rente viagère) et fera des placements s'il encaisse un capital.

En parcourant l'énumération ci-dessus, on s'aperçoit qu'une répercussion sur les dépenses est le plus probable pour les mouvements de capitaux à long terme. Quant aux crédits à court terme accordés dans le cadre du marché monétaire, il est douteux qu'il en résulte une réduction des dépenses dans le pays prêteur; par contre, une expansion dans le pays emprunteur est plus probable. En ce qui concerne le noyau permanent des crédits acheteurs et fournisseurs et des crédits commerciaux, on peut s'attendre que ces crédits produisent les mêmes effets que les mouvements de capitaux à long terme. A propos des expansions et réductions parfois importantes qui résultent de la situation des cours de change, on peut se demander si elles auront de fortes répercussions sur les dépenses. Cette question se pose aussi pour les crédits commerciaux. On constate que les crédits à court terme accordés indépendamment d'une transaction commerciale provoquent des répercussions comparables à celles qui sont engendrées par les crédits du marché monétaire, mais de moindre importance cependant, en raison du degré de liquidité différent de ces crédits.

On peut s'attendre que les crédits à moyen et à long terme donnent lieu aux mêmes effets que le placement de titres.

On peut en conclure qu'une grande partie des mouvements de capitaux dans la C.E.E. s'accompagnent de tendances compensatrices, mais même s'il y a compensation, celle-ci ne sera complète que si le fonctionnement du mécanisme d'ajustement le permet. Par conséquent, il serait à souhaiter que les Etats prennent des mesures en vue de stimuler le fonctionnement de ce mécanisme. Pour certaines autres formes de mouvements de capitaux, il n'y a pas de compensation. De ce fait, elles devront évidemment rester soumises au contrôle des autorités. Leur libération ne se justifie que si leur surveillance est déléguée à un organisme supra-national.

Conclusions.

Nous pouvons résumer comme suit nos conclusions précédentes :

1) il ne faut pas surestimer l'importance de la libre circulation des capitaux entre les pays d'Europe occidentale pour l'accroissement du bien-être de ceux-ci;

2) à mesure que les objectifs de l'union douanière se réalisent, l'importance d'une liberté totale des mouvements de capitaux diminue;

3) pour pouvoir contrôler l'équilibre interne et externe, les autorités doivent pouvoir continuer à superviser certaines formes de mouvements de capitaux, essentiellement à court terme.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* de décembre 1968. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

de BARSY E.G., Philosophie d'une action : trente années du ducroire. (Exposé fait lors de la séance solennelle d'ouverture de l'année académique 1968-1969, le 5 octobre 1968). (*Ecole des Hautes Etudes commerciales et consulaires, Liège, 1968, 40 p.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

d'ARENBERG J., Le rôle des banques commerciales dans le financement des affaires dans certains pays européens. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXVII, n° 232, septembre-octobre 1968, pp. 645-658.*)

LAMBOT A. et DEMAIN Ph., Propos sur l'utilisation des ordinateurs électroniques en banque. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXII, n° 7, 1968, pp. 619-623.*)

PARDON J., De bankinstellingen en bankmekanismen in België. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXII, n° 7, 1968, pp. 638-651.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

BLONDEEL J.L., Luxembourg, a New Financial Center. (*Belgian Trade Review, New York, XXIII, n° 11, novembre 1968, pp. 22-26.*)

SIMONET-ANGENENT M.L., Le rôle des groupes financiers belges dans le développement industriel de la Belgique au cours des dix dernières années. (*Revue de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, n° 2, 2^e trimestre 1968, pp. 249-276.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

De belasting op de toegevoegde waarde. Zegen of nachtmerrie? (*De Gids op Maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LXIX, n° 11, novembre 1968, pp. 961-975.*)

Les finances de l'Etat en 1967. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 10, octobre 1968, pp. 5-70.*)

FONTANEAU P., Fiscalité européenne. I. Belgique, France, Italie. (*Les Cahiers fiscaux européens, Paris, 1968, 784 p.*)

RAYMAEKERS R., L'instauration en Belgique de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.). (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXVII, n° 232, septembre-octobre 1968, pp. 559-591.*)

Regroupement économique des dépenses et des recettes de l'ensemble des pouvoirs publics - 1964-1966. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 10, octobre 1968, pp. 71-83.*)

SNOY et d'OPPUERS J.-Ch., Le rôle des finances publiques dans l'économie moderne. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXVII, n° 232, septembre-octobre 1968, pp. 593-604.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

GOVAERTS F., Le revenu national et sa répartition primaire dans les pays du Benelux. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXIX, nos 9-10, septembre-octobre 1968, pp. 1372-1394.*)

MOFFROID M., La rentabilité des investissements. (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLIII, nos 7-8, juillet-août 1968, pp. 301-322.*)

POULIART W., Etude sur le patrimoine et l'épargne en Belgique de ménages à revenus élevés. (*Epargner et Investir, Bruxelles, n° 163, septembre-octobre 1968, pp. 15-40.*)

6. DEMOGRAPHIE

JANSEN C.J. et KING R.C., Migrations et « occasions intervenantes » en Belgique. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXIV, n° 4, septembre 1968, pp. 519-526.*)

LESTHAEGHE R. et CHI P., Stabilisatie der leeftijdsstructuur in België en in Europa. (*Bevolking en Gezin, Bruxelles, n° 15, octobre 1968, pp. 87-94.*)

PONTANUS F., Un demi-siècle d'évolution de la population active en Belgique : 1919-1961. (*Population et Famille, Bruxelles, n° 15, octobre 1968, pp. 39-83.*)

Répartition de la population active du Royaume par branche, classe et groupe d'activités, selon le sexe et l'état social, en 1910, 1930, 1947 et 1961. (*Population et Famille, Bruxelles, n° 15, annexe, octobre 1968, pp. 1-90.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

DELBOVIER M., Chômage des jeunes et reconversion. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XLIV, n° 7, novembre 1968, pp. 550-556.*)

SPITAELS G., Les forces sociales en Belgique. (*Socialisme, Bruxelles, XV, n° 90, novembre 1968, pp. 789-798.*)

9. SECURITE SOCIALE

OSLET R., Pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLIII, nos 7-8, juillet-août 1968, pp. 323-335.*)

TROCLET L.E. e.a., L'influence des conventions internationales du travail sur la législation sociale de Belgique. (*Revue internationale du Travail, Genève, XCVIII, n° 5, novembre 1968, pp. 429-466.*)

10. SITUATION ET POLITIQUE ECONOMIQUES

Belgium. (*Chase Manhattan Bank, New York, 1968, 28 p.*)

PERSOONS F., Une nouvelle politique industrielle en Belgique. (*Etudes Economiques, Mons, n° 138, 2^e trimestre 1968, pp. 115-128.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

DE MERRE M., Situation de la production des métaux non ferreux en Belgique. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXVII, n° 232, septembre-octobre 1968, pp. 571-576.*)

DEVOS P., La concentration : considérations théoriques et cas pratiques (I). (*Etudes économiques, Mons, n° 138, 2^e trimestre 1968, pp. 129-156.*)

DE VYNCK M.W., L'évolution de la brasserie belge en 1967. (*Vita, Bruxelles, XXV, n° 19, 15 novembre 1968, pp. 773-784.*)

HOLOGNE P., L'industrie sucrière belge. (*Industrie, Bruxelles, XXII, n° 11, novembre 1968, pp. 669-677.*)

JANS P., L'expansion rationnelle de la production et de la consommation d'électricité en Belgique rend indispensable une politique énergétique cohérente. (*Energie, Bruxelles, nos 183-184, 2^e et 3^e trimestre 1968, pp. 75-79.*)

L'industrie des non ferreux de base en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 45, 30 novembre 1968, pp. 441-446.*)

L'industrie textile belge. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VII, n° 76, novembre 1968, pp. 4-8.*)

16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

A New International Monetary System. (*The Economist, Londres, n° 6536, 30 novembre 1968, pp. 58-59.*)

Au lendemain des réunions de Bonn. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, 29 novembre 1968, pp. 1-5.*)

CEDEL A., Coup d'œil rétrospectif sur le fonctionnement du système monétaire international depuis 1929. (*Problèmes économiques, Paris, n° 1091, 28 novembre 1968, pp. 7-9.*)

DAVIS T.E., The Problem of Confidence in International Reserve Assets. (*Federal Reserve Bank of Kansas City Monthly Review, Kansas City, août-septembre 1968, pp. 3-12.*)

de JOUVENEL B., Vers les changes flexibles ? (*Sédés - Chroniques d'Actualité, Paris, n° 1036, 24 novembre 1968, pp. 575-586.*)

DE MELIS M., Des accords de Londres à la dévaluation de la livre sterling et ses conséquences. (*Revue pratique des Questions commerciales et économiques, Liège, n° 3, septembre 1968, pp. 17-33.*)

DE MELIS M., Le Fonds Monétaire International. (*Revue pratique des Questions commerciales et économiques, Liège, n° 3, septembre 1968, pp. 5-15.*)

de STRYCKER C., Enkele beschouwingen over het internationale geldstelsel. (*Economie in Vlaanderen, Bruxelles, XV, n° 3, septembre 1968, pp. 19-22.*)

DE VRIES T., Noodzakelijke hervorming van het internationale geldstelsel. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LIII, n° 2672, 27 novembre 1968, pp. 1082-1083.*)

Euro-dollars et euro-émissions. (*Banque, Paris, XLIII, n° 268, novembre 1968, pp. 741-751.*)

FELDERER B., Die sozialen Kosten von Währungsreserven. (*Zeitschrift für Nationalökonomie, Vienne, XXVIII, n° 2, octobre 1968, pp. 217-233.*)

FISHER A.G.B., The International Monetary Fund : Act II. (*The Bankers' Magazine, Londres, CCVI, n° 1496, novembre 1968, pp. 259-263.*)

GENILLARD R.L., Towards a Multi-National Capital Market. (*White, Weld and Co, Londres, 1968, 8 p.*)

GORDON W.E., Le déficit du budget fédéral des Etats-Unis d'Amérique et le déficit des paiements internationaux. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXVII, n° 232, septembre-octobre 1968, pp. 613-622.*)

GUYOT F., Les liquidités internationales : Une approche fonctionnelle. (*Revue de Science financière, Paris, n° 3, juillet-septembre 1968, pp. 605-653.*)

GUTH W., L'utilisation du D-Mark comme monnaie des emprunts internationaux. (*Bulletin économique de la Deutsche Bank, Düsseldorf, n° 3, octobre 1968, pp. 1-7.*)

LACOUR C., Mouvements internationaux des capitaux à court terme et taux d'intérêt. Essai d'explication 1958-1967. (*Revue de Science financière, Paris, n° 3, juillet-septembre 1968, pp. 491-563.*)

La République fédérale allemande et les liquidités internationales. (*Bulletin économique de la Deutsche Bank, Düsseldorf, n° 3, octobre 1968, pp. 7-11.*)

Le rôle des Euro-dollars dans la gestion des banques américaines. (*Banque, Paris, XLIII, n° 268, novembre 1968, pp. 753-758.*)

- Les étapes de la négociation monétaire internationale (1961-1968). (*Banque, Paris, XLIII, n° 268, novembre 1968, pp. 737-745.*)
- Les problèmes monétaires internationaux. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VII, n° 76, novembre 1968, pp. 1-4.*)
- MARZANO A., Il problema della scarsità di riserve. (*Rassegna Economica, Naples, XXXII, n° 5, septembre-octobre 1968, pp. 1003-1046.*)
- MACHLUP F., L'ambigua demonetizzazione dell'oro. (*Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali, Padoue, XV, n° 11, novembre 1968, pp. 1.076-1081.*)
- MERTENS de WILMARS J., De recente hervormingen van het Internationale Monetaire Fonds en de toekomst van het internationale geldstelsel. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, XIII, n° 3, 1968, pp. 349-378.*)
- NELSON E.L. et CUTLER F., The International Investment Position of the United States in 1967. (*Survey of Current Business, Washington, XLVIII, n° 10, octobre 1968, pp. 19-32.*)
- The Eurobond Market. (*European Trends, Londres, n° 17, novembre 1968, pp. 19-27.*)
- The Euro-Dollar Market : A Decade of Growth. (*Bank of Nova Scotia Monthly Review, Toronto, septembre 1968, pp. 1-4.*)
- TRIFFIN R., International Economic Policy Issues in 1969. (*Belgian Trade Review, New York, XXIII, n° 11, novembre 1968, pp. 12-15.*)
- GAVANIER P., Les statistiques sociales, leur degré de comparabilité et les difficultés rencontrées dans le domaine de leur harmonisation. (*Etudes et Enquêtes statistiques, Bruxelles, n° 3, 1968, pp. 7-63.*)
- HYLKEMA J.K., Het dilemma van het E.E.G.-landbouwprijsbeleid. (*Economie, Tilburg, XXXIII, n° 1, octobre 1968, pp. 5-26.*)
- MOUSSIS N.S., L'entreprise internationale européenne est-elle nécessaire et pourquoi ? (*Revue du Marché commun, Paris, n° 117, novembre 1968, pp. 950-954.*)
- RENAULD J.G., La reconnaissance mutuelle des sociétés dans le Marché commun. (*Revue pratique des Sociétés civiles et commerciales, Bruxelles, LXVII, nos 9-10, septembre-octobre 1968, pp. 207-243.*)
- RUTA G., Risparmio e impieghi mobiliari nel quadro dell'armonizzazione dei sistemi fiscali nella C.E.E. (*Bancaria, Rome, XXIV, n° 10, octobre 1968, pp. 1257-1263.*)
- The Common Market's Giants. (*The Economist, Londres, n° 6529, 12 octobre 1968, pp. 68-69.*)
- The Common Market - Where Things Stand. (*Morgan Guaranty Survey, New York, octobre 1968, pp. 4-9.*)
- VON BERGEN W., Zehn Jahre Europäische Investitionsbank. (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, XXI, n° 21, 1^{er} novembre 1968, pp. 1023-1024.*)

17. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

- BATENBURG A., De Europese kapitaalmarkt. Huidige situatie en vooruitzichten. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires et financières, Impresor, Bruxelles, cahier n° 146, décembre 1968, 28 p.*)
- BUYSE R., Les effectifs scolaires et universitaires dans les pays de la Communauté. (*Etudes et Enquêtes statistiques, Bruxelles, n° 3, 1968, pp. 177-253.*)
- DELL'AMORE G., La politica del risparmio nella Comunità Economica Europea. (*Bancaria, Rome, XXIV, n° 10, octobre 1968, pp. 1242-1249.*)

18. DIVERS

- LEDERER A., Considérations sur l'efficacité de l'assistance technique belge. (*Bulletin des Séances de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, Bruxelles, n° 2, août 1968, pp. 514-526.*)
- PUELINCKX A., De controle op de jaarrekeningen van dochtermaatschappijen van vreemde vennootschappen. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXII, n° 7, 1968, pp. 604-618.*)
- VAN OMMESLAGHE P., La transformation des sociétés commerciales. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXII, n° 7, 1968, pp. 571-595.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

1. — ECONOMIE GENERALE

Loi du 24 décembre 1968

étendant, à titre provisoire, les attributions du Fonds commun de garantie agréé par l'arrêté royal du 31 janvier 1957 (Moniteur du 31 décembre 1969, p. 12629).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 21 novembre 1968

autorisant la société coopérative « Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique » à contracter, sous la garantie de l'Etat, un trente-deuxième emprunt, d'un montant effectif de 300 millions de francs (Moniteur du 4 décembre 1968, p. 11815).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 11 mai 1967

relative au régime d'accise de la bière (Moniteur du 22 décembre 1968, p. 12401).

Arrêté ministériel du 28 octobre 1968

attribuant une aide aux industries produisant, à base de lait belge, de la poudre de lait entier (Moniteur du 6 décembre 1968, p. 11893). Erratum (Moniteur du 10 décembre 1968, p. 11984).

Arrêté ministériel du 25 novembre 1968

réglant l'exécution de la loi du 11 mai 1967 relative au régime d'accise de la bière (Moniteur du 22 décembre 1968, p. 12404).

Arrêté royal du 2 décembre 1968

transférant des crédits d'ordonnancement entre divers articles inscrits au titre II (dépenses extraordinaires) du budget du Ministère des Travaux publics pour l'année budgétaire 1968 (Moniteur du 12 décembre 1968, p. 12097).

Arrêté royal du 5 décembre 1968

transférant des crédits d'ordonnancement entre articles relevant du titre II (dépenses extraordinaires) du budget du Ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire 1968 (Moniteur du 20 décembre 1968, p. 12311).

Arrêté royal du 10 décembre 1968

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 20 décembre 1968, p. 12333).

Arrêté royal du 13 décembre 1968

relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Moniteur du 19 décembre 1968, p. 12256).

Arrêté royal du 18 décembre 1968

modifiant le régime d'accise des gaz de pétrole et des autres hydrocarbures gazeux, liquéfiés et arrêté ministériel du 24 décembre le modifiant (Moniteur du 31 décembre 1968, pp. 12653 et 12666).

Arrêté royal du 18 décembre 1968

concernant le régime d'accise des huiles minérales (Moniteur du 31 décembre 1968, p. 12670).

Loi du 20 décembre 1968

contenant le budget du Ministère des Finances (Moniteur du 31 décembre 1968, p. 12632).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1969 afférentes au Ministère des Finances (...) des crédits s'élevant à la somme de 8.410.418.000 francs.

Art. 8. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 4.000.000 francs (...).

Art. 9. — Des crédits d'ordonnancement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par les lois antérieures sont ouverts jusqu'à concurrence de 1.308.454.000 francs.

Art. 10. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 13.685.941.000 francs pour les recettes et à 13.641.454.000 francs pour les dépenses.

Arrêté royal du 20 décembre 1968

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1967 (dépenses ordinaires) du budget des dotations (Moniteur du 31 décembre 1968, p. 12654).

Arrêté ministériel du 20 décembre 1968

portant exécution de l'arrêté royal du 18 décembre 1968 relatif au régime d'accise des huiles minérales et modifiant l'arrêté ministériel du 21 novembre 1963 portant exécution des dispositions légales coordonnées relatives au régime d'accise des huiles minérales (Moniteur du 31 décembre 1968, p. 12664).

**Arrêtés ministériels
des 20 et 24 décembre 1968**

modifiant l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant Règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 31 décembre 1968, pp. 12668 et 12669).

Loi du 24 décembre 1968

contenant le budget des Voies et Moyens et le budget des Recettes ordinaires pour l'année budgétaire 1969 (Moniteur du 28 décembre 1968, p. 12583).

Article 1^{er}. — Pour l'année budgétaire 1969, les recettes ordinaires de l'Etat sont évaluées :

Pour les recettes fiscales, à . . . F	251.605.000.000
Pour les recettes non fiscales, à . F	13.045.154.000
soit ensemble F	264.650.154.000

Art. 2. — Pour l'année budgétaire 1969, les recettes extraordinaires sont évaluées à la somme de 420.513.000 francs.

Loi du 24 décembre 1968

contenant le budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1969 (Moniteur du 28 décembre 1968, p. 12593).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1969 afférentes à la dette publique (...) des crédits s'élevant à la somme de 46.175.676.000 francs.

Art. 2. — Le montant effectif des emprunts que l'association sans but lucratif « Ligue des Familles nombreuses de Belgique » est autorisée à émettre sous la garantie de l'Etat pour son Fonds des études, est porté de 177.250.000 à 187.250.000 francs.

Art. 6. — Des crédits d'ordonnement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par les lois antérieures sont ouverts jusqu'à concurrence de 411.298.000 francs (...).

Art. 7. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 15.553.100.000 francs pour les recettes et à 15.554.000.000 francs pour les dépenses.

Loi du 24 décembre 1968

ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1969 (Moniteur du 28 décembre 1968, p. 12606).

Arrêté royal du 24 décembre 1968

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 31 décembre 1968, p. 12656).

Arrêté royal du 24 décembre 1968

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 31 décembre 1968, p. 12663).

5. — INDUSTRIE

Arrêté ministériel du 28 octobre 1968

attribuant une aide aux industries produisant, à base de lait belge, de la poudre de lait entier (Moniteur du 6 décembre 1968, p. 11893). Erratum (Moniteur du 10 décembre 1968, pp. 11984).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 9 décembre 1968

relatif à la tenue du compte individuel des travailleurs (Moniteur du 25 décembre 1968, p. 12555).

Arrêté royal du 24 décembre 1968

fixant les mesures d'exécution de l'arrêté royal n° 40 du 24 octobre 1967 sur le travail des femmes (Moniteur du 31 décembre 1968, p. 12683).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 10 décembre 1968

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 20 décembre 1968, p. 12333).

Arrêté royal du 24 décembre 1968

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 31 décembre 1968, p. 12656).

**Arrêtés royaux
des 18 et 24 décembre 1968**

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur des 20 et 31 décembre 1968, pp. 12331 et 12663).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 9 décembre 1968

relatif à la tenue du compte individuel des travailleurs (Moniteur du 25 décembre 1968, p. 12555).

Loi du 24 décembre 1968

prorogeant la loi du 29 janvier 1964 tendant à protéger les loyers des habitations modestes (Moniteur du 31 décembre 1968, p. 12630).

Arrêté royal du 11 décembre 1968

déterminant l'incidence des fluctuations de l'indice des prix à la consommation sur la perception des cotisations dues pour 1969 dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants (Moniteur du 24 décembre 1968, p. 12459).

Loi du 24 décembre 1968

prorogeant la loi du 12 juin 1967 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, prorogée par la loi du 22 décembre 1967 (Moniteur du 31 décembre 1968, p. 12631).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 26 novembre 1968

fixant le montant du supplément de pension d'invalidité accordé aux ouvriers mineurs et assimilés (Moniteur du 6 décembre 1968, p. 11894).

Loi du 12 décembre 1968

modifiant l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande (Moniteur du 24 décembre 1968, p. 12451).

Arrêté royal du 2 décembre 1968

modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 7 décembre 1968, p. 11927).

Arrêté royal du 16 décembre 1968

modifiant l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office National de Sécurité Sociale (Moniteur du 25 décembre 1968, p. 12553).

Arrêté ministériel du 18 décembre 1968

déterminant la procédure de fixation de l'inaptitude au travail des travailleurs sollicitant les indemnités d'attente accordées aux travailleurs victimes de certaines fermetures d'entreprises (Moniteur du 25 décembre 1968, p. 12653).

Loi du 24 décembre 1968

portant modification de la loi du 24 décembre 1963 relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci (Moniteur du 28 décembre 1968, p. 12578).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

**Décision de la Commission
du 22 novembre 1968 (68/409/C.E.E.)**

autorisant le Royaume de Belgique à accorder une aide nationale au lait en fonction de la qualité (Journal officiel du 14 décembre 1968, n° L 300, p. 23).

**Décision de la Commission
du 4 décembre 1968 (68/406/C.E.E.)**

autorisant la République française à prendre certaines mesures de sauvegarde conformément à l'article 108 paragraphe 3 du traité (Journal officiel du 7 décembre 1968, n° L 295, p. 10).

La Commission des Communautés Européennes, vu les dispositions du traité instituant la Communauté Economique Européenne, et notamment son article 108, paragraphe 3,

vu la décision de la Commission du 23 juillet 1968, et notamment son article 9,

A arrêté la présente décision :

Article 1^{er}. — La République française est autorisée, à titre temporaire :

a) à prohiber ou à soumettre à autorisation de change préalable, la conclusion ou l'exécution des transactions et les transferts afférents aux mouvements de capitaux visés par les articles 1^{er} et 2 de la directive du Conseil du 11 mai 1960 (1^{re} directive pour la mise en œuvre de l'article 67), modifiée par la directive 63/21/C.E.E. du 18 décembre 1962, dans la limite des mesures effectivement en vigueur à la date de ratification de la présente décision;

b) à soumettre à limitation ou à autorisation préalable les importations et exportations de moyens de paiement nécessaires aux voyages d'affaires;

c) à exiger la domiciliation auprès d'intermédiaires agréés des opérations d'importation et d'exportation de marchandises, ainsi qu'à imposer pour le paiement des marchandises exportées un délai de 180 jours après l'arrivée desdites marchandises au lieu de destination.

Art. 2. — La Commission examine en permanence l'application de ces mesures.

Elle se réserve de rapporter ou de modifier cette autorisation dès que la normalisation des circuits financiers sera suffisamment avancée.

Art. 3. — L'article 1^{er} de la décision du 23 juillet 1968 est abrogé.

Art. 4. — La présente décision est destinée à la République française.

**Décision n° 1991/68/C.E.C.A.
de la Commission du 6 décembre 1968**

relative à l'autorisation d'aides accordées par le Royaume de Belgique en 1968 aux entreprises de l'industrie houillère (Journal officiel du 12 décembre 1968, n° L 298, p. 12).

**Règlement (C.E.E.) n° 2041/68
du Conseil du 10 décembre 1968**

portant établissement d'une liste commune de libération des importations dans la Communauté à l'égard des pays tiers (Journal officiel du 18 décembre 1968, n° L 303, p. 1).

Article 1^{er}. — Les produits repris à l'annexe I constituent la liste commune de libération de la Communauté à l'égard des pays tiers figurant à l'annexe II.

Art. 2. — Les Etats membres s'abstiennent, à l'égard des pays tiers figurant à l'annexe II, d'introduire des restrictions quantitatives à l'importation pour les produits figurant à l'annexe I.

Art. 3. — Le Conseil, statuant sur proposition de la Commission et à la majorité qualifiée, peut décider l'inclusion de nouveaux produits dans la liste figurant à l'annexe I, ainsi que l'inclusion d'autres pays tiers dans la liste reprise à l'annexe II, lorsque, de ce fait, une situation telle que celle visée à l'article 4 ne risque pas de se présenter pour la Communauté ou, jusqu'à l'instauration d'une politique commerciale commune conformément aux dispositions de l'article 113 du traité, pour un ou plusieurs Etats membres.

Art. 4. — Lorsqu'un produit repris à l'annexe I est importé dans la Communauté en quantités tellement accrues et/ou à des conditions telles qu'un préjudice grave est porté ou menacé de l'être à la production

communautaire de produits similaires ou de produits directement concurrents et lorsque les intérêts de la Communauté le nécessitent, la Commission peut proposer au Conseil qui statue à la majorité qualifiée et dans le respect des obligations internationales :

— le retrait d'un ou de plusieurs produits de la liste figurant à l'annexe I à l'égard d'un ou de plusieurs pays figurant à l'annexe II;

— le retrait d'un ou de plusieurs pays de la liste figurant à l'annexe II;

— l'établissement de contingents communautaires; ce faisant, le Conseil, jusqu'à l'instauration d'une politique commerciale commune, tiendra compte de la mesure dans laquelle une situation telle que celle définie ci-dessus risque de se produire dans tous les Etats membres.

Art. 5. — Par dérogation aux dispositions des articles 2 et 4, le Conseil, statuant sur proposition de la Commission que celle-ci peut présenter à la demande d'un Etat membre ou de sa propre initiative, peut autoriser, selon la procédure de vote prévue à l'article 111 paragraphe 3 du traité, un Etat membre à introduire des restrictions quantitatives à l'importation.

Art. 6. — Par dérogation aux dispositions des articles 2, 3, 4 et 5, un Etat membre peut, en cas d'urgence, introduire des restrictions quantitatives à l'importation. Il notifie immédiatement ces mesures à la Commission. Le Conseil, sur proposition de la Commission et selon la procédure de vote prévue à l'article 111 paragraphe 3 du traité, décide le maintien, la modification ou l'abrogation de ces mesures.

Art. 7. — Les dispositions de l'article 2 ne sont pas applicables pour un Etat membre :

— au cas où cet Etat membre introduit des restrictions quantitatives à l'égard des autres Etats membres en conformité avec les dispositions du traité;

— au cas où cet Etat membre introduit des restrictions quantitatives à l'égard des pays figurant à l'annexe II dans les conditions prévues aux articles 108 et 109 du traité;

— aussi longtemps que les accords internationaux conclus par cet Etat membre lui font obligation d'instaurer des restrictions quantitatives à l'importation;

— au cas où cet Etat membre introduit des restrictions quantitatives en application d'un accord bilatéral et sous réserve du respect des dispositions de la décision du Conseil du 9 octobre 1961, et notamment de son article 4.

Art. 8. — 1. Les dispositions du présent règlement sont applicables sans préjudice des règles spéciales prévues dans des accords conclus entre la Communauté et des pays tiers.

2. Le présent règlement ne s'oppose pas à l'application intégrale des règlements portant organisation commune des marchés agricoles; les dispositions des articles 5, 6 et 7 ne sont pas applicables aux produits tombant sous l'application de ces règlements.

Art. 9. — Au plus tard trois mois avant la fin de la période de transition, le Conseil, statuant sur proposition de la Commission et selon la procédure de vote prévue à l'article 111 paragraphe 3 du traité, décide des adaptations à apporter au présent règlement, en fonction de l'instauration d'une politique commerciale commune.

Art. 10. — Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1969.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Règlement (C.E.E.) n° 2042/68 du Conseil du 10 décembre 1968

portant établissement graduel d'une procédure commune de gestion des contingents quantitatifs à l'importation dans la Communauté (Journal officiel du 18 décembre 1968, n° L 303, p. 39).

Article 1^{er}. — Les dispositions du présent règlement s'appliquent à l'importation de produits pour lesquels la Communauté a pris, dans un accord avec un ou plusieurs pays tiers, l'engagement d'ouvrir, pour une quantité déterminée, des contingents à l'importation dans la Communauté ou a fixé de façon autonome de tels contingents.

Art. 2. — 1. Le Conseil, statuant sur proposition de la Commission et à la majorité qualifiée, fixe le contingent; il décide en principe et concomitamment de sa répartition entre les Etats membres.

2. Lorsque la fixation d'un contingent résulte d'une mesure de retrait de libération, le Conseil tient compte, notamment, d'une part, du volume des contrats conclus à des conditions normales, notifié à la Commission par l'Etat membre intéressé conformément à ses dispositions internes, d'autre part, du fait que la réalisation du but recherché par la mesure de retrait de libération ne doit pas être compromise. Toutefois, il n'est pas tenu compte des contrats conclus après l'entrée en vigueur, soit d'une décision du Conseil visant à limiter la liberté d'importation, soit d'une mesure arrêtée par la Commission en vertu de l'article 1 paragraphe 1 sous b) du règlement (C.E.E.) n° 2045/68 du Conseil, du 10 décembre 1968, instaurant une procédure spéciale pour l'importation de certains produits de certains pays tiers.

Art. 3. — Les quotes-parts attribuées aux Etats membres en vertu de l'article 2 sont, sauf décision contraire, publiées au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Art. 4. — Les Etats membres autorisent les importations à concurrence de leurs quotes-parts, selon la réglementation nationale et sous réserve des dispositions des articles 5 et 6.

Art. 9. — 1. Il est institué un Comité de gestion des contingents, ci-après dénommé le « Comité », composé de représentants des Etats membres et présidé par un représentant de la Commission.

Art. 14. — Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1969.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Règlement (C.E.E.) n° 2045/68 du Conseil du 10 décembre 1968

instaurant une procédure spéciale pour l'importation de certains produits de certains pays tiers (Journal officiel du 18 décembre 1968, n° L 303, p. 43).

Article 1^{er}. — 1. Une procédure communautaire de surveillance des importations dans la Communauté

est instituée. Elle est applicable à certains produits de certains pays tiers qui ne sont soumis à aucune restriction quantitative à l'importation, dénommés ci-après « produits sous surveillance ».

2. Les produits sous surveillance sont déterminés par le Conseil. Celui-ci statue à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission que celle-ci peut présenter à la demande d'un Etat membre ou de sa propre initiative.

Art. 2. — L'importation dans la Communauté des produits sous surveillance s'effectue :

a) dans les cas où leur importation est, en vertu des règlements portant organisation commune des marchés agricoles, soumise à la présentation d'un certificat ou autre titre d'importation, sous le couvert de ces certificats ou autres titres d'importation;

b) dans tous les autres cas, sous le couvert d'avis préalables d'importation.

Art. 10. — 1. Lorsqu'un produit sous surveillance est importé dans la Communauté en quantités telle-ment accrues et/ou à des conditions telles qu'un préjudice grave est porté ou menace de l'être à la production communautaire de produits similaires ou de produits directement concurrents et lorsque les intérêts de la Communauté le nécessitent, le Conseil, sur proposition que la Commission lui présente, après avoir entendu les avis exprimés au sein du Comité, arrête les mesures appropriées. Il statue à la majorité qualifiée.

2. Si les mesures arrêtées par le Conseil consistent dans l'instauration de restrictions quantitatives à l'importation, celles-ci n'affectent pas les produits qui sont déjà en cours de route, accompagnés soit d'un avis préalable d'importation visé, soit d'un certificat ou autre titre d'importation, au sens de l'article 2 sous a).

Art. 11. — 1. Lorsqu'une des situations visées à l'article 10 paragraphe 1 risque de se présenter dans un proche avenir et lorsque les intérêts de la Communauté nécessitent une action immédiate, la Commission peut, à la demande d'un Etat membre ou de sa propre initiative :

a) abrégé le délai au cours duquel les documents d'importation au sens de l'article 2 sont utilisables;

b) décider la suspension, soit de l'octroi des visas, soit de la délivrance des documents d'importation mentionnés à l'article 2 sous a); cette mesure entraîne l'irrecevabilité des demandes d'octroi de certificats ou autres titres d'importation ainsi que des avis préalables d'importation, présentés pendant la période de suspension.

Les mesures précitées sont communiquées au Conseil et aux Etats membres et immédiatement applicables.

2. La Commission prend les mesures visées au paragraphe 1 après avoir entendu les avis exprimés au sein du Comité.

3. Dans les cas où l'action de la Commission est demandée par un Etat membre, celle-ci décide dans un délai maximum de cinq jours ouvrables à compter de la réception de la demande. Si la Commission ne donne pas suite à une telle demande, elle communique, sans délai, cette décision au Conseil qui peut prendre, à la majorité qualifiée, une décision différente. La décision de la Commission de ne pas prendre l'une des mesures visées ci-dessus n'exclut pas l'instauration d'une telle mesure à une date ultérieure, soit à la demande d'un Etat membre s'il existe des éléments nouveaux, soit à l'initiative de la Commission.

4. Tout Etat membre peut déférer au Conseil les mesures prises par la Commission en vertu du paragraphe 1 dans un délai de dix jours ouvrables suivant le jour de leur communication aux Etats membres. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut confirmer ces mesures ou prendre une décision différente.

5. Lorsqu'elle a fait application du paragraphe 1 sous b), la Commission, dans un délai de dix jours ouvrables à compter de l'entrée en vigueur de la mesure qu'elle a adoptée, soumet au Conseil une proposition au sens de l'article 10. Si le Conseil n'a pas statué sur cette proposition, au plus tard six semaines après l'entrée en vigueur de la mesure adoptée par la Commission, cette mesure est abrogée.

Art. 12. — Le Conseil, statuant sur proposition de la Commission et à la majorité qualifiée, peut décider qu'aucune des mesures visées à l'article 10 paragraphe 1 et à l'article 11 paragraphe 1 n'est applicable à un produit sous surveillance pour lequel le pays tiers concerné a donné à la Commission des garanties suffisantes permettant de constater qu'une des situations visées à l'article 10 paragraphe 1 ne risque pas de se présenter du fait de l'importation de ce produit.

Art. 14. — (...)

2. Jusqu'à l'adoption, par chaque Etat membre, de dispositions permettant aux ressortissants des autres Etats membres d'effectuer des opérations d'importation sur son territoire dans les mêmes conditions que les personnes qui y sont établies, chaque Etat membre peut refuser le visa aux personnes qui ne sont pas établies sur son territoire. La présente disposition ne porte pas préjudice aux obligations découlant des directives du Conseil concernant la liberté d'établissement et des services.

3. L'avis préalable d'importation n'est valable que pour une opération d'importation effectuée dans l'Etat membre qui l'a visé.

4. Lorsque l'une des situations définies pour la Communauté à l'article 10 paragraphe 1 se présente ou risque de se présenter pour un Etat membre, celui-ci, si ses intérêts le nécessitent, peut suspendre l'octroi des visas et, si besoin est, réintroduire des restrictions quantitatives à l'importation sous réserve du respect des dispositions des règlements portant organisation commune des marchés agricoles et du règlement (C.E.E.) n° 2041/68 du Conseil, du 10 décembre 1968, portant établissement d'une liste commune de libération des importations dans la Communauté à l'égard des pays tiers. Il prend ces mesures après avoir entendu les avis exprimés au sein du Comité qui se réunira, si besoin est, dans les huit jours.

5. Lorsqu'un Etat membre a fait application du paragraphe 4, il communique sa décision à la Commission. Celle-ci propose au Conseil dans les meilleurs délais les mesures appropriées. Le Conseil décide à la majorité qualifiée. Si, un mois après le dépôt de la proposition de la Commission, le Conseil n'a pas statué, les autres Etats membres sont dégagés des obligations découlant du présent règlement pour le produit sous surveillance visé par les mesures de l'Etat membre en question.

Art. 15. — Le présent règlement ne fait pas obstacle à l'application des règlements portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole, ni à celle des règlements n° 160/66/C.E.E. et 170/67/C.E.E. Les dispositions du présent règlement peuvent être appliquées de façon complémentaire auxdits règlements et, sauf en ce qui concerne l'article 14 paragraphe 4, par dérogation à leurs dispositions qui comportent le remplacement de toutes restrictions

quantitatives à l'importation ou mesures d'effet équivalent par les seules mesures de protection aux frontières prévues par ces règlements.

Art. 16. — Chaque Etat membre prend, au plus tard le 31 janvier 1969, toutes mesures nécessaires à l'application du présent règlement. Il en informe aussitôt la Commission. Celle-ci transmet, sans délai, ces informations aux autres Etats membres.

Art. 17. — Au plus tard trois mois avant la fin de la période de transition, le Conseil, statuant sur proposition de la Commission et à la majorité qualifiée, décide des adaptations à apporter au présent règlement, en fonction de l'instauration d'une politique commerciale commune.

Art. 18. — Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1969.

**Décision du Conseil du 20 décembre 1968
(68/421/C.E.E.)**

portant conclusion d'un accord avec le Royaume-Uni négocié au titre de l'article XXVIII du G.A.T.T. (Journal officiel du 28 décembre 1968, n° L 311, p. 24).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1 et 2 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, 5, boulevard de Berlaimont, Bruxelles 1. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1965	1965	1966	1967
		(milliers)		1	1	1
		(à fin d'année)		(à fin d'année)		
Population totale	I.N.S.	8.512	9.499	9.499	9.556	9.606
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	6.022	6.022	6.039	
dont : Hommes	»	2.902	2.998	2.998	3.007	
Femmes	»	2.948	3.024	3.024	3.032	
Population active ² :	Ministère de l'Emploi et du Travail	(estimations de moyennes annuelles)		(estimations à fin juin)		
		3.481	3.660	3.705	3.692	3.698
dont : Agriculture	»	423	206	230	216	209
Industries extractives	»	191	97	95	84	74
Industries manufacturières	»	1.311	1.291	1.256	1.253	1.219
Bâtiments et construction	»	197	286	293	296	304
Transports	»	243	243	266	267	263
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.476	1.445	1.454	1.484
Chômeurs complets	»	92	61	59 ³	62 ³	92 ³
Ouvriers frontaliers ⁴	»			61	60	53

¹ Depuis 1965 la population active a été calculée à la date du 30 juin suivant une nouvelle méthode. Les chiffres ainsi obtenus ne sont pas comparables avec la série précédente.

² Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

³ Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

⁴ Dans l'ancienne série, les ouvriers frontaliers étaient répartis sur les différents secteurs.

1 - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	181,6	210,9	230,1	255,9	269,9
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,6	18,4	19,8	20,6
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,9	43,1	49,8	52,2	58,5
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	76,9	82,5	92,9	103,8	114,1
e) Corrections et compléments	13,3	13,6	15,5	15,2	20,0	22,9	22,6	24,4	22,7	23,6
Total ...	243,4	244,6	261,8	274,0	301,0	333,6	375,7	415,6	454,4	486,7
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	21,5	22,5	23,4	27,0	25,2	27,3	28,8	31,1	29,4	30,4
b) Professions libérales ¹	11,2	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,7	22,0	24,2	25,2
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	100,8	104,9	109,1	113,3
d) Revenus des sociétés de personnes ²	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	8,3	8,7	8,3	7,5
e) Ajustement statistique	1,2	1,0	1,3	0,4	0,6	0,4	- 0,5	0,7	0,4	0,4
Total ...	110,7	114,2	119,7	127,1	130,1	137,4	154,1	167,4	171,4	176,8
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,4	27,8	30,5	33,6	37,3
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	34,1	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	34,8	36,6	38,6	41,0
c) Dividendes, tantièmes, dons	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	17,0	18,3	18,6
Total ...	62,3	63,0	66,5	69,7	73,6	73,6	77,6	84,1	90,5	96,9
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	13,5	16,7	17,0	12,2	10,0
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	14,2	17,0	18,1	20,7
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	5,9	4,3	3,2	5,2
7. Intérêt de la dette publique	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-18,6	-20,5	-22,5	-24,3	-26,3	-29,8
Revenu national net au coût des facteurs ...	423,9	431,0	458,3	481,2	514,7	553,3	621,7	681,1	723,5	766,5
8. Amortissements	50,5	53,2	56,1	58,4	61,7	66,8	73,7	79,5	86,0	91,5
Revenu national brut au coût des facteurs ...	474,4	484,2	514,4	539,6	576,4	620,1	695,4	760,6	809,5	858,0
9. Impôts indirects	55,2	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,9	120,9	134,4
10. Subsides	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,7	- 9,7	-14,1	-15,3
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

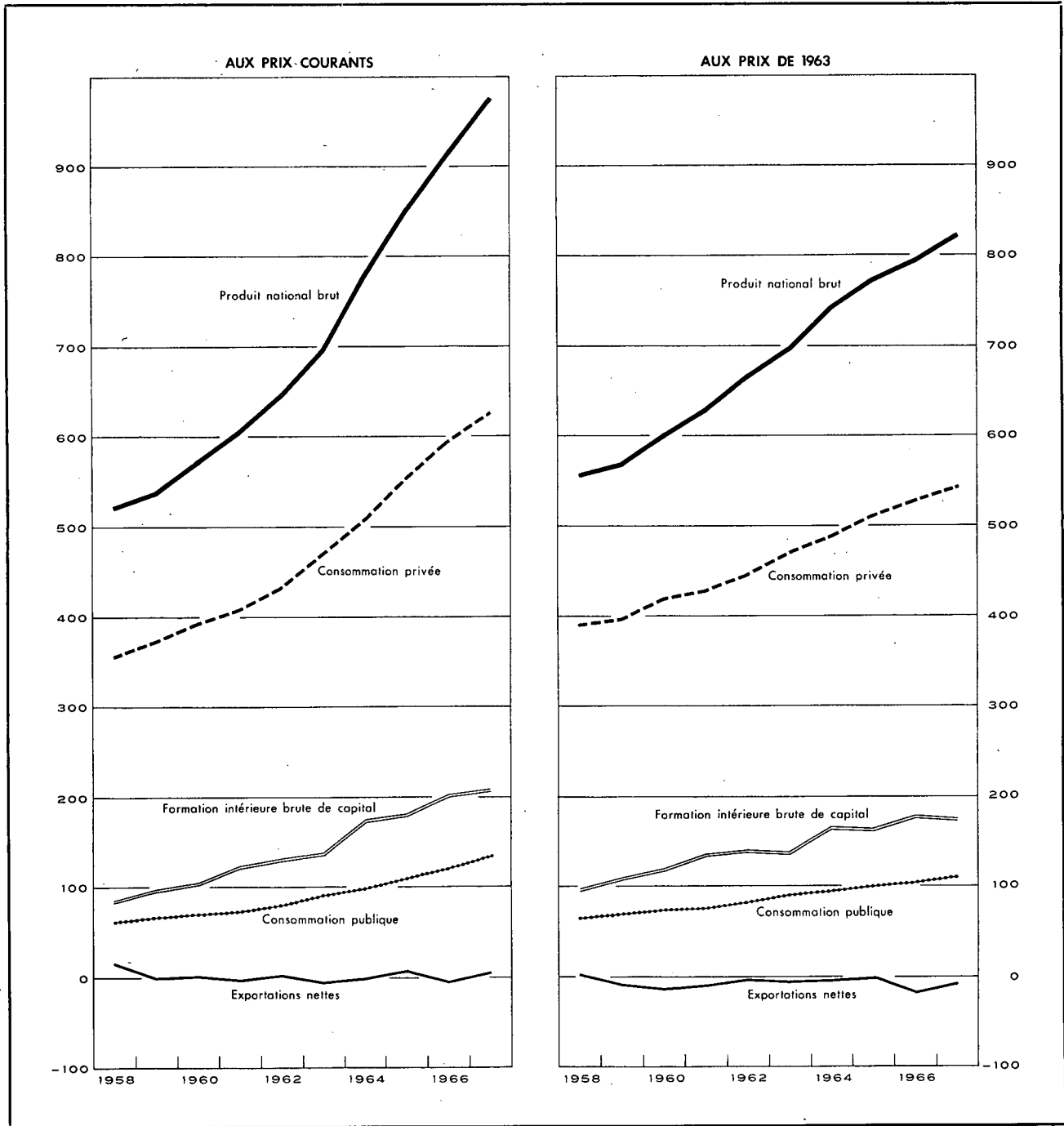
	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Agriculture, sylviculture et pêche	34,2	35,3	36,6	40,4	38,9	41,7	44,1	46,9	45,6	47,2
2. Industries extractives	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	16,5	15,5	13,7	13,1
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	37,0	37,8	39,3	40,7	42,5	44,9	48,1	51,5	56,0	60,8
b) Textiles	12,9	14,0	15,5	16,3	16,7	18,9	21,1	21,0	23,9	21,4
c) Vêtements et chaussures	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,8	12,7	12,5
d) Bois et meubles	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	9,0	10,6	11,3	12,9	13,7
e) Papier, impression, édition	7,5	7,8	8,5	9,1	10,3	11,2	12,5	13,2	14,6	15,4
f) Industries chimiques et activités connexes	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	19,6	20,9	22,3	24,2
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,0	14,7	14,8	15,5	16,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	13,3	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,5	23,1	21,5	22,7
i) Fabrications métalliques et cons- tructions navales	33,7	33,2	36,9	43,0	49,0	55,4	62,3	68,5	72,9	73,4
j) Industries non dénommées ailleurs .	10,2	10,7	12,3	12,9	14,1	18,4	21,2	22,7	25,9	27,3
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>213,2</i>	<i>242,4</i>	<i>258,8</i>	<i>278,2</i>	<i>287,6</i>
4. Construction	30,7	30,7	33,2	36,9	40,3	43,0	55,2	59,1	63,8	69,2
5. Electricité, gaz et eau	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,4	14,6	15,6	17,1	18,6
6. Commerce, banques, assurances immeu- bles d'habitation :										
a) Commerce	77,0	83,5	87,8	95,3	103,4	111,7	119,9	132,0	147,3	160,5
b) Services financiers et assurances ...	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,4	27,6	31,2	34,5
c) Immeubles d'habitation	39,1	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	45,1	48,1	51,2	54,3
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>175,8</i>	<i>189,4</i>	<i>207,7</i>	<i>229,7</i>	<i>249,3</i>
7. Transports et communications	34,5	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	52,0	56,8	62,1	65,6
8. Services	108,0	112,8	119,8	124,6	132,8	144,5	159,8	181,7	197,7	215,8
9. Corrections	0,8	0,6	-3,0	0,3	3,8	-0,1	2,9	3,9	1,6	3,8
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	514,8	532,3	565,1	599,9	642,6	693,0	776,9	846,0	909,5	970,2
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	7,9	5,5	7,5	6,2	5,4	4,9	4,9	6,8	6,8	6,9
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	103,3	105,8	108,2	112,5	119,8	125,1	130,5	141,7	150,7	158,4
b) Boissons et tabacs	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	39,8	41,2	44,6
c) Vêtements et autres effets personnels	34,2	35,9	38,4	40,6	43,1	47,4	50,8	55,2	58,7	58,1
d) Loyers, taxes, eau	46,8	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	55,7	59,5	63,1	67,1
e) Chauffage et éclairage	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,5	25,3	28,1	29,2	30,7
f) Articles ménagers durables	27,6	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,4	50,5	54,7	55,5
g) Entretien de la maison	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,6	26,1	28,1	30,0
h) Soins personnels et hygiène	20,5	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	30,9	38,7	42,9	46,1
i) Transports et Communications	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	43,3	48,8	53,2	58,9	62,9
j) Loisirs	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	36,2	41,0	44,3	47,0	51,9
k) Autres dépenses et ajustement statistique	3,6	10,3	12,3	12,1	10,4	16,5	18,1	16,6	21,4	22,6
Total ...	357,0	373,5	393,6	410,2	433,0	472,2	507,8	553,7	595,9	627,9
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	44,0	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,6	76,1	84,8	93,4
b) Biens et services	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,1	27,1	28,6	32,6
c) Loyer net imputé ou payé	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3	4,5	5,0
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7	1,8	2,1
Total ...	62,2	66,9	71,3	72,7	80,0	90,9	98,0	109,2	119,7	133,1
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,3	6,0	5,4
b) Industries extractives	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	2,0	1,7	1,7
c) Industries manufacturières	18,3	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,7	46,3	54,3	58,0
d) Construction	1,9	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,1	5,5	6,5	7,0
e) Electricité, gaz et eau	4,9	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	7,8	9,4	11,3	14,0
f) Commerce, banques, assurances	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,6	15,4	15,6	18,1	19,0
g) Immeubles d'habitation	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	29,4	46,6	51,3	47,4	49,1
h) Transports et communications	12,0	11,5	12,4	12,6	13,6	14,6	15,4	18,6	20,5	22,7
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	8,5	11,8	12,1	13,5	15,6	17,9	23,1	20,5	25,9	30,0
j) Autres services	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,7	3,9	4,1	4,9	5,4
k) Variations de stocks	0,8	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	11,0	4,3	7,7	-2,6
l) Ajustement statistique	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,1	0,1	-1,1	-0,2	-0,6
Total ...	86,3	97,2	106,3	123,6	131,6	138,7	176,0	181,8	204,1	209,1
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	177,3	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,0	325,7	350,1	375,8
b) Importations totales	160,1	176,1	198,7	217,1	230,2	258,1	295,0	317,6	353,5	368,8
c) Exportations nettes	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-3,9	—	+8,1	-3,4	+7,0
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	91	89	93	95	98	100	101	103	106	111
b) Boissons	83	87	89	92	93	100	106	110	107	112
c) Tabac	88	89	93	95	100	100	105	112	116	117
d) Vêtements et autres effets personnels	77	80	85	89	93	100	104	110	112	110
e) Loyers, taxes, eau	95	96	96	97	99	100	102	104	106	108
f) Chauffage et éclairage	68	69	74	77	92	100	90	98	99	104
g) Articles ménagers durables	69	72	82	87	91	100	112	120	126	127
h) Entretien de la maison	90	92	94	96	100	100	103	106	108	110
i) Soins personnels et hygiène ...	79	82	87	90	96	100	102	111	113	116
j) Transports	68	70	77	79	84	100	110	121	126	132
k) Communications P.T.T.	81	81	83	87	93	100	108	114	123	132
l) Loisirs	90	89	89	93	96	100	105	109	111	116
<i>Total ...</i>	<i>83</i>	<i>84</i>	<i>89</i>	<i>91</i>	<i>95</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>108</i>	<i>112</i>	<i>115</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	76	79	83	86	91	100	105	112	118	124
b) Biens et services	65	73	76	74	86	100	102	104	112	124
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	69	71	74	80	90	100	109	117	119	129
<i>Total ...</i>	<i>73</i>	<i>77</i>	<i>81</i>	<i>82</i>	<i>90</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>110</i>	<i>114</i>	<i>122</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	106	111	93	104	97	100	110	116	126	112
b) Industries extractives	152	105	86	113	81	100	96	93	78	75
c) Industries manufacturières	50	52	73	89	100	100	99	110	126	132
d) Construction	35	44	48	62	105	100	89	94	109	115
e) Electricité, gaz et eau	80	99	80	75	119	100	108	126	147	177
f) Commerce, banques, assurances	66	75	82	90	93	100	99	97	110	112
g) Immeubles d'habitation	92	99	117	125	107	100	146	149	131	127
h) Transports et communications .	87	83	89	90	96	100	101	118	125	134
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	67	82	75	77	84	100	139	112	132	151
j) Enseignement	29	64	76	94	105	100	88	85	107	106
k) Autres services	72	80	84	94	96	100	99	99	117	126
<i>Total ...</i>	<i>70</i>	<i>79</i>	<i>86</i>	<i>98</i>	<i>101</i>	<i>100</i>	<i>119</i>	<i>118</i>	<i>129</i>	<i>127</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	68	73	80	87	93	100	111	120	124	132
b) Importations totales	66	74	83	89	93	100	111	118	123	133
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	80,0	81,8	86,2	90,4	95,5	100,0	106,9	111,0	114,1	118,1

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution de la population active belge pour la période 1948-1960 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1968, p. 704. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1 — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100 ¹

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construc- tion
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques				Textiles (sans confection)		
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1965	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9	
1966	104,5	48,6	109,7	101,5	121,0	135,3	116,6	108,3	98,0	111,2	
1967	102,1	43,9	106,4	93,3	119,2	129,3	109,2	105,3	95,6	113,0	
1966 2 ^e trimestre .	104,8	49,6	109,5	101,8	121,3	135,4	116,2	108,9	97,7	112,1	
3 ^e trimestre .	105,3	48,1	109,9	100,9	121,8	133,9	116,8	111,9	97,6	114,4	
4 ^e trimestre .	104,9	46,7	110,2	98,6	123,7	135,7	116,7	109,6	97,7	112,4	
1967 1 ^{er} trimestre .	102,7	45,9	108,1	94,7	121,7	132,7	113,3	106,9	99,1	107,8	
2 ^e trimestre .	102,6	44,7	106,4	93,6	117,9	127,8	110,1	106,6	95,7	114,7	
3 ^e trimestre .	102,2	43,2	105,7	91,8	118,0	127,3	108,8	105,1	92,0	117,2	
4 ^e trimestre .	100,9	42,0	105,2	92,4	118,4	127,4	108,3	101,3	93,7	112,3	
1966 Décembre	103,8	46,4	109,6	95,5	123,5	134,5	115,7	109,1	99,7	108,5	
1967 Janvier	102,8	46,1	109,0	95,6	123,6	134,0	115,5	107,5	100,5	104,9	
Février	102,6	46,2	107,9	94,6	121,3	134,0	112,8	106,2	99,0	107,7	
Mars	102,7	45,3	107,4	93,8	120,2	130,0	111,5	106,9	97,9	110,8	
Avril	102,4	45,0	106,4	93,4	119,1	127,5	111,0	104,7	96,3	113,3	
Mai	102,6	44,7	106,4	93,9	117,7	127,3	109,9	108,1	95,7	114,8	
Juin	102,7	44,4	106,3	93,5	116,9	128,5	109,2	107,0	95,2	116,0	
Juillet	102,0	43,8	106,0	91,8	117,6	127,4	108,9	105,9	94,8	114,3	
Août	102,0	43,1	105,6	92,3	117,6	127,7	108,5	104,8	90,6	117,6	
Septembre ...	102,6	42,7	105,6	91,4	118,9	126,9	108,9	104,5	90,7	119,6	
Octobre	101,9	42,3	105,6	92,8	117,9	127,9	109,1	98,9	93,7	116,6	
Novembre	101,6	42,0	105,4	92,4	120,0	126,9	108,1	102,3	94,0	115,4	
Décembre	99,2	41,7	104,7	92,0	117,4	127,3	107,7	102,6	93,5	105,0	

¹ Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.

	Demandes d'emploi						Offres d'emploi		
	Chômeurs complets indemnisés			Total	Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	en suspens
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite			ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1961	37,1		52,0	89,1	7,1	3,9		20,8	13,0
1962	22,7		48,2	70,9	6,7	3,6		18,9	15,0
1963	17,1		42,0	59,1	6,1	3,7		15,9	17,1
1964	13,4		37,0	50,4	6,3	4,1		13,9	13,1
1965	19,5		35,9	55,4	6,9	6,5		13,7	8,4
1966	2,5	23,1	35,9	61,5	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1967 2 ^e trimestre	4,6	38,4	38,2	81,2	7,2	1,6	5,2	13,6	4,9
3 ^e trimestre	4,4	36,8	37,9	79,1	7,6	3,8	5,8	11,3	4,8
4 ^e trimestre	7,0	49,3	40,4	96,7	6,5	3,9	7,1	10,1	3,4
1968 1 ^{er} trimestre	6,7	62,9	43,2	112,8	5,7	2,1	7,3	13,4	3,8
2 ^e trimestre	4,4	53,1	43,5	101,0	7,5	1,6	5,9	14,2	4,8
3 ^e trimestre	3,9	46,8	43,9	94,6	7,9	3,6	6,0	12,9	5,4
4 ^e trimestre	5,8	50,7	45,9	102,4	6,7	3,0	6,6	13,0	5,6
1967 Décembre	8,5	56,5	41,7	106,7	5,8	3,4	6,9	7,8	3,2
1968 Janvier	7,2	64,4	42,9	114,5	5,3	2,3	7,6	13,6	3,5
Février	6,8	63,7	43,2	113,7	5,6	2,1	7,5	12,3	3,8
Mars	6,0	60,8	43,5	110,3	6,3	1,9	6,8	14,3	4,2
Avril	5,3	57,4	43,7	106,4	7,2	1,6	6,4	14,8	4,4
Mai	4,3	53,6	43,6	101,5	7,6	1,5	5,9	14,5	4,9
Juin	3,6	48,5	43,2	95,3	7,7	1,8	5,3	13,3	5,2
Juillet	3,9	48,7	43,9	96,5	7,9	2,7	5,3	10,6	4,9
Août	3,8	46,0	43,7	93,5	7,8	3,6	5,8	12,9	5,6
Septembre	4,0	45,9	44,0	93,9	8,1	4,4	6,7	15,1	5,7
Octobre	5,0	47,3	44,8	97,1	7,5	3,6	7,0	15,5	5,4
Novembre	5,6	49,9	45,8	101,3	6,9	3,0	6,7	12,4	5,7
Décembre	6,7	54,9	47,2	108,8	5,8	2,4	6,1	11,0	5,7

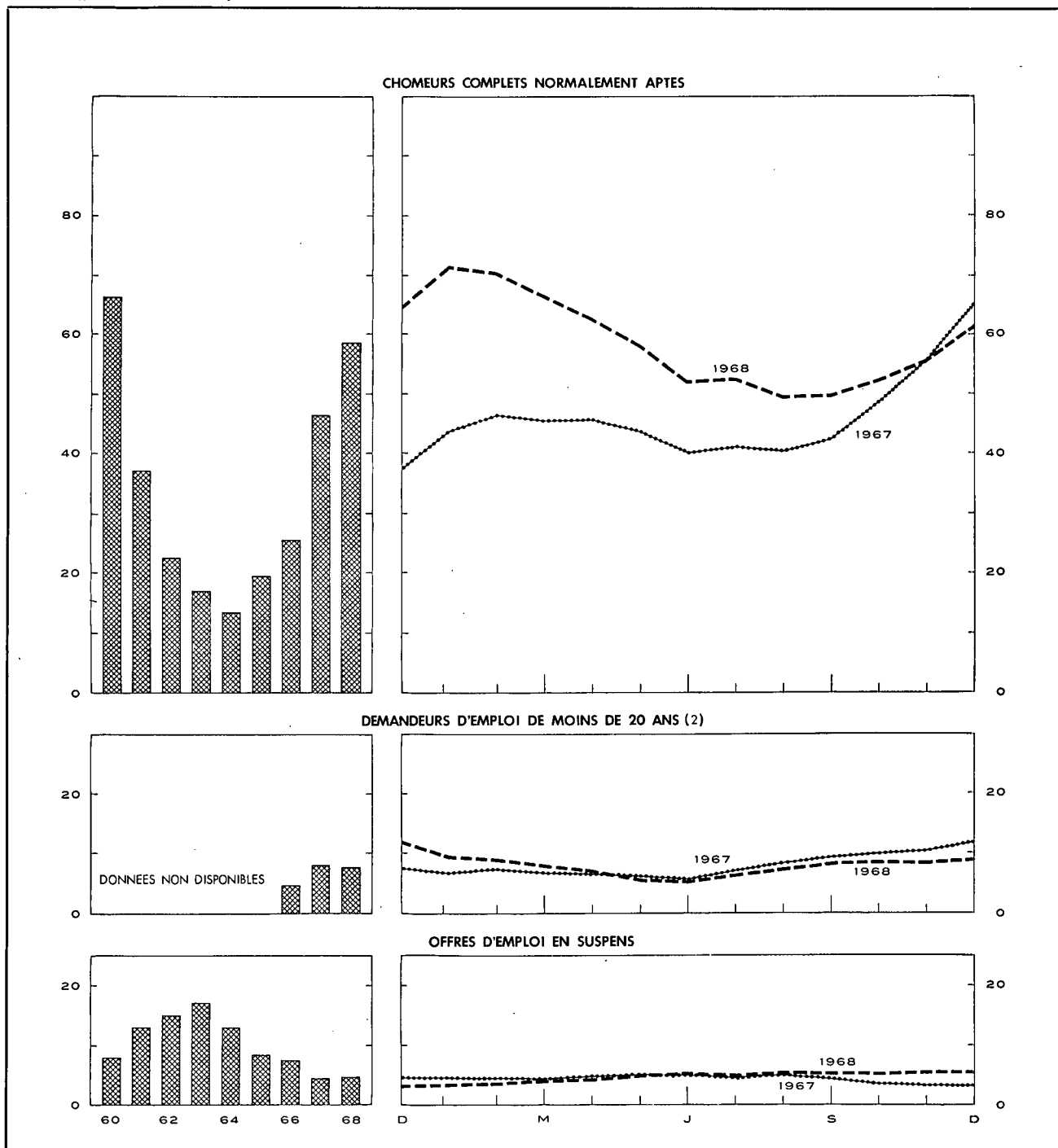
¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 p
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	273	256	252	246	262	266	247	232	235
dont : froment	203	206	209	200	216	227	212	199	203
seigle	63	44	39	41	42	34	30	27	27
Céréales non panifiables	252	263	260	255	239	254	260	259	251
Plantes industrielles	96	92	93	94	106	95	92	95	108
Plantes racines et tuberculifères	131	120	116	114	103	98	98	99	90
Légumes cultivés pour la graine	11	11	10	10	11	10	9	8	8
Prés et prairies	819	821	829	825	815	810	810	810	807
Divers	129	136	129	135	129	119	124	123	114
Total ...	1.711	1.699	1.689	1.679	1.665	1.652	1.640	1.626	1.613
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	773	722	835	759	900	854	650	828	
Autres céréales	1.056	1.011	1.083	1.039	1.064	962	896	1.129	
Betteraves sucrières	3.370	2.969	2.079	2.200	3.515	2.748	2.858	4.000	
Lin (graines et paille)	214	196	231	240	283	190	167	105	
Chicorée à café	55	60	37	47	68	46	29	32	
Pommes de terre	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	1.475	1.943	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	159	148	141	132	120	108	95	86	71
Total des bovidés	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.773	2.759	2.805
dont : vaches laitières	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.019	1.029	1.067
Porcs	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.971	2.323	2.502
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (mil- lions de litres)	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	2.199	2.403	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	441	429	462	458	429	461	500	548	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

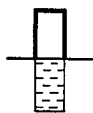
	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Aiglefin	232	262	285	300	221	281	233	141	130
Cabillaud	653	689	698	868	728	630	1.124	1.052	1.322
Plie	381	390	291	346	424	322	294	442	516
Sole	257	350	314	347	631	201	263	329	412
Raie	342	323	328	310	298	319	280	182	178
Hareng	260	528	409	273	153	134	112	61	30
Crevettes	89	39	80	48	76	75	72	80	104

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistiques agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE ¹

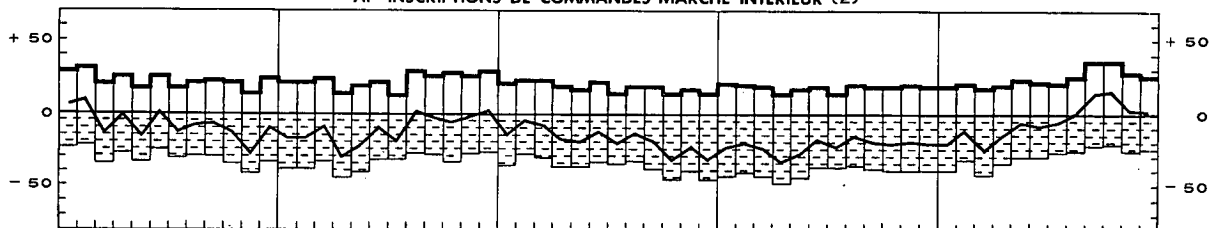
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux



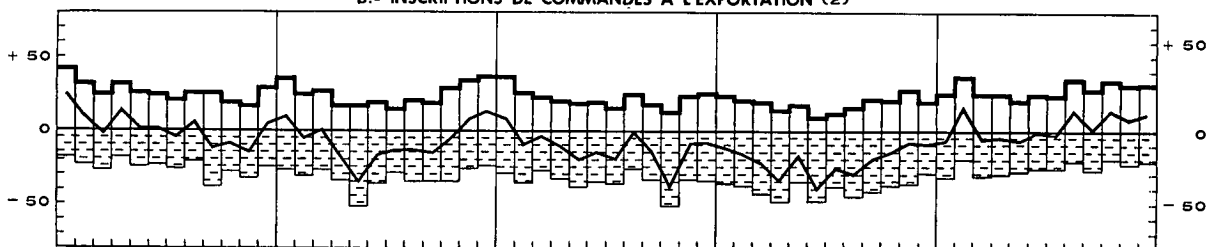
Pourcentage des réponses "en hausse", pour les questions A,B et C
 Pourcentage des réponses "supérieur à la normale", pour les questions D et E
 Pourcentage des réponses "en baisse", pour les questions A,B et C
 Pourcentage des réponses "inférieur à la normale", pour les questions D et E

— { Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse", et "en baisse", pour les questions A,B et C
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur", et "inférieur", à la normale pour les questions D et E

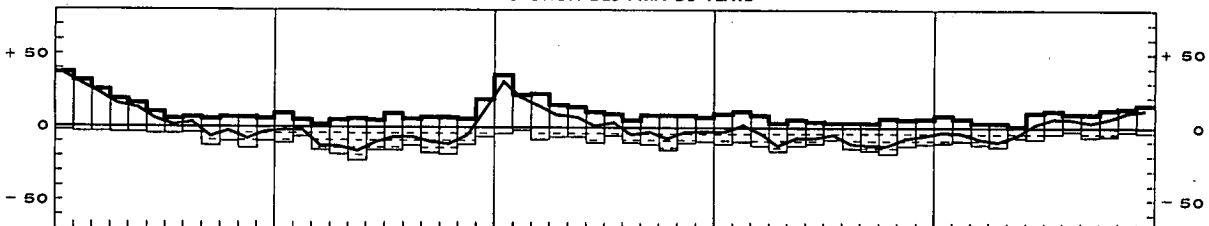
A.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



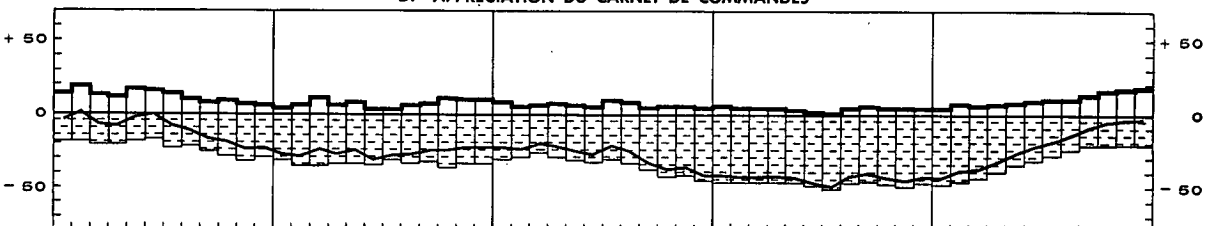
B.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



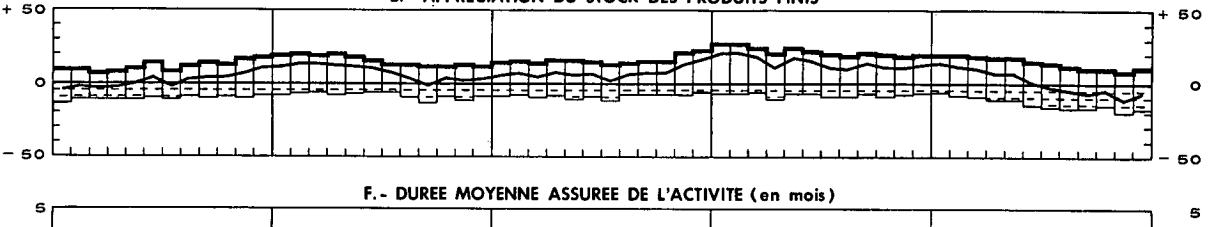
C.- EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



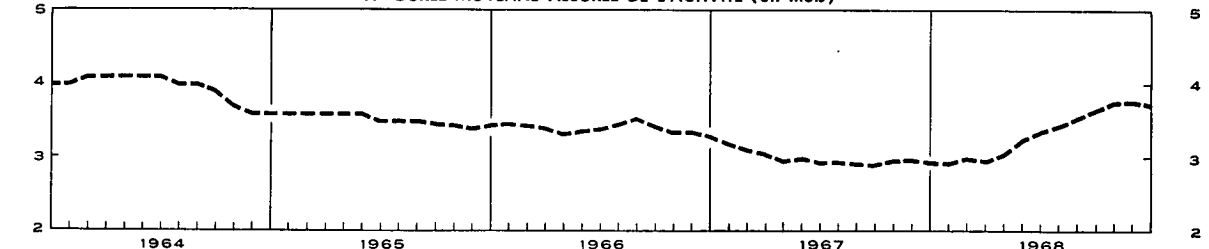
D.- APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E.- APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



F.- DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



¹ Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à E la variation par rapport au mois précédent.
² Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés				Indices désaisonnalisés
	Source : I.N.S.		Source : « Centre de Recherches économiques » de Louvain 1	Source : Agéfi 2	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	Indice général	Indice général *
1963	135	142	129	138	136
1964	144	153	139	147	144
1965	147	157	144	149	148
1966	150	162	148	150	150
1967	152	165	149	152	p 153
1968				p 166	
1967 2 ^e trimestre	153	165	152	154	151
3 ^e trimestre	143	155	136	148	152
4 ^e trimestre	162	176	157	156	p 155
1968 1 ^{er} trimestre	p 160	p 173	p 154	162	p 160
2 ^e trimestre	p 162	p 176	p 161	162	p 163
3 ^e trimestre	p 153	p 166	p 149	164	p 159
4 ^e trimestre				p 175	
1967 Décembre	156	170	154	155	p 152
1968 Janvier	155	169	p 150	160	p 162
Février	p 156	p 169	p 156	160	p 158
Mars	p 166	p 181	p 156	168	p 159
Avril	p 162	p 177	p 161	163	p 163
Mai	p 164	p 178	p 162	160	p 159
Juin	p 160	p 174	p 161	164	p 160
Juillet	p 132	p 144	p 131	153	p 169
Août	p 154	p 168	p 146	166	p 150
Septembre	p 172	p 187	p 170	173	p 159
Octobre	p 187	p 204		p 180	p 168
Novembre				p 170	
Décembre				p 175	
1969 Janvier				176 ³	

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1961 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Indices sur base originale 1958 convertis en indices base 1958 = 100.

3 Prévisions.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

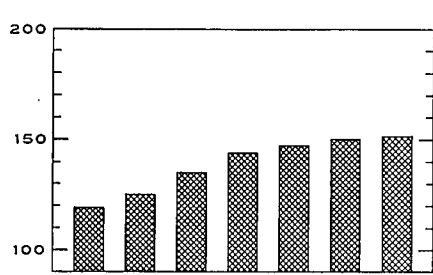
Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	dont :												
			Indice général	Industries prod. minérales non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles			Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole	
									Total	Fila-tures	Tissage	Bonnerie	Total		dont : Trans-forma-tion des matières plasti-ques (1962 = 100)
1962	125	86	132	134	124	130	136	115						130	
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187
1964	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206
1965	147	85	157	147	152	175	167	127	138	132	137	154	172	178	241
1966	150	76	162	148	151	177	172	134	145	135	149	161	178	213	256
1967	152	73	165	149	162	171	174	142	134	121	141	150	189	270	267
1967 2 ^e trimestre	153	78	165	161	166	164	171	138	134	120	139	154	191	276	259
3 ^e trimestre	143	65	155	151	148	162	164	145	115	104	122	130	176	244	258
4 ^e trimestre	162	74	176	147	173	181	185	157	147	137	157	159	200	299	283
1968 1 ^{er} trimestre	p 160	70	p 173	137	185	183	p 180	129	144	136	149	157	212	310	313
2 ^e trimestre	p 162	70	p 176	160	187	190	p 184	145	145	137	151	157	p 210	313	314
3 ^e trimestre	p 153	60	p 166	150	174	178	p 169	141	126	111	133	135	202		386
1967 Octobre	167	78	181	162	175	177	189	167	149	134	157	176	205	316	264
Novembre	162	76	176	149	171	181	186	167	144	132	156	157	200	297	270
Décembre	156	68	170	129	172	184	181	137	147	144	157	144	195	284	314
1968 Janvier	155	72	169	124	185	181	175	125	143	138	146	157	214	317	299
Février	p 156	68	p 169	133	181	180	p 178	124	140	134	145	151	208	296	308
Mars	p 166	69	p 181	153	190	187	p 188	139	147	137	155	164	215	317	331
Avril	p 162	70	p 177	161	187	185	p 183	139	146	134	149	169	216	311	322
Mai	p 164	73	p 178	160	188	192	p 186	150	145	134	151	156	p 212	316	283
Juin	p 160	66	p 174	161	184	191	p 183	145	146	142	151	148	p 201	312	335
Juillet	p 132	51	p 144	132	154	162	p 146	p 138	99	82	123	89	p 188	256	355
Août	p 154	60	p 168	157	176	184	p 169	p 144	122	115	116	147	p 199		393
Septembre	p 172	69	187	160	193	188	192	140	156	137	161	167	220		410
Octobre	p 187	72	204	170	209	205	203	173	175	159	187	189	233		391

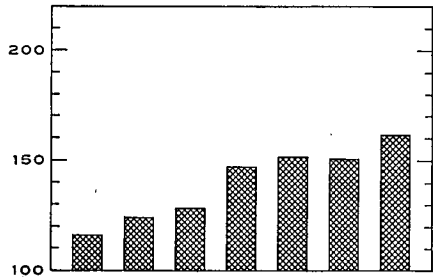
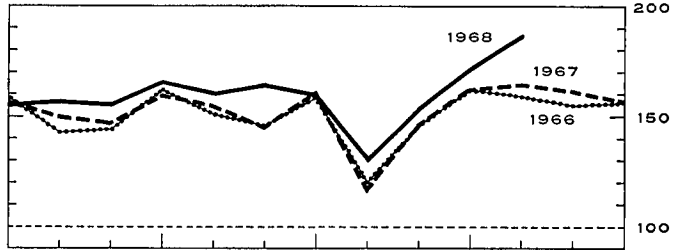
* Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

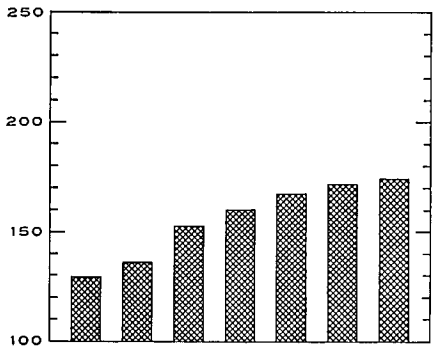
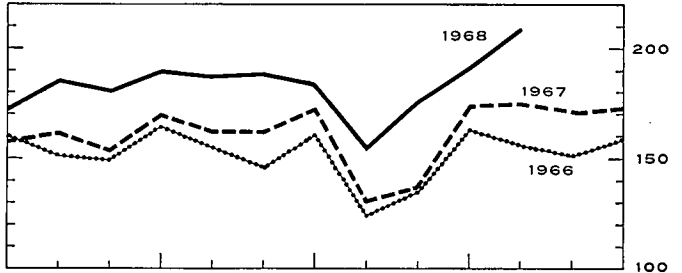
Base 1958 = 100



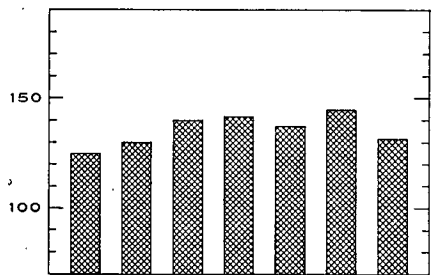
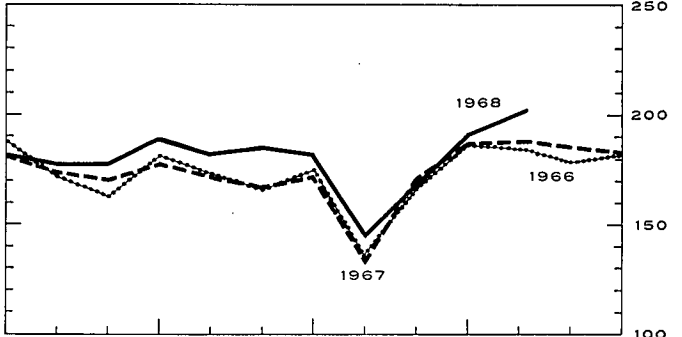
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



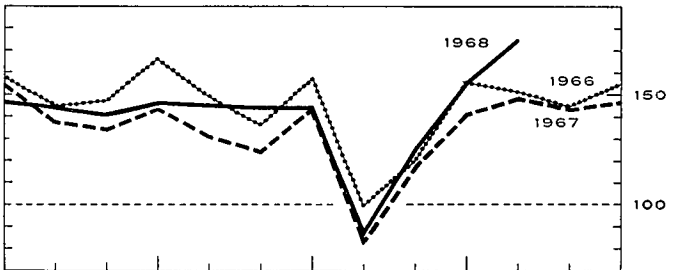
SIDERURGIE



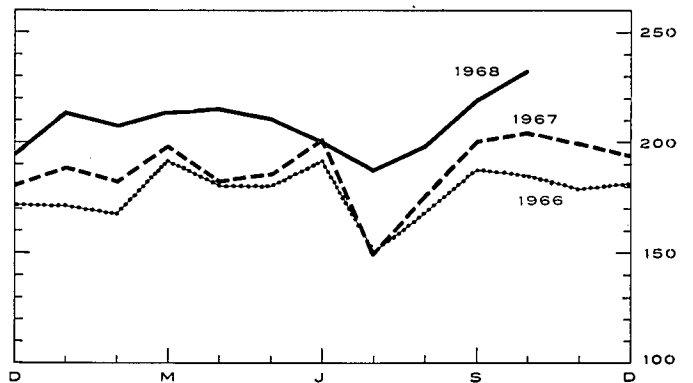
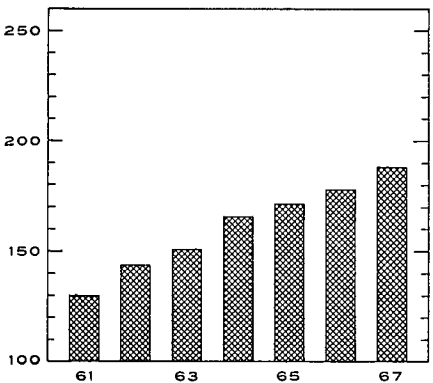
FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



INDUSTRIES CHIMIQUES ET DU CAOUTCHOUC



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue ¹	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.502	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	97	254
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	98	296
1968	<i>p</i> 1.234	<i>p</i> 1.733			<i>p</i> 1.418				
1967 2 ^e trimestre	1.430	3.033	426	2.245	1.335	1.812	1.401	100	255
3 ^e trimestre	1.193	2.889	325	1.903	1.314	1.688	1.394	90	233
4 ^e trimestre	1.383	2.644	395	2.276	1.372	2.089	1.527	101	375
1968 1 ^{er} trimestre	1.361	2.544	489	2.313	1.404	2.145	1.687	106	431
2 ^e trimestre	1.296	2.493	462	2.223	1.421	1.963	1.693	103	317
3 ^e trimestre	1.075	2.218	442	2.077	1.391	1.923	2.083	100	334
4 ^e trimestre	<i>p</i> 1.204	<i>p</i> 1.733			<i>p</i> 1.455				
1967 Octobre	1.405	2.851	405	2.162	1.348	2.017	1.426	100	321
Novembre	1.431	2.849	380	2.282	1.392	2.067	1.458	99	389
Décembre	1.314	2.644	399	2.385	1.376	2.184	1.696	103	415
1968 Janvier	1.448	2.561	445	2.362	1.407	2.219	1.616	106	449
Février	1.324	2.571	495	2.270	1.415	2.076	1.658	102	430
Mars	1.311	2.544	527	2.308	1.391	2.140	1.787	109	413
Avril	1.336	2.554	440	2.224	1.430	1.995	1.740	103	345
Mai	1.366	2.548	428	2.246	1.432	2.025	1.530	108	243
Juin	1.187	2.493	519	2.199	1.402	1.868	1.810	99	365
Juillet	971	2.429	370	1.827	1.410	1.779	1.917	98	329
Août	1.050	2.286	518	2.200	1.350	1.945	2.119	102	309
Septembre	1.203	2.218	437	2.205	1.413	2.044	2.213	101	364
Octobre	1.274	2.095	430	2.349	1.453	2.267		104	444
Novembre	<i>p</i> 1.164	<i>p</i> 1.916			<i>p</i> 1.440	2.258			
Décembre	<i>p</i> 1.173	<i>p</i> 1.733			<i>p</i> 1.472				

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : Institut National de Statistique [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			Expéditions totales
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1968	<i>p</i> 963					
1967 2 ^e trimestre	829	650	6,74	6,74	13,48	14,20
3 ^e trimestre	743	557	6,15	5,77	11,92	12,17
4 ^e trimestre	879	664	7,09	7,39	14,48	14,95
1968 1 ^{er} trimestre	952	727	<i>p</i> 7,04	<i>p</i> 8,12	<i>p</i> 15,16	<i>p</i> 14,32
2 ^e trimestre	958	728	<i>p</i> 7,06	<i>p</i> 8,07	<i>p</i> 15,13	<i>p</i> 14,77
3 ^e trimestre	914	658	<i>p</i> 6,82	<i>p</i> 7,91	<i>p</i> 14,73	<i>p</i> 12,81
4 ^e trimestre	<i>p</i> 1.030					
1967 Octobre	882	673	7,06	7,42	14,48	14,43
Novembre	885	648	6,60	6,85	13,45	14,51
Décembre	869	671	7,62	7,90	15,52	15,92
1968 Janvier	954	724	<i>p</i> 6,79	<i>p</i> 7,97	<i>p</i> 14,76	<i>p</i> 13,61
Février	931	715	<i>p</i> 6,81	<i>p</i> 8,30	<i>p</i> 15,11	<i>p</i> 13,71
Mars	973	740	<i>p</i> 7,51	<i>p</i> 8,09	<i>p</i> 15,60	<i>p</i> 15,64
Avril	963	739	<i>p</i> 6,96	<i>p</i> 8,11	<i>p</i> 15,07	<i>p</i> 15,30
Mai	964	746	<i>p</i> 7,80	<i>p</i> 8,90	<i>p</i> 16,70	<i>p</i> 14,75
Juin	947	698	<i>p</i> 6,41	<i>p</i> 7,21	<i>p</i> 13,62	<i>p</i> 14,27
Juillet	812	565	<i>p</i> 7,10	<i>p</i> 6,24	<i>p</i> 13,34	<i>p</i> 11,73
Août	922	656	<i>p</i> 6,30	<i>p</i> 8,17	<i>p</i> 14,47	<i>p</i> 11,62
Septembre	1.009	754	<i>p</i> 7,07	<i>p</i> 9,30	<i>p</i> 16,37	<i>p</i> 15,06
Octobre	<i>p</i> 1.076	841	<i>p</i> 8,82	<i>p</i> 9,73	<i>p</i> 18,55	<i>p</i> 16,87
Novembre	971	753				
Décembre	1.043 ¹					

¹ Estimation de l'Agéfi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles et reconstructions totales	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles	
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre		Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Constructions nouvelles et transformations
				Nombre					Nombre	
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	29.510	2.636	6.059	2.619	2.843	4.930
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.233	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.408	1.480	27.693	6.016	20.797	3.417	4.602	5.179
1964	44.235	34.575	14.827	1.728	35.751	6.583	20.661	3.969	5.466	7.741
1965	39.254	31.001	17.067	1.996	39.780	6.562	24.421	4.301	6.442	12.074
1966	<i>p</i> 42.648	35.727			32.702	8.700	1		1	10.143
1967	<i>p</i> 37.125	33.143			29.645	8.436	1		1	9.304

¹ En 1966 et 1967, le volume à construire pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 25.507 et 26.136 milliers de m³.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments commencés (nombre)	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments commencés (nombre)
1967 1 ^{er} trimestre	3.029	1.888	1.011	541
2 ^e trimestre	3.605	3.003	1.295	878
3 ^e trimestre	3.028	2.793	1.194	909
4 ^e trimestre	2.713	2.140	896	907
1968 1 ^{er} trimestre	2.979	1.491	775	449
2 ^e trimestre	3.301	2.842	1.038	716
3 ^e trimestre	3.011	2.809	1.030	824
1967 Septembre	2.671	3.221	1.105	1.024
Octobre	2.726	2.287	997	883
Novembre	2.425	2.106	873	670
Décembre	2.989	2.026	817	1.168
1968 Janvier	2.486	1.018	701	373
Février	2.168	1.284	731	393
Mars	4.283	2.172	892	581
Avril	3.026	3.054	1.084	693
Mai	3.583	2.340	917	648
Juin	3.293	3.133	1.112	807
Juillet	3.424	3.031	1.209	726
Août	2.961	2.783	1.070	898
Septembre	2.649	2.612	812	845

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1963 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *
1 ^{er} trimestre	116	117	+ 0,9	111	113	+ 1,7	118	111	- 5,9
2 ^e trimestre	117	116	- 0,9	110	111	+ 0,9	118	110	- 6,8
3 ^e trimestre	118	119	+ 0,8	111	112	+ 1,1	116	114	- 1,7
4 ^e trimestre	117	123	+ 5,1	111	115	+ 3,6	114	120	+ 5,3
	1967	1968		1967	1968		1967	1968	
1 ^{er} trimestre	117	124	+ 6,0	113	118	+ 4,3	111	119	+ 7,2
2 ^e trimestre	116	122	+ 5,2	111	120	+ 7,5	110	126	+ 14,5
3 ^e trimestre	119	130	+ 9,2	112	117	+ 4,7	114	130	+ 14,0
4 ^e trimestre	123			115			120		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *
1 ^{er} trimestre	114	119	+ 4,4	114	126	+ 10,5	120	126	+ 5,0
2 ^e trimestre	116	118	+ 1,7	116	128	+ 10,3	122	127	+ 4,1
3 ^e trimestre	119	120	+ 0,8	121	127	+ 5,0	123	130	+ 5,7
4 ^e trimestre	119	123	+ 3,4	121	131	+ 8,3	126	134	+ 6,3
	1967	1968		1967	1968		1967	1968	
1 ^{er} trimestre	119	126	+ 5,9	126	132	+ 4,8	126	138	+ 9,5
2 ^e trimestre	118	106	-10,2	128	134	+ 4,7	127	140	+ 10,2
3 ^e trimestre	120	128	+ 6,7	127	135	+ 6,3	130	143	+ 10,0
4 ^e trimestre	123			131			134		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ Y compris Berlin-Ouest.

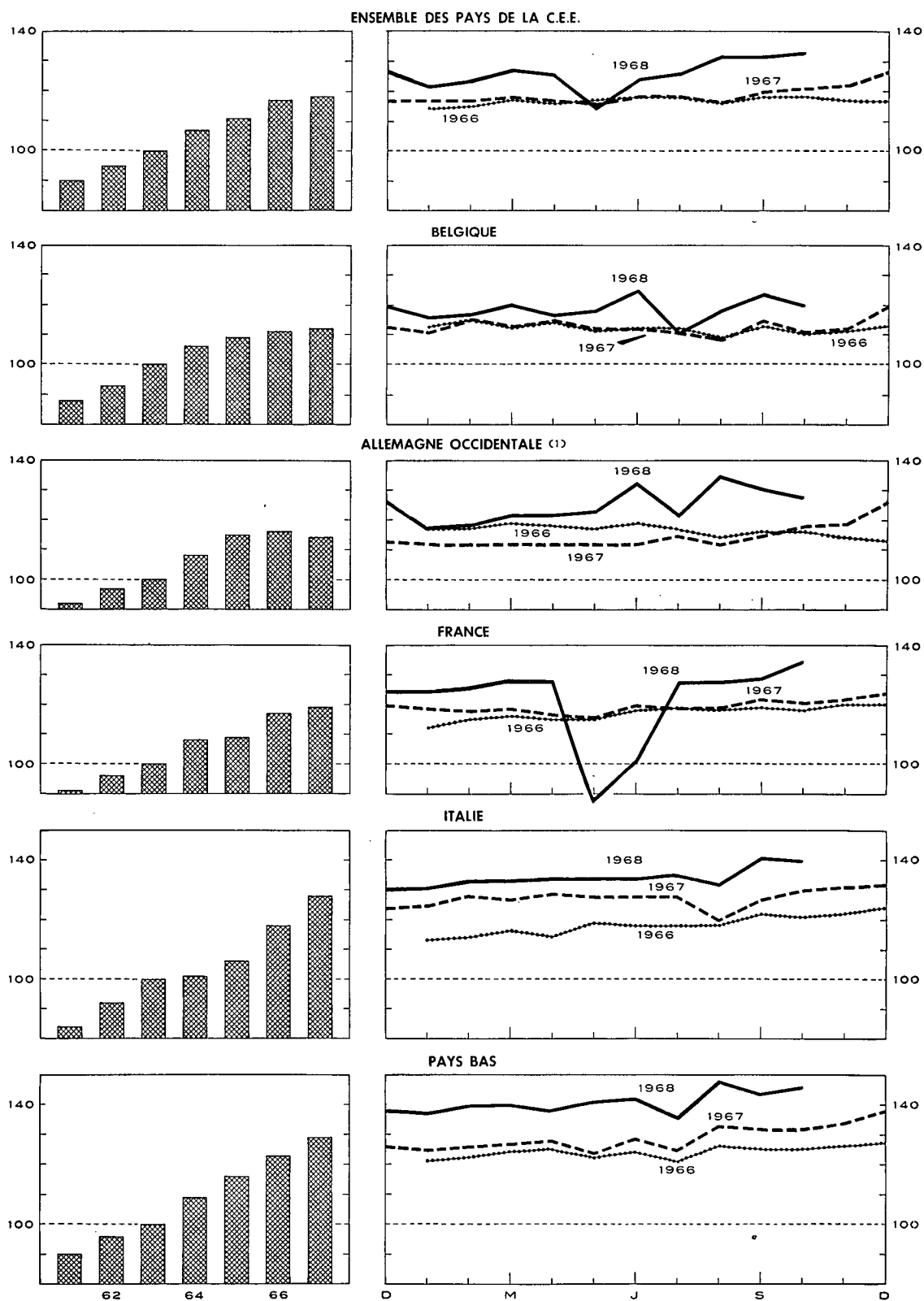
Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annales des Mines de Belgique. — Revue du Travail. — Centre de Recherches économiques de Louvain. — Industrie, revue de la F.I.B. — Bulletin de Fabrimétal. — Bulletin statistique mensuel de Fédéchar. — Bulletin mensuel du M.A.E. (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — Energie. — Figas, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — Agence économique et financière. — La Construction. — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).

**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



1 A partir de 1968, y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Tonnage total		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	dont :			(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
(millions)		(milliers de tonnes)			(milliers)			
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	114	137,8	18,4
1967	711	507	4.952	1.576	1.259	73	162,8	22,8
1967 1 ^{er} trimestre	723	509	4.897	1.579	1.257	108	97,0	15,7
2 ^e trimestre	714	508	5.115	1.689	1.264	108	170,1	23,2
3 ^e trimestre	695	466	4.576	1.450	1.198	39	256,0	31,0
4 ^e trimestre	712	544	5.222	1.586	1.319	37	128,3	21,5
1968 1 ^{er} trimestre	p 685	538	5.145	1.563	1.351	32	99,7	17,9
2 ^e trimestre	p 689	518	5.014	1.564	1.235	36	174,3	25,7
3 ^e trimestre	p 660	521	4.947	1.466	1.270	39	256,2	33,2
1967 Novembre	695	533	5.104	1.563	1.273	38	96,4	19,0
Décembre	718	550	5.242	1.626	1.323	26	116,6	20,2
1968 Janvier	p 692	542	5.221	1.711	1.322	32	106,8	17,8
Février	p 668	529	5.037	1.477	1.330	31	90,4	17,0
Mars	p 696	542	5.178	1.500	1.400	32	101,8	18,9
Avril	p 694	533	5.176	1.553	1.345	39	133,9	21,2
Mai	p 683	488	4.837	1.584	1.142	34	164,7	24,8
Juin	p 690	532	5.030	1.556	1.218	35	224,4	31,0
Juillet	p 662	513	4.757	1.434	1.201	18	290,1	36,1
Août	p 654	524	4.947	1.486	1.275	31	256,6	32,6
Septembre	p 664	527	5.136	1.478	1.334	67	221,9	30,8
Octobre	p 699	677	6.297	1.956	1.462	39	154,6	26,2
Novembre	p 686	629	5.770	1.844	1.379	33	108,2	21,6

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76
1967	4.872	3.510 ²	1.679 ²	125	136	74
1967 1 ^{er} trimestre ..	4.916	3.597	1.562	141	143	94
2 ^e trimestre	5.029	3.350	1.312	111	128	60
3 ^e trimestre	4.713	2.390	1.447	125	126	67
4 ^e trimestre	4.829	4.435	1.455	125	146	75
1968 1 ^{er} trimestre ..	5.080	4.197	1.790	110	102	86
2 ^e trimestre	5.136	3.934	2.103	110	95	78
3 ^e trimestre	5.064			135		
1967 Octobre	4.907	3.413	1.863	121	187	51
Novembre	4.522	5.884	1.238	139	125	84
Décembre	5.057	4.008	1.264	114	127	90
1968 Janvier	4.952	3.597	1.297	125	123	102
Février	4.801	4.556	1.796	113	104	93
Mars	5.487	4.439	2.278	92	80	63
Avril	4.820	3.777	2.368	104	77	83
Mai	5.362	4.227	2.031	119	120	65
Juin	5.226	3.799	1.911	107	89	85
Juillet	5.076	4.114	1.815	111	115	63
Août	5.155	3.736	2.326	140	99	104
Septembre	4.889			155		
Octobre	5.763			164		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

2 Source : Administration du port d'Anvers.

V - 1c. — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
(1)	(2)
5.426	456
5.553	452
5.400	433
6.276	509
6.412	507
6.633	497
7.111	522
6.705	493
7.635	557
7.048	517
7.055	518
7.321	511
7.859	556
8.129	582
7.531	562
6.767	491
6.867	500
6.434	446
7.460	522
8.069	564
7.702	559
7.737	563
8.139	545
6.771	529
9.151	630
8.466	587

Y - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1965	1.661	1.210	106	45	115	61	32
1966	1.647	1.200	99	47	103	67	33
1967	1.706	1.257	101	50	92	67	38
1966 4 ^e trimestre	476	261	39	25	20	31	21
1967 1 ^{er} trimestre	529	313	47	24	29	30	18
2 ^e trimestre	1.502	1.053	89	50	103	64	41
3 ^e trimestre	4.271	3.370	231	99	214	146	61
4 ^e trimestre	523	292	39	29	24	29	32
1968 1 ^{er} trimestre	392	210	32	22	17	26	21
2 ^e trimestre	1.652	1.169	104	52	110	69	41
1967 Août	5.676	4.437	352	82	277	271	62
Septembre	1.537	987	144	49	118	73	56
Octobre	582	300	44	32	34	37	43
Novembre	509	283	41	27	20	28	34
Décembre	478	293	33	27	19	21	19
1968 Janvier	381	205	29	21	16	25	23
Février	372	199	32	21	16	24	20
Mars	423	225	36	23	20	29	21
Avril	1.553	1.114	134	37	104	50	26
Mai	1.057	675	79	41	71	47	45
Juin	2.345	1.719	99	78	156	111	52
Juillet	5.793	4.793	178	187	222	216	56
Août	5.381	4.360	236	80	241	129	51

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habille-ment	Ameu-blement	Ménage 2				Indice général	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Gros-sistes en alimen-tation générale
1960	156	159	159	141	162	138	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	212	203	212	199	213	181	213	260	168	145	169
1966	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166
1967	232	232	220	199	240	193	243	343	173	145	178
1967 1 ^{er} trimestre	210	229	188	208	227	189	226	322	174	143	172
2 ^e trimestre	226	228	229	197	229	199	260	350	172	151	191
3 ^e trimestre	220	215	209	191	235	181	232	327	172	142	167
4 ^e trimestre	271	256	255	199	271	205	256	373	172	144	183
1968 1 ^{er} trimestre	214	241	184	202	231	197	238	395	172	144	183
2 ^e trimestre	239	227	244	206	248	198	258	414	178	146	189
3 ^e trimestre	234	225	218	201	259	186	256	414	180	141	180
1967 Octobre	229	229	232	190	240	186	246	337			
Novembre	257	235	234	181	230	193	251	341			
Décembre	327	303	300	227	344	235	272	440			
1968 Janvier	208	231	182	203	212	200	237	378			
Février	202	233	164	192	234	188	232	381			
Mars	231	259	204	212	246	203	244	427			
Avril	239	241	246	205	236	195	252	405			
Mai	243	237	242	214	262	207	270	427			
Juin	235	220	244	199	246	193	252	409			
Juillet	245	218	250	214	270	183	246	403			
Août	229	235	196	185	248	193	264	440			
Septembre	227	222	208	203	258	181	258	400			
Octobre	249	250	246	209	270	195	278	447			

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Articles de ménage et appareils ménagers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1966 1 ^{er} semestre	1.501	820	133	548	16,50	6,30	4,26	5,94	6,93	3,10	1,58	2,25
2 ^e semestre	1.552	873	123	556	17,20	6,78	4,51	5,91	7,25	3,33	1,63	2,29
1967 1 ^{er} semestre	1.576	891	136	549	18,36	7,34	4,88	6,14	7,71	3,62	1,74	2,35
2 ^e semestre	1.543	921	129	493	18,44	7,68	4,84	5,92	7,56	3,50	1,83	2,23
1968 1 ^{er} semestre	1.655	1.023	142	490	20,30	8,42	5,64	6,24	8,84	4,12	2,24	2,48

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1966 1 ^{er} semestre	46	26	2	18	97,9	32,8	11,7	53,4
2 ^e semestre	47	27	2	18	98,0	36,9	10,1	51,0
1967 1 ^{er} semestre	69	34	2	33	104,3	41,7	9,9	52,7
2 ^e semestre	53	35	1	17	94,5	42,0	8,9	43,6
1968 1 ^{er} semestre	50	34	1	15	96,3	44,2	10,0	42,1

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus; matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Nombre de contrats (milliers)												
1966 1 ^{er} semestre	919	4,1	1,0	2,1	46,5	19,4	8,5	416,8	23,2	7,8	386,8	2,8
2 ^e semestre	792	3,9	0,9	2,6	45,5	17,6	8,5	307,8	28,5	8,2	364,3	4,2
1967 1 ^{er} semestre	777	4,7	1,4	2,0	53,3	20,5	7,5	284,8	22,9	7,8	366,6	5,6
2 ^e semestre	776	3,6	0,9	1,9	46,7	18,5	8,2	302,8	28,3	7,3	354,2	3,6
1968 1 ^{er} semestre	874	4,0	1,0	1,9	62,5	22,1	9,3	320,7	36,4	8,4	403,9	3,8
Crédit accordé (millions de francs)												
1966 1 ^{er} semestre	6.930	616	70	124	2.543	547	59	298	80	683	1.869	41
2 ^e semestre	7.250	596	68	218	2.463	528	56	355	91	743	2.087	45
1967 1 ^{er} semestre	7.713	707	86	175	2.933	591	52	293	75	783	1.982	36
2 ^e semestre	7.565	564	67	196	2.638	553	56	367	88	748	2.257	31
1968 1 ^{er} semestre	8.836	602	79	162	3.617	681	66	357	127	792	2.324	29
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1966 1 ^{er} semestre	100,0	8,9	1,0	1,8	36,7	7,9	0,8	4,3	1,1	9,9	27,0	0,6
2 ^e semestre	100,0	8,2	0,9	3,0	34,0	7,3	0,8	4,9	1,3	10,2	28,8	0,6
1967 1 ^{er} semestre	100,0	9,2	1,1	2,3	38,0	7,6	0,7	3,8	1,0	10,2	25,7	0,4
2 ^e semestre	100,0	7,5	0,9	2,6	34,9	7,3	0,7	4,8	1,2	9,9	29,8	0,4
1968 1 ^{er} semestre	100,0	6,8	0,9	1,8	41,0	7,7	0,7	4,1	1,4	9,0	26,3	0,3

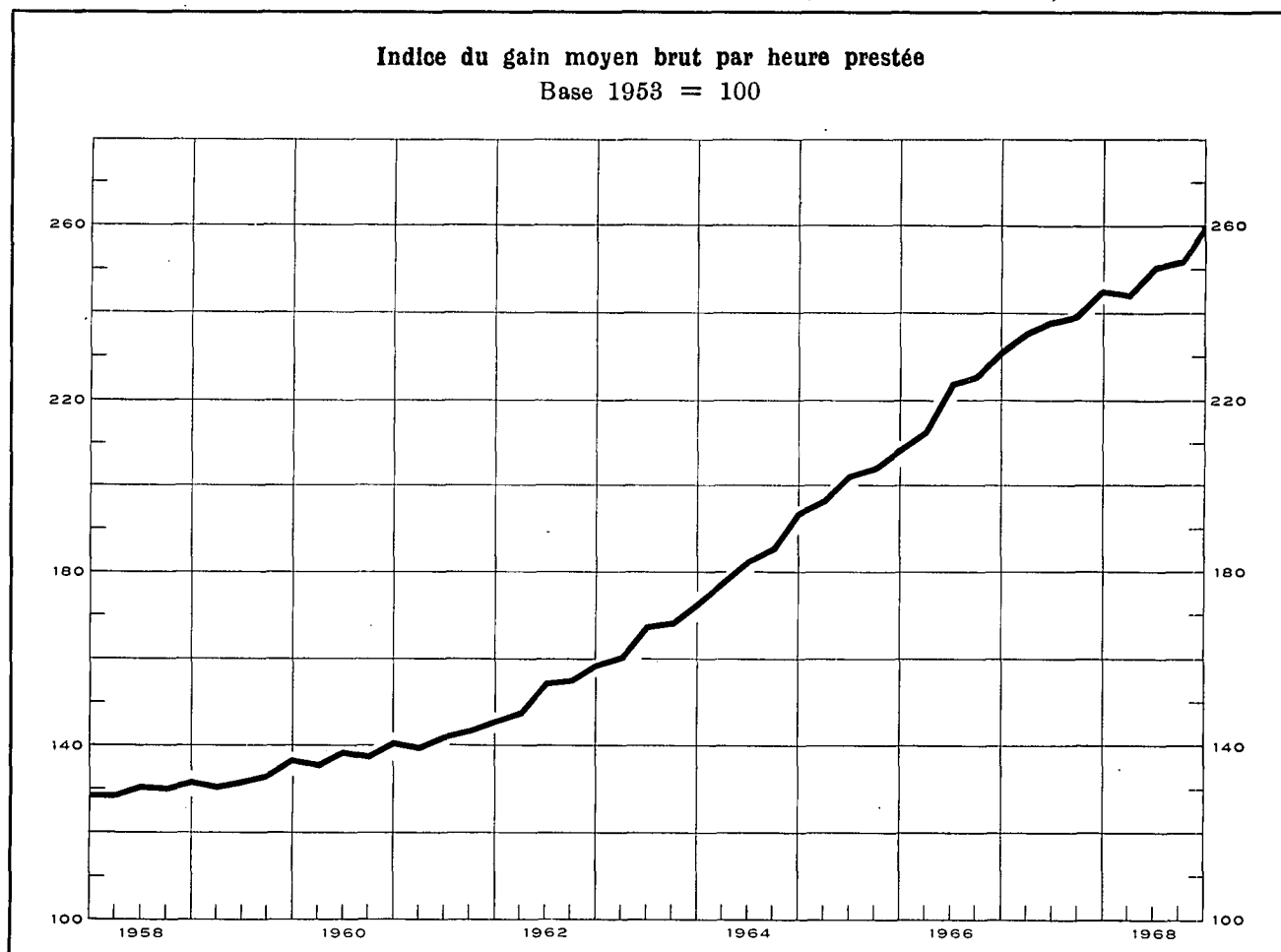
Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Centre de Recherches économiques de Louvain. — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)

Indice du gain moyen brut par heure prestée

Base 1953 = 100



Indices des rémunérations dans l'industrie Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : « Centre de Recherches économiques » de Louvain.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 4	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	224	209	215	208	246
1967	239	223	232	213	267
1968	p 252	235	244		
1967 Sept.	239	224	234		267
Déc.	246	228	237		274
1968 Mars ... p	244	230	239		274
Juin ... p	251	232	242		283
Sept. ... p	252	237	246		284
Déc. ... p	260	239	250		

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers (charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Alle-magne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,8
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	98,8	88,6
1963	49,25	116,1	93,2	86,9	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	89,7	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	88,6	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	88,6	85,0	80,1
1967	p 75,81	100,2	80,5	89,2	82,0	79,6
1965 Mars-Avril .	61,22	107,9	86,9	89,1	89,2	86,2
Sept.-Octobre .	63,57	109,0	87,5	87,5	88,4	84,8
1966 Mars-Avril .	66,75	108,2	87,5	87,5	86,8	82,5
Sept.-Octobre .	70,70	103,8	83,5	89,6	84,8	79,1
1967 Mars-Avril .	74,52	101,0	80,5	89,5	p 82,7	80,2
Sept.-Octobre p	77,09	99,4	80,6	89,0	82,2	79,8
1968 Juillet (e)	83,65	94,4	67,6	85,7	85,2	76,8

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XXIIIe Rapport annuel O.N.S.S., p. 247.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices du gain moyen brut par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1968 et périodes suivantes).

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : Institut National de Statistique.

Groupe et branche d'industrie	1962 octobre	1968 octobre	1964 octobre	1965 octobre	1966 octobre	1967 octobre	1968 avril
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	45,70	48,39	52,62	56,62	60,57	64,11	63,64
Carrières ¹	37,58	39,84	44,59	48,24	53,13	54,01	56,19
Total des industries extractives ¹	45,10	47,76	51,83	55,84	59,68	62,97	62,77
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	29,41	32,75	37,09	40,29	43,47	45,59	47,67
Boissons	32,30	34,80	39,59	44,38	47,77	50,56	53,14
Tabac	26,12	29,50	33,50	37,06	41,06	43,60	45,33
Industries textiles	27,55	31,16	34,61	37,27	41,83	44,32	45,37
Chaussures, habillement	23,16	25,39	28,98	32,45	35,97	37,66	39,18
Bois (sauf meubles)	30,47	32,82	37,01	39,93	44,71	48,00	49,73
Industrie du meuble	31,38	35,27	40,65	42,17	46,75	49,18	51,50
Papier, articles en papier	33,39	35,87	39,61	43,58	47,88	50,88	53,09
Impressions et reliures	37,02	39,47	43,96	48,06	52,17	56,79	60,90
Cuir (sauf chaussures, habillement)	27,82	30,90	33,97	37,07	40,77	43,38	45,14
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	34,16	36,93	40,29	43,59	48,49	51,42	52,85
Industries chimiques	35,08	38,49	44,43	49,81	56,32	59,59	59,30
Industrie du pétrole	53,33	57,25	62,88	71,33	78,36	85,10	87,37
Produits minéraux non métalliques	34,43	37,31	42,55	45,83	50,98	53,46	55,58
Industries métallurgiques de base	45,11	47,96	52,08	54,96	59,55	62,98	64,33
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	35,92	38,85	43,37	46,13	49,44	52,12	53,17
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	37,70	40,42	45,23	47,38	52,22	56,20	56,72
Industrie électrotechnique	33,57	35,48	39,97	43,99	48,80	51,19	52,73
Construction de matériel de transport ...	42,06	45,07	48,55	51,80	56,34	59,53	61,32
Total des industries manufacturières	33,26	36,20	40,74	44,03	48,58	51,36	52,86
dont : hommes	37,13	40,10	44,53	48,14	52,94	55,92	57,51
femmes	22,78	25,45	29,16	31,97	35,51	37,67	38,94
Construction ¹	36,21	38,66	43,75	47,30	52,82	55,71	57,23
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	35,00	37,82	42,20	45,60	50,01	52,84	54,24
dont : hommes	37,99	40,81	45,11	48,75	53,43	56,42	57,85

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne. Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérimos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	207	45,2	92	32,3	21	469	1.413	35,2	2,89
1966	229	41,3	101	28,3	19	555	1.297	31,0	2,89
1967	220	38,4	102	24,7	16	418	1.223	27,0	2,88
1967 1 ^{er} trimestre	231	38,8	94	24,0	17	430	1.201	27,2	2,88
2 ^o trimestre	226	38,7	97	24,4	17	368	1.219	26,2	2,88
3 ^o trimestre	214	38,3	90	24,6	16	375	1.200	26,7	2,88
4 ^o trimestre	209	37,5	95	25,6	16	499	1.271	27,8	2,88
1968 1 ^{er} trimestre			107		17	681	1.319	32,7	2,88
2 ^o trimestre			106		18	492	1.309	26,2	2,90
3 ^o trimestre			104		19	454	1.300		
1967 Septembre	209	37,9	89	24,4	15	384	1.185	27,0	2,88
Octobre	212	37,5	89	25,4	15	413	1.190	26,0	2,88
Novembre	207	37,5	92	26,0	15	523	1.273	27,5	2,88
Décembre	207	37,2	103	25,3	17	560	1.351	30,0	2,88
1968 Janvier	210	p 37,2	104	23,0	17	596	1.323	33,0	2,88
Février			108		16	727	1.317	34,0	2,88
Mars			107		17	719	1.317	31,0	2,88
Avril			106		17	531	1.315	28,5	2,88
Mai			106		18	464	1.306	26,0	2,91
Juin			106		19	481	1.306	24,0	2,91
Juillet			105		19	446	1.302	24,0	2,91
Août			103		19	447	1.297	24,0	2,91
Septembre			104		19	470	1.300		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) ¹
			général	industriel	alimentaire	
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1966	91	96	104	109	93	109
1967	88	89	100	105	91	115
1968	100	88	101	107	89	
1967 2 ^o trimestre	89	90	100	104	91	104
3 ^o trimestre	86	89	100	104	90	120
4 ^o trimestre	93	88	101	106	91	138
1968 1 ^{er} trimestre	103	88	102	108	91	124
2 ^o trimestre	99	88	100	106	90	116
3 ^o trimestre	97	88	99	105	87	115
4 ^o trimestre	102	89	101	108	88	
1967 Décembre	101	88	101	107	90	140
1968 Janvier	102	88	101	107	90	129
Février	103	89	102	109	91	117
Mars	103	88	103	109	91	126
Avril	99	88	101	106	90	118
Mai	99	88	100	105	90	108
Juin	99	89	100	106	89	121
Juillet	97	89	99	105	88	114
Août	97	87	99	105	87	118
Septembre	97	88	99	106	87	114
Octobre	99	87	100	106	87	114
Novembre	102	89	101	109	89	122
Décembre	104	90	101	109	89	

¹ Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 *

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1960	102,6	92,2	98,2	86,8	105,4	107,0	101,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	94,3	110,2	81,5	104,5	106,7	100,4	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	100,8	106,9	95,2	103,8	107,6	96,1	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	107,0	117,9	97,5	105,4	110,0	96,3	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	109,9	126,7	96,0	110,9	113,9	103,7	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	113,2	131,2	98,5	111,5	113,8	105,6	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	118,2	134,0	104,8	113,5	115,0	109,3	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1967	113,2	118,1	134,8	104,2	112,0	115,0	103,7	105,2	116,9	90,7	111,9	154,9	98,6	112,6	121,2
1968	113,5	116,8	138,4	99,5	112,7	116,6	102,3	105,1	117,5	91,9	111,9	158,5	98,2	114,3	121,8
1967 2 ^e trimestre	113,8	122,2	136,3	110,1	111,8	114,5	103,4	104,6	116,3	90,8	111,8	154,8	98,4	112,3	121,0
3 ^e trimestre	112,5	116,1	131,3	103,4	111,6	115,0	102,4	105,0	117,0	89,6	110,4	156,6	97,9	112,0	121,1
4 ^e trimestre	112,4	114,7	135,3	98,1	111,9	115,4	102,3	105,2	117,3	89,7	111,8	156,9	97,5	113,0	121,3
1968 1 ^{er} trimestre	112,6	113,6	135,1	96,5	112,4	115,8	103,1	105,8	118,5	90,4	112,3	157,7	97,6	114,2	121,7
2 ^e trimestre	112,5	113,6	136,1	95,7	112,2	116,9	101,6	104,5	117,2	91,1	111,2	158,7	97,9	113,5	121,6
3 ^e trimestre	113,4	116,9	139,0	99,2	112,5	116,3	101,5	104,7	117,1	92,0	111,5	158,7	98,1	114,0	121,6
4 ^e trimestre	115,5	123,2	143,3	106,8	113,6	117,3	102,9	105,3	117,4	94,1	112,5	159,0	99,2	115,6	122,5
1967 Janvier	113,8	118,0	135,8	103,3	112,8	114,9	107,1	105,7	117,4	93,6	113,4	147,9	101,0	112,8	121,2
Février	114,1	118,2	135,6	103,7	113,1	115,2	107,0	106,1	117,4	93,2	113,6	153,3	100,6	113,7	121,6
Mars	114,6	122,4	137,9	109,3	112,8	114,8	105,8	106,0	116,9	91,9	113,8	153,3	100,0	113,4	121,4
Avril	114,0	122,1	137,4	109,1	112,0	114,4	104,3	104,4	116,3	91,2	113,8	153,3	98,6	112,8	121,1
Mai	113,9	123,3	138,3	110,5	111,6	114,3	103,7	104,5	116,3	91,0	110,9	154,7	98,4	112,2	120,6
Juin	113,6	121,2	133,0	110,8	111,7	114,7	102,3	105,0	116,4	90,1	110,8	156,4	98,2	111,9	121,2
Juillet	112,6	115,5	127,6	105,1	111,8	115,0	103,3	105,2	116,9	90,0	111,1	156,4	98,3	112,0	121,3
Août	112,7	117,9	134,6	103,9	111,4	115,0	101,9	104,7	117,1	89,7	110,0	156,4	97,8	111,9	120,8
Septembre	112,2	114,9	131,6	101,1	111,5	115,0	101,9	105,2	117,1	89,0	110,2	156,9	97,6	112,0	121,1
Octobre	111,8	113,1	132,2	97,6	111,5	115,2	101,6	105,1	117,3	89,1	110,7	156,9	97,3	112,5	121,0
Novembre	112,6	115,1	136,2	98,2	112,0	115,4	102,8	105,2	117,1	89,6	112,3	156,9	97,6	113,1	121,5
Décembre	112,9	115,8	137,4	98,4	112,1	115,6	102,5	105,2	117,6	90,5	112,4	156,9	97,7	113,3	121,5
1968 Janvier	112,7	114,7	135,7	97,8	112,2	115,7	102,5	105,9	117,8	90,4	112,1	157,2	97,6	113,6	121,6
Février	112,5	112,7	133,8	95,8	112,5	115,8	103,5	106,3	118,9	90,4	112,1	157,6	97,6	114,5	121,8
Mars	112,7	113,5	135,9	95,8	112,5	115,8	103,3	105,2	118,7	90,3	112,8	158,3	97,6	114,4	121,8
Avril	112,7	114,4	137,1	96,4	112,2	116,1	101,7	104,5	117,4	90,7	112,8	158,6	97,5	113,4	121,9
Mai	112,6	114,6	138,0	96,2	112,1	116,0	101,5	104,5	117,0	90,9	110,6	158,7	97,9	113,3	121,4
Juin	112,2	111,7	133,1	94,6	112,3	116,1	101,6	104,6	117,2	91,7	110,2	158,7	98,2	113,8	121,4
Juillet	112,5	113,1	133,2	96,9	112,3	116,2	101,1	104,7	117,1	91,8	110,4	158,7	98,3	113,7	121,3
Août	113,4	117,1	141,4	97,9	112,4	116,2	101,5	104,5	117,0	92,0	112,0	158,7	98,1	113,8	121,7
Septembre	114,2	120,6	142,5	102,9	112,7	116,4	101,8	105,0	117,1	92,3	112,0	158,7	98,0	114,5	121,8
Octobre	115,0	121,2	141,6	104,6	113,5	117,2	102,9	106,2	117,0	94,3	112,1	158,7	99,3	114,8	122,7
Novembre	115,5	123,5	142,9	107,6	113,5	117,2	102,9	104,7	117,5	94,3	112,7	159,2	99,1	115,6	122,3
Décembre	116,0	125,0	145,3	108,3	113,9	117,6	103,0	105,1	117,7	93,8	112,8	159,2	99,2	116,5	122,5

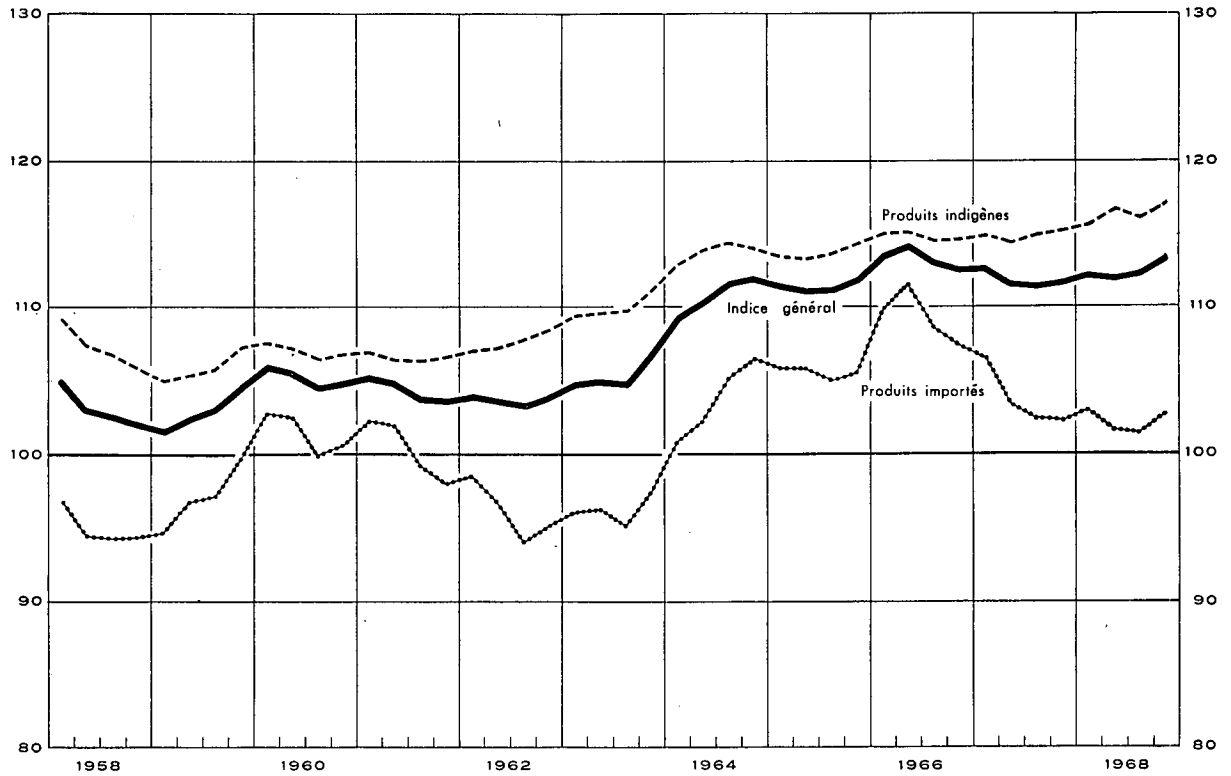
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII . 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

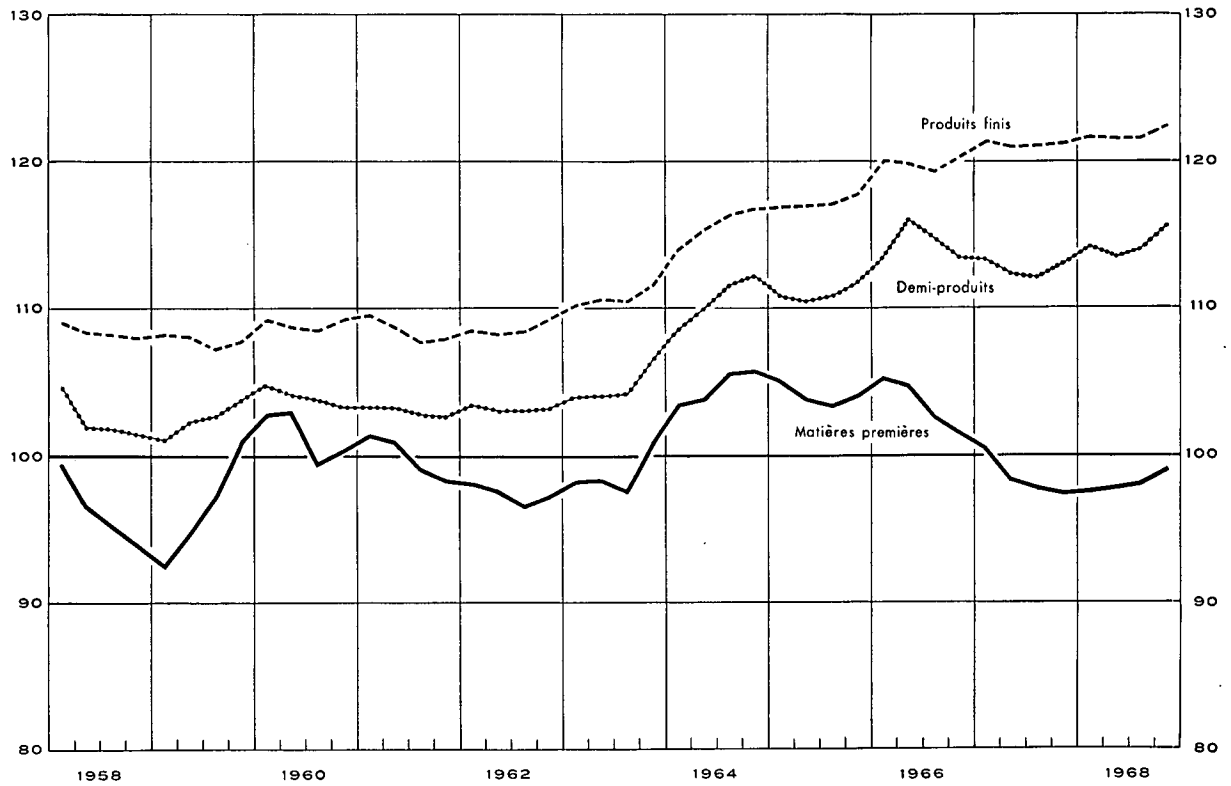
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES :

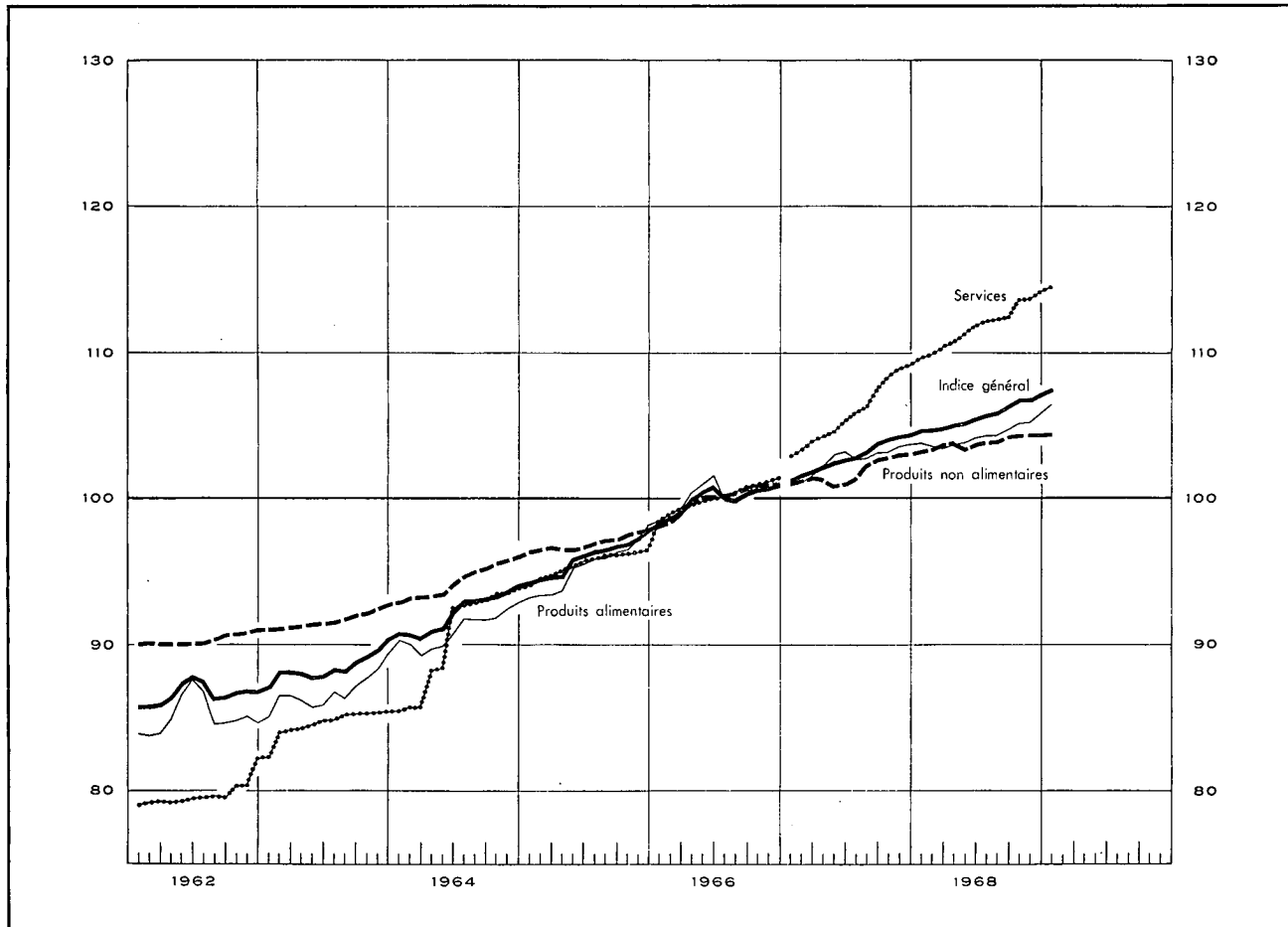
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE ¹

Base 1966 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services		
1962	86,68		85,10		90,40		79,76		
1963	88,55		86,76		91,74		84,61		
1964	92,24		91,00		94,41		90,44		
1965	95,99		95,31		96,99		95,47		
1966	100,00		100,00		100,00		100,00		
1967	102,91		102,52		101,84		105,83		
1968	105,69		104,28		103,81		111,79		
		1968		1969		1968		1969	
1 ^{er} trimestre	104,74		103,53		103,41		109,94		
2 ^e trimestre	105,25		103,77		103,57		111,27		
3 ^e trimestre	105,95		104,43		103,95		112,21		
4 ^e trimestre	106,81		105,37		104,82		113,73		
Janvier	104,67	107,54	103,71	106,41	103,27	104,39	109,59	114,56	
Février	104,73		103,54		103,41		109,88		
Mars	104,83		103,35		103,56		110,36		
Avril	105,05		103,56		103,66		110,66		
Mai	105,16		103,69		103,37		111,24		
Juin	105,54		104,06		103,67		111,91		
Juillet	105,74		104,29		103,77		112,09		
Août	105,84		104,24		103,92		112,18		
Septembre	106,26		104,75		104,17		112,37		
Octobre	106,67		105,12		104,32		113,55		
Novembre	106,69		105,25		104,32		113,57		
Décembre	107,07		105,75		104,32		114,06		

¹ L'indice des prix à la consommation est calculé depuis 1967 sur la base de la moyenne de l'année 1966. Il a remplacé l'indice des prix de détail qui a été établi pour la dernière fois en décembre 1967. Les chiffres des années 1962 à 1965 du présent tableau ont été obtenus par conversion de l'indice des prix de détail (base 1953 = 100) en indices : base 1966 = 100. Le coefficient de conversion utilisé est le rapport des deux indices pour l'année 1966, soit 0,7697 pour l'indice général. La même méthode a été appliquée aux indices partiels des groupes : produits alimentaires, produits non alimentaires et services; les coefficients de conversion sont respectivement : 0,7564, 0,8347 et 0,6207. L'actuel indice général des prix à la consommation porte sur 147 produits, l'indice des produits alimentaires sur 60, celui des produits non alimentaires sur 48, tandis que celui des services porte sur 39 de ceux-ci. Les anciens indices des prix de détail portaient respectivement sur 65, 35, 25 produits et 5 services.

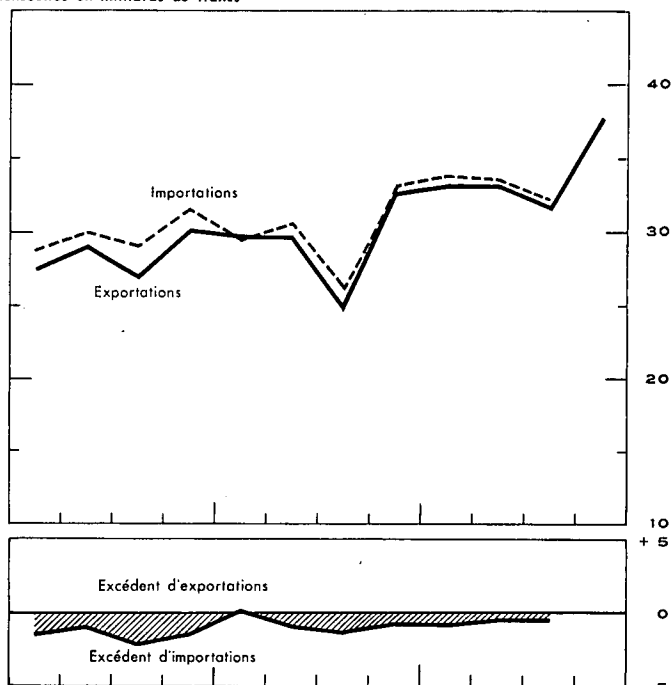
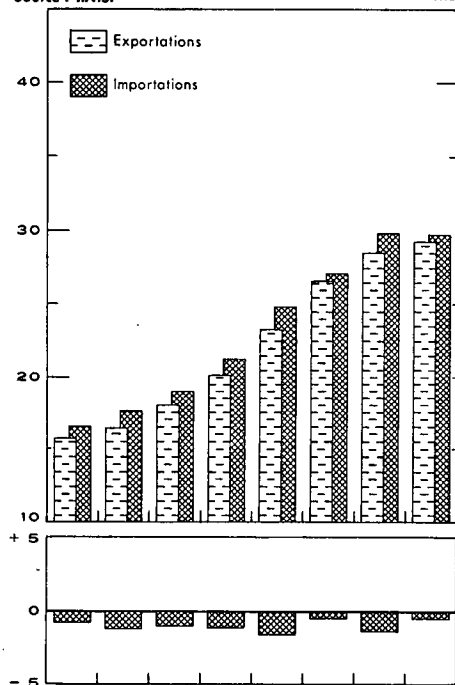
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — « Centre de Recherche économiques » de Louvain. — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt*. — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*. — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*. — *Données statistiques (Conseil de l'Europe)*. — *Journaux financiers* : *Agéfi*, *Het financieele Dagblad*, *The Financial Times*, *Le Nouveau Journal*. — *Bulletin de la Fédération des Industries Belges*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

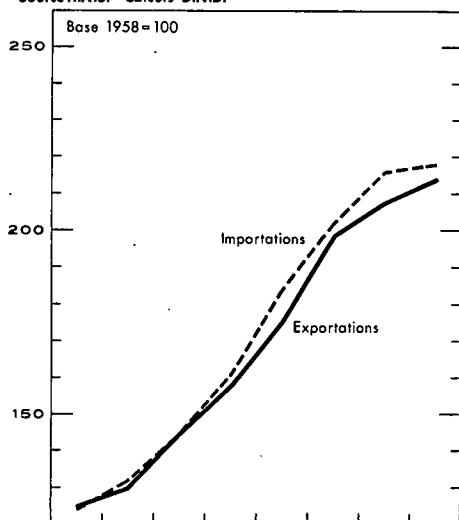
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Source : I.N.S.

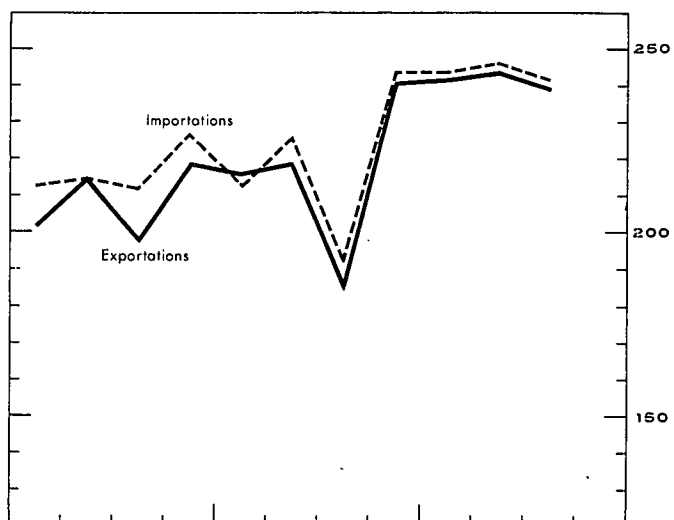
Moyennes mensuelles en milliards de francs



Source : I.N.S.- Calculs B.N.B.

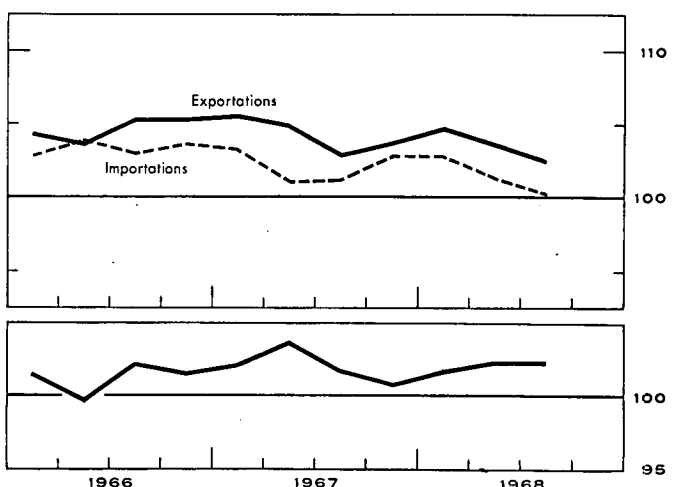
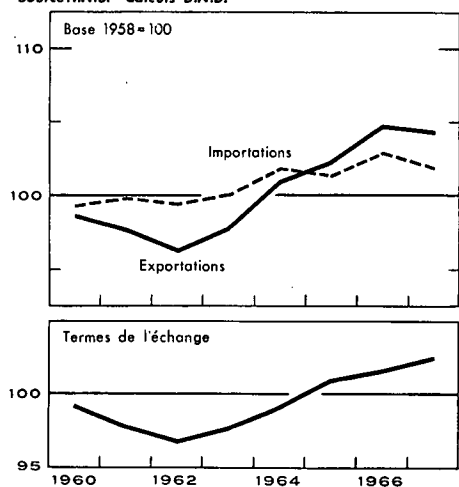


INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S.- Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,9	23,3	- 1,6	94	184,4	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	201,5	199,1	101,4	102,4	101,0
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	216,4	207,9	103,0	104,8	101,7
1967	29,9	29,3	- 0,6	98	218,3	214,3	101,9	104,4	102,5
1968 p	34,6	34,0	- 0,6	98					
1967 2 ^e trimestre	30,7	29,8	- 0,9	97	225,7	219,1	101,1	104,9	103,8
3 ^e trimestre	26,3	25,0	- 1,3	95	192,8	186,1	101,2	103,0	101,8
4 ^e trimestre	33,2	32,6	- 0,6	98	244,1	241,3	102,9	103,8	100,9
1968 1 ^{er} trimestre	34,0	33,2	- 0,8	98	244,1	242,2	102,9	104,8	101,8
2 ^e trimestre	33,6	33,2	- 0,4	99	246,5	243,9	101,4	103,8	102,4
3 ^e trimestre	32,6	31,9	- 0,7	98	241,0	239,8	100,2	102,6	102,4
4 ^e trimestre p	38,2	37,7	- 0,5	99					
1967 Janvier-Novembre	29,6	29,0	- 0,6	98					
1968 Janvier-Novembre p	34,4	33,7	- 0,7	98					
1967 Octobre	31,9	34,9	+ 3,0	109					
Novembre	34,6	30,8	- 3,8	89					
Décembre	32,6	32,2	- 0,4	99					
1968 Janvier	31,1	31,2	+ 0,1	100					
Février	35,1	33,5	- 1,6	96					
Mars	35,3	35,0	- 0,3	99					
Avril	32,3	35,0	+ 2,7	109					
Mai	35,2	33,1	- 2,2	94					
Juin	30,9	31,4	+ 0,5	102					
Juillet	31,3	34,3	+ 3,0	110					
Août	31,9	27,5	- 4,4	86					
Septembre	33,5	33,7	+ 0,2	101					
Octobre	40,8	39,6	- 1,2	97					
Novembre p	35,3	35,2	- 0,1	100					
Décembre p	37,1	37,8	+ 0,7	102					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérur- giques	Fabri- cations métal- liques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
<i>Nouvelle série</i>												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1966	3,95	7,34	2,81	4,17	2,19	0,12	0,67	0,61	1,50	1,22	3,87	28,45
1967	4,24	7,53	2,63	3,85	2,45	0,13	0,68	0,67	1,54	1,54	4,04	29,30
1967 1 ^{er} trimestre ..	4,40	7,73	2,83	4,00	2,47	0,12	0,61	0,65	1,52	1,52	3,94	29,79
2 ^e trimestre ..	4,49	8,08	2,52	3,84	2,37	0,14	0,71	0,64	1,47	1,43	4,07	29,76
3 ^e trimestre ..	3,62	6,02	2,23	3,25	2,14	0,13	0,69	0,59	1,46	1,35	3,54	25,02
4 ^e trimestre ..	4,45	8,30	2,95	4,33	2,82	0,13	0,72	0,80	1,72	1,84	4,58	32,64
1968 1 ^{er} trimestre ..	4,80	8,54	3,44	4,19	2,95	0,09	0,82	0,73	1,63	1,78	4,26	33,23
2 ^e trimestre ..	4,63	8,61	3,23	4,14	2,91	0,10	0,85	0,72	1,78	1,66	4,56	33,19
3 ^e trimestre ..	4,64	7,64	3,05	3,99	3,14	0,11	1,01	0,70	1,67	1,57	4,42	31,94
1967 Décembre	4,06	8,40	3,32	4,14	2,73	0,12	0,63	0,73	1,61	1,79	4,62	32,15
1968 Janvier	4,61	8,38	2,88	4,02	2,73	0,11	0,68	0,73	1,31	1,70	4,02	31,17
Février	5,10	8,03	3,73	4,22	3,02	0,09	0,86	0,73	1,72	1,73	4,28	33,51
Mars	4,74	9,20	3,70	4,28	3,08	0,07	0,92	0,71	1,86	1,89	4,56	35,01
Avril	4,80	9,04	3,89	4,27	3,10	0,11	0,84	0,72	1,75	1,74	4,76	35,02
Mai	4,54	8,46	3,11	4,12	2,84	0,10	0,72	0,75	2,27	1,71	4,52	33,14
Juin	4,53	8,41	2,69	4,02	2,78	0,08	1,00	0,67	1,34	1,55	4,36	31,43
Juillet	4,97	8,33	3,43	4,21	3,30	0,12	0,89	0,66	2,11	1,64	4,67	34,33
Août	4,36	5,84	2,57	3,51	2,95	0,10	0,98	0,65	1,11	1,46	3,95	27,48
Septembre ...	4,57	8,69	3,13	4,23	3,11	0,11	1,16	0,79	1,77	1,60	4,58	33,74
Octobre	4,90	10,12	3,26	5,59	4,14	0,17	1,28	0,92	1,89	2,00	5,36	39,63

N. B. - Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1967 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, vol. I, no 6, juin 1968.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables 12		
													combustibles		produits chimiques 9	autres produits 10	alimentaires		autres 11						
													liquides 8	autres			produits animaux							produits végétaux	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1966 4 ^e trimestre ..	20.734	7.567	1.715	2.306	1.671	472	228	352	155	487	112	1.047	454	816	1.474	580	1.298	6.427	918	1.382	551	3.576	4.375	58	31.594
1967 1 ^{er} trimestre ..	19.065	6.583	1.668	2.205	1.377	324	237	321	165	436	124	1.179	517	742	1.450	544	1.193	6.306	834	1.281	607	3.584	4.058	30	29.459
2 ^e trimestre ..	19.418	6.802	1.556	2.018	1.519	367	233	312	179	531	123	956	391	940	1.490	726	1.275	6.753	1.286	1.515	598	3.354	4.479	27	30.677
3 ^e trimestre ..	16.579	5.317	1.276	1.911	1.409	441	170	302	130	467	107	858	369	747	1.360	584	1.131	5.995	861	1.249	556	3.329	3.671	35	26.280
4 ^e trimestre ..	22.232	7.561	1.737	2.539	1.286	443	237	370	265	558	139	1.923	623	880	1.713	609	1.349	6.662	872	1.472	608	3.710	4.261	26	33.181
1968 1 ^{er} trimestre ..	22.828	8.532	1.821	2.224	1.736	311	265	298	121	453	146	1.578	641	953	1.787	551	1.411	6.805	974	1.324	632	3.875	4.273	51	33.957
2 ^e trimestre ..	22.298	8.269	1.739	1.953	1.768	371	222	362	147	530	146	1.491	519	978	1.826	576	1.401	7.145	1.182	1.466	651	3.846	4.116	49	33.608
3 ^e trimestre ..	21.542	7.134	1.652	2.088	1.886	447	196	338	153	564	158	1.850	464	940	1.704	579	1.389	6.975	907	1.364	688	4.016	4.022	60	32.599

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1966	1967				1968		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	99,0	100,5	99,2	101,2	100,7	98,4	98,3	100,3	100,1	98,9	97,4
Biens de consommation	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	105,9	104,6	106,8	106,4	103,0	103,7	104,9	104,3	102,5	102,3
Biens d'équipement	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	112,2	112,1	113,2	112,9	113,1	114,1	114,8	116,5	113,7	111,7
Ensemble ...	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	103,0	101,9	103,7	103,3	101,1	101,2	102,9	102,9	101,4	100,2
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	92,0	91,4	92,7	91,9	91,7	91,3	90,6	89,9	89,8	89,8
Fabrications métalliques	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	106,8	109,7	108,7	108,5	112,2	107,7	110,1	109,3	108,3	108,1
Métaux non ferreux	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	167,3	159,4	169,4	169,5	155,6	153,6	159,9	181,2	175,7	164,7
Textiles	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	106,3	104,7	107,4	108,1	105,0	104,2	102,0	101,7	99,0	99,0
Produits chimiques	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	95,7	94,3	95,2	94,2	94,2	94,1	93,5	92,4	93,8	91,8
Industrie houillère	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	73,9	71,9	73,9	68,1	71,7	72,1	75,9	76,6	73,8	78,4
Industrie pétrolière	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	74,2	74,5	71,0	72,1	71,7	76,7	77,3	80,0	77,1	73,4
Verres et glaces	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	99,4	105,2	101,4	102,6	98,8	102,4	102,4	103,6	103,1	101,9
Produits agricoles	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	118,5	114,4	119,2	116,6	119,0	112,2	110,7	111,8	111,4	112,5
Ciments	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	100,1	100,8	99,9	101,6	100,8	100,7	100,1	99,4	100,0	97,0
Carrières	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,9	100,6	97,5	103,6	99,5	98,6	100,6	104,0	100,2	100,3
Céramiques	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	115,8	116,1	113,2	114,3	115,0	119,6	115,2	115,4	118,0	120,9
Bois et meubles	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	111,1	113,2	112,1	112,5	113,4	112,4	113,9	112,4	111,6	108,0
Peaux, cuirs et chaussures	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	127,1	119,3	123,5	124,7	119,5	119,3	112,9	113,2	112,3	114,8
Papier et livre	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	99,0	98,5	97,6	99,1	96,1	98,9	99,8	100,7	96,8	94,1
Tabacs manufacturés	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	117,9	120,1	117,9	112,0	119,2	127,9	120,6	128,0	127,8	141,2
Caoutchouc	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	83,4	82,5	87,4	82,9	80,5	82,9	83,9	79,7	83,0	84,6
Industries alimentaires	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	98,5	97,8	95,7	97,8	98,7	96,0	98,0	95,0	94,0	95,2
Divers	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	78,9	78,8	79,8	86,7	78,4	73,2	78,8	80,7	82,1	81,2
Ensemble ...	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	104,8	104,4	105,4	105,6	104,9	103,0	103,8	104,8	103,8	102,6
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	101,0	101,7	102,5	101,6	102,2	103,8	101,8	100,9	101,8	102,4	102,4

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2^e du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1966	1967				1968		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	178,5	194,6	211,5	209,6	220,7	204,3	211,5	179,4	243,2	243,8	241,9	235,0
Biens de consommation	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	188,1	214,4	226,8	240,9	236,9	238,8	260,1	232,0	255,2	257,8	275,8	268,6
Biens d'équipement	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	214,1	221,8	233,1	234,7	250,9	226,8	253,6	207,9	238,9	230,9	231,2	234,5
Ensemble ...	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	184,4	201,5	216,4	218,3	226,9	213,4	225,7	192,8	244,1	244,1	246,5	241,0
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	160,4	173,4	161,0	178,8	183,0	148,4	183,5	199,4	193,7	193,7
Fabrications métalliques	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	260,0	259,5	280,3	262,9	277,2	213,7	286,0	288,8	298,9	274,8
Métaux non ferreux	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	182,8	179,3	174,1	181,5	176,4	157,6	200,7	206,4	199,4	201,0
Textiles	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	212,9	199,7	214,1	201,0	199,3	172,0	231,2	224,1	227,3	218,7
Produits chimiques	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	217,2	241,1	241,2	252,8	232,2	212,6	279,8	295,6	284,5	313,7
Industrie houillère	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	45,0	51,6	51,0	50,7	57,4	50,4	47,9	33,2	36,9	39,7
Industrie pétrolière	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	168,4	170,4	166,6	158,5	184,2	166,7	172,4	191,5	206,2	255,8
Verres et glaces	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	198,6	208,9	208,5	206,1	212,1	173,2	239,7	230,2	228,1	226,7
Produits agricoles	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	210,3	273,4	256,7	283,9	259,1	250,0	349,5	338,7	313,3	290,6
Ciments	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	114,6	106,3	107,0	90,3	117,1	105,7	112,5	91,3	133,1	115,9
Carrières	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	211,3	221,7	215,3	188,3	240,7	213,8	245,5	207,7	231,0	257,4
Céramiques	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	228,6	232,5	253,9	231,1	226,8	203,7	270,0	222,0	240,9	245,8
Bois et meubles	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	489,3	521,6	533,4	523,1	532,8	447,2	589,6	546,6	599,3	611,3
Peaux, cuirs et chaussures	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	223,8	227,8	231,2	221,1	216,2	214,0	266,3	254,0	242,2	243,1
Papier et livre	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	274,1	292,2	308,9	295,5	294,7	256,3	330,3	320,3	340,4	357,7
Tabacs manufacturés	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	329,7	374,5	346,2	326,4	373,2	369,6	429,6	366,3	382,4	400,0
Caoutchouc	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	281,2	300,9	284,9	277,5	326,2	274,7	327,0	337,9	375,2	336,4
Industries alimentaires	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	291,6	312,9	330,8	273,8	328,9	285,2	374,4	324,8	384,9	358,6
Divers	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	207,3	206,5	233,2	208,5	194,9	193,4	241,1	230,0	217,9	200,3
Ensemble ...	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	207,9	214,3	218,8	216,0	219,1	186,1	241,3	242,2	243,9	239,8

* Voir 2e du N.B. au tableau VIII.)

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	<i>p</i>	7,12			6,31			7,16	
1967 3 ^e trimestre	5,79	5,12	- 0,67	3,86	4,27	+ 0,41	4,10	5,65	+ 1,55
4 ^e trimestre	7,05	6,73	- 0,32	5,02	5,71	+ 0,69	4,75	6,81	+ 2,06
1968 1 ^{er} trimestre	6,97	6,57	- 0,40	5,11	5,92	+ 0,81	4,82	6,96	+ 2,14
2 ^e trimestre	6,85	6,87	+ 0,02	4,80	5,50	+ 0,70	4,99	7,56	+ 2,57
3 ^e trimestre	6,68	7,03	+ 0,35	4,82	6,06	+ 1,24	4,84	6,44	+ 1,60
4 ^e trimestre	<i>p</i>	8,02			7,76			7,67	
1967 Novembre	7,20	7,06	- 0,14	4,81	5,47	+ 0,66	4,94	6,44	+ 1,50
Décembre	6,91	6,28	- 0,63	4,89	5,86	+ 0,97	4,33	6,76	+ 2,43
1968 Janvier	6,44	6,37	- 0,07	4,54	5,74	+ 1,20	4,61	6,46	+ 1,85
Février	6,89	6,14	- 0,75	5,24	5,80	+ 0,56	4,80	6,80	+ 2,00
Mars	7,50	7,18	- 0,32	5,50	6,20	+ 0,70	4,98	7,62	+ 2,64
Avril	6,99	7,08	+ 0,09	5,16	6,29	+ 1,13	4,92	8,15	+ 3,23
Mai	7,15	7,02	- 0,13	4,35	5,41	+ 1,06	5,14	7,14	+ 2,00
Juin	6,35	6,52	+ 0,17	3,54	4,80	+ 1,26	4,73	7,43	+ 2,70
Juillet	6,64	7,12	+ 0,48	5,26	7,09	+ 1,83	3,97	6,61	+ 2,64
Août	6,30	6,38	+ 0,08	4,37	4,49	+ 0,12	5,08	5,19	+ 0,11
Septembre	6,92	7,56	+ 0,64	4,74	6,55	+ 1,81	5,37	7,49	+ 2,12
Octobre	8,68	8,92	+ 0,24	6,44	7,82	+ 1,38	5,90	8,36	+ 2,46
Novembre	<i>p</i>	7,57	+ 0,26	5,98	7,24	+ 1,26	5,30	7,15	+ 1,85
Décembre	<i>p</i>	7,56			8,22			7,51	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1968	<i>p</i>	1,27			21,86			26,15	
1967 3 ^e trimestre	1,26	0,94	- 0,32	15,01	15,98	+ 0,97	18,43	19,23	+ 0,80
4 ^e trimestre	1,44	1,25	- 0,19	18,26	20,50	+ 2,24	22,54	25,06	+ 2,52
1968 1 ^{er} trimestre	1,43	1,17	- 0,26	18,33	20,62	+ 2,29	23,05	25,10	+ 2,05
2 ^e trimestre	1,44	1,32	- 0,12	18,08	21,25	+ 3,17	22,64	25,52	+ 2,88
3 ^e trimestre	1,50	1,10	- 0,40	17,84	20,63	+ 2,79	22,08	24,57	+ 2,49
4 ^e trimestre	<i>p</i>	1,49			24,94			29,41	
1967 Novembre	1,44	1,17	- 0,27	18,39	20,14	+ 1,75	22,93	24,14	+ 1,21
Décembre	1,31	1,33	+ 0,02	17,44	20,23	+ 2,79	21,65	24,71	+ 3,06
1968 Janvier	1,27	1,11	- 0,16	16,86	19,68	+ 2,82	21,34	23,85	+ 2,51
Février	1,56	1,09	- 0,47	18,49	19,83	+ 1,34	23,29	24,69	+ 1,40
Mars	1,46	1,31	- 0,15	19,44	22,31	+ 2,87	24,27	26,73	+ 2,46
Avril	1,49	1,32	- 0,17	18,56	22,84	+ 4,28	22,62	27,26	+ 4,64
Mai	1,41	1,38	- 0,03	18,05	20,95	+ 2,90	23,00	25,19	+ 2,19
Juin	1,38	1,26	- 0,12	16,00	20,01	+ 4,62	20,57	24,17	+ 3,60
Juillet	1,65	1,32	- 0,33	17,52	22,14	+ 4,62	21,74	26,50	+ 4,76
Août	1,37	0,86	- 0,51	17,12	16,92	- 0,20	21,44	20,45	- 0,99
Septembre	1,39	1,10	- 0,29	18,42	22,70	+ 4,28	22,59	26,58	+ 3,99
Octobre	1,68	1,53	- 0,15	22,70	26,63	+ 3,93	28,11	31,36	+ 3,25
Novembre	<i>p</i>	1,50	+ 0,08	20,01	23,46	+ 3,45	24,72	27,32	+ 2,60
Décembre	<i>p</i>	1,45			24,74			29,55	

1 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs).

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967	2,46	2,45	- 0,01	2,09	1,39	- 0,70	1,82	1,06	- 0,76
1968	p	3,21			1,48				
1967 3 ^e trimestre	2,22	2,06	- 0,16	1,92	1,07	- 0,85	1,46	0,85	- 0,61
4 ^e trimestre	2,74	2,84	+ 0,10	1,98	1,63	- 0,35	2,08	1,15	- 0,93
1968 1 ^{er} trimestre	2,88	3,62	+ 0,74	2,54	1,65	- 0,89	1,84	1,13	- 0,71
2 ^e trimestre	2,84	3,12	+ 0,28	2,38	1,49	- 0,89	1,78	1,06	- 0,72
3 ^e trimestre	2,70	2,99	+ 0,29	2,39	1,31	- 1,08	2,01	1,00	- 1,01
4 ^e trimestre	p	3,11			1,48				
1967 Novembre	2,69	2,55	- 0,14	2,19	1,41	- 0,78	2,75	0,96	- 1,79
Décembre	3,14	2,69	- 0,45	2,15	1,61	- 0,54	1,74	1,07	- 0,67
1968 Janvier	2,64	3,11	+ 0,47	2,42	1,46	- 0,96	1,30	0,96	- 0,34
Février	2,98	3,85	+ 0,87	2,62	1,87	- 0,75	1,96	1,31	- 0,65
Mars	3,00	3,93	+ 0,93	2,56	1,63	- 0,93	2,21	1,12	- 1,09
Avril	2,66	3,02	+ 0,36	1,87	1,52	- 0,35	1,91	1,08	- 0,83
Mai	3,21	3,36	+ 0,15	2,77	1,48	- 1,29	1,70	1,16	- 0,54
Juin	2,58	2,98	+ 0,40	2,48	1,45	- 1,03	1,56	0,92	- 0,64
Juillet	2,48	3,08	+ 0,60	2,43	1,47	- 0,96	2,12	1,07	- 1,05
Août	2,85	2,61	- 0,24	2,50	1,14	- 1,36	1,76	1,15	- 0,61
Septembre	2,59	3,24	- 0,65	2,16	1,29	- 0,87	2,12	0,76	- 1,36
Octobre	3,43	3,11	- 0,32	3,06	1,46	- 1,60	1,88	1,42	- 0,46
Novembre	p	3,19	+ 0,62	2,28	1,42	- 0,86			
Décembre	p	3,02			1,57				
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,31	0,25	- 0,06
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,32	0,40	- 0,08
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1967 2 ^e trimestre	1,40	0,62	- 0,78	1,38	0,28	- 1,10	0,53	0,69	+ 0,16
3 ^e trimestre	1,20	0,52	- 0,68	0,81	0,24	- 0,57	0,57	0,57	...
4 ^e trimestre	1,21	0,86	- 0,35	1,40	0,22	- 1,18	0,62	0,83	+ 0,21
1968 1 ^{er} trimestre	1,39	0,67	- 0,72	1,63	0,31	- 1,32	0,64	0,64	...
2 ^e trimestre	1,39	0,77	- 0,62	1,34	0,30	- 1,04	0,60	0,66	+ 0,06
3 ^e trimestre	1,20	0,64	- 0,56	1,14	0,33	- 0,81	0,55	0,54	- 0,01
1967 Septembre	0,67	0,42	- 0,25	0,49	0,20	- 0,29	0,59	0,46	- 0,13
Octobre	1,24	1,04	- 0,20	1,60	0,24	- 1,36	0,52	0,93	+ 0,41
Novembre	1,14	0,56	- 0,58	1,22	0,24	- 0,98	0,67	0,80	+ 0,13
Décembre	1,24	0,97	- 0,27	1,39	0,18	- 1,21	0,67	0,75	+ 0,08
1968 Janvier	1,58	0,60	- 0,98	1,36	0,39	- 0,97	0,55	0,65	+ 0,10
Février	1,33	0,81	- 0,52	1,97	0,25	- 1,72	0,63	0,62	- 0,01
Mars	1,26	0,60	- 0,66	1,55	0,27	- 1,28	0,73	0,65	- 0,08
Avril	1,59	0,93	- 0,66	0,60	0,30	- 0,30	0,64	0,65	+ 0,01
Mai	1,49	0,67	- 0,82	1,32	0,27	- 1,05	0,57	0,70	+ 0,13
Juin	1,07	0,71	- 0,36	1,80	0,34	- 1,46	0,58	0,63	+ 0,05
Juillet	1,02	0,67	- 0,35	0,84	0,40	- 0,44	0,53	0,60	+ 0,07
Août	1,30	0,66	- 0,64	1,28	0,33	- 0,95	0,56	0,47	- 0,09
Septembre	1,28	0,59	- 0,69	1,29	0,27	- 1,02	0,55	0,52	- 0,03
Octobre	1,24	0,70	- 0,54	2,00	0,38	- 1,62	0,63	0,66	+ 0,03

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — « Centre de Recherches économiques » de Louvain.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX . 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels

(milliards de francs)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967		
						Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,4	- 9,0	- 8,7	- 2,6	- 16,6	283,3	287,2	- 3,9
1.12 Travail à façon	+ 3,8	+ 3,3	+ 5,2	+ 6,6	+ 8,1	10,9	3,1	+ 7,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 3,1	+ 2,4	+ 5,4	+ 3,2	+ 5,3	5,4	—	+ 5,4
1.2 Or non monétaire	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 2,0	- 1,5	0,5	2,9	- 2,4
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	+ 0,7	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,3	14,3	12,7	+ 1,6
1.4 Autres frais de transport	- 0,2	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,1	+ 0,4	5,5	4,9	+ 0,6
1.5 Déplacements à l'étranger	- 2,2	- 3,2	- 3,4	- 4,1	- 4,5	12,1	18,5	- 6,4
1.6 Revenus d'investissements	+ 0,1	- 1,0	- 0,9	+ 0,6	+ 1,1	16,4	15,2	+ 1,2
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,2	- 1,0	- 2,3	+ 0,3	+ 0,2	9,8	6,1	+ 3,7
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,7	+ 4,0	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,0	5,9	1,6	+ 4,3
1.82 Autres	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,7	- 0,1	25,2	24,5	+ 0,7
Total 1 ...	+ 3,4	- 4,6	- 0,7	+ 7,5	- 3,9	389,3	376,7	+ 12,6
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	+ 2,6	+ 2,5	+ 3,0	+ 2,5	+ 1,6	7,8	6,3	+ 1,5
2.2 Transferts de l'Etat	- 1,8	- 3,1	- 2,4	- 2,4	- 2,5	0,3	4,3	- 4,0
Total 2 ...	+ 0,8	- 0,6	+ 0,6	+ 0,1	- 0,9	8,1	10,6	- 2,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	- 1,3	- 2,2	- 2,3	- 3,3	- 1,8	—	1,9	- 1,9
3.112 Autres opérations	- 0,2	+ 5,0	+ 2,8	- 2,0	- 0,4	2,8	6,8	- 4,0
3.12 Avoirs	- 0,7	- 0,4	- 0,1	- 0,5	- 0,3	0,1	0,5	- 0,4
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements	+ 0,3	...	+ 1,0	...	...	...	0,5	- 0,5
3.22 Avoirs	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 1,8	+ 2,5	+ 1,5	- 5,8	- 2,5	2,9	9,7	- 6,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 1,7	+ 0,7	...	1,3	- 1,3
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	- 0,7	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,4	+ 1,0	4,0	1,8	+ 2,2
4.3 Secteur privé ⁴ (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements Belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	- 3,6	- 5,5	- 1,3	- 2,1	- 6,5	—	5,3	- 5,3
4.312 Investissements directs				- 2,0	- 0,4	—	2,6	- 2,6
4.313 Immeubles	- 0,8	- 4,0	- 5,4	- 1,3	- 1,7	—	1,5	- 1,5
4.314 Autres .....				...	- 0,3	1,3	—	+ 1,3
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,5	- 0,2	2,8	—	+ 2,8
4.322 Investissements directs				+ 7,1	+ 7,0	11,5	—	+ 11,5
4.323 Immeubles	+ 5,6	+ 8,9	+ 12,1	+ 0,2	- 0,3	—	0,2	- 0,2
4.324 Autres				+ 0,7	+ 0,7	0,9	—	+ 0,9
4.33 Investissements et placements non ventilés	- 0,8	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,6	0,3	—	+ 0,3
Total 4 ...	+ 0,4	+ 2,1	+ 8,8	+ 6,0	+ 0,6	20,8	12,7	+ 8,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	0,9	—	+ 0,9
Total 1 à 5 ...	+ 4,2	...	+ 10,7	+ 8,5	- 6,4	422,0	409,7	+ 12,3
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 1,2	- 1,1	—	—	+ 2,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	- 1,7	+ 11,2	+ 12,6	+ 8,0	+ 1,7	—	—	+ 12,4
6.22 Autres	+ 5,7	- 11,3	- 1,9	- 0,7	- 7,0	—	—	- 2,8

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX. Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963].

⁴ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1966		1967				1968		
	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre p	2e trimestre p	3e trimestre p
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 5,0	- 3,9	+ 0,1	- 0,8	- 1,3	- 1,9	- 3,4	- 3,4	- 3,3
1.12 Travail à façon	+ 2,2	+ 1,8	+ 2,0	+ 2,2	+ 1,6	+ 2,0	+ 1,9	+ 2,3	+ 2,2
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,6	+ 1,9	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,4	+ 2,5	- 0,1
1.2 Or non monétaire	- 0,5	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,1	- 1,3	- 1,2	- 0,1	...
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,2	...	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,6
1.4 Autres frais de transport	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	...	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
1.5 Déplacements à l'étranger	- 2,7	...	- 0,5	- 1,8	- 3,7	- 0,4	- 0,7	- 2,1	- 3,5
1.6 Revenus d'investissements	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,2	- 0,7	+ 1,2	+ 0,5	+ 0,9	- 0,5	+ 0,6
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,4	- 0,3	+ 0,2	+ 1,2	+ 1,2	+ 1,1	+ 1,1	+ 1,3	...
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,1
1.82 Autres	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,5
Total 1 ..	- 2,0	- 0,7	+ 4,8	+ 3,2	+ 1,8	+ 2,8	+ 1,5	+ 1,7	- 1,8
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,7
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,7	- 0,7	- 0,7	- 0,7	- 1,1	- 1,5	- 1,7	- 0,8	- 0,9
Total 2 ...	- 0,3	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 0,9	- 0,2	- 0,2
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,4	- 0,5	- 0,4	- 0,7	- 0,6	- 0,5
3.112 Autres opérations	- 0,9	+ 1,3	- 1,9	- 2,0	- 1,8	+ 1,7	+ 0,2	- 0,5	- 0,2
3.12 Avoirs	...	- 0,4	...	- 0,1	...	- 0,3	- 0,1	...	- 0,1
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	...	...	- 0,4	...	- 0,1	...	...	...	...
3.22 Avoirs	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 1,4	+ 0,7	- 2,9	- 2,5	- 2,4	+ 1,0	- 0,6	- 1,1	- 0,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 0,2	...	- 0,4	- 0,5	- 0,3	- 0,1	- 0,2	...	- 0,3
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	- 0,3	+ 0,2	+ 2,2	- 0,4	+ 0,5	- 0,1	- 0,2	...	- 0,9
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 1,0	- 1,9	- 1,2	- 1,1	- 1,4	- 1,6	- 2,0	- 3,0	- 3,4
4.312 Investissements directs	- 0,6	- 0,1	- 1,1	- 0,5	+ 0,3	- 1,3	- 1,2	+ 0,2	- 0,1
4.313 Immeubles	- 0,4	- 0,5	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,3	- 0,3	- 0,4	- 0,2
4.314 Autres	- 0,3	- 0,3	...	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,3	- 0,3	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9	...	- 0,3	- 0,2
4.322 Investissements directs	+ 1,8	+ 1,0	+ 1,9	+ 1,5	+ 4,5	+ 3,6	+ 4,2	+ 2,8	+ 1,1
4.323 Immeubles	- 0,1	...	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,1	...	...
4.324 Autres	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	...	- 1,1	+ 0,4	+ 0,2
4.33 Investissements et placements non ventilés	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...
Total 4 ...	+ 0,1	- 1,4	+ 1,7	- 0,1	+ 4,2	+ 2,3	- 0,7	+ 0,3	- 3,2
5. Erreurs et omissions	- 0,2	+ 0,8	- 0,1	+ 1,4	+ 0,2	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	- 0,1
Total 1 à 5 ...	- 3,8	- 0,8	+ 3,0	+ 1,5	+ 3,1	+ 4,7	- 0,3	+ 0,9	- 6,1
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 0,6	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,9	+ 2,4	- 0,9	+ 1,9	- 1,4	- 0,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banque Nationale	- 1,2	+ 2,7	- 0,5	+ 5,3	+ 0,7	+ 6,9	- 3,5	+ 0,9	- 4,5
6.22 Autres	- 2,0	- 3,9	+ 3,2	- 4,7	...	- 1,3	+ 1,3	+ 1,4	- 1,2

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).
³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1968			1968			1967	1968
	2e trimestre			3e trimestre			11 premiers mois	p
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde		
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	77,0	80,4	- 3,4	77,9	81,2	- 3,3	- 2,4	- 8,9
1.12 Travail à façon	2,9	0,6	+ 2,3	2,9	0,7	+ 2,2	+ 7,0	+ 7,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	2,5	—	+ 2,5	—	0,1	- 0,1	+ 5,6	+ 3,3
1.2 Or non monétaire	0,4	0,5	- 0,1	0,2	0,2	...	- 1,7	- 1,3
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	3,8	3,5	+ 0,3	4,4	3,8	+ 0,6	+ 1,5	+ 1,3
1.4 Autres frais de transport	1,4	1,3	+ 0,1	1,5	1,4	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
1.5 Déplacements à l'étranger	3,5	5,6	- 2,1	4,9	8,4	- 3,5	- 6,1	- 6,6
1.6 Revenus d'investissements	4,8	5,3	- 0,5	5,0	4,4	+ 0,6	+ 1,1	+ 1,6
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	2,8	1,5	+ 1,3	2,0	2,0	...	+ 3,1	+ 2,8
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	1,4	0,5	+ 0,9	1,5	0,4	+ 1,1	+ 3,8	+ 3,7
1.82 Autres	6,8	6,4	+ 0,4	7,4	6,9	+ 0,5	+ 0,9	+ 1,1
Total 1 ...	107,3	105,6	+ 1,7	107,7	109,5	- 1,8	+13,2	+ 5,3
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	2,1	1,5	+ 0,6	2,4	1,7	+ 0,7	+ 1,4	+ 2,3
2.2 Transferts de l'Etat	0,1	0,9	- 0,8	0,1	1,0	- 0,9	- 3,3	- 3,9
Total 2 ...	2,2	2,4	- 0,2	2,5	2,7	- 0,2	- 1,9	- 1,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,6	- 0,6	—	0,5	- 0,5	- 1,7	- 2,0
3.112 Autres opérations	0,3	0,8	- 0,5	3,0	3,2	- 0,2	- 5,6	- 1,4
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	0,1	- 0,1	- 0,4	- 0,2
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	- 0,5	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,3	1,4	- 1,1	3,0	3,8	- 0,8	- 8,2	- 3,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	0,1	0,1	...	0,1	0,4	- 0,3	- 1,2	- 0,5
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	1,1	1,1	...	0,2	1,1	- 0,9	+ 2,8	+ 0,2
4.3 Secteur privé (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	—	3,0	- 3,0	—	3,4	- 3,4	- 5,1	-11,5
4.312 Investissements directs	0,2	—	+ 0,2	—	0,1	- 0,1	- 2,7	- 0,9
4.313 Immeubles	—	0,4	- 0,4	—	0,2	- 0,2	- 1,4	- 1,0
4.314 Autres	0,6	—	+ 0,6	0,6	—	+ 0,6	+ 1,4	+ 1,1
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières	—	0,3	- 0,3	—	0,2	- 0,2	+ 2,5	- 0,5
4.322 Investissements directs	2,8	—	+ 2,8	1,1	—	+ 1,1	+ 9,7	+10,4
4.323 Immeubles .....	...	—	...	—	...	...	- 0,1	- 0,1
4.324 Autres	0,4	—	+ 0,4	0,2	—	+ 0,2	+ 0,9	+ 1,3
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	—	...	...	—	...	+ 0,3	...
Total 4 ...	5,2	4,9	+ 0,3	2,2	5,4	- 3,2	+ 7,1	- 1,5
5. Erreurs et omissions (nettes)	0,2	—	+ 0,2	—	0,1	- 0,1	+ 1,1	- 0,1
Total 1 à 5 ...	115,2	114,3	+ 0,9	115,4	121,5	- 6,1	+11,3	- 1,5
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	- 1,4	—	—	- 0,4	+ 4,9	- 0,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	—	—	+ 0,9	—	—	- 4,5	+ 6,2	-14,3
6.22 Autres	—	—	+ 1,4	—	—	- 1,2	+ 0,2	+12,9

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLIII^e année, vol. I, n° 5, page 601 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1967 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisse	Deutsche Mark	liras italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ¹
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15
1967	49,69	10,10	138,65 ⁴	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	7,17 ⁴	46,059	46,058	172,87	192,30	82,89 ⁴
1968	49,93	10,08	119,68 ⁵	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,342	46,341	174,41	193,19	71,35 ⁵
1967 3 ^e trimestre	49,63	10,12	138,25	13,79	11,45	12,40	7,96	9,63	6,94	7,15	46,103	46,103	172,34	192,27	82,84
4 ^e trimestre	49,64	10,12	138,12 ⁶	13,80	11,47	12,43	7,97	9,60	6,94	7,15 ⁶	46,127	46,125	172,50	192,05	82,80 ⁶
1968 1 ^{er} trimestre	49,66	10,09	119,50	13,77	11,44	12,42	7,95	9,62	6,95	6,66	45,750	45,750	173,47	191,92	71,26
2 ^e trimestre	49,77	10,06	119,05	13,75	11,52	12,48	7,98	9,63	6,97	6,67	46,157	46,157	173,90	192,63	71,41
3 ^e trimestre	50,07	10,07	119,64	13,80	11,64	12,52	8,05	9,70	7,01	6,67	46,653	46,652	174,82	193,88	71,88
4 ^e trimestre	50,22	10,12	119,89	13,85	11,68	12,60	8,06	9,71	7,03	6,69	46,804	46,804	175,47	194,31	72,06
1967 Octobre	49,63	10,12	138,13	13,80	11,43	12,40	7,97	9,60	6,94	7,16	46,233	46,232	172,20	192,05	82,80
Novembre	49,63	10,13	138,12 ²	13,80	11,49	12,45	7,97	9,59	6,94	7,15 ²	46,171	46,169	172,06	191,87	82,80 ²
Décembre	49,65	10,12	120,17 ³	13,81	11,50	12,46	7,95	9,61	6,95	6,66	45,965	45,962	173,28	192,24	71,31 ³
1968 Janvier	49,69	10,09	119,71	13,79	11,44	12,41	7,95	9,62	6,96	6,66	45,820	45,820	173,63	192,00	71,37
Février	49,64	10,09	119,63	13,76	11,42	12,40	7,95	9,61	6,95	6,66	45,656	45,656	173,29	191,91	71,20
Mars	49,65	10,09	119,15	13,77	11,46	12,45	7,96	9,61	6,96	6,67	45,772	45,770	173,48	191,86	71,19
Avril	49,73	10,09	119,46	13,75	11,46	12,48	7,96	9,62	6,96	6,67	46,041	46,041	173,86	192,45	71,39
Mai	49,73	10,06 ⁷	118,80	13,74	11,50	12,49	7,99	9,63	6,96	6,66	46,138	46,137	173,69	192,40	71,35
Juin	49,86	10,03	118,91	13,77	11,59	12,48	8,00	9,65	6,98	6,67	46,303	46,303	174,17	193,06	71,50
Juillet	49,96	10,05	119,40	13,80	11,63	12,47	8,03	9,67	7,00	6,66	46,523	46,522	174,57	193,60	71,70
Août	50,04	10,06	119,67	13,80	11,62	12,47	8,05	9,69	7,01	6,66	46,652	46,651	174,70	193,79	71,86
Septembre	50,21	10,10	119,89	13,81	11,68	12,64	8,07	9,73	7,03	6,69	46,796	46,795	175,21	194,28	72,08
Octobre	50,33	10,12	120,30	13,84	11,71	12,64	8,08	9,73	7,05	6,71	46,916	46,915	175,60	194,79	72,23
Novembre	50,15	10,09	119,68	13,82	11,66	12,61	8,04	9,69	7,02	6,68	46,741	46,741	175,16	193,88	71,96
Décembre	50,15	10,13	119,60	13,90	11,67	12,56	8,04	9,69	7,02	6,69	46,735	46,735	175,56	194,16	71,93

¹ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

² Moyenne du 1^{er} au 17 novembre 1967.

³ Moyenne du 18 au 30 novembre 1967.

⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

⁵ Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

⁶ Moyenne du 1^{er} octobre au 17 novembre 1967.

⁷ Moyenne du 1^{er} au 24 mai 1968.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 janvier 1969

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis ¹	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur ⁴	vendeur ⁵	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4084	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	7,50 CD	+ 0,750	- 0,750	6,5674	6,7674	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	88,— C. isl.	+ 0,114	- 0,114	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1051	1 C. nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	70,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	70,3651	72,5080	100 Pesetas
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5204	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7288	1 F.S.
Turquie	9,— L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,40 £ ²	+ 0,833 ³	- 0,833 ³	118,1075	121,9075	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total (7) = (3) + (6)
	Recettes	Dépenses ³	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(8) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1962	131,2	130,1	+ 1,1	0,5	17,8	- 17,3	-- 16,2
1963	139,5	143,0	- 3,5	0,4	22,0	- 21,6	-- 25,1
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	-- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	-- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	-- 27,3
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	-- 30,4
1967 1 ^{er} mois	21,4	19,0	+ 2,4	...	2,2	- 2,2	+ 0,2
2 premiers mois ...	36,5	37,7	- 1,2	0,1	4,8	- 4,7	-- 5,9
3 premiers mois ...	53,7	56,4	- 2,7	0,1	7,5	- 7,4	-- 10,1
4 premiers mois ...	69,9	74,6	- 4,7	0,1	9,1	- 9,0	-- 13,7
5 premiers mois ...	86,1	92,3	- 6,2	0,1	11,0	- 10,9	-- 17,1
6 premiers mois ...	105,2	111,6	- 6,4	0,1	13,0	- 12,9	-- 19,3
7 premiers mois ...	132,5	132,0	+ 0,5	0,1	15,2	- 15,1	-- 14,6
8 premiers mois ...	147,9	148,9	- 1,0	0,1	17,7	- 17,6	-- 18,6
9 premiers mois ...	163,9	165,4	- 1,5	0,1	19,7	- 19,6	-- 21,1
10 premiers mois ...	183,1	185,0	- 1,9	0,2	22,6	- 22,4	-- 24,3
11 premiers mois ...	200,3	204,5	- 4,2	0,2	25,5	- 25,3	-- 29,5
12 mois	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	-- 30,4
1968 1 ^{er} mois	23,0	23,8	- 0,8	0,1	3,3	- 3,2	-- 4,0
2 premiers mois ...	40,2	43,9	- 3,7	0,1	6,0	- 5,9	-- 9,6
3 premiers mois ...	57,2	64,6	- 7,4	0,2	8,5	- 8,3	-- 15,7
4 premiers mois ...	75,5	83,0	- 7,5	0,2	10,4	- 10,2	-- 17,7
5 premiers mois ...	93,9	102,1	- 8,2	0,2	13,6	- 13,4	-- 21,6
6 premiers mois ...	112,2	124,5	- 12,3	0,3	15,3	- 15,0	-- 27,3
7 premiers mois ...	144,4	142,4	+ 2,0	0,3	18,1	- 17,8	-- 15,8
8 premiers mois ...	160,4	161,2	- 0,8	0,3	20,3	- 20,0	-- 20,8
9 premiers mois ...	177,5	181,5	- 4,0	0,3	24,4	- 24,1	-- 28,1

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ A partir de 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4 (4) = (1) + (2) + (3)	Financement de l'impasse														Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					Emissions d'emprunts consolidés 5			Variations de la dette flottante											
					en francs belges (5)	en monnaies étrangères (6)	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges								en monnaies étrangères (14)	Total (15) = (8) à (14)		
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché (8)	Secteur bancaire (9)	Secteur para-étatique (10)	Congo, Rwanda et Burundi (11)	Certificats divers (12)	Office des chèques postaux (13)	Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B. (16)	Encaisses des comptables 3 et autres opérations de trésorerie (17)				
1962	-16,2	- 0,5	...	-16,7	+20,1	+ 1,4	+21,5	- 1,1	+ 3,0	+ 3,9	- 0,2	- 1,7	+ 3,5	-10,7	- 3,3	- 1,4	- 0,1	+16,7	
1963	-25,1	- 3,7	- 1,5	-30,3	+17,5	...	+17,5	- 6,0	+ 3,6	- 3,5	+ 0,1	- 0,1	+ 4,1	+10,5	+ 8,7	+ 4,1	...	+30,3	
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0	
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3	
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7	
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6	
1967 1 ^{er} mois	+ 0,2	- 2,5	- 0,5	- 2,8	...	...	...	...	+ 1,1	+ 9,5	...	+ 0,1	- 4,7	- 0,1	+ 5,9	- 2,5	- 0,6	+ 2,8
2 premiers mois	- 5,9	- 2,9	- 1,0	- 9,8	+ 8,1	...	+ 8,1	...	- 1,7	+12,2	...	- 0,2	- 6,6	- 1,4	+ 2,3	+ 0,2	- 0,8	+ 9,8	
3 premiers mois	-10,1	- 1,5	- 1,5	-13,1	+ 8,0	...	+ 8,0	...	- 1,8	+15,1	...	- 0,2	- 6,3	- 1,6	+ 5,2	+ 0,3	- 0,4	+13,1	
4 premiers mois	-13,7	- 2,1	- 2,1	-17,9	+ 7,4	...	+ 7,4	...	- 2,3	+17,6	...	- 0,3	- 3,9	- 1,6	+ 9,5	- 0,3	+ 1,3	+17,9	
5 premiers mois	-17,1	- 2,3	- 2,7	-22,1	+ 5,6	...	+ 5,6	...	- 3,5	+20,6	...	- 0,3	- 5,7	+ 0,4	+11,5	+ 0,3	+ 4,7	+22,1	
6 premiers mois	-19,3	- 0,7	- 3,2	-23,2	+ 8,2	...	+ 8,2	...	- 3,8	+15,0	...	- 0,3	- 5,4	+ 5,4	+10,9	+ 0,4	+ 3,7	+23,2	
7 premiers mois	-14,6	- 2,3	- 3,9	-20,8	+11,8	...	+11,8	...	- 5,7	+ 8,7	...	- 0,3	- 3,4	+ 6,5	+ 5,8	- 2,1	+ 5,3	+20,8	
8 premiers mois	-18,6	- 2,1	- 4,6	-25,3	+11,8	...	+11,8	...	- 2,4	+11,8	...	- 0,3	- 5,6	+ 6,7	+10,2	- 2,0	+ 5,3	+25,3	
9 premiers mois	-21,1	- 1,3	- 5,3	-27,7	+11,8	...	+11,8	...	- 0,6	+12,1	...	- 0,2	- 7,2	+ 6,9	+11,0	- 0,8	+ 5,7	+27,7	
10 premiers mois	-24,3	- 1,4	- 6,0	-31,7	+21,6	...	+21,6	...	- 3,6	+12,7	...	- 0,3	- 4,2	+ 7,2	+11,8	- 6,8	+ 5,1	+31,7	
11 premiers mois	-29,5	- 1,1	- 6,4	-37,0	+21,6	...	+21,6	...	- 4,7	+17,9	...	- 0,3	- 6,1	+ 7,1	+13,9	- 3,8	+ 5,3	+37,0	
12 mois	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6	
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 2,1	- 0,4	- 6,5	...	...	...	...	+ 2,6	+ 5,2	...	- 0,1	+ 1,6	...	+ 9,3	- 2,5	- 0,3	+ 6,5
2 premiers mois	- 9,6	- 3,1	- 1,1	-13,8	+ 9,8	...	+ 9,8	...	+ 1,6	+ 3,9	...	- 0,1	- 2,2	- 0,3	+ 2,9	+ 0,9	+ 0,2	+13,8	
3 premiers mois	-15,7	- 0,9	- 1,8	-18,4	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,4	+ 7,5	...	- 0,1	- 1,5	- 0,4	+ 5,1	+ 3,6	- 0,1	+18,4	
4 premiers mois	-17,7	- 2,9	- 2,7	-23,3	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,5	+ 8,7	...	- 0,1	+ 3,3	- 0,3	+11,1	+ 2,8	- 0,4	+23,3	
5 premiers mois	-21,6	- 4,3	- 3,3	-29,2	+ 9,8	...	+ 9,8	...	+ 0,5	+13,9	...	- 0,1	- 1,9	- 0,3	+12,1	+ 7,2	+ 0,1	+29,2	
6 premiers mois	-27,3	+ 0,8	- 3,8	-30,3	+14,8	...	+14,8	...	- 0,9	+11,1	...	- 0,2	- 0,9	- 0,3	+ 8,8	+ 7,2	- 0,5	+30,3	
7 premiers mois	-15,8	- 1,5	- 4,6	-21,9	+19,6	...	+19,6	...	- 2,9	- 0,3	...	- 0,2	+ 0,1	- 0,3	- 3,6	+ 5,6	+ 0,3	+21,9	
8 premiers mois	-20,8	- 3,0	- 5,4	-29,2	+19,6	...	+19,6	...	+ 0,5	+ 2,4	...	- 0,2	- 2,2	+ 0,7	+ 1,2	+ 7,2	+ 1,2	+29,2	
9 premiers mois	-28,1	- 0,4	- 6,2	-34,7	+31,6	...	+31,6	...	- 1,8	- 3,0	...	- 0,2	- 0,9	+ 0,6	- 5,3	+ 8,1	+ 0,3	+34,7	

1 Cf. tableau XI-1.

2 A partir de 1968, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impasse. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2 —, mais aussi la rubrique « Encaisses des comptables et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes para-étatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal no 41 du 29 septembre 1967.)

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat (5) = (3) + (4)	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 6
						Variations			Total (9) = (6) à (8)	
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché (6)	des autres engagements à moyen terme (7)	des engagements à court terme (8)		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1962	- 16,2	- 4,3	- 20,5	+ 8,2	- 12,3	+ 15,5	+ 4,6	...	+ 20,1	- 7,8
1963	- 25,1	- 9,0	- 34,1	+ 10,8	- 23,3	+ 5,7	- 1,1	+ 6,2	+ 10,8	+ 12,5
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1967	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1967 1 ^{er} mois	+ 0,2	- 3,7	- 3,5	+ 1,8	- 1,7	- 1,7	...	+ 5,1	+ 3,4	- 1,7
2 ^{em} prem. mois	- 5,9	- 5,0	- 10,9	+ 3,3	- 7,6	+ 5,3	...	+ 5,7	+ 11,0	- 3,4
3 ^{em} prem. mois	- 10,1	- 3,7	- 13,8	+ 4,4	- 9,4	+ 4,4	...	+ 9,2	+ 13,6	- 4,2
4 ^{em} prem. mois	- 13,7	- 4,8	- 18,5	+ 5,7	- 12,8	+ 4,3	+ 0,2	+ 12,7	+ 17,2	- 4,4
5 ^{em} prem. mois	- 17,1	- 6,5	- 23,6	+ 6,9	- 16,7	+ 5,7	+ 0,4	+ 15,9	+ 22,0	- 5,3
6 ^{em} prem. mois	- 19,3	- 6,5	- 25,8	+ 7,8	- 18,0	+ 7,7	+ 0,4	+ 12,2	+ 20,6	- 2,6
7 ^{em} prem. mois	- 14,6	- 7,6	- 22,2	+ 9,1	- 13,1	+ 10,1	+ 0,4	+ 6,1	+ 16,6	- 3,5
8 ^{em} prem. mois	- 18,6	- 8,1	- 26,7	+ 10,4	- 16,3	+ 9,2	+ 0,6	+ 10,3	+ 20,1	- 3,8
9 ^{em} prem. mois	- 21,1	- 7,8	- 28,9	+ 11,5	- 17,4	+ 8,4	+ 0,8	+ 12,0	+ 21,2	- 3,8
10 ^{em} prem. mois	- 24,3	- 9,3	- 33,6	+ 12,9	- 20,7	+ 17,0	+ 0,3	+ 8,2	+ 25,5	- 4,8
11 ^{em} prem. mois	- 29,5	- 9,8	- 39,3	+ 14,2	- 25,1	+ 15,8	+ 0,3	+ 12,5	+ 28,6	- 3,5
12 ^{em} mois	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 3,2	- 7,2	+ 2,1	- 5,1	- 1,8	...	+ 6,7	+ 4,9	+ 0,2
2 ^{em} prem. mois	- 9,6	- 4,7	- 14,3	+ 3,5	- 10,8	+ 7,0	...	+ 3,8	+ 10,8	...
3 ^{em} prem. mois	- 15,7	- 3,3	- 19,0	+ 4,4	- 14,6	+ 6,3	...	+ 9,1	+ 15,4	- 0,8
4 ^{em} prem. mois	- 17,7	- 6,7	- 24,4	+ 5,7	- 18,7	+ 5,2	...	+ 14,3	+ 19,5	- 0,8
5 ^{em} prem. mois	- 21,6	- 8,1	- 29,7	+ 6,3	- 23,4	+ 4,7	...	+ 20,1	+ 24,8	- 1,2
6 ^{em} prem. mois	- 27,3	- 4,5	- 31,8	+ 7,5	- 24,3	+ 8,8	...	+ 17,3	+ 26,1	- 1,8
7 ^{em} prem. mois	- 15,8	- 7,0	- 22,8	+ 8,8	- 14,0	+ 12,6	...	+ 3,5	+ 16,1	- 2,1
8 ^{em} prem. mois	- 20,8	- 8,9	- 29,7	+ 9,7	- 20,0	+ 12,0	- 0,2	+ 9,5	+ 21,3	- 1,3
9 ^{em} prem. mois	- 28,1	- 8,7	- 36,8	+ 12,2	- 24,6	+ 22,3	+ 0,8	+ 4,4	+ 27,5	- 2,9

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paraétatiques financées par des émissions de dettes indirectes et, à partir de novembre 1967, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967). A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre, qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

6 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

A : recettes effectives.

B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Source : Ministère des Finances.

Exercices ³	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1968	95,8	+ 0,4	38,7	- 0,3	92,4	- 1,1	226,9	- 1,0
1967 Mai	5,1	+ 0,3	3,2	+ 0,2	6,8	- 0,3	15,1	+ 0,2
Juin	7,4	+ 0,4	3,6	+ 0,6	7,4	- 0,3	18,4	+ 0,7
Juillet	17,3	- 0,5	2,7	- 0,2	6,6	- 0,2	26,6	- 0,9
Août	5,3	+ 0,1	2,9	+ 0,1	6,5	- 0,1	14,7	+ 0,1
Septembre	5,6	+ 0,3	2,6	- 0,6	7,3	- 0,4	15,5	- 0,7
Octobre	7,6	+ 1,5	3,4	+ 0,5	7,5	- 0,1	18,5	+ 1,9
Novembre	5,8	+ 0,4	3,2	+ 0,1	7,5	+ 0,1	16,5	+ 0,6
Décembre	7,1	- 0,4	3,2	- 0,1	7,5	- 0,6	17,8	- 1,1
1968 Janvier	10,2	- 0,2	3,1	+ 0,2	7,3	+ 0,2	20,6	+ 0,2
Février	5,7	...	3,2	+ 0,1	7,3	- 0,2	16,2	- 0,1
Mars	5,2	...	3,3	...	7,7	- 0,6	16,2	- 0,6
Avril	6,1	...	3,5	+ 0,2	7,9	- 0,1	17,5	+ 0,1
Mai	6,1	...	3,6	+ 0,1	7,9	+ 0,1	17,6	+ 0,2
Juin	7,1	- 0,3	3,1	- 0,2	7,4	- 0,3	17,6	- 0,8
Juillet	20,6	+ 0,9	3,1	+ 0,1	7,7	+ 0,1	31,4	+ 1,1
Août	5,6	- 0,3	3,0	- 0,1	6,8	- 0,2	15,4	- 0,6
Septembre	5,4	+ 0,1	3,2	- 0,2	7,8	- 0,3	16,4	- 0,4
Octobre	9,9	+ 0,7	3,2	...	8,4	+ 0,3	21,5	+ 1,0
Novembre	6,2	- 0,1	3,2	- 0,2	7,8	- 0,1	17,2	- 0,4
Décembre	7,7	- 0,4	3,2	- 0,3	8,4	...	19,3	- 0,7

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1967 ²		Exercice 1967 : décembre		Exercice 1968 : décembre	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	87,2	85,3	7,1	7,5	7,7	8,1
précompte immobilier	1,1	1,1	0,2	0,2	...	0,1
précompte mobilier	8,1	7,6	0,8	0,8	0,7	0,8
précompte professionnel	38,7	37,7	3,0	3,0	3,3	3,5
versements anticipés	17,5	18,0	0,1	0,3	0,2	0,2
impôts des personnes physiques (rôles)	11,5	10,2	0,9	0,7	1,1	1,1
impôts des sociétés (rôles)	2,6	3,0	0,3	0,4	0,3	0,4
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	6,3	6,5	1,8	2,0	2,0	2,0
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,2	0,2	...	...	...	...
divers ³	1,2	1,0	...	0,1	0,1	...
II. Douanes et accises	37,1	35,7	3,2	3,3	3,2	3,5
dont : douanes	8,5	8,7	0,7	0,7	0,6	0,7
accises	27,1	26,7	2,4	2,5	2,5	2,8
taxes spéciales de consommat.	1,2	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	86,0	87,7	7,5	8,1	8,4	8,4
dont : enregistrement	6,6	7,2	0,6	0,8	0,9	0,8
successions	3,4	3,5	0,3	0,3	0,3	0,4
timbres et taxes assimilées	75,1	76,2	6,5	7,0	7,2	7,2
Total ...	210,3	208,7	17,8	18,9	19,3	20,0
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 1,6		- 1,1		- 0,7

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion à partir du premier janvier 1967, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et, en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

³ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N B Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

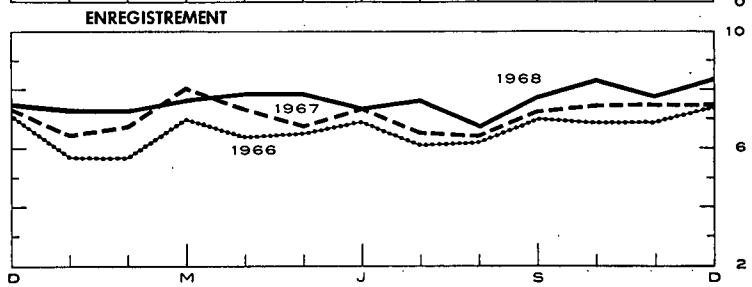
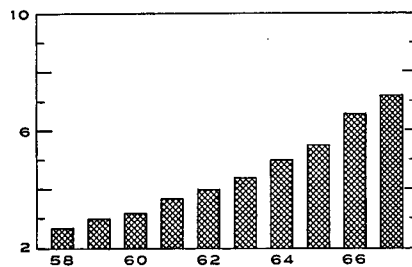
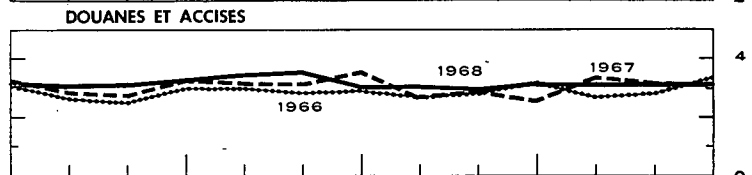
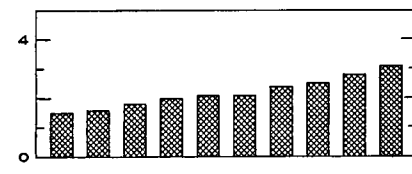
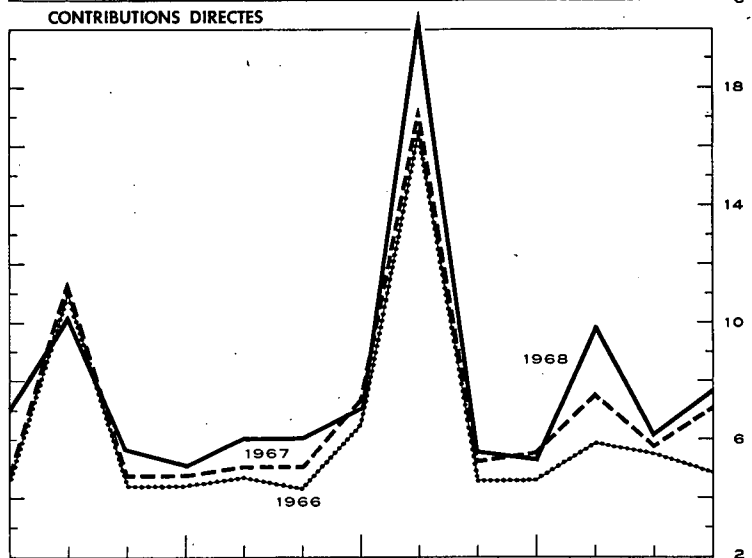
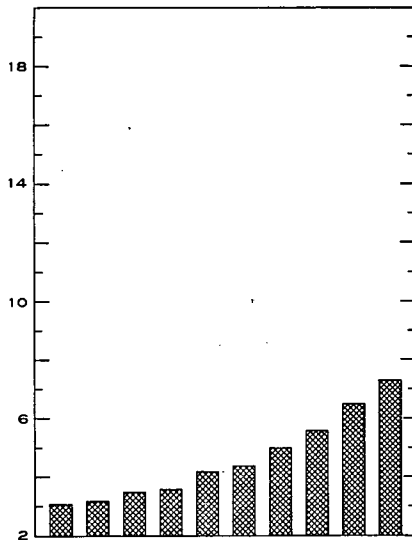
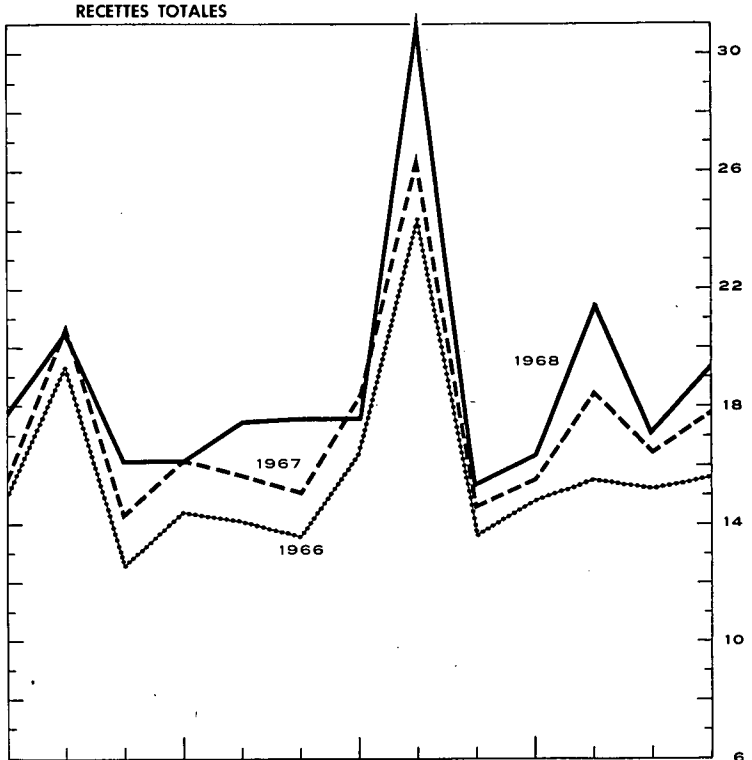
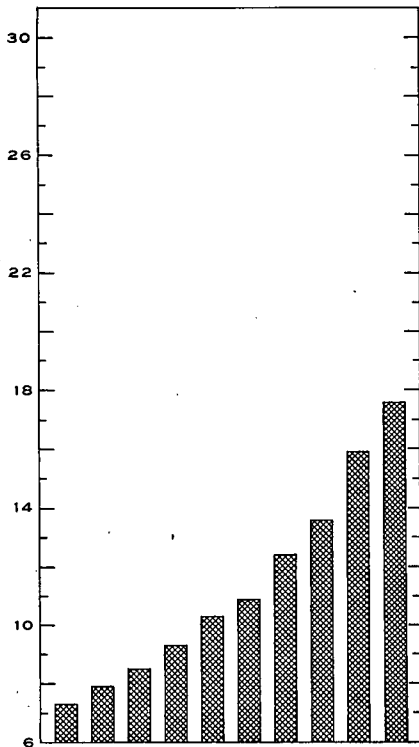
Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1968	8,0	3,2	7,7	18,9	1,65
1966 9 premiers mois	6,8	2,8	6,4	16,0	1,78
1967 3 premiers mois	7,0	3,0	7,1	17,1	0,78
6 premiers mois	6,4	3,2	7,2	16,8	0,67
9 premiers mois	7,4	3,0	7,1	17,5	1,76
1968 3 premiers mois	7,0	3,2	7,4	17,6	0,64
6 premiers mois	6,7	3,3	7,6	17,6	0,61
9 premiers mois	8,0	3,2	7,6	18,8	1,94
1967 Août	5,3	2,9	6,5	14,7	0,06
Septembre	5,6	2,6	7,3	15,5	0,06
Octobre	7,6	3,4	7,5	18,5	1,48
Novembre	5,8	3,2	7,5	16,5	0,05
Décembre	7,1	3,2	7,5	17,8	0,12
1968 Janvier	10,2	3,1	7,3	20,6	1,62
Février	5,7	3,2	7,3	16,2	0,04
Mars	5,2	3,3	7,7	16,2	0,27
Avril	6,1	3,5	7,9	17,5	0,68
Mai	6,1	3,6	7,9	17,6	0,07
Juin	7,1	3,1	7,4	17,6	0,98
Juillet	20,6	3,1	7,7	31,4	13,64
Août	5,6	3,0	6,8	15,4	0,10
Septembre	5,4	3,2	7,8	16,4	0,08
Octobre	9,9	3,2	8,4	21,5	2,06
Novembre	6,2	3,2	7,8	17,2	0,05
Décembre	7,7	3,2	8,4	19,3	0,17

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1967 : « Les budgets de 1967 et 1968 » et XLII^e année, vol. I, n^o 8, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la série statistique - Révision de certaines données »

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE
(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964
(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéter- minés et ajustements		
		Entreprises et particuliers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Orga- nismes moné- taires	Fonds des Rentés	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires			(12)	
																(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
----- données non disponibles																
... nihil ou inférieur à 50 millions																
— opération non effectuée																
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	...	49,2	—	4,3	—	1,3	5,0	59,9
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	8,4	—	—	—	—	—	...	47,5	—	0,2	—	0,9	...	57,0
		Obligations ...	12,6	—	1,0	15,6	24,2
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	8,9	0,1	—	—	—	—	...	107,2	—	35,2	103,2	254,6
		Divers	1,5	1,7	0,1	18,0	—	—	1,6	—	4,1	0,6	27,7
	(Actions et parts) ...	(190,9)	(0,8)	(...)	—	(0,3)	—	—	(0,6)	(—)	(1,2)	(4,5)	(—)	(...)	(198,3)	
	Total ...	29,9	1,7	1,7	0,1	18,1	—	—	96,7	—	114,3	54,9	106,0	5,0	428,5	
	Parétatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	0,2	0,3	0,1	0,5	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,5	—	—	—	—	...	0,1	1,2	—	0,3	...	2,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	15,9	0,5	4,0	0,2	...	0,8	0,1	...	0,6	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	—	0,2	...	0,1	...	2,6	0,7	2,0	...	3,7	5,0	0,6	...	32,5	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	...	0,1	...	0,7	2,6	0,5	4,2	...	0,3	8,6	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	6,3	...	6,5	0,1	...	0,4	0,2	8,8	...	9,5	
	Divers ...	(0,9)	...	(14,7)	0,2	...	1,7	0,1	0,1	0,3	15,2	
	(Actions et parts) ...	(0,9)	...	(14,7)	(5,5)	(...)	(0,1)	(—)	(0,2)	(—)	(0,1)	(0,3)	(0,9)	(0,9)	(22,7)	
	Total ...	22,7	0,7	6,5	0,4	..	7,4	6,1	0,8	4,5	9,4	9,9	0,7	69,0		
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	4,2	...	—	0,8	45,6	0,1	3,5	54,1	
	Certificats à court terme	0,5	—	—	0,2	...	16,9	36,8	4,1	4,3	...	6,0	1,5	70,4	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	118,3	2,4	—	1,7	1,7	9,3	38,7	3,7	33,3	41,9	8,3	1,3	...	260,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	19,9	58,6	...	3,5	2,1	1,0	— 0,1	...	85,1	
Divers ...	...	0,7	—	—	1,6	6,0	...	...	...	0,6	0,2	...	...	9,1
Total ...	122,5	3,7	—	2,6	3,3	52,2	179,7	7,8	41,1	44,6	15,6	6,2	479,4			
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	...	4,8	—	...	...	...	...	...	4,8
Obligations accessibles à tout placeur ...	14,4	0,6	...	0,1	...	0,5	0,7	1,2	1,7	6,6	1,2	...	...	27,0
Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	...	1,1	0,2	...	10,7	2,4	...	...	...	14,5
Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	5,0	...	...	...	...	...	...	0,7	...	57,8	...	...	63,4
Divers ...	2,1	0,5	2,2	...	...	...	...	...	...	...	0,3	2,3	...	7,3
Total ...	16,5	6,1	2,2	0,1	...	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	59,3	2,3	117,0			
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	13,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13,7		
Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	0,1	...	...	...	0,3
Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	0,7	...	0,6	...	1,3	9,0	...	1,6	...	13,2
Divers ...	13,2	...	1,1	...	3,6	...	...	...	...	0,1	...	2,9	...	21,0
Total ...	26,9	...	1,1	...	4,3	0,3	0,6	...	1,3	9,2	...	4,5	48,2			
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	—	0,1	...	...	...	...	...	0,1
Acceptations et effets commerciaux ...	...	...	...	...	...	...	...	12,9	—	1,0	...	1,7	1,5	17,1
Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	...	...	4,1	—	0,2	...	...	...	4,3
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	...	...	...	129,2	—	...	...	...	...	129,2
Obligations ...	7,8	...	0,9	...	...	...	0,7	0,9	0,3	3,7	0,2	...	...	14,5
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	...	11,5	—	...	...	...	8,7	—	...	...	...	...	20,2
Divers ...	...	0,9	7,4	...	...	...	...	...	...	0,8	0,2	...	...	9,3
(Actions et parts) ...	(190,9)	(0,2)	(0,4)	...	...	(—)	(1,3)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(...)	(...)	(3,2)
Total ...	7,8	0,9	19,8	...	...	...	155,7	0,9	1,5	4,5	2,1	1,5	194,7	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers														
Organismes monétaires (7)														
Monnaie	273,4	3,0	3,6	11,2	0,6	—	—	—	3,5	1,8	0,3	—	—	297,5
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	1,5	1,2	—	—	—	—	—	—	2,7
Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	66,2	—	—	—	—	—	—	—	66,2
Dépôts en devises des résidents	5,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,1
Dépôts sur livrets des résidents	35,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,6
Dépôts à terme des résidents	29,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	15,5	—	—	—	—	—	—	15,5
Obligations (y compris les bons de caisse)	11,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,4
Divers	0,1	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,9	11,2
(Actions et parts)	(9,2)	—	(0,2)	—	—	—	(0,7)	—	—	(0,1)	—	—	—	(10,2)
Total ...	355,1	3,0	3,8	11,2	0,6	67,7	16,7	—	3,5	1,8	0,3	—	10,9	474,7
Fonds des Rentes (8)														
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	7,4	—	—	—	—	—	—	7,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	—	0,4
Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9
Total ...	—	—	2,8	—	—	—	7,7	—	—	—	—	—	0,1	10,6
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)														
Dépôts à vue	3,8	—	—	0,2	2,3	—	—	—	—	0,6	0,2	—	—	7,0
Dépôts sur livrets	148,1	—	—	0,1	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	148,4
Dépôts à terme	1,3	1,0	—	—	3,5	—	—	—	—	0,1	—	—	0,2	6,1
Obligations (y compris les bons de caisse)	11,6	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	12,0
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6
Divers	5,8	—	—	0,5	—	0,2	0,1	—	0,1	—	—	—	2,7	9,5
(Actions et parts)	(1,6)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,6)
Total ...	171,1	1,0	—	0,8	6,0	0,2	0,1	—	0,1	1,1	0,2	—	2,9	183,6
Organ. d'assur.-vét. et accid. du travail, fonds de pension (10)														
Réserves de sécurité sociale	22,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,3
Réserves mathématiques	155,1	—	—	—	—	14,4	—	—	—	—	—	—	—	169,5
Divers	2,7	—	0,2	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	2,0	5,1
Total ...	180,1	—	0,2	—	0,1	14,4	—	—	—	—	—	—	2,0	196,9
Organismes publics de crédit non monétaires (11)														
Dépôts à vue	2,7	—	—	0,2	—	—	0,2	—	—	—	—	—	—	3,1
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	0,1	0,7
Dépôts sur livrets	7,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,0
Dépôts à terme	2,0	0,5	—	2,9	1,5	—	0,3	—	0,5	0,9	—	—	—	8,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,8	—	0,2	—	—	1,1
Obligations accessibles à tout placeur	78,5	0,3	—	0,1	1,4	—	9,8	0,3	8,4	20,9	0,2	—	—	119,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,8	—	3,5	0,7	3,7	17,9	—	—	—	28,0
Divers	3,5	—	11,6	0,1	—	2,5	—	—	0,4	—	—	—	—	22,2
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,0)
Total ...	93,7	0,7	11,6	3,3	3,8	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	—	5,8	190,7
Secteurs indéterminés et ajustements (12)														
	— 4,2	2,2	1,3	—	1,1	4,2	10,9	0,7	3,3	2,1	1,2	—	—	22,8
(1) à (12) =														
Total des créances	1.022,1	20,0	51,1	18,6	37,4	154,2	491,2	11,6	196,7	176,3	194,9	42,0	—	2.416,1

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1967.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1965

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatistiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée		
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	—	—	56,4	—	4,3	—	4,7	3,4	69,0		
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	9,1	—	—	—	54,7	—	1,0	—	1,0	—	65,8		
		Obligations ...	14,7	—	—	—	—	—	1,0	17,5	—	—	33,2		
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	10,7	0,1	—	0,3	—	—	117,8	37,5	110,9	—	277,4		
		Divers ...	1,6	1,8	0,1	20,1	—	—	0,7	4,8	0,7	—	29,7		
		(Actions et parts) ...	(203,1)	(1,0)	(...)	(...)	(0,7)	(—)	(0,9)	(4,6)	(—)	(...)	(210,3)		
	Total ..	34,5	1,9	1,8	0,1	20,4	111,1	—	124,9	59,8	117,3	3,4	475,1		
Secteurs nationaux non financiers	Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	0,5		
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,6	—	—	—	0,2	1,2	0,2	—	0,1	—	2,2		
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	0,1	—	—	0,4	0,1	—	—	—	—	0,6		
		Obligations accessibles à tout placeur ...	15,4	0,4	—	0,1	3,9	1,8	0,7	3,8	4,9	0,7	31,8		
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,3	—	0,1	2,0	2,4	—	1,0	5,3	0,4	11,5		
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—	—	0,1	0,6	—	—	—	0,2	10,0	10,8		
	Divers ...	8,2	—	5,2	0,2	1,8	—	—	—	—	—	0,3			
	(Actions et parts) ...	(0,9)	—	(15,0)	(6,0)	(...)	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,2)	(0,4)	(0,9)	(23,9)		
	Total ...	24,1	0,7	5,3	0,4	0,1	8,9	5,6	0,7	5,4	10,4	11,3	73,2		
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,8	—	1,1	—	45,3	—	—	—	0,1	3,5	53,8		
		Certificats à court terme ...	—	0,9	—	0,2	14,3	39,6	2,7	4,3	11,4	3,4	76,8		
		Obligations accessibles à tout placeur ...	125,6	2,5	—	1,9	2,7	11,0	46,3	3,5	34,6	42,4	7,8	279,5	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	19,0	60,7	—	3,0	2,2	0,7	86,2	
		Divers ...	—	0,6	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	3,1	
		Total ...	129,4	4,0	—	3,2	4,6	44,3	192,0	6,2	41,9	44,8	20,3	499,4	
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	6,5	—	—	—	—	—	6,5		
		Obligations accessibles à tout placeur ...	16,7	0,6	—	0,1	—	1,0	1,0	2,1	7,4	1,2	30,7		
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	1,4	0,2	—	11,6	2,4	—	15,6		
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	5,4	—	—	—	—	—	0,8	—	—	68,6		
		Divers ...	2,2	0,5	3,0	—	—	—	—	—	—	0,4	8,9		
	Total ...	19,0	6,5	3,0	0,1	—	1,8	1,0	14,5	9,8	64,0	2,8	130,2		
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	15,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,7		
		Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	0,2	—	—	0,1	—	—	0,3		
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,8	—	1,3	10,1	—	15,0		
		Divers ...	17,1	—	1,5	—	—	—	—	—	0,8	—	27,2		
		Total ...	32,8	—	1,5	—	4,4	0,2	0,8	—	1,3	11,0	—	58,2	
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	1,5	—	—	—	—	—	1,5	
Acceptations et effets commerciaux ...		—	—	—	—	—	16,4	—	1,1	—	2,1	2,2	21,7		
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	—	—	6,6	—	0,2	—	—	—	6,8		
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...		—	—	—	—	—	135,7	—	—	—	—	—	135,7		
Obligations ...		8,7	—	0,8	—	—	1,5	0,9	0,3	3,5	0,2	—	15,9		
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...		—	—	8,3	—	—	12,2	—	—	—	—	—	20,5		
Divers ...	—	0,9	7,6	—	—	—	—	—	1,0	0,2	—	9,7			
(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,4)	—	—	—	(—)	(1,4)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(3,3)		
	Total	8,7	0,9	16,7	—	—	173,9	0,9	1,6	4,5	2,4	2,2	211,0		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
		Organismes monétaires (7)												
		Fonds des Rentes (8)												
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)												
		Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)												
		Organismes publics de crédit non monétaires (11)												
		Secteurs indéterminés et ajustements (12)												
		(13) = (1) à (12)												
	Monnaie	293,9	3,1	3,7	12,1	1,0	—	—	—	2,4	2,1	0,3	—	318,6
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	2,5	1,5	—	0,1	—	0,1	—	4,2
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	76,6	—	—	—	—	—	—	76,6
	Dépôts en devises des résidents	4,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,4
	Dépôts sur livrets des résidents	42,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42,0
	Dépôts à terme des résidents	35,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,4
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	14,3	0,1	—	—	—	—	14,3
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,3	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	11,4
	Divers	0,1	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	11,4	11,7
	(Actions et parts)	(10,7)	—	(0,2)	—	—	—	(0,6)	—	(0,1)	—	—	—	(11,6)
	Total ...	387,1	3,1	3,9	12,1	1,0	79,1	15,8	0,1	2,5	2,2	0,4	11,4	518,6
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	4,7	—	0,8	—	0,4	—	5,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8
	Total ...	—	—	2,8	—	—	—	4,7	—	0,8	—	0,4	—	8,7
	Dépôts à vue	4,3	—	—	0,1	2,0	—	—	—	—	0,4	0,1	—	6,9
	Dépôts sur livrets	165,4	—	—	0,3	0,1	—	—	—	—	—	—	—	165,8
	Dépôts à terme	1,3	1,0	—	0,1	3,3	—	—	—	—	0,1	—	0,5	6,3
	Obligations (y compris les bons de caisse)	12,8	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,5	—	—	13,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6
	Divers	4,8	—	—	—	—	—	0,1	—	0,1	—	—	3,5	8,5
	(Actions et parts)	(2,0)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(2,0)
	Total ...	189,2	1,0	—	0,4	5,4	—	0,1	—	0,2	1,0	0,1	4,0	201,5
	Réserves de sécurité sociale	24,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24,4
	Réserves mathématiques	167,0	—	—	—	—	15,2	—	—	—	—	—	—	182,2
	Divers	3,8	—	0,3	—	0,1	—	—	—	—	—	—	2,2	6,5
	Total ...	195,2	—	0,3	—	0,1	15,2	—	—	—	—	—	2,2	213,1
	Dépôts à vue	3,2	—	—	0,1	—	—	0,2	—	—	—	—	—	3,5
	Argent à très court terme	—	—	—	0,5	—	1,1	0,2	—	0,3	—	—	0,6	2,6
	Dépôts sur livrets	8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,0
	Dépôts à terme	2,5	0,7	—	3,7	3,3	0,3	0,5	—	0,2	1,1	—	—	12,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,2	—	1,5	—	0,2	—	1,9
	Obligations accessibles à tout placeur	85,6	0,3	—	0,1	2,8	0,1	11,4	0,2	9,5	21,7	0,7	—	132,3
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,9	3,3	0,8	—	4,0	19,1	—	—	29,8
	Divers	3,9	—	12,2	—	—	2,5	—	—	0,4	—	—	—	23,8
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,1)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,1)
	Total ...	103,1	0,9	12,2	4,4	7,1	7,3	13,3	0,2	15,9	41,9	0,9	7,1	214,2
			2,7	3,2	—	1,2	—	11,4	0,7	6,0	4,3	1,3	—	30,8
	Total des créances	1.123,1	21,7	50,7	20,7	44,3	156,8	536,4	9,8	215,0	189,7	218,5	48,2	2.634,9

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Organismes monétaires (7)	Monnaie	+20,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	—	...	— 1,1	+ 0,3	...	...	+ 21,1
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	+ 1,0	+0,3	...	+ 0,1	...	...	+ 1,5
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+10,4	—	—	—	—	—	+ 10,4	
	Dépôts en devises des résidents	- 0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,7	
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 6,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,4	
	Dépôts à terme des résidents	+ 5,9	—	—	...	—	—	—	—	—	...	...	+ 5,9
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	-1,2	+ 0,1	—	—	- 1,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	- 0,1	—	—	+ 0,1
	Divers	—	+ 0,6	+ 0,6
	(Actions et parts)	(+ 0,9)	...	(...)	—	(...)	(+ 0,9)
Total ...	+32,0	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	+11,4	-0,9	+ 0,1	- 1,0	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,6	+ 44,0	
Fonds des Rentés (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	-2,6	+ 0,8	—	...	...	- 1,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	-0,4	—	...	...	...	- 0,4
	Divers .....	—	—	...	—	—	—	...	...	...	...	...	...
	Total ...	—	-3,0	—	+ 0,8	...	+ 0,3	...	- 1,9
Intermédiaires financiers Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 0,5	...	...	- 0,1	- 0,3	...	—	...	- 0,2	...	...	- 0,1
	Dépôts sur livrets	+17,3	...	—	+ 0,2	- 0,1	...	—	...	...	...	...	+ 17,5
	Dépôts à terme .....	...	...	...	+ 0,1	- 0,2	...	—	...	...	...	+ 0,4	+ 0,2
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,3	...	...	...	...	...	—	...	+ 0,1	...	...	+ 1,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
	Divers	- 1,1	...	...	- 0,5	...	- 0,2	...	...	...	...	+ 0,7	- 1,1
	(Actions et parts)	(+ 0,4)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,4)
Total ...	+18,1	...	...	- 0,3	- 0,6	- 0,2	...	...	...	- 0,1	...	+ 1,1	+ 17,9
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 2,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,1	
	Réserves mathématiques	+11,9	—	—	—	—	+ 0,8*	—	—	—	—	—	+ 12,7	
	Divers	+ 1,1	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 1,5
	Total ...	+15,1	...	+ 0,1	...	...	+ 0,8	...	...	...	...	+ 0,3	+ 16,3
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,5	...	...	- 0,1	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,4
	Argent à très court terme	—	...	—	+ 0,5	...	+ 1,1	...	+ 0,3	...	- 0,2	+ 0,3	+ 1,9	
	Dépôts sur livrets	+ 1,1	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 1,1
	Dépôts à terme	+ 0,5	+ 0,2	...	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,3	+0,2	- 0,4	+ 0,2	...	...	+ 3,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	+0,1	—	+ 0,7	...	...	...	+ 0,8
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,0	...	...	...	+ 1,4	...	+1,6	+ 1,1	+ 0,8	+ 0,5	...	+ 12,4
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	+ 0,1	- 0,2	+0,1	+ 0,3	+ 1,2	...	+ 0,3	+ 1,9
	Divers	+ 0,3	...	+ 0,6	- 0,1	...	...	—	...	...	+ 0,1	+ 0,7	+ 1,6
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)	
Total ...	+ 9,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,0	+ 3,3	+ 1,2	+1,9	...	+ 2,0	+ 2,2	+ 0,4	+ 1,2	+ 23,5	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)	+ 0,5	+ 0,1	- 3,5	+0,5	...	+ 2,7	+ 2,2	+ 0,2	—	+ 2,7
	(13) =	(1) à (12)	+99,4	+ 1,7	+ 1,4	+ 2,1	+ 6,9	+15,5	+45,1	- 1,8	+18,3	+13,4	+23,6	+ 1,0	+226,6

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1967.

* Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	29,9	1,7	1,7	0,1	18,1	51,5	-----	96,7	—	114,3	54,9	106,0	371,9	5,0	428,5
2. Paraétatiques d'exploitation	22,7	0,7	6,5	0,4	-----	30,3	7,4	6,1	0,8	4,5	9,4	9,9	30,7	0,7	69,0
3. Etat (Trésor)	122,5	3,7	—	2,6	3,3	132,1	52,2	179,7	7,8	41,1	44,6	15,6	288,8	6,2	479,4
4. Secteur public non compris ailleurs	16,5	6,1	2,2	0,1	-----	24,9	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	59,3	88,3	2,3	117,0
5. Sécurité sociale	26,9	...	1,1	...	4,3	32,3	0,3	0,6	...	1,3	9,2	...	11,1	4,5	48,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	218,5	12,2	11,5	3,2	25,7	271,1	61,5	288,8	9,8	174,3	127,1	190,8	790,8	18,7	1.142,1
7. Etranger	7,8	0,9	19,8	-----	-----	28,5	—	155,7	0,9	1,5	4,5	2,1	164,7	1,5	194,7
8. Organismes monétaires	355,1	3,0	3,8	11,2	0,6	373,7	67,7	16,7	...	3,5	1,8	0,3	22,3	10,9	474,7
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,7	—	...	...	...	7,7	0,1	10,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	171,1	1,0	...	0,8	6,0	178,9	0,2	0,1	...	0,1	1,1	0,2	1,5	2,9	183,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	180,1	...	0,2	...	0,1	180,4	14,4	...	...	...	...	...	...	2,0	196,9
12. Organismes publics de crédit non monétaires	93,7	0,7	11,6	3,3	3,8	113,1	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	65,7	5,8	190,7
13. Total des intermédiaires financiers	800,0	4,7	18,4	15,3	10,5	848,9	88,4	35,8	0,3	17,5	42,6	1,0	97,2	21,7	1.056,5
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,2	1,3	...	1,1	0,4	4,2	10,9	0,7	3,3	2,1	1,2	18,2	—	22,8
15. Total des créances	1.022,1	20,0	51,1	18,6	37,4	1.149,2	154,2	491,2	11,6	196,7	176,3	194,9	1.070,7	42,0	2.416,1
16. Solde des créances et des dettes	+ 593,6	— 49,0	— 428,3	— 98,4	— 10,8	+ 7,1	— 40,5	+ 16,5	+ 1,0	+ 13,1	— 20,6	+ 4,2	+ 14,2	+ 19,2	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1965

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	34,5	1,9	1,8	0,1	20,4	58,7	.....	111,1	—	124,9	59,8	117,3	413,1	3,4	475,1
2. Paraétatiques d'exploitation	24,1	0,7	5,3	0,4	0,1	30,6	8,9	5,6	0,7	5,4	10,4	11,3	33,4	0,3	73,2
3. Etat (Trésor)	129,4	4,0	—	3,2	4,6	141,2	44,3	192,0	6,2	41,9	44,8	20,3	305,2	8,7	499,4
4. Secteur public non compris ailleurs	19,0	6,5	3,0	0,1	.....	28,6	1,8	7,7	1,0	14,5	9,8	64,0	97,0	2,8	130,2
5. Sécurité sociale	32,8	...	1,5	...	4,4	38,7	0,2	0,8	...	1,3	11,0	...	13,1	6,1	58,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	239,8	13,1	11,6	3,8	29,5	297,8	55,2	317,2	7,9	188,0	135,8	212,9	861,8	21,3	1.236,1
7. Etranger	8,7	0,9	16,7	.....	.....	26,3	—	173,9	0,9	1,6	4,5	2,4	183,3	2,2	211,9
8. Organismes monétaires	387,1	3,1	3,9	12,1	1,0	407,2	79,1	15,8	0,1	2,5	2,2	0,4	21,0	11,4	518,6
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	4,7	—	0,8	...	0,4	5,9	...	8,7
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	189,2	1,0	...	0,4	5,4	196,0	.....	0,1	...	0,2	1,0	0,1	1,4	4,0	201,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	195,2	...	0,3	...	0,1	195,6	15,2	...	...	.....	...	...	...	2,2	213,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	103,1	0,9	12,2	4,4	7,1	127,7	7,3	13,3	0,2	15,9	41,9	0,9	72,2	7,1	214,2
13. Total des intermédiaires financiers	874,6	5,0	19,2	16,9	13,6	929,3	101,6	33,9	0,3	19,4	45,1	1,8	100,5	24,7	1.156,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	2,7	3,2	...	1,2	7,1	.....	11,4	0,7	6,0	4,3	1,3	23,7	—	30,8
15. Total des créances	1.123,1	21,7	50,7	20,7	44,3	1.260,5	156,8	536,4	9,8	215,0	189,7	218,5	1.169,4	48,2	2.634,9
16. Solde des créances et des dettes .	+ 648,0	— 51,5	— 448,7	— 109,5	— 13,9	+ 24,4	— 55,1	+ 17,8	+ 1,1	+ 13,5	— 23,4	+ 4,3	+ 13,3	+ 17,4	—

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1965

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers (13) = (8) à (12)	Secteurs indé- terminés et ajuste- ments	Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1. Entreprises et particuliers	+ 4,6	+ 0,2	+ 0,1	.....	+ 2,4	+ 7,3	+ 8,9	+ 14,3	—	+ 10,6	+ 4,9	+ 11,2	+ 41,0	— 1,6	+ 55,6
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,5	— 0,1	— 1,2	.....	.....	+ 0,2	+ 1,5	— 0,5	— 0,1	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,5	+ 2,8	— 0,4	+ 4,2
3. Etat (Trésor)	+ 6,9	+ 0,3	—	+ 0,5	+ 1,2	+ 8,9	— 4,8	+ 12,3	— 1,6	+ 0,8	+ 0,2	+ 4,7	+ 16,4	+ 0,6	+ 21,2
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 2,5	+ 0,5	+ 0,8	.....	.....	+ 3,8	+ 0,2	+ 2,0	— 0,2	+ 1,4	+ 0,8	+ 4,8	+ 8,8	+ 0,5	+ 13,3
5. Sécurité sociale	+ 5,9	...	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 6,4	...	+ 0,2	...	...	+ 1,8	...	+ 2,0	+ 1,6	+ 10,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 21,4	+ 0,9	+ 0,1	+ 0,5	+ 3,7	+ 26,6	+ 5,8	+ 28,3	— 1,9	+ 13,7	+ 8,7	+ 22,2	+ 71,0	+ 0,7	+ 104,3
7. Etranger	+ 3,4	.....	+ 0,5	.....	.....	+ 3,9	—	+ 18,2	...	+ 0,1	...	+ 0,4	+ 18,7	— 2,8	+ 19,8
8. Organismes monétaires	+ 32,0	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	+ 33,4	+ 11,4	— 0,9	+ 0,1	— 1,0	+ 0,4	+ 0,1	— 1,3	+ 0,6	+ 44,0
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	...	— 3,0	—	+ 0,8	...	+ 0,3	— 1,9	...	— 1,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 18,1	...	...	— 0,3	— 0,6	+ 17,2	— 0,2	.....	...	...	— 0,1	...	— 0,1	+ 1,1	+ 17,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 15,1	...	+ 0,1	...	...	+ 15,2	+ 0,8	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 16,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 9,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,0	+ 3,3	+ 14,5	+ 1,2	+ 1,9	...	+ 2,0	+ 2,2	+ 0,4	+ 6,5	+ 1,2	+ 23,5
13. Total des intermédiaires financiers	+ 74,6	+ 0,3	+ 0,8	+ 1,6	+ 3,0	+ 80,3	+ 13,2	— 2,0	+ 0,1	+ 1,8	+ 2,5	+ 0,8	+ 3,2	+ 3,2	+ 99,8
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	.....	+ 0,5	...	...	+ 0,1	+ 0,6	— 3,5	+ 0,5	...	+ 2,7	+ 2,2	+ 0,2	+ 5,6	—	+ 2,7
15. Total des créances	+ 99,4	+ 1,7	+ 1,4	+ 2,1	+ 6,9	+ 111,5	+ 15,5	+ 45,1	— 1,8	+ 18,3	+ 13,4	+ 23,6	+ 98,6	+ 1,0	+ 226,6
16. Solde des créances et des dettes	+ 43,8	— 2,5	— 19,8	— 11,2	— 3,1	+ 7,2	— 4,3	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,4	— 2,9	+ 0,1	— 1,2	— 1,7	—

XIII. — ORGANISMES MONÉTAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts (13)	Divers 4 (14)
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor (4)			Créances sur l'Etat 2 (7)	Créances sur les autres pouvoirs publics 3 (8)	Financés par les organismes monétaires (9)	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes (11)	Sur et envers d'autres inter- médiaires (12)		
		Dépôts en francs belges 1 (2)	Dépôts en devises (3)											
1962 Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	5,5	63,5	77,8	4,4	8,9	- 9,8	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	6,6	66,8	78,6	5,8	9,0	-10,4	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,7	72,9	86,7	7,0	10,1	-11,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	6,0	74,5	88,6	7,2	10,3	-11,1	- 9,7
Juin 5	273,2	51,3	8,2	0,1	332,8	84,4	164,5	6,4	78,7	92,5	7,5	10,2	-11,2	- 7,7
Nouvelle série 5														
Jun	270,9	51,3	8,2	0,1	330,5	83,2	167,0	5,0	76,9	86,8	7,5	10,0	-11,2	- 7,9
Septembre	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	89,7	6,9	10,6	-11,3	- 9,4
Décembre	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	-11,4	- 9,9
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	101,3	7,0	10,6	-11,2	-10,2
Juin	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,2	104,3	8,9	10,0	-11,3	-10,2
Septembre	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,3	105,4	7,8	11,2	-11,3	-11,0
Décembre	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	-11,4	-12,0
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	108,8	6,8	12,9	-11,3	-11,9
Juin	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	113,4	7,1	12,1	-11,3	-10,1
Septembre	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	116,5	4,2	11,8	-11,3	-12,9
Décembre	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	-11,4	-13,3
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	126,8	7,2	12,4	-11,5	-14,2
Juin	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,4	197,4	9,5	119,0	130,8	8,8	13,4	-11,5	-14,7
Septembre	322,4	86,4	5,1	...	413,9	89,5	195,6	10,5	125,2	135,5	5,1	15,2	-11,7	-15,5
Décembre	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,5	4,6	15,7	-12,0	-13,9
1967 Mars	326,4	97,7	6,0	...	430,1	90,8	200,5	8,5	136,4	149,3	5,0	15,3	-12,4	-14,0
Juin	347,5	98,9	7,5	...	453,9	92,9	207,9	11,1	140,4	155,8	8,6	17,7	-12,6	-12,1
Septembre	343,2	105,7	6,9	...	455,8	90,9	214,3	11,4	145,6	158,8	3,8	18,8	-13,1	-15,9
Décembre	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,5	4,1	17,5	-13,5	-16,2
1968 Mars	350,0	115,9	7,5	...	473,4	94,5	212,1	12,9	159,3	175,0	3,8	20,4	-14,7	-14,9
Juin	372,7	118,3	7,9	...	498,9	97,2	225,3	12,7	166,0	181,1	7,9	19,7	-15,3	-14,6
Septembre	361,8	123,3	9,1	...	494,2	90,6	p 227,5	p 13,1	168,0	182,3	7,8	p 20,9	-15,8	p-17,9

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris à partir de juin 1963, nouvelle série, le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balances les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXV^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLIII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ²	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	76,2	
2. F.M.I. — Participation	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	10,3	
— Prêts ¹	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	5,0	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	6,9	6,8	2,7	8,0	5,3	8,1	9,9	14,2	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	21,3	29,9	34,9	36,1	36,6	24,2	18,2	18,1	
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	...	0,1	3,0	3,1	3,2	3,1	0,3	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	124,8	129,9	130,7	137,8	134,1	135,2	131,0	124,1	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4	0,5	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat ⁴ :																					
a) à un an au plus	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	9,9	10,0	8,8	2,7	6,3	10,0	10,9	15,3	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,6	2,6	2,6	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires .....	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0	0,8	0,2	...	0,8	...	0,9	0,4	1,8
b) effets commerciaux	3,0	3,3	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	2,3	2,4	2,4	5,0	2,7	2,5	2,2	10,0	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	1,1	2,5	1,5	0,4	...	...	...	...	0,8	2,9	0,7	0,3	0,3	2,2	...	...	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8	...	...	1,4	2,0	0,3	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,2	36,2	34,7	35,6	38,4	36,5	51,4	54,3	53,8	51,3	46,6	52,2	37,3	
TOTAL DE L'ACTIF ...	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	226,7	

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

⁴ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. I, no 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs.)

	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	1,0	1,0
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	1,2	1,2
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	3,5	3,8	3,6	4,0	3,9	4,4	4,3	4,0
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,9
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	166,5	176,0	172,4	173,6	170,3	180,9	176,2	179,2
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,8
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	0,3	—	0,7	0,1	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	37,3	38,9	40,9	42,4	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	39,0	54,2	58,1	56,8	54,3	46,5	52,4	40,6
TOTAL DU PASSIF ...	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	226,7

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-5-67	30-6-67	31-7-67	31-8-67	30-9-67	31-10-67	30-11-67	31-12-67	31-1-68	29-2-68	31-3-68	30-4-68	31-5-68	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68	31-10-68	30-11-68	31-12-68
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	76,2	76,0	75,9	75,8	75,7	75,6	75,5	74,0	73,0	72,7	70,9	72,5	72,5	75,6	75,9	75,9	76,2	76,1	76,1	76,2
2. F.M.I. — Participation	15,3	15,2	15,2	15,1	15,3	15,2	14,2	14,7	14,5	16,1	16,2	16,3	16,4	18,1	18,1	18,2	18,1	18,2	13,2	10,3
— Prêts ¹	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,9	5,5	5,5	5,5	5,0	5,0
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	6,2	6,8	6,9	3,3	2,7	3,9	...	8,0	6,1	5,0	5,3	6,8	6,2	8,1	10,8	9,3	9,9	11,7	12,4	14,2
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	26,0	29,9	31,7	34,0	34,9	35,4	36,7	36,1	35,4	33,1	36,6	33,3	32,0	24,2	22,7	22,3	18,2	18,7	19,0	18,1
b) en francs belges	0,2	...	...	...	0,1	0,2	3,0	3,0	3,0	3,2	3,1	3,1	3,3	3,2	3,4	3,2	3,1	3,1	3,4	0,3
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	125,9	129,9	131,7	130,2	130,7	132,3	131,4	137,8	134,0	132,1	134,1	134,0	132,4	135,2	136,9	134,4	131,0	133,3	129,1	124,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,3	0,2	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	0,7	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	1,1	...	...	...	...	...	...	0,4	0,5
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat ² :																				
a) à un an au plus	9,9	10,0	7,5	7,6	8,8	2,8	5,8	2,7	0,3	3,6	6,3	5,5	10,1	10,0	8,5	10,0	10,9	13,5	15,7	15,3
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur ..	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,6	2,7	2,8	2,7	2,7	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur ..	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires .....	...	0,2	1,0	...	...	...	...	0,8	...	0,2	...	...	0,5	0,9	1,6	...	0,4	1,1	1,3	1,8
b) effets commerciaux	2,0	2,4	2,8	2,4	2,4	2,7	2,9	5,0	4,3	3,2	2,7	2,2	2,3	2,5	3,7	2,1	2,2	3,1	4,0	10,0
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	0,1	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus																				
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	1,1	1,4	2,5	2,5	2,0	2,1	1,6	0,3	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	43,3	51,4	51,6	52,9	54,3	54,9	56,0	53,8	52,7	50,4	51,3	51,7	54,1	46,6	42,0	46,0	52,2	49,5	44,2	37,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	221,7	235,0	234,6	233,1	235,9	232,4	235,3	237,9	229,1	227,3	232,3	233,0	237,2	233,0	230,4	230,2	234,6	238,3	233,2	226,7

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).

² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-5-67	30-6-67	31-7-67	31-8-67	30-9-67	31-10-67	30-11-67	31-12-67	31-1-68	29-2-68	31-3-68	30-4-68	31-5-68	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68	31-10-68	30-11-68	31-12-68	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,3	0,5	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	1,0	6,6	6,1	1,0	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,5	0,7	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	1,2	6,8	6,3	1,2	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	3,8	3,8	4,0	4,1	3,6	3,8	4,0	4,0	4,1	4,0	3,9	4,0	4,2	4,4	4,3	3,9	4,3	4,0	4,0	p 4,0	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	2,2	0,1	0,1	2,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	p 0,9	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	170,1	176,0	174,7	171,2	172,4	169,5	168,1	173,6	168,1	168,7	170,3	173,0	177,3	180,9	179,6	178,4	176,2	175,0	175,3	p 179,2	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,8
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	0,3	0,2	0,6	...	2,7	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	46,7	54,2	54,7	56,6	58,1	58,1	59,4	56,8	55,7	53,6	54,3	54,7	54,6	46,5	45,4	46,6	52,4	52,0	47,0	p 40,6	
TOTAL DU PASSIF ...	221,7	235,0	234,6	233,1	235,9	232,4	235,3	237,9	229,1	227,3	232,3	233,0	237,2	233,0	230,4	230,2	234,6	238,3	233,2	226,7	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	—	0,2	0,2	—	—	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	—	—	0,1	—	—	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	—	0,2	0,2	—	—	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	—	—	0,1	—	—	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	—	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	—	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	—	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	—	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	—	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1
c) sur les banques de dépôts	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	0,3	—
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	39,0	42,9	42,0	44,2	42,9	48,0	41,0	44,2	43,0	47,1	44,3	45,3	40,6	48,5	46,7	46,8	45,4	48,8	49,3	56,7	54,8
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,6	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,7	6,6	6,6	6,5	6,4	6,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	—	0,5	0,1	—	0,1	0,4	—	0,5	0,2	0,5	0,4	0,1	0,1	0,4	0,1	0,2	0,4	0,8	0,3	0,2	0,1
b) effets commerciaux	0,6	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,1	0,5	0,2	0,1	0,5	1,2	0,5	0,6	0,9
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	0,1	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,2	0,1
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	3,1	3,0	3,6	4,2	3,4	2,4	2,9	3,8	3,1	2,9	3,1	2,4	3,4	4,9	3,7	3,6	4,2	4,0	4,6	4,7	2,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6

¹ Office des Chèques Postaux. Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations). Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescote et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ».

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ²	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,1	0,1	
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	3,1	2,2	1,0	1,1	6,0	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ³	5,9	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	6,9	6,9	6,9	6,8	6,5	6,3	6,5	6,5	
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	31,6	33,0	32,8	35,9	34,4	36,0	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	41,9	38,9	41,6	40,1	39,5	39,8	42,8	42,8	
b) détenue par les pouvoirs publics	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,2	...	...	...	...	...	...	...	1,0	0,2	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,3	...	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	0,9	0,4	0,4
TOTAL DU PASSIF ...	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6	

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescmpte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9	2,4	2,4	2,3	4,1	4,9	5,7
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0	5,6	5,4	7,6	8,2	6,4	7,5	7,7	5,7
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6	48,5	54,1	52,3	60,1	63,2	79,8	79,3
b) en francs belges	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,3	10,3	10,7	11,5	11,3	13,6	16,2	17,1
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	58,9	68,4	66,1	74,8	74,4	80,1	88,4	108,6	107,8
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	2,5	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4	3,4	3,7	3,5	3,9	3,8	4,3	4,2
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1
b) sur les organismes publics	0,4	3,0	2,2	1,0	1,0	6,0	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4
c) sur les banques de dépôts	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,6	11,8
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat ¹ :																					
a) à un an au plus	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	31,9	34,0	32,0	37,6	42,0	34,9	34,7	35,6	p33,2
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	29,5	29,8	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	40,4	37,9	38,1	38,9	41,2	44,5	45,6	46,3	p52,3
— autres	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	29,5	30,7	30,5	31,3	33,6	33,4	33,0	33,7	p33,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,3	1,3	2,5	2,6	4,0	p 3,8
— autres	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,5	1,9	2,3	2,3	2,2	2,6	p 2,7
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	3,3	2,5	2,9	2,7	3,9	5,6	6,9	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,3	7,1	5,9	6,9	6,9	7,4	6,6	5,1
b) effets commerciaux	34,4	37,6	38,3	40,0	39,7	41,4	40,4	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,4	55,5	56,5	58,3	60,9	64,6	67,5	68,9	68,6
c) avances	39,7	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,7
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	1,8	1,8	2,3	2,6	3,1	3,2	3,1	3,8	p 3,8
— autres	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	1,8	2,0	2,2	2,2	2,7	3,7	3,8	3,4	p 3,4
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	6,4	5,9	4,4	4,3	4,7	6,4	6,8	4,2	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	0,2	0,2	0,1	0,1	0,4	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	3,3	1,8	p 2,0
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,1	p16,8
— autres	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,4	1,4	1,6	2,1	2,1	2,0	1,9	2,2	p 2,2
D. Autres	31,4	31,7	31,0	34,3	32,1	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	41,9	45,3	46,0	49,0	47,1	54,1	48,6	50,1	57,0	62,3	p60,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8

¹ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1966].

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3	73,2	84,1	85,3	89,3	94,8	110,1	110,7
b) en francs belges ¹	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,8	24,3	25,0	26,3	28,7	29,8	31,9	36,2	35,9
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,9	102,6	98,2	110,4	114,0	119,1	126,7	146,3	146,6
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,4	...	...	...	...	...	0,2	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	0,3	...
c) envers les banques de dépôts	5,9	4,6	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,7	11,8
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6	99,8	107,3	107,8	113,1	114,8	118,1	116,2
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	68,4
— dépôts en devises	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,4	69,4	67,6	72,6	71,3	74,7	76,3	80,4	80,5
TOTAL DU PASSIF ...	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁵	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	
2. F.M.I. — Participation	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	
3. Obligations	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5	2,0	1,9	1,9	2,0	2,0	2,5	2,5	2,4	4,2	5,0	5,7	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	12,0	11,6	11,9	12,1	13,3	12,3	14,4	12,0	14,7	13,3	16,4	15,7	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	63,3	74,0	69,8	84,0	87,2	96,2	99,8	104,0	97,5	
b) en francs belges	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	9,3	9,8	12,0	10,7	11,6	14,3	16,7	19,4	20,2	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	174,0	180,0	180,7	181,5	193,9	190,9	204,7	206,2	218,2	223,0	244,4	238,9	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique .																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	
b) sur les organismes publics	0,4	3,1	2,3	1,1	1,1	6,6	2,3	1,0	1,3	5,9	3,2	0,7	1,3	6,2	2,4	1,0	1,6	5,9	3,1	0,8	1,5	
c) sur les banques de dépôts	7,4	5,0	5,3	4,5	5,1	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	6,0	6,2	5,6	6,9	7,3	8,1	10,5	10,9	11,8	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat : ³																						
a) à un an au plus	71,5	74,9	77,6	80,3	79,4	82,4	80,0	83,9	86,5	84,9	83,9	88,3	82,5	92,1	88,6	94,4	96,2	86,4	90,3	102,3 ^p	98,9	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	37,4	37,8	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,5	46,2	46,4	47,5	49,5	47,1	47,3	48,3	50,5	54,0	54,9	55,3 ^p	61,2	
— autres	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8	61,1	61,6	63,5	64,7	64,5	65,3	67,6	67,4	67,0	67,7 ^p	67,3	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,4	1,6	1,8	1,8	2,8	3,1	4,5 ^p	4,3	
— autres	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,5	1,9	2,3	2,2	2,2	2,6 ^p	2,7	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires	3,8	4,6	3,0	3,6	4,6	6,1	6,9	6,4	9,7	8,7	8,1	9,1	8,8	11,7	8,0	6,3	7,3	8,5	7,7	7,7	5,6	
b) effets commerciaux	36,4	41,8	41,9	43,7	42,9	44,4	43,3	45,5	44,4	49,0	48,3	50,4	51,6	59,9	59,0	60,8	63,8	70,8	70,7	72,0	71,7	
c) avances	39,8	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,8	
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,2	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	1,6	1,8	1,8	2,3	2,7	3,1	3,2	3,2	4,0 ^p	4,0	
— autres	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	2,7	2,3	3,0	2,9	3,3	4,2	4,1	3,6 ^p	3,5	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	7,0	7,6	5,7	4,7	7,2	8,8	5,1	4,6	5,0	8,6	6,8	4,3	—	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,2	1,0	0,2	0,1	1,9	0,4	2,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	1,5	1,0	1,0	2,4	2,9	1,3	3,3	1,8	2,0	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,2 ^p	16,9	
— autres	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,3	1,5	1,5	1,5	1,7	2,2	2,2	2,1	2,0	2,3 ^p	2,3	
D. Autres	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	77,4	84,5	81,0	82,4	81,2	82,4	85,0	92,3	87,3	109,1	107,1	107,9	112,9	113,6 ^p	115,7	
TOTAL DE L'ACTIF ...	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	

Colonne du tableau XIII.
Bilans intégrés des organismes monétaires dans laquelle la rubrique est comprise

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique « D. Autres ».

⁵ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3	73,2	84,5	85,7	89,3	94,8	110,1	110,7	
b) en francs belges ¹	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	24,0	26,2	26,7	27,1	29,4	31,6	33,5	37,0	37,3	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,9	104,7	100,1	111,8	115,3	121,1	128,5	147,3	148,2	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ²	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,7	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,5	0,2	0,4	0,1
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	6,4	10,0	8,9	5,6	6,3	11,7	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3	10,0	7,7	9,0	15,7	16,1	11,4	13,3	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ³	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7	173,4	182,9	179,2	180,1	176,6	187,4	182,7	
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	105,5	112,0	110,6	116,1	113,8	122,9	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0	139,0	149,2	148,2	153,0	155,0	161,3	159,4	
b) détenue par les pouvoirs publics	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	68,4	
— dépôts en devises	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8	
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes ⁵	—	—	—	—	—	—	0,3	0,5	1,5	0,1	—	—	—	—	—	—	3,0	0,2	—	—	—	
b) envers les paratématiques de crédit	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	—	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	—	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	104,9	110,4	106,6	126,8	129,4	131,5	131,4	127,8	133,3	
TOTAL DU PASSIF ...	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	

Colonne du tableau XIII
* Bilans intégrés des organismes monétaires dans laquelle le la rubrique est comprise

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

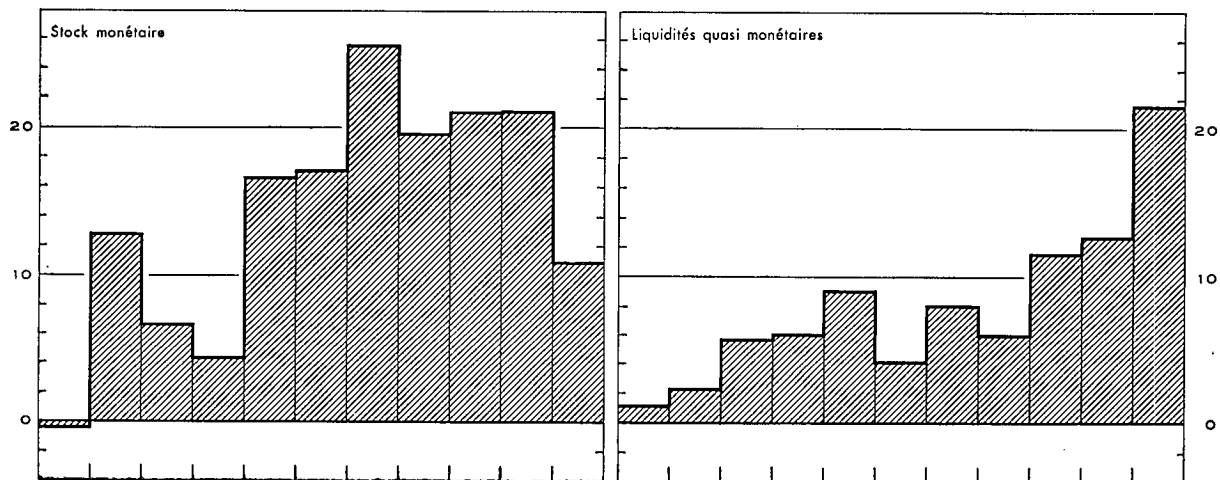
3 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

4 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paratématiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou « D. Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paratématiques, sauf ceux de certains paratématiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

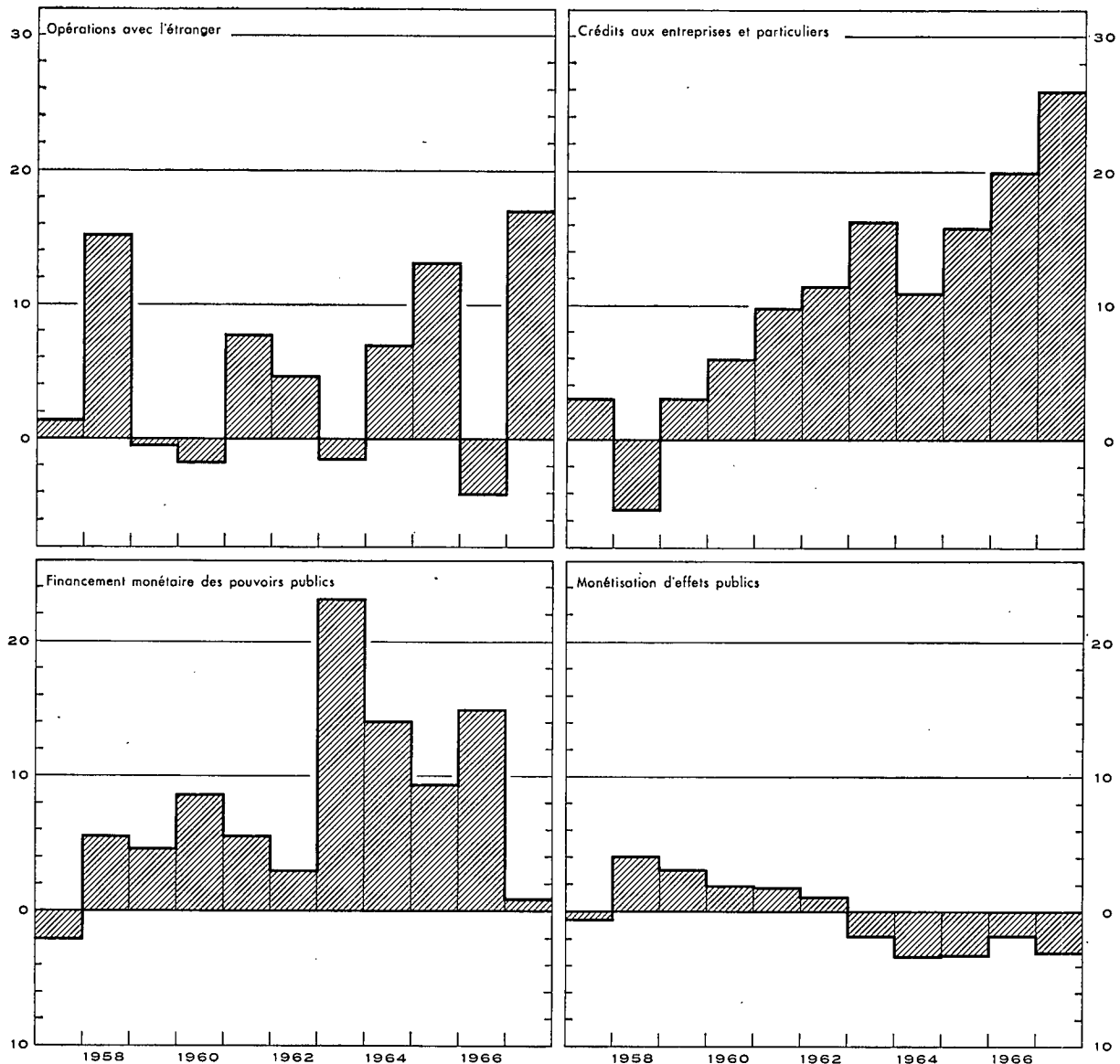
5 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique « D. Autres ».

XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONETAIRES (variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (4)	Crédits aux entreprises et particuliers 1 (5)	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (12)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (13)	Divers (14)
						de créances commerciales sur l'étranger (6)	de crédits aux entreprises et particuliers (7)	Etat 3 (8)	Autres pouvoirs publics 4 (9)	achats sur le marché par les organismes monétaires (10)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (11)			
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,3	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,5	- 0,1	- 4,0
2 ^e trimestre	+10,6	+ 1,4	+ 12,0	- 0,1	+ 3,8	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	...	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,1	+ 1,9	- 2,2	- 2,0	+ 2,9	+ 0,7	+ 0,1	- 1,8	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	+ 0,7	- 0,1	- 1,6
4 ^e trimestre	+11,0	+ 2,7	+ 13,7	- 2,6	+ 7,8	+ 0,5	+ 1,1	+ 7,3	+ 0,8	- 0,1	- 0,9	+ 0,2	- 0,1	- 0,3
Total ...	+25,6	+ 8,2	+ 33,8	- 1,4	+ 16,4	- 0,1	+ 1,3	+ 23,5	- 0,3	- 1,6	- 0,1	+ 1,4	- 0,4	- 4,9
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,3	- 0,2	- 0,8	+ 3,8	- 1,4	- 4,2	+ 3,7	- 0,1	- 0,2	- 0,9	- 0,2	+ 0,3	- 0,2
2 ^e trimestre	+12,2	- 2,0	+ 10,2	- 0,6	+ 3,0	+ 1,1	+ 0,8	+ 5,8	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,7	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,0	- 0,7	- 0,1	- 1,0	- 0,7	- 0,7	- 0,1	- 0,8
4 ^e trimestre	+13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+ 3,1	- 0,6	+ 0,8	+ 3,8	+ 1,3	- 0,7	+ 0,1	+ 1,6	- 0,1	- 0,9
Total ...	+19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 11,0	...	- 1,6	+ 12,6	+ 1,5	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	...	- 1,8
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,3	- 2,3	...	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
2 ^e trimestre	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,1	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,1	- 2,2	+ 1,4	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,4
4 ^e trimestre	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 7,9	+ 1,4	- 2,3	+ 3,6	+ 1,5	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 15,9	- 1,2	- 1,6	+ 7,0	+ 2,4	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,3	+ 0,3	- 0,8	+ 2,1	- 0,4	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 ^e trimestre	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,0	+ 0,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,3
3 ^e trimestre	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	- 2,8	+ 4,7	+ 0,6	+ 1,5	- 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
4 ^e trimestre	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 9,0	- 0,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,4
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,0	+ 1,1	+ 2,4	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 1 ^{er} trimestre	-13,1	+ 9,0	- 4,1	+ 4,9	+ 4,8	- 0,3	- 3,4	- 2,7	- 3,9	- 1,1	- 1,7	- 0,3	- 0,4	...
2 ^e trimestre	+21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+ 6,6	- 0,9	- 2,4	+ 9,6	+ 2,2	- 0,3	+ 0,8	+ 1,0	- 0,3	+ 2,0
3 ^e trimestre	- 4,3	+ 6,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 2,9	- 2,4	+ 2,2	- 0,6	+ 0,3	- 0,5	+ 0,4	+ 0,6	- 0,4	- 3,4
4 ^e trimestre	+ 7,3	+ 3,7	+ 11,0	+ 3,9	+ 11,7	+ 0,9	- 0,3	- 4,9	+ 1,3	- 0,1	- 0,4	+ 0,2	- 0,5	- 0,8
Total ...	+11,0	+21,6	+ 32,6	+17,1	+ 26,0	- 2,7	- 3,9	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968 1 ^{er} trimestre	- 0,5	+ 7,1	+ 6,6	- 0,7	+ 4,5	- 1,9	- 2,2	+ 4,4	- 0,4	- 0,8	...	+ 3,3	- 1,1	+ 1,5
2 ^e trimestre	+22,7	+ 2,7	+ 25,4	+ 2,6	+ 6,1	+ 1,4	+ 0,5	+ 17,9	- 0,3	+ 0,2	- 1,1	- 0,6	- 0,6	- 0,7
3 ^e trimestre	-10,9	+ 6,2	- 4,7	p- 5,9	+ 1,2	+ 0,4	+ 0,9	p- 2,4	p+ 0,5	p- 0,5	+ 2,1	p+ 1,5	- 0,5	p- 2,0

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires. — 3 Y compris à partir du 3^e trimestre 1963, le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968]. — 4 Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements parastatiques ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (8) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Jun	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre	6,8	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Juin	7,1	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Décembre	7,2	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Juin	7,2	179,7	182,8	15,4	0,3	41,1	107,9	149,3	164,7	347,5	52,6
Octobre	6,9	173,3	176,0	13,6	0,4	42,6	105,9	148,9	162,5	338,5	52,0
Novembre	6,9	172,1	174,6	15,3	0,2	40,3	110,7	151,2	166,5	341,1	51,2
Décembre	6,8	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968 Janvier	6,9	172,2	174,5	14,9	0,3	43,7	107,6	151,6	166,5	341,0	51,2
Février	6,9	172,8	175,1	15,7	0,3	40,0	106,8	147,1	162,8	337,9	51,8
Mars	6,9	174,2	176,6	18,4	0,4	39,3	115,3	155,0	173,4	350,0	50,5
Avril	6,8	177,1	179,4	18,6	0,3	46,0	111,3	157,6	176,2	355,6	50,4
Mai	6,8	181,5	183,7	21,5	0,3	41,1	115,7	157,1	178,6	362,3	50,7
Juin	6,8	185,3	187,4	24,0	0,4	42,4	118,5	161,3	185,3	372,7	50,3
Juillet	6,8	183,9	186,1	18,2	0,3	43,6	113,2	157,1	175,3	361,4	51,5
Août	6,9	182,3	185,0	20,6	0,3	41,3	114,6	156,2	176,8	361,8	51,1
Septembre	6,9	180,5	182,7	19,6	0,4	42,4	116,7	159,5	179,1	361,8	50,5
Octobre	6,9	178,9	181,5	18,9	0,4	44,1	114,8	159,3	178,2	359,7	50,5
Novembre	6,9	179,3	181,8	21,0	0,5	40,0	119,9	160,4	181,4	363,2	50,1

¹ Y compris des organismes parastatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1968, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie voutdrique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. 1, n° 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES
(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (6) - (7) - (8) - (9)	(11)	(12)	
1959 Année	72,3 ^{6,7}	- 1,6	70,7 ^{0,7}	- 6,1 ^{6,7}	+ 2,0	- 4,1 ^{6,7}	- 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁶	74,8 ⁶	+ 8,3	- 4,2 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année	92,7	- 14,9 ⁶	77,8 ⁶	+ 12,2	- 10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 Année	91,0	- 10,5	80,5	- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	- 11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. (c)	98,6	- 14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
Nouvelle série ⁹												
2 ^e trimestre	98,6	- 15,4	83,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3 ^e trimestre	99,6	- 18,9	80,7	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2
4 ^e trimestre	102,2	- 23,0	79,2	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8
				+ 11,2	- 10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 ^{er} trimestre	101,8	- 23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 1,0	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,1
2 ^e trimestre	103,2	- 23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	...	+ 1,1	- 0,6	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre	105,2	- 24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,5	+ 0,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,3	+ 1,9
4 ^e trimestre	114,8	- 26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	...	- 0,6	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,9
				+ 12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+ 10,7
1965 1 ^{er} trimestre	113,3	- 26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7
2 ^e trimestre	120,4	- 28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 ^e trimestre	120,0	- 29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6
4 ^e trimestre	122,8	- 28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+ 13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966 1 ^{er} trimestre	119,7	- 26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	- 0,7
2 ^e trimestre	123,0	- 29,6	93,4	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2
3 ^e trimestre	121,8	- 32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2
4 ^e trimestre	124,5	- 35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967 1 ^{er} trimestre	124,0	- 33,2	90,8	- 0,5	+ 2,3	+ 1,8	- 2,4	- 0,4	- 0,3	+ 4,9	+ 0,9	+ 2,7
2 ^e trimestre	129,3	- 36,4	92,9	+ 5,3	- 3,1	+ 2,2	- 2,4	...	- 0,9	+ 5,5	- 1,6	+ 0,6
3 ^e trimestre	130,0	- 39,1	90,9	+ 0,7	- 2,8	- 2,1	- 2,4	- 0,1	- 2,4	+ 2,8	+ 2,8	+ 0,7
4 ^e trimestre	136,9	- 39,8	97,1	+ 6,9	- 0,7	+ 6,2	+ 1,4	...	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 5,6
				+ 12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+ 17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968 1 ^{er} trimestre	133,4	- 38,9	94,5	- 3,5	+ 0,9	- 2,6	...	...	- 1,9	- 0,7	p+ 0,4	p- 2,2
2 ^e trimestre	134,5	- 37,3	97,2	+ 1,1	+ 1,6	+ 2,7	- 1,3	...	+ 1,4	+ 2,6	p- 0,4	p+ 2,3
3 ^e trimestre	129,8	- 39,2	90,6	- 4,7	- 1,7	- 6,4	p- 0,9	p	+ 0,4	p- 5,9	p+ 0,7	p- 5,7

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatuts administratifs, sauf, à partir de juin 1963, nouvelle série, le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne 7, Etat, et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

4 Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

- moins, a) depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968 des variations des effets publics luxembourgeois détenus par la Banque Nationale de Belgique [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubriques 6.21 et 6.22.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques					Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations	Crédits de caisse 4			Autres			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	
1964 Mars	8,6	6,5	11,1	9,7	63,6	99,5	13,0	4,3	1,8	19,1	118,6
Juin	9,6	6,8	12,1	9,9	64,5	102,9	13,8	4,3	1,5	19,6	122,5
Septembre	10,3	6,9	12,2	9,1	65,9	104,4	13,3	4,7	1,6	19,6	124,0
Décembre	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965 Mars	11,6	6,6	12,1	9,6	66,8	106,7	15,3	6,4	1,5	23,2	129,9
Juin	12,0	7,2	12,7	10,1	69,7	111,7	16,3	6,9	1,6	24,8	136,5
Septembre	12,2	7,4	12,8	11,3	71,3	115,0	15,5	7,0	1,9	24,4	139,4
Décembre	13,7	8,2	12,8	12,2	75,8	122,7	18,0	7,2	3,1	28,3	151,0
1966 Mars	13,8	8,0	13,0	12,0	78,3	125,1	17,9	8,1	2,7	28,7	153,8
Juin	15,0	8,6	13,4	12,4	80,0	129,4	17,9	7,7	2,5	28,1	157,5
Septembre	16,5	8,9	13,7	11,4	83,8	134,3	18,2	7,6	2,5	28,3	162,6
Décembre ⁵	18,2	9,2	14,1	13,2	87,9	142,6	19,6	6,7	2,5	28,8	171,4
1967 Mars	20,0	9,2	14,1	11,9	92,3	147,5	19,6	7,4	2,2	29,2	176,7
Juin	22,1	10,4	15,0	11,7	95,2	154,4	21,8	7,3	3,6	32,7	187,1
Septembre ⁵	22,3	10,5	15,1	11,5	98,2	157,6	22,3	6,7	3,1	32,1	189,7
Décembre ⁵	22,8	11,5	15,5	13,4	105,1	168,3	23,7	6,9	3,9	34,5	202,8
1968 Mars ⁵	23,8	11,6	16,3	13,8	107,3	172,8	25,1	8,2	4,2	37,5	210,3
Juin ⁵	25,0	12,1	18,2	13,3	111,2	179,8	26,7	9,1	4,5	40,3	220,1
Septembre	27,4	12,7	19,0	13,2	108,9	181,2	26,7	11,2	3,6	41,5	222,7

1 Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961 et 14 juillet 1966 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 5 ans ou plus, à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

2 Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

3 Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

4 Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

5 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1964 Juin	10,3	47,8	44,8	102,9	7,5	7,8	15,3	2,8	40,0	44,8	87,6	—
Septembre ...	9,5	48,0	46,9	104,4	5,5	8,4	13,9	4,0	39,6	46,9	90,5	—
Décembre	10,3	48,7	47,8	106,8	4,7	7,4	12,1	5,6	41,3	47,8	94,7	—
1965 Mars	9,9	48,5	48,3	106,7	3,0	8,2	11,2	6,9	40,3	48,3	95,5	—
Juin	10,6	50,7	50,4	111,7	4,8	7,6	12,4	5,8	43,1	50,4	99,3	—
Septembre ...	11,7	50,6	52,7	115,0	2,1	8,6	10,7	9,6	42,0	52,7	104,3	—
Décembre	12,6	55,3	54,8	122,7	7,0	9,8	16,8	5,6	45,5	54,8	105,9	—
1966 Mars	12,3	55,3	57,5	125,1	4,7	9,9	14,6	7,6	45,4	57,5	110,5	—
Juin	12,6	57,3	59,5	129,4	5,2	10,1	15,3	7,4	47,2	59,5	114,1	—
Septembre ...	11,7	57,9	64,7	134,3	4,7	9,5	14,2	7,0	48,4	64,7	120,1	—
Décembre 3 ...	13,8	65,5	63,3	142,6	6,4	10,3	16,7	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 Mars	12,3	65,7	69,5	147,5	5,1	9,4	14,5	7,2	56,3	69,5	133,0	0,1
Juin	12,0	69,1	73,3	154,4	6,0	11,0	17,0	6,0	58,1	73,3	137,4	0,1
Septembre 3 ...	11,2	71,9	74,5	157,6	4,3	11,0	15,3	6,9	60,9	74,5	142,3	0,1
Décembre 3 ...	12,7	77,9	77,7	168,3	5,8	13,4	19,2	6,9	64,5	77,7	149,1	0,2
1968 Mars 3	12,7	79,3	80,8	172,8	5,3	11,9	17,2	7,4	67,4	80,8	155,6	...
Juin 3	11,6	82,0	86,2	179,8	5,0	13,1	18,1	6,6	68,9	86,2	161,7	0,1
Septembre ...	10,9	79,5	90,8	181,2	5,8	12,6	18,4	5,1	66,9	90,8	162,8	1,6
B. Crédits à l'étranger												
1964 Juin	10,4	4,9	4,3	19,6	7,4	1,8	9,2	3,0	3,1	4,3	10,4	—
Septembre ...	9,9	5,0	4,7	19,6	6,3	1,6	7,9	3,6	3,4	4,7	11,7	—
Décembre	11,0	6,2	4,0	21,2	6,2	2,4	8,6	4,8	3,8	4,0	12,6	—
1965 Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	6,2	2,3	8,5	5,6	4,0	5,1	14,7	—
Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	8,3	2,6	10,9	4,3	3,8	5,8	13,9	—
Septembre ...	11,8	6,8	5,8	24,4	7,5	2,6	10,1	4,3	4,2	5,8	14,3	—
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	7,8	2,5	10,3	6,3	4,4	7,7	18,4	0,1
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	9,2	2,7	11,9	4,6	4,2	7,4	16,2	0,1
Septembre ...	13,6	7,2	7,5	28,3	7,6	2,4	10,0	6,0	4,8	7,5	18,3	0,1
Décembre 3 ...	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	8,9	2,7	11,6	5,4	5,8	6,4	17,6	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	8,9	3,5	12,4	7,5	6,1	6,7	20,3	0,1
Septembre 3 ...	16,0	9,7	6,4	32,1	7,8	3,9	11,7	8,2	5,8	6,4	20,4	0,1
Décembre 3 ...	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968 Mars 3	16,9	12,9	7,7	37,5	9,4	5,4	14,8	7,5	7,5	7,7	22,7	0,1
Juin 3	17,5	14,1	8,7	40,3	9,8	6,4	16,2	7,7	7,7	8,7	24,1	0,1
Septembre ...	17,2	13,7	10,6	41,5	11,4	5,4	16,8	5,8	8,3	10,6	24,7	...
C. Total												
1964 Juin	20,7	52,7	49,1	122,5	14,9	9,6	24,5	5,8	43,1	49,1	98,0	—
Septembre ...	19,4	53,0	51,6	124,0	11,8	10,0	21,8	7,6	43,0	51,6	102,2	—
Décembre	21,3	54,9	51,8	128,0	10,9	9,8	20,7	10,4	45,1	51,8	107,3	—
1965 Mars	21,7	54,8	53,4	129,9	9,2	10,5	19,7	12,5	44,3	53,4	110,2	—
Juin	23,2	57,1	56,2	136,5	13,1	10,2	23,3	10,1	46,9	56,2	113,2	—
Septembre ...	23,5	57,4	58,5	139,4	9,6	11,2	20,8	13,9	46,2	58,5	118,6	—
Décembre	27,0	62,6	61,4	151,0	16,2	12,7	28,9	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 Mars	26,4	62,2	65,2	153,8	12,5	12,4	24,9	13,9	49,8	65,2	128,9	0,1
Juin	26,4	64,2	66,9	157,5	14,4	12,8	27,2	12,0	51,4	66,9	130,3	0,1
Septembre ...	25,3	65,1	72,2	162,6	12,3	11,9	24,2	13,0	53,2	72,2	138,4	0,1
Décembre 3 ...	28,8	73,1	69,5	171,4	15,8	12,9	28,7	13,0	60,2	69,5	142,7	0,2
1967 Mars	26,6	74,2	75,9	176,7	14,0	12,1	26,1	12,6	62,1	75,9	150,6	0,2
Juin	28,4	78,7	80,0	187,1	14,9	14,5	29,4	13,5	64,2	80,0	157,7	0,2
Septembre 3 ...	27,2	81,6	80,9	189,7	12,1	14,9	27,0	15,1	66,7	80,9	162,7	0,2
Décembre 3 ...	29,5	89,2	84,1	202,8	16,2	18,4	34,6	13,3	70,8	84,1	168,2	0,3
1968 Mars 3	29,6	92,2	88,5	210,3	14,7	17,3	32,0	14,9	74,9	88,5	178,3	0,1
Juin 3	29,1	96,1	94,9	220,1	14,8	19,5	34,3	14,3	76,6	94,9	185,8	0,2
Septembre ...	28,1	93,2	101,4	222,7	17,2	18,0	35,2	10,9	75,2	101,4	187,5	1,6

1 Ces crédits sont localisés essentiellement à la Banque Nationale de Belgique, à l'Institut de Réescampte et de Garantie, auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

2 Il s'agit d'effets commerciaux.

3 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER,
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commer- ciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Accep- tations bancaires (4)	Effets commer- ciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Accep- tations bancaires (7)	Effets commer- ciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9) (7) + (8) + (9)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1964 Juin	1,4	...	1,4	0,9	1,9	2,8	0,9	3,3	...	4,2
Septembre	1,0	...	1,0	0,6	1,8	2,4	0,6	2,8	...	3,4
Décembre	1,7	...	1,7	0,1	0,9	1,0	0,1	2,6	...	2,7
1965 Mars	2,1	...	2,1	...	0,3	0,3	...	2,4	...	2,4
Juin	1,7	...	1,7	0,2	0,4	0,6	0,2	2,1	...	2,3
Septembre	1,5	...	1,5	...	0,6	0,6	...	2,1	...	2,1
Décembre	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	2,9	...	5,6
1966 Mars	1,7	...	1,7	0,2	0,8	1,0	0,2	2,5	...	2,7
Juin	1,4	...	1,4	1,7	1,4	3,1	1,7	2,8	...	4,5
Septembre	1,2	...	1,2	1,7	1,9	3,6	1,7	3,1	...	4,8
Décembre ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 Mars	1,8	...	1,8	0,8	0,5	1,3	0,8	2,3	...	3,1
Juin	1,4	...	1,4	0,2	1,1	1,3	0,2	2,5	...	2,7
Septembre ¹	1,2	...	1,2	...	1,1	1,1	...	2,3	...	2,3
Décembre ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	...	0,6	0,6	...	2,8	...	2,8
Juin ¹	1,4	...	1,4	0,9	1,2	2,1	0,9	2,6	...	3,5
Septembre	1,1	...	1,1	0,4	1,1	1,5	0,4	2,2	...	2,6
B. Crédits à l'étranger										
1964 Juin .....	...	...	...	4,5	0,2	4,7	4,5	0,2	...	4,7
Septembre .....	...	...	...	4,3	...	4,3	4,3	...	...	4,3
Décembre .....	...	...	...	4,1	0,2	4,3	4,1	0,2	...	4,3
1965 Mars .....	...	...	...	1,8	...	1,8	1,8	...	...	1,8
Juin .....	...	...	...	6,0	0,2	6,2	6,0	0,2	...	6,2
Septembre .....	...	...	...	2,8	...	2,8	2,8	...	...	2,8
Décembre .....	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 Mars .....	...	...	...	4,7	0,2	4,9	4,7	0,2	...	4,9
Juin .....	...	...	...	6,8	0,6	7,4	6,8	0,6	...	7,4
Septembre .....	...	...	...	5,8	0,4	6,2	5,8	0,4	...	6,2
Décembre ¹ .....	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 Mars .....	...	...	...	6,6	0,3	6,9	6,6	0,3	...	6,9
Juin .....	...	...	...	6,1	0,7	6,8	6,1	0,7	...	6,8
Septembre ¹ .....	...	...	...	2,7	...	2,7	2,7	...	...	2,7
Décembre ¹ .....	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968 Mars ¹ .....	...	...	...	4,8	0,5	5,3	4,8	0,5	...	5,3
Juin ¹	0,1	...	0,1	6,8	1,2	8,0	6,8	1,3	...	8,1
Septembre	0,3	...	0,3	8,3	1,3	9,6	8,3	1,6	...	9,9
C. Total										
1964 Juin	1,4	...	1,4	5,4	2,1	7,5	5,4	3,5	...	8,9
Septembre	1,0	...	1,0	4,9	1,8	6,7	4,9	2,8	...	7,7
Décembre	1,7	...	1,7	4,2	1,1	5,3	4,2	2,8	...	7,0
1965 Mars	2,1	...	2,1	1,8	0,3	2,1	1,8	2,4	...	4,2
Juin	1,7	...	1,7	6,2	0,6	6,8	6,2	2,3	...	8,5
Septembre	1,5	...	1,5	2,8	0,6	3,4	2,8	2,1	...	4,9
Décembre	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 Mars	1,7	...	1,7	4,9	1,0	5,9	4,9	2,7	...	7,6
Juin	1,4	...	1,4	8,5	2,0	10,5	8,5	3,4	...	11,9
Septembre	1,2	...	1,2	7,5	2,3	9,8	7,5	3,5	...	11,0
Décembre ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 Mars	1,8	...	1,8	7,4	0,8	8,2	7,4	2,6	...	10,0
Juin	1,4	...	1,4	6,3	1,8	8,1	6,3	3,2	...	9,5
Septembre ¹	1,2	...	1,2	2,7	1,1	3,8	2,7	2,3	...	5,0
Décembre ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	4,8	1,1	5,9	4,8	3,3	...	8,1
Juin ¹	1,5	...	1,5	7,7	2,4	10,1	7,7	3,9	...	11,6
Septembre	1,4	...	1,4	8,7	2,4	11,1	8,7	3,8	...	12,5

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3 (12)
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) + (9) + (10)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1964 Juin	10,3	49,2	44,8	104,3	6,6	5,5	12,1	3,7	43,7	44,8	92,2	—
Septembre	9,5	49,0	46,9	105,4	4,9	6,2	11,1	4,6	42,8	46,9	94,3	—
Décembre	10,3	50,4	47,8	108,5	4,3	6,0	10,3	6,0	44,4	47,8	98,2	—
1965 Mars	9,9	50,6	48,3	108,8	3,0	7,3	10,3	6,9	43,3	48,3	98,5	—
Juin	10,6	52,4	50,4	113,4	4,2	6,8	11,0	6,4	45,6	50,4	102,4	—
Septembre	11,7	52,1	52,7	116,5	2,0	7,6	9,6	9,7	44,5	52,7	106,9	—
Décembre	12,6	57,1	54,8	124,5	3,9	8,1	12,0	8,7	49,0	54,8	112,5	—
1966 Mars	12,3	57,0	57,5	126,8	4,2	8,6	12,8	8,1	48,4	57,5	114,0	—
Juin	12,6	58,7	59,5	130,8	3,5	8,3	11,8	9,1	50,4	59,5	119,0	—
Septembre	11,7	59,1	64,7	135,5	2,9	7,4	10,3	8,8	51,7	64,7	125,2	—
Décembre 4	13,8	67,4	63,3	144,5	2,2	7,6	9,8	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967 Mars	12,3	67,5	69,5	149,3	4,3	8,7	13,0	8,0	58,8	69,5	136,3	0,1
Juin	12,0	70,5	73,3	155,8	5,7	9,7	15,4	6,3	60,8	73,3	140,4	0,1
Septembre 4	11,2	73,1	74,5	158,8	3,9	9,4	13,3	7,3	63,7	74,5	145,5	0,1
Décembre 4	12,7	80,1	77,7	170,5	4,2	9,5	13,7	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968 Mars 4	12,7	81,5	80,8	175,0	4,9	10,8	15,7	7,8	70,7	80,8	159,3	...
Juin 4	11,6	83,4	86,2	181,2	3,9	11,3	15,2	7,7	72,1	86,2	166,0	0,1
Septembre	10,9	80,6	90,8	182,3	5,3	10,6	15,9	5,6	70,0	90,8	166,4	1,6

B. Crédits à l'étranger

1964 Juin	10,4	4,9	4,3	19,6	2,9	1,6	4,5	7,5	3,3	4,3	15,1	—
Septembre	9,9	5,0	4,7	19,6	1,9	1,6	3,5	8,0	3,4	4,7	16,1	—
Décembre	11,0	6,2	4,0	21,2	2,0	2,2	4,2	9,0	4,0	4,0	17,0	—
1965 Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	4,3	2,2	6,5	7,5	4,1	5,1	16,7	—
Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	2,2	2,3	4,5	10,4	4,1	5,8	20,3	—
Septembre	11,8	6,8	5,8	24,4	4,3	2,5	6,8	7,5	4,3	5,8	17,6	—
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	2,8	2,3	5,1	11,3	4,6	7,7	23,6	0,1
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	2,4	2,1	4,5	11,4	4,8	7,4	23,6	0,1
Septembre	13,6	7,2	7,5	28,3	1,8	2,0	3,8	11,8	5,2	7,5	24,5	0,1
Décembre 4	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	2,3	2,4	4,7	12,0	6,1	6,4	24,5	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	2,8	2,8	5,6	13,6	6,8	6,7	27,1	0,1
Septembre 4	16,0	9,7	6,4	32,1	4,3	3,6	7,9	11,7	6,1	6,4	24,2	0,1
Décembre 4	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968 Mars 4	16,9	12,9	7,7	37,5	4,4	4,6	9,0	12,5	8,3	7,7	28,5	0,1
Juin 4	17,5	14,2	8,7	40,4	2,7	4,9	7,6	14,8	9,3	8,7	32,8	0,1
Septembre	17,2	14,0	10,6	41,8	3,1	4,1	7,2	14,1	9,9	10,6	34,6	...

C. Total

1964 Juin	20,7	54,1	49,1	123,9	9,5	7,1	16,6	11,2	47,0	49,1	107,3	—
Septembre	19,4	54,0	51,6	125,0	6,8	7,8	14,6	12,6	46,2	51,6	110,4	—
Décembre	21,3	56,6	51,8	129,7	6,3	8,2	14,5	15,0	48,4	51,8	115,2	—
1965 Mars	21,7	56,9	53,4	132,0	7,3	9,5	16,8	14,4	47,4	53,4	115,2	—
Juin	23,2	58,8	56,2	138,2	6,4	9,1	15,5	16,8	49,7	56,2	122,7	—
Septembre	23,5	58,9	58,5	140,9	6,3	10,1	16,4	17,2	48,8	58,5	124,5	—
Décembre	27,0	64,4	61,4	152,8	6,5	10,8	17,3	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966 Mars	26,4	63,9	65,2	155,5	7,0	10,9	17,9	19,4	53,0	65,2	137,6	0,1
Juin	26,4	65,6	66,9	158,9	5,9	10,4	16,3	20,5	55,2	66,9	142,6	0,1
Septembre	25,3	66,3	72,2	163,8	4,7	9,4	14,1	20,6	56,9	72,2	149,7	0,1
Décembre 4	28,8	75,0	69,5	173,3	4,3	9,8	14,1	24,5	65,2	69,5	159,2	0,2
1967 Mars	26,6	76,0	75,9	178,5	6,6	11,1	17,7	20,0	64,9	75,9	160,8	0,2
Juin	28,4	80,1	80,0	188,5	8,5	12,5	21,0	19,9	67,6	80,0	167,5	0,2
Septembre 4	27,2	82,8	80,9	190,9	8,2	13,0	21,2	19,0	69,8	80,9	169,7	0,2
Décembre 4	29,5	91,4	84,1	205,0	7,2	13,6	20,8	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968 Mars 4	29,6	94,4	88,5	212,5	9,3	15,4	24,7	20,3	79,0	88,5	187,8	0,1
Juin 4	29,1	97,6	94,9	221,6	6,6	16,2	22,8	22,5	81,4	94,9	198,8	0,2
Septembre	28,1	94,6	101,4	224,1	8,4	14,7	23,1	19,7	79,9	101,4	201,0	1,6

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (8) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la Banque Nationale de Belgique, au Crédit Communal de Belgique et à l'Institut de Récompte et de Garantie (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. - Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963	76.175
Monnaies étrangères	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405	36.087	18.087
Monnaies étrangères et or à recevoir	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682	11.477	12.468	12.327
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	—	1.500	1.500	1.500	1.500	3.000	—
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	413	251	118	62	7	—	—	—
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. — Participation	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189	14.736	10.278
— Prêts	—	—	—	1.500	3.375	3.375	1.875	4.975
d) autres accords .....	...	...	...	...	6	...	...	120
Débiteurs pour change et or, à terme ...	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311	35.521	18.256
Effets de commerce	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295	15.503	13.834	26.694
Avances sur nantissement	74	3.022	1.655	625	34	338	345	572
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 30-3-1968) :								
Effets publics belges	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575	2.650	14.675
Effets publics luxembourgeois	—	—	—	—	—	—	—	200
Monnaies divisionnaires et d'appoint	490	326	247	397	455	302	320	266
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	2	1	2	1	2	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197	3.367	3.514
Immeubles, matériel et mobilier	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909	1.999	2.064
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583
Divers	544	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640	1.357	1.919
	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437
PASSIF								
Billets en circulation	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311	177.482	183.243
Comptes courants :								
Banques	1	5	3	5	18	12	2	4
Trésor public								
compte ordinaire ...	...	...	...	...	...	...	...	...
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	25	27	17	12	14	13	10	9
compte spécial liquidation U.E.P. ...	...	...	...	...	...	—	—	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	445	387	309	329	394	390	316	677
Comptes courants divers	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337	2.281	3.206	2.545
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	200	185	126	161	262	128	271	256
b) autres accords	365	413	333	383	217	325	326	224
<i>Total des engagements à vue ...</i>	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460	181.613	186.958
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	1.253	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151	32.800	48.218	30.665
Caisse de Pensions du Personnel	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583
Divers	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366	2.216	2.908
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764	2.930	3.077	3.193
	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1967 9 octobre	1968 7 octobre	1967 6 novembre	1968 4 novembre	1967 4 décembre	1968 9 décembre	1968 8 janvier	1969 6 janvier
ACTIF								
Encaisse en or	75.671	76.153	75.519	76.127	75.506	76.118	73.945	76.151
Monnaies étrangères	35.742	20.424	36.014	19.216	36.792	20.383	35.581	18.774
Monnaies étrangères et or à recevoir	14.770	21.454	15.162	14.926	13.205	13.403	12.412	12.985
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	3.000	—	3.000	3.000	3.000	3.000	—
Accords internationaux : (Loi des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
b) F.M.I. :								
— Participations	15.291	18.140	15.136	18.241	14.236	13.240	14.651	10.278
— Prêts ¹	1.875	5.475	1.875	5.475	1.875	4.975	1.875	4.975
c) autres accords	171	46	225	46	...	109	...	177
Débiteurs pour change et or, à terme ...	34.747	21.820	35.116	24.945	36.467	24.841	35.455	18.926
Effets de commerce	6.776	12.083	5.612	15.736	2.972	19.288	9.034	24.914
Avances sur nantissement	2.524	3.079	2.158	62	1.472	55	32	39
Effets publics : (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 30-3-1968) :								
Effets publics belges	3.300	10.400	3.450	13.925	7.125	13.425	3.700	14.350
Effets publics luxembourgeois	—	...	—	...	—	250	—	200
Monnaies divisionnaires et d'appoint	601	379	406	391	394	365	348	256
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	1	2	1	1	2	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	3.366	3.514	3.363	3.512	3.366	3.514	3.367	3.514
Immeubles, matériel et mobilier	1.909	1.998	1.909	1.998	1.909	1.998	1.909	1.998
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	2.163	2.469	2.163	2.488	2.164	2.481	2.251	2.575
Divers	2.110	2.384	2.007	2.478	2.215	2.407	3.086	2.603
	235.017	236.819	234.117	236.567	236.699	233.854	234.647	226.717
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	703	560	1.253	1.155	1.770	1.737	1.620	2.414
PASSIF								
Billets en circulation	174.953	180.907	173.119	178.799	173.042	178.568	174.796	182.417
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	11	6	19	14	2	15	1	14
{ taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	13	9	12	9	10	9	10	9
Banques à l'étranger : comptes ordin.	298	2.088	320	6.393	337	5.859	302	709
Comptes courants divers	1.167	785	1.220	1.582	4.145	853	1.689	921
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	125	151	79	145	188	228	221	244
b) autres accords	110	193	103	185	145	180	237	223
Total des engagements à vue ...	176.677	184.139	174.872	187.127	177.869	185.712	177.256	184.537
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	49.704	43.427	50.498	40.032	49.887	38.370	48.098	32.004
Caisse de Pensions du Personnel	2.163	2.469	2.163	2.488	2.164	2.481	2.251	2.575
Divers	3.106	3.269	3.217	3.405	3.412	3.776	3.675	4.086
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.967	3.115	2.967	3.115	2.967	3.115	2.967	3.115
	235.017	236.819	234.117	236.567	236.699	233.854	234.647	226.717
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	703	560	1.253	1.155	1.770	1.737	1.620	2.414

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1968).

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global ¹ (moyennes journalières) ³	Avoirs des particuliers ² (moyennes journalières) ³	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
(milliards de francs)									
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	995	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1967 2 ^e trimestre	995	59,1	41,2	89,6	193,4	89,3	193,4	565,6	93
3 ^e trimestre	1.001	61,4	41,3	88,8	192,4	89,4	192,4	562,9	93
4 ^e trimestre	1.004	61,4	41,8	91,7	198,5	89,2	198,5	577,8	93
1968 1 ^{er} trimestre	1.004	62,5	42,3	92,6	204,7	94,0	204,7	596,0	94
2 ^e trimestre	1.003	62,0	43,2	98,0	205,2	97,7	205,2	606,1	93
3 ^e trimestre	1.009	64,8	42,1	100,3	212,6	100,9	212,6	626,3	94
4 ^e trimestre	1.013	64,1	43,1	103,3	216,5	98,8	216,5	601,9	94
1967 Octobre	1.003	62,0	41,4	92,1	200,6	90,4	200,6	583,7	93
Novembre	1.004	60,6	41,4	89,9	202,4	91,2	202,4	585,8	94
Décembre	1.004	61,5	42,5	93,0	192,5	86,0	192,5	563,9	93
1968 Janvier	1.004	66,0	42,7	101,6	223,8	103,1	223,8	652,3	94
Février	1.004	62,1	42,3	86,8	200,2	92,7	200,2	579,9	94
Mars	1.004	59,4	42,0	89,4	190,2	86,1	190,2	555,8	93
Avril	1.004	62,4	42,6	98,6	204,2	96,1	204,2	603,1	94
Mai	1.003	62,4	43,3	100,5	219,2	105,6	219,2	644,4	93
Juin	1.003	61,3	43,6	95,1	192,1	91,4	192,1	570,7	93
Juillet	1.004	72,7	42,6	116,5	245,1	118,6	245,1	725,2	93
Août	1.006	60,0	41,7	90,3	197,4	93,1	197,4	578,1	94
Septembre	1.009	61,6	42,1	94,2	195,2	91,0	195,2	575,6	94
Octobre	1.012	65,0	42,2	106,5	231,4	104,9	231,4	574,2	94
Novembre	1.013	61,6	42,8	90,3	200,1	94,0	200,1	584,6	94
Décembre	1.013	65,8	44,2	113,0	218,0	97,5	218,0	647,0	94

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

³ Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1967 31 octobre	1968 31 octobre	1967 30 novembre	1968 30 novembre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	1.252	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	9.683	10.493	10.491	10.583	4.973	5.693	4.939	4.959
Prêts au jour le jour	1.650	3.253	4.743	5.559	2.604	2.463	4.495	4.346
Banquiers	22.926	29.786	41.276	49.380	46.852	70.139	51.194	71.163
Maison-mère, succursales et filiales	6.379	3.203	9.235	10.353	9.424	14.579	9.560	11.730
Autres valeurs à recevoir à court terme	9.559	10.746	15.465	16.506	16.816	21.716	16.237	22.081
Portefeuille-effets	84.885	91.587	106.751	118.984	122.542	125.997	124.678	128.034
a) Effets publics	32.375	34.175	39.162	41.099	48.304	42.801	46.025	43.100
b) Effets commerciaux ²	52.510	57.412	67.589	77.885	74.238	83.196	78.653	84.934
Reports et avances sur titres	1.149	1.348	1.245	1.516	1.479	1.613	1.504	1.708
Débiteurs par acceptations	21.292	26.938	28.785	29.484	26.055	29.635	27.526	32.544
Débiteurs divers	50.802	60.186	68.329	82.733	81.857	101.492	81.208	100.444
Portefeuille-titres	74.789	86.447	94.289	110.154	108.581	130.346	109.794	131.264
a) Valeurs de la réserve légale	605	705	789	833	833	904	833	905
b) Fonds publics belges	69.307	80.181	87.264	102.140	100.686	118.182	101.519	117.887
c) Fonds publics étrangers	601	1.354	1.896	2.384	2.275	5.774	2.700	6.020
d) Actions de banques	1.868	1.912	1.904	2.195	2.161	2.644	2.149	2.332
e) Autres titres	2.408	2.295	2.436	2.602	2.626	2.842	2.593	3.620
Divers	3.040	3.184	4.021	5.356	4.483	5.817	5.041	5.190
Capital non versé	—	—	—	—	—	—	—	—
Total disponible et réalisable ...	287.406	327.171	384.630	440.608	425.666	509.490	436.176	513.463
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	43	68	56	114	98	136	101	139
Immeubles	2.134	2.714	3.021	3.300	3.120	3.480	3.142	3.508
Participations dans les filiales immobilières	73	260	258	283	262	449	262	450
Créances sur les filiales immobilières	60	89	115	77	131	87	111	88
Matériel et mobilier	341	375	457	455	485	473	495	485
Total de l'immobilisé ...	2.651	3.506	3.907	4.229	4.096	4.625	4.111	4.670
Total de l'actif ...	290.057	330.677	388.537	444.837	429.762	514.115	440.287	518.133

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

2 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques
(millions de francs)

1964 31 décembre	10.973	1966 31 décembre	17.828	1967 31 octobre	19.080	1967 30 novembre	19.517
1965 31 décembre	14.404	1967 31 décembre	28.946	1968 31 octobre	27.182	1968 30 novembre	27.610

XIII - 12. — SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES ¹

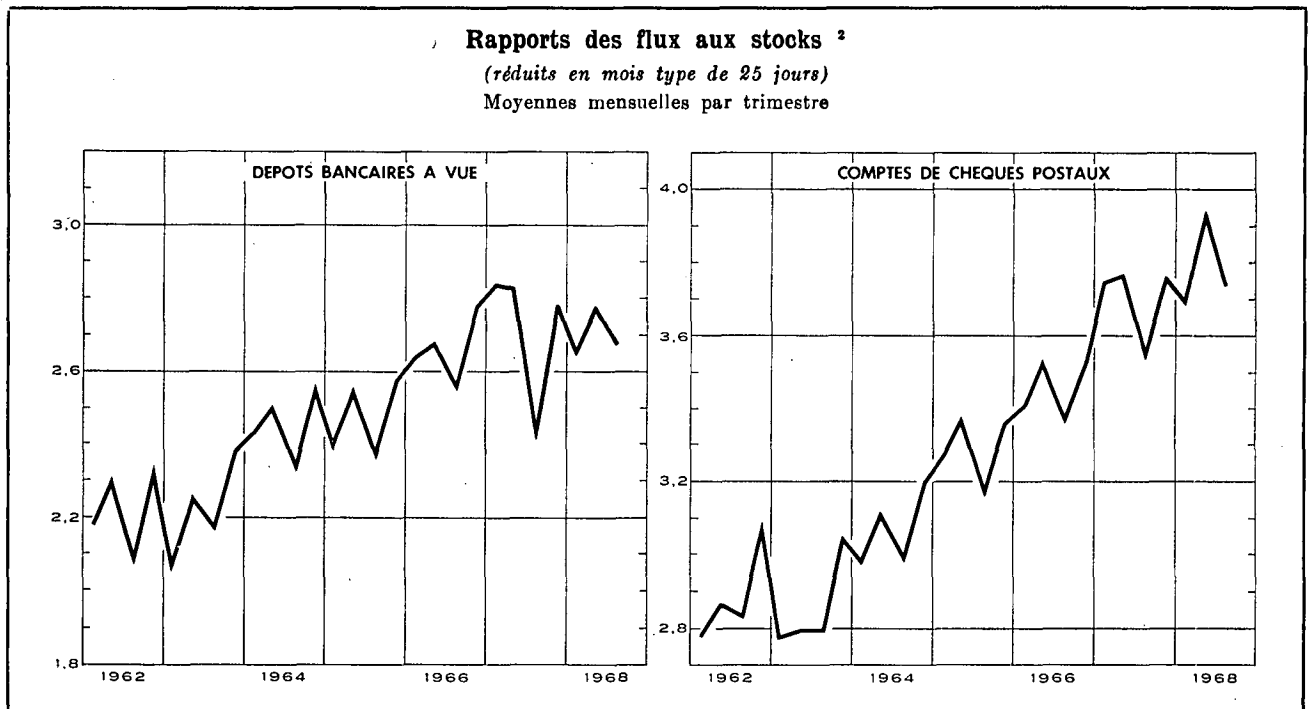
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1964	1965	1966	1967	1967	1968	1967	1968
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 octobre	31 octobre	30 novembre	30 novembre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	698	589	835	784	425	918	714	1.799
a) Créanciers garantis par des privilèges	—	431	494	493	237	243	262	277
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	—	158	341	291	188	675	452	1.522
Emprunts au jour le jour	2.420	3.433	3.365	5.733	6.310	14.511	6.316	8.639
a) Garantis par des sûretés réelles	1.214	815	666	1.354	2.608	3.934	1.062	2.063
b) Non garantis par des sûretés réelles	1.206	2.618	2.699	4.379	3.702	10.527	5.254	6.576
Banquiers	51.301	57.426	79.174	94.222	91.774	116.022	95.804	115.903
Maison-mère, succursales et filiales	7.065	6.062	10.297	9.963	8.389	7.627	8.909	9.157
Acceptations	21.292	26.937	28.786	29.486	26.055	29.639	27.527	32.544
Autres valeurs à payer à court terme	5.287	6.578	8.012	7.891	11.298	15.126	9.390	13.100
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.254	1.413	1.107	1.320	1.356	1.657	1.360	1.703
Dépôts et comptes courants	164.568	189.447	213.093	244.383	233.836	268.916	239.613	275.960
a) A vue	86.118	92.774	98.921	109.385	101.588	115.395	105.265	119.220
b) A un mois au plus	9.034	11.847	15.035	16.778	15.741	14.573	16.922	16.598
c) A plus d'un mois	29.915	38.487	46.034	50.320	51.149	58.234	51.560	58.684
d) A plus d'un an	731	1.106	1.364	4.364	4.470	6.622	4.487	6.777
e) A plus de deux ans	3.020	3.031	3.016	3.493	3.419	4.810	3.429	4.910
f) Carnets de dépôts	33.743	40.179	46.800	57.739	55.635	67.310	56.140	67.862
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2.007	2.023	1.923	1.804	1.834	1.922	1.810	1.909
Obligations et bons de caisse	11.380	11.371	11.978	13.546	13.153	16.140	13.312	16.362
Montants à libérer sur titres et participations	991	977	955	941	941	1.124	940	1.124
Divers	7.752	8.030	10.350	13.108	13.439	17.388	13.559	14.985
<i>Total de l'exigible ...</i>	<i>274.008</i>	<i>312.263</i>	<i>367.952</i>	<i>421.377</i>	<i>406.976</i>	<i>489.068</i>	<i>417.444</i>	<i>491.276</i>
C. Non exigible :								
Capital	9.814	11.245	12.461	14.610	13.999	16.004	14.049	17.505
Fonds indisponibles par prime d'émission	1.245	1.949	2.298	2.368	2.323	2.314	2.324	2.618
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	607	705	789	833	833	904	833	904
Réserve disponible	4.197	4.306	4.803	5.425	5.413	5.543	5.418	5.548
Provisions	186	209	234	224	218	282	219	282
<i>Total du non exigible ...</i>	<i>16.049</i>	<i>18.414</i>	<i>20.585</i>	<i>23.460</i>	<i>22.786</i>	<i>25.047</i>	<i>22.843</i>	<i>26.857</i>
Total du passif ...	290.057	330.677	388.537	444.837	429.762	514.115	440.287	518.133

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1967 1 ^{er} trimestre	206,4	164,5	370,9	2,84	2,84	3,75
2 ^e trimestre	217,8	168,4	386,2	2,82	2,83	3,77
3 ^e trimestre	193,6	156,4	350,0	2,52	2,45	3,57
4 ^e trimestre	223,4	166,4	389,8	2,78	2,78	3,76
1968 1 ^{er} trimestre	216,9	167,2	384,1	2,73	2,66	3,70
2 ^e trimestre	238,2	181,2	419,4	2,74	2,78	3,94
3 ^e trimestre	234,6	168,4	403,0	2,75	2,68	3,74
1967 Octobre	215,0	160,8	375,8	2,82	2,71	3,62
Novembre	221,1	176,0	397,1	2,65	2,76	4,07
Décembre	234,3	162,4	396,7	2,87	2,87	3,58
1968 Janvier	221,2	178,4	399,6	2,82	2,71	3,91
Février	215,3	165,6	380,9	2,66	2,66	3,73
Mars	214,4	157,4	371,8	2,72	2,62	3,47
Avril	241,7	176,9	418,6	2,90	2,90	3,84
Mai	239,6	194,2	433,8	2,80	2,80	4,30
Juin	233,2	172,4	405,6	2,52	2,63	3,69
Juillet	250,0	180,9	430,9	2,96	2,85	3,92
Août	212,6	160,8	373,4	2,56	2,47	3,65
Septembre	241,2	163,6	404,8	2,72	2,72	3,65
Octobre	242,5	177,6	420,1	2,95	2,73	3,99
Novembre	239,9	176,6	416,5	2,59	2,70	3,93

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, n^o 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge : situation globale des banques. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, n^o 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, vol. I, n^o 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, n^o 8, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire.*

XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
	valeur nominale									
1958	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1966	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...
1967	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	—	...	...
1966 Janvier	6.081	2.209	...	425	2.000	7.318	...	—	...	...
Février	6.976	2.271	1.050	...	666	7.307	...	—	370	...
Mars	6.945	3.621	1.950	...	...	8.272	190	—	844	...
Avril	6.969	2.970	...	...	1.588	8.186	...	—	...	...
Mai	7.508	3.092	...	...	135	7.479	...	—	...	...
Juin	7.289	2.306	4.850	...	...	7.618	591	—	2.945	...
Juillet	6.927	2.925	1.150	...	...	5.343	1.332	—	1.031	...
Août	6.826	2.822	3.425	...	...	6.034	673	—	2.989	...
Septembre	7.148	2.894	100	...	...	5.378	724	—	691	...
Octobre	6.911	2.218	800	...	...	5.293	711	—	569	...
Novembre	6.698	2.324	2.400	...	...	5.409	2.272	—	400	...
Décembre	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...
1967 Janvier	6.044	2.674	...	...	51	5.304	...	—	...	...
Février	6.297	2.294	...	...	...	4.887	323	—	...	...
Mars	6.087	3.735	1.700	...	...	5.306	2.607	—	302	...
Avril	6.060	2.460	1.200	...	1.516	7.826	...	—	...	...
Mai	5.906	2.300	6.300	...	...	8.284	833	—	1.961	...
Juin	5.873	2.890	5.250	...	...	7.195	1.241	—	2.190	...
Juillet	5.314	1.700	...	258	2.300	6.211	...	—	...	...
Août	5.471	2.556	...	154	2.700	7.458	...	—	...	...
Septembre	5.531	2.300	...	598	3.000	7.927	...	—	...	...
Octobre	5.692	2.880	...	...	3.030	8.160	...	—	...	...
Novembre	5.702	1.869	...	2.672	503	7.301	...	—	...	...
Décembre	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	—	...	...

1 Y compris les opérations à réméré.

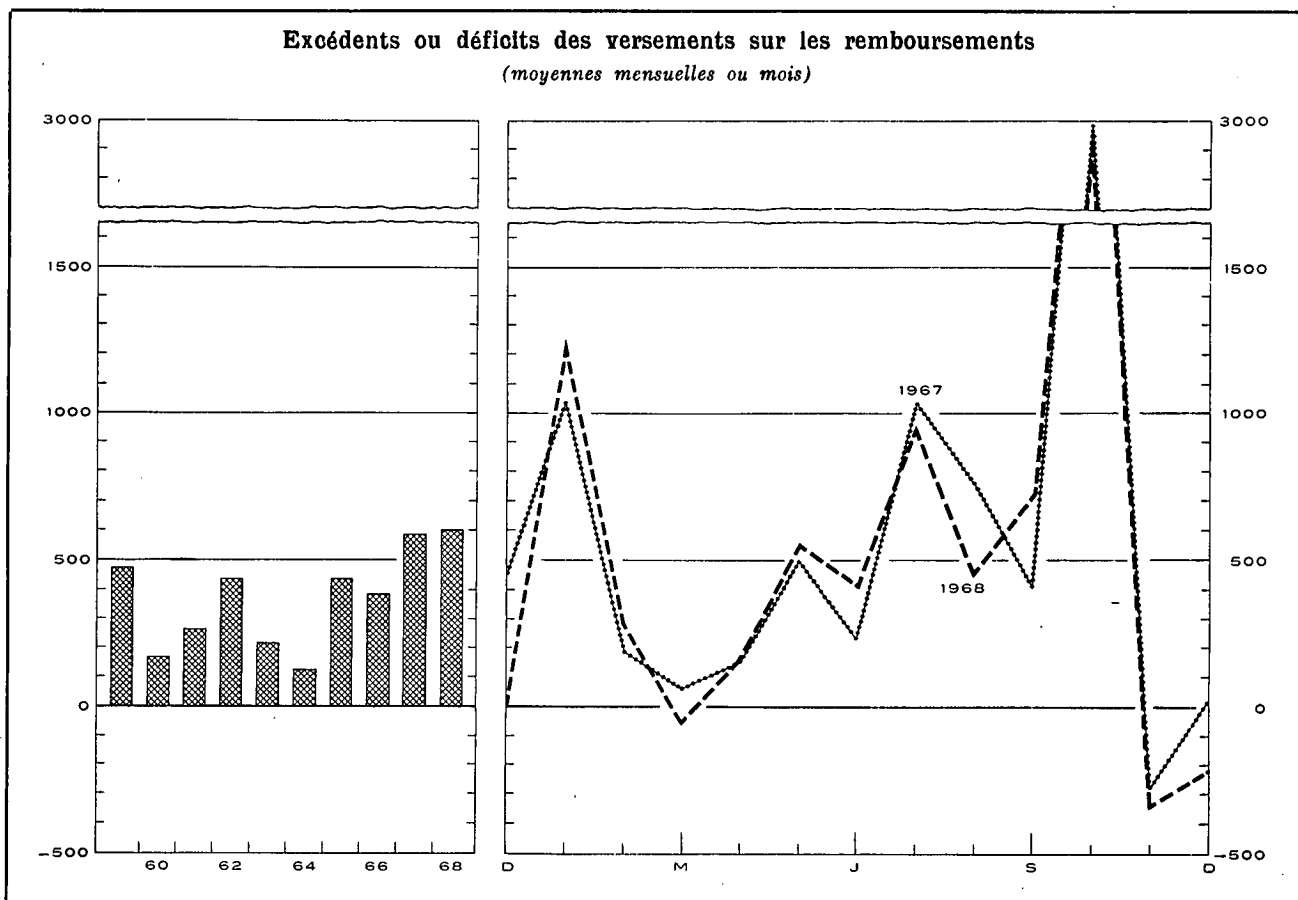
2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements 1		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période 2	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) - (2)	(6) = (3) - (4)	(7)	(8)
1958	18.912	14.316			4.596		66.700	
1959	21.939	16.232			5.707		74.442	
1960	21.840	19.786			2.054		78.887	
1961	22.799	19.585			3.214		84.633	
1962	25.995	20.717			5.278		92.654	
1963	26.388	23.788			2.600		97.980	
1964	28.229	26.757			1.472		102.395	
1965	32.450	27.211			5.239		112.192	
1966	37.449	32.817			4.632		120.322	
1967	45.363	38.294			7.069		131.137	
1968	<i>p</i> 50.923	43.749			7.174		142.300	
	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
Janvier	4.318	4.558	3.283	3.305	1.035	1.253	121.357	132.389
Février	3.282	3.732	3.090	3.439	192	293	121.549	132.682
Mars	3.506	3.763	3.446	3.808	60	- 45	121.609	132.637
Avril	3.443	3.917	3.293	3.761	150	156	121.759	132.793
Mai	3.503	4.342	3.007	3.779	496	563	122.255	133.356
Juin	3.702	3.971	3.476	3.546	226	425	122.481	133.781
Juillet	3.976	4.733	2.946	3.777	1.030	956	123.511	134.737
Août	3.523	3.682	2.768	3.210	755	472	124.266	135.209
Septembre	3.447	4.270	3.034	3.545	413	725	124.679	135.934
Octobre	6.399	6.919	3.421	3.988	2.978	2.931	127.657	138.865
Novembre	2.862	3.281	3.145	3.621	-283	-340	127.374	138.525
Décembre	3.402	<i>p</i> 3.755	3.385	<i>p</i> 3.970	17	<i>p</i> -215	131.137	<i>p</i> 142.300

¹ A partir de 1968, y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

² Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.. Pour l'année 1967, les intérêts capitalisés s'élèvent à 8.746 millions de F.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Disponible ¹	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9	0,3
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7	24,8
Avances à l'industrie	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1	12,5
Crédit agricole	—	—	—	0,1	...	0,1
Crédit d'exportation	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9	1,0
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7	3,9
Certificats de Trésorerie	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1	4,8
Prêts au jour le jour	0,8	0,7	0,9	0,9	...	0,5
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant ³	—	—	—	—	— 1,3	— 0,6
Total des placements provisoires ² ...	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2	47,0
Placements définitifs ²						
Rentes belges directes	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9	21,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6	20,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5	1,9
Obligations de sociétés belges	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9	6,5
Crédit agricole	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4	4,7
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6	25,8
Total des placements définitifs ² ...	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5	82,6
Intérêts courus et non échus sur placements	1,8	2,0	2,6	3,1	3	3
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille	—	—	—	—	6,2	5,9
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2	112,0
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1	5,5
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,1	...	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5	117,7
Dépôts en comptes courants ⁴	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8	5,6
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6	11,5

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisés en valeur comptable budgétaire.

³ A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

⁴ Comprendent les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4	7,3
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5	15,6
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1	1,1
Obligations de sociétés belges	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0	25,0
PASSIF						
Fonds des rentes ²	13,1 ²	13,4	13,6	13,7	13,9	13,9
Réserves mathématiques ³	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8	12,8
Total ...	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7	26,7

¹ Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9	2,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7	5,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du logement	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Total ...	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4	8,7
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	4,6 ²	4,9	5,3	5,7	6,1	6,5
Fonds de réserve et de participation	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6	2,4
Total ...	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7	8,9

¹ Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers			Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public		
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique		Autres organismes parastataux	Total des créances sur le secteur public
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,6	0,6	...	0,5	0,5	9,8	24,0	70,8
1966	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,6	0,9	...	0,5	0,6	11,1	26,7	81,3
1967	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,8	1,4	...	0,5	0,7	13,2	30,6	93,8
1967 Juin	48,8	18,6	13,7	81,1	8,0	50,7	0,7	59,4	14,0	1,1	...	0,5	0,5	12,5	28,6	88,0
Juin NS	47,9	16,1	18,0	82,0												
Juillet	48,4	16,1	18,3	82,8	8,7	52,6	0,7	62,0	14,5	1,2	...	0,5	0,6	12,9	29,7	91,7
Août	49,5	16,4	18,6	84,5												
Septembre	49,8	16,5	19,0	85,3	8,0	54,5	0,7	63,2	14,8	1,4	...	0,5	0,7	13,2	30,6	93,8
Octobre	49,9	16,7	19,3	85,9												
Novembre	50,3	16,9	19,8	87,0	8,3	56,6	0,8	65,7	16,0	3,0	...	0,5	1,6	13,6	34,7	100,4
Décembre	51,8	17,3	20,1	89,2												
1968 Janvier	52,6	17,5	20,3	90,4	9,1	55,8	0,7	65,6	15,9	2,2	...	0,5	1,4	14,1	34,1	99,7
Février	53,5	17,6	20,9	92,0												
Mars	53,2	17,9	21,5	92,6	8,3	56,6	0,8	65,7	16,0	3,0	...	0,5	1,6	13,6	34,7	100,4
Avril	53,3	17,7	21,8	92,8												
Mai	53,9	17,8	22,1	93,8	8,3	56,6	0,8	65,7	16,0	3,0	...	0,5	1,6	13,6	34,7	100,4
Juin	54,6	18,1	22,4	95,1												
Juillet	55,3	18,1	22,8	96,2	8,3	56,6	0,8	65,7	16,0	3,0	...	0,5	1,6	13,6	34,7	100,4
Août	56,4	18,2	23,2	97,8												
Septembre	56,5	18,3	23,4	98,2	8,3	56,6	0,8	65,7	16,0	3,0	...	0,5	1,6	13,6	34,7	100,4
Octobre	57,1	18,5	23,8	99,4												
Novembre	57,6	18,7	24,1	100,4												

1 De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 8,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

2 A partir de juin 1967, nouvelle série comprenant des dépôts visés par les nouvelles dispositions légales régissant les caisses d'épargne privées. A partir de cette même date les « Bons et certificats d'épargne » figurent dans la colonne « Obligations et bons de caisse » et non plus dans les colonnes des « Dépôts ».

3 Y compris des certificats émis par le Fonds des Rentes et des emprunts du Fonds des Routes détenus par les caisses d'épargne privées.

XIV - 7. — SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1962	1963	1964	1965	1966	1967
ACTIF						
En-cours des crédits :						
Crédits d'investissement à long et à moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	10,9	11,7	12,0	12,6	16,5	22,2
2 ^o garantis par banques et organismes financiers	7,2	8,0	9,9	11,1	13,6	14,6
3 ^o dont le risque est à charge de l'Institution	15,7	19,6	24,1	25,5	31,4	34,9
Crédit de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,6	1,5	1,3	1,2	1,2	1,1
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	—	0,3	0,5	0,3
Crédits commerciaux	1,0	1,5	1,4	1,0	0,9	0,9
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5	2,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,8	2,7	2,9	3,1	3,3	4,0
Placements divers à court terme	10,7	7,5	5,6	11,3	6,4	8,0
PASSIF						
Obligations	37,5	39,4	40,9	45,6	49,7	57,4
Bons de caisse	7,3	8,4	8,8	9,3	9,0	9,1
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,1	1,0	3,4	5,9	8,0	8,8
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,7	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,2	1,3	1,6	1,7	2,0	2,5

1 Il s'agit de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique (11)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes (14)
	Solde disponible au début de la période (1)	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période (1) + (5) - (8) = (9)	créditeurs (12)	débiteurs (13)					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces (4)	Total (2) + (3) + (4) = (5)	Pour remboursements d'emprunts (6)	Pour paiement de dépenses extra-ordinaires (7)						Total (6) + (7) = (8)		
Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs (2)	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat (3)	Total (2) + (3) + (4) = (5)	créditeurs (12)					débiteurs (13)							
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471	
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639	
1967	4.427	10.146	2.357	2.027	14.530	350	12.804	13.154	5.803	87.089	8.925	2.400	4.511	53.991	
1968	5.803	13.060	2.704	3.043	18.807	412	16.624	17.036	7.574	98.448	10.236	3.496	4.034	63.533	
1966 Décembre	4.573	894	70	151	1.115	33	1.228	1.261	4.427	78.755	5.433	2.497	4.576	3.205	
1967 Janvier	4.427	502	192	99	793	22	856	878	4.342	78.516	5.945	2.259	5.665	7.250	
Février	4.342	719	218	172	1.109	21	904	925	4.526	79.457	6.791	2.715	3.741	3.824	
Mars	4.526	802	199	324	1.325	31	1.256	1.287	4.564	80.258	7.695	2.598	3.904	3.912	
Avril	4.564	787	175	141	1.103	22	784	806	4.861	80.410	7.872	2.005	4.736	3.603	
Mai	4.861	919	101	126	1.146	37	939	976	5.031	81.403	7.886	2.607	3.902	3.560	
Juin	5.031	956	171	192	1.319	30	1.259	1.289	5.061	82.498	7.719	2.565	4.126	3.315	
Juillet	5.061	885	214	127	1.226	14	1.149	1.163	5.124	82.874	8.168	1.814	5.710	6.126	
Août	5.124	651	267	131	1.049	41	823	864	5.309	83.733	8.320	2.228	4.654	3.370	
Septembre	5.309	882	161	116	1.159	18	1.030	1.048	5.420	84.773	8.790	2.427	4.579	4.177	
Octobre	5.420	1.143	183	151	1.477	24	1.333	1.357	5.540	85.172	9.342	1.923	5.348	5.076	
Novembre	5.540	1.077	332	213	1.622	48	1.232	1.280	5.882	86.476	8.624	2.322	4.708	5.491	
Décembre	5.882	823	144	235	1.202	42	1.239	1.281	5.803	87.089	8.925	3.333	3.063	4.287	
1968 Janvier	5.803	848	256	166	1.270	34	1.196	1.230	5.843	87.088	8.630	2.482	4.427	7.821	
Février	5.843	776	268	177	1.221	29	1.120	1.149	5.915	88.075	9.685	3.312	3.418	4.682	
Mars	5.915	825	157	353	1.335	34	1.301	1.335	5.915	88.988	9.880	3.298	3.729	4.742	
Avril	5.915	884	306	180	1.370	40	892	932	6.353	89.243	10.066	2.607	4.758	5.073	
Mai	6.353	1.184	162	600	1.946	14	1.540	1.554	6.745	90.600	10.353	3.763	3.571	6.589	
Juin	6.745	1.158	87	177	1.422	28	1.230	1.258	6.909	91.810	10.749	3.815	3.346	3.581	
Juillet	6.909	1.039	254	251	1.544	55	1.358	1.413	7.040	92.207	11.138	2.678	4.700	7.300	
Août	7.040	1.151	117	243	1.511	17	1.136	1.153	7.398	93.473	10.980	3.021	4.766	2.750	
Septembre	7.398	1.218	374	224	1.816	46	1.467	1.513	7.701	95.004	11.036	4.440	3.920	4.648	
Octobre	7.701	1.552	337	240	2.129	36	2.022	2.058	7.772	95.813	10.874	4.324	4.609	6.624	
Novembre	7.772	1.465	166	194	1.825	40	1.559	1.599	7.998	97.379	10.093	4.120	3.847	4.604	
Décembre	7.998	960	220	238	1.418	39	1.803	1.842	7.574	98.448	10.236	4.086	3.316	5.119	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1963	1964	1965	1966	1967	1963	1964	1965	1966	1967
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	3,5	3,7	4,2	5,1	6,2	1,7	2,0	2,4	2,5	2,6
Prêts hypothécaires	12,1	14,2	15,4	16,7	18,2	3,6	4,2	4,4	4,8	5,2
Prêts sur police	1,4	1,5	1,6	1,9	2,1	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	5,9	6,2	6,6	7,4	7,7	3,7	3,8	3,9	4,3	4,7
Valeurs étrangères	1,9	1,9	2,0	2,2	2,2	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6
Valeurs congolaises	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
Titres des organismes para- stataux de crédit	5,0	5,1	6,0	6,3	6,9	0,8	0,9	1,1	1,1	1,4
Titres des autres organismes parastataux	1,6	1,9	1,9	2,2	2,6	1,1	1,0	0,9	1,0	1,0
Titres des provinces et com- munes	1,9	1,8	1,5	1,6	1,9	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
Obligations de sociétés belges	9,0	9,2	10,8	11,4	11,9	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9
Actions de sociétés belges ...	2,9	3,0	3,2	3,3	3,5	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7
Total des valeurs mobilières ...	28,3	29,2	32,1	34,5	36,7	7,9	8,0	8,2	8,7	9,7

PASSIF

Cautionnements déposés	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Réserves mathématiques ¹	45,3	49,1	54,1	59,2	64,1	13,6	14,7	15,4	16,5	17,7

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

**XIV - 10. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1968	5,09
1967 2 ^e trimestre .	5,12
3 ^e trimestre .	4,49
4 ^e trimestre .	5,03
1968 1 ^{er} trimestre .	4,52
2 ^e trimestre .	4,96
3 ^e trimestre .	5,24
4 ^e trimestre .	5,62

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1966*. — *Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.D.E. et du Crédit communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
I. Particuliers :											
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :											
Caisse d'épargne	5,3	6,3	5,6	9,3	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9	17,7
Banques	2,2	0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,7	15,1
Institutions parastatiques de crédit	0,5	0,6	0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9	4,0
Mutualités	—	—	—	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Total ...	8,0	6,2	6,5	14,6	16,0	11,6	21,2	21,1	22,9	19,8	37,0
Doubles emplois ³ ...	- 0,8	- 0,2	- 0,3	- 2,5	- 0,9	- 2,3	- 5,9	- 1,7	- 0,7	- 0,4	- 8,8
Total net ...	7,2	6,0	6,2	12,1	15,1	9,3	15,3	19,4	22,2	19,4	28,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :											
Organismes de pensions	1,2	1,4	1,3	1,5	1,2	1,4	0,7	1,0	0,9	1,3	1,4
Organismes d'assurance-accidents du travail ..	1,0	1,1	1,0	1,0	0,8	0,5	1,1	0,9	1,1	1,4	1,4
Caisses de vacances annuelles	0,2	0,1	0,5	- 0,4	1,4	0,2	0,3	—	0,2	1,0	0,6
Organismes d'assurance-vie	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	5,5	4,9	4,6	4,5	7,1	6,1
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	1,1	1,6	1,7	0,7
Total ...	6,6	6,8	7,0	6,7	9,5	8,4	7,8	7,6	8,3	12,5	10,2
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :											
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	12,6	15,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	1,7	0,9	1,8	1,5	2,8	3,7	4,4	5,4	4,5	11,2	18,4
Total ...	7,8	7,6	9,1	8,6	11,3	12,9	14,4	17,5	16,9	23,8	33,5
E. <i>Emissions de capitaux</i> :											
Nouveaux placements du public	11,2	10,7	14,5	18,4	18,0	18,5	13,4	15,8	9,0	20,5	19,8
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 0,7	- 0,7	- 1,0	+ 0,3	- 0,5	- 1,5	- 0,9	- 0,8	- 1,9	- 1,8	- 1,9
Epargne nette totale ...	32,1	30,4	35,8	46,1	53,4	47,6	50,0	59,5	54,5	74,4	89,8
Amortissements sur habitations ...	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8
Epargne brute totale ...	38,3	36,9	42,9	53,7	61,0	55,4	58,1	68,3	64,1	85,0	101,6
II. Entreprises :											
A. <i>Entreprises privées</i> :											
Epargne nette	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,8	16,1	15,0
Amortissements	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	46,4
Epargne brute ...	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,5	63,2	61,4
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :											
Epargne nette	1,5	1,5	0,8	1,0	1,3	1,7	1,5	1,3	1,7	1,7	0,4
Amortissements	2,6	2,7	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,7
Epargne brute ...	4,1	4,2	3,5	3,3	3,3	3,9	3,7	4,0	4,8	5,0	4,1
Total général particuliers et entreprises ...											
Epargne nette ...	47,1	45,3	44,8	50,9	64,3	59,4	62,5	70,0	72,0	92,2	105,2
Epargne brute ...	81,0	81,4	83,3	90,5	105,0	103,7	108,5	120,2	126,4	153,2	167,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Référence bibliographique : Congrès du Centenaire (1965-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹ (9) = (5) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1961 ⁶	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	— 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	— 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,2	0,2	1,0	12,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1961	3,6	1,5	2,1	—	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	—	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁷	3,5 ⁷	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	5,1	2,5	2,6	3,3
	1966	0,4	2,1	— 1,7	—	— 1,7	5,1	3,1	2,0	0,3
3. Organismes paraétatiques de crédit	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	— 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	— 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	1,9	3,0	7,7
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal	1961	0,8	1,6	— 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,1	6,0	5,8	11,8	0,3	0,2	0,1	11,9
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	— 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	— 0,5	—	— 0,5	0,9	0,5	0,4	— 0,1
	1965	2,0	2,7	— 0,7	—	— 0,7	1,4	0,5	0,9	0,2
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	1,8	0,7	1,1	2,3
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
	1966	46,4	28,3	18,1	9,8	27,9	13,3	6,1	7,2	35,1

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus de l'année 1966 (« organismes paraétatiques » n'ant, « Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal de Belgique » 0,6 milliard) ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat : en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ En 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée. Cette opération a entraîné le passage de 1,4 milliard de la rubrique des titres non accessibles à tout placeur à celle des titres accessibles à tout placeur.

⁷ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.561 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2	Rendement pour le porteur		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1967	Janvier	9	Ville de Bruxelles 1967-1977	7,00	99,00	10 ans	2.500	7,17	—	7,14
	Janvier	30	Etat belge 1967-1972-1978	6,75 — 7,00 ³	100,00	5 a. 7 ½ m. ou 11 a. 7 ½ m.	5.800	6,86	6,76	6,92
	Janvier	30	Etat belge 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	7.710	7,08	—	7,06
	Février	20	S.N.C.I. 1967-1977-1987	7,00	99,50	10 ou 20 ans	2.000	—	7,07	7,14
	Mars	22	R.T.T. 1967-1973-1979	6,75 — 7,00 ⁴	99,50	6 ou 12 ans	4.000	6,92	6,85	6,97
	Avril	17	Fonds des Routes 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	6.000	7,08	—	7,06
	Mai	10	S.N.C.B. 1967-1973-1982	6,75 — 7,00 ⁵	99,50	6 ou 15 ans	3.500	6,92	6,85	6,96
	Juin	15	Etat belge 1967-1972-1978	6,75 — 7,00 ⁶	100,00	5 ans 3 m. ou 11 ans 3 m.	8.960	6,88	6,74	6,91
	Juin	15	Etat belge 1967-1982	7,00	99,50	14 ans 7 ½ mois	5.330	7,08	—	7,06
	Août	28	Ville de Liège 1967-1972-1977	6,75 — 7,00 ⁷	99,00	5 ou 10 ans	800	n.d.	6,99	7,10
	Septembre	18	C.N.C.P. 1967-1973-1979	6,75 — 7,00 ⁸	99,50	6 ou 12 ans	500	—	6,85	6,97
	Octobre	2	Etat belge 1967-1974-1982	6,75 — 7,00 ⁸	100,00	6 ans 4 m. ou 14 ans 4 m.	10.000	6,82	6,75	6,86
	Novembre	6	Ville d'Anvers 1967-1979	7,00	99,50	12 ans	2.000	n.d.	—	7,12
	Décembre	4	Fonds des Routes 1967-1979	6,75	99,50	12 ans	6.000	6,83	—	6,81
							65.100			
1968	Janvier	8	Ville de Gand 1968-1980	6,75	98,25	12 ans	1.000	7,04	—	6,97
	Janvier	11	C.N.C.P. 1968-1980	6,75	99,00	12 ans	500	—	—	6,93
	Février	7	Etat belge 1968-1978	6,75	99,50	10 ans	10.000	6,84	—	6,82
	Mars	20	Intercom. Autor. E3 1968-1980	6,75	99,00	12 ans	5.000	6,89	—	6,88
	Avril	16	S.N.C.B. 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	2.500	6,79	—	6,78
	Mai	13	Ville d'Anvers 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	2.000	n.d.	—	6,78
	Mai	13	Ville de Liège 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	1.000	n.d.	—	6,78
	Juin	17	Etat belge 1968-1975-1983	6,50 — 6,75 ⁹	99,50	7 ou 15 ans	10.000	6,65	6,59	6,70
	Septembre	9	Etat belge 1968-1974-1980	6,50 — 6,75 ¹⁰	99,50	6 ou 12 ans	8.665	6,68	6,60	6,72
	Septembre	9	Etat belge 1968-1980	6,75	99,25	12 ans	12.185	6,86	—	6,84
	Octobre	24	R.T.T. 1968-1982	6,75	99,00	14 ans	4.500	6,91	—	6,86
	Décembre	2	Fonds des Routes 1968-1983	6,75	99,00	15 ans	8.000	6,90	—	6,86
							65.350			
1969	Janvier	9	Intercom. Autor. E3 1969-1981	6,75	98,50	12 ans	5.000	7,00	—	6,99

¹ Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

² Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'amortissements (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission. Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêt avant retenues fiscales à la source.

³ Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 7 ½ mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

⁴ Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 6 dernières années.

⁵ Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 9 dernières années.

⁶ Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 3 mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

⁷ Intérêts : 6,75 % pendant les 5 premières années, 7 % pendant les 5 dernières années.

⁸ Intérêts : 6,75 % pendant 6 ans 4 mois, ensuite 7 % pendant 8 ans.

⁹ Intérêts : 6,50 % pendant 7 ans, ensuite 6,75 % pendant les 8 dernières années.

¹⁰ Intérêts : 6,50 % pendant les 6 premières années, ensuite 6,75 % pendant les 6 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1965	Janvier	29	Sabena	5-5,125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50

¹ La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêts, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise du Congo) ²	Dettes reprises du Congo ³	Dettes totales (y compris la dette reprise du Congo) ²
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libérés des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2	Total de la dette directe 2				
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966													
Novembre	306,4	7,7	67,7	41,9	423,7	14,4	35,5	49,9	473,6	32,2	505,8	3,9	509,7
Décembre	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967													
Janvier	304,0	7,8	68,1	44,6	424,5	14,3	35,4	49,7	474,2	30,9	505,1	3,9	509,0
Février	311,2	7,8	70,4	42,5	431,9	14,2	34,1	48,3	480,2	30,8	511,0	3,8	514,8
Mars	310,2	7,8	73,3	42,7	434,0	14,0	33,9	47,9	481,9	30,8	512,7	3,7	516,4
Avril	308,6	8,0	74,3	44,9	435,8	13,8	33,9	47,7	483,5	32,3	515,8	3,7	519,5
Mai	305,7	8,2	75,0	43,0	431,9	13,8	35,8	49,6	481,5	36,6	518,1	3,7	521,8
Juin	308,3	8,2	69,3	43,0	428,8	13,6	40,9	54,5	483,3	36,0	519,3	3,7	523,0
Juillet	311,8	8,2	58,6	44,8	423,4	13,5	42,0	55,5	478,9	35,3	514,2	3,7	517,9
Août	311,0	8,4	65,0	42,4	426,8	13,3	42,2	55,5	482,3	35,2	517,5	3,6	521,1
Septembre	310,3	8,6	68,0	41,5	428,4	13,2	42,4	55,6	484,0	35,1	519,1	3,5	522,6
Octobre	319,1	8,0	60,1	45,1	432,3	13,1	42,7	55,8	488,1	34,9	523,0	3,5	526,5
Novembre	317,9	8,0	68,3	43,7	437,9	13,0	42,6	55,6	493,5	34,8	528,3	3,5	531,8
Décembre	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968													
Janvier	315,4	8,5	63,2	47,5	434,6	12,9	42,5	55,4	490,0	40,4	530,4	3,5	533,9
Février	324,3	8,5	62,7	43,6	439,1	12,7	42,2	54,9	494,0	40,4	534,4	3,4	537,8
Mars	323,7	8,5	67,0	44,1	443,3	12,5	42,2	54,7	498,0	40,2	538,2	3,3	541,5
Avril	322,7	8,5	67,1	48,8	447,1	12,3	42,2	54,5	501,6	40,5	542,1	3,3	545,4
Mai	322,1	8,5	77,6	43,6	451,8	12,3	42,2	54,5	506,3	40,4	546,7	3,3	550,0
Juin	326,4	8,5	75,6	44,3	454,8	12,1	42,2	54,3	509,1	40,3	549,4	3,3	552,7
Juillet	330,3	8,5	60,5	45,3	444,6	12,0	42,2	54,2	498,8	40,2	539,0	3,3	542,3
Août	329,7	8,3	68,1	42,8	448,9	11,8	43,2	55,0	503,9	40,1	544,0	3,2	547,2
Septembre	340,2	9,3	60,3	43,8	453,6	11,7	43,1	54,8	508,4	40,0	548,4	3,1	551,5
Octobre	337,5	9,7	62,5	47,1	456,8	11,6	43,4	55,0	511,8	39,8	551,6	3,1	554,7
Novembre	336,1	9,2	75,2	43,0	463,5	11,6	43,4	55,0	518,5	39,7	558,2	3,0	561,2
Décembre	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
Etat 2	231,8	238,8	250,8	268,0	277,1	66,6 ³	64,4 ³	64,2 ³	64,8 ³	65,8 ³	298,4 ³	303,2 ³	315,0 ³	332,8 ³	342,9 ³
Organismes publics de crédit non monétaires 4	106,1	113,2	120,0	132,3	144,5	21,9	23,1	25,0	27,0	29,3	128,0	136,3	145,0	159,3	173,8
Paraétatiques d'exploitation	26,5	28,3	28,3	27,6	29,8	6,5	6,2	6,5	7,9	9,1	33,0	34,5	34,8	35,5	38,9
Sécurité sociale	—	—	—	—	—	9,8	11,7	13,2	15,0	16,8	9,8	11,7	13,2	15,0	16,8
Secteur public non compris ailleurs	26,8	27,2	26,5	30,3	36,5	10,6	11,1	13,1	14,1	14,5	37,4	38,3	39,6	44,4	51,0
Total ...	391,2	407,5	425,6	458,2	487,9	115,4	116,5	122,0	128,8	135,5	506,6	524,0	547,6	587,0	623,4
Pour mémoire : Titres congolais et Titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion 5	10,1	10,1	10,1	11,4	11,5	0,8	0,8	0,8	—	—	10,9	10,9	10,9	11,4	11,5

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises, particuliers, Etranger	212,2	214,2	229,0	245,5	265,0	5,8	5,4	6,0	6,9	8,7	218,0	219,6	235,0	252,4	273,7
Paraétatiques d'exploitation	3,2	3,5	3,4	3,5	3,6	0,4	0,5	0,2	0,2	0,2	3,6	4,0	3,6	3,7	3,8
Secteur public non compris ailleurs 6	1,7	1,9	1,9	2,1	2,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,8	2,0	2,0	2,2	2,2
Sécurité sociale	1,7	1,5	2,6	4,8	6,7	0,8	1,2	1,5	1,3	1,6	2,5	2,7	4,1	6,1	8,3
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires 7	49,3	51,7	52,3	61,5	64,7	59,5 ³	58,6 ³	59,3 ³	60,9 ³	62,0 ³	108,8 ³	110,3 ³	111,6 ³	122,4 ³	126,7 ³
Fonds des Rentes	6,9	7,5	5,9	5,4	5,5	—	—	—	—	—	6,9	7,5	5,9	5,4	5,5
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	44,1	48,1	47,0	50,0	51,4	15,8	17,7	19,9	20,9	22,2	59,9	65,8	66,9	70,9	73,6
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	62,4	69,1	73,6	75,4	78,7	30,7	31,7	34,4	37,8	39,6	93,1	100,8	108,0	113,2	118,3
Organismes publics de crédit non monétaires ...	9,7	10,0	9,9	10,0	10,2	2,3	1,3	0,6	0,7	1,1	12,0	11,3	10,5	10,7	11,3
Total ...	391,2	407,5	425,6	458,2	487,9	115,4	116,5	122,0	128,8	135,5	506,6	524,0	547,6	587,0	623,4

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,3 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963, 1964, 1965 et 1966.

4 Y compris les bons de caisse à un an.

5 Années 1961 à 1964 : emprunts qui ont été ultérieurement déclarés admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris l'emprunt « Fifteen Year 5 ¼ % External Loan of 1958 » ; année 1965 et 1966 : titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

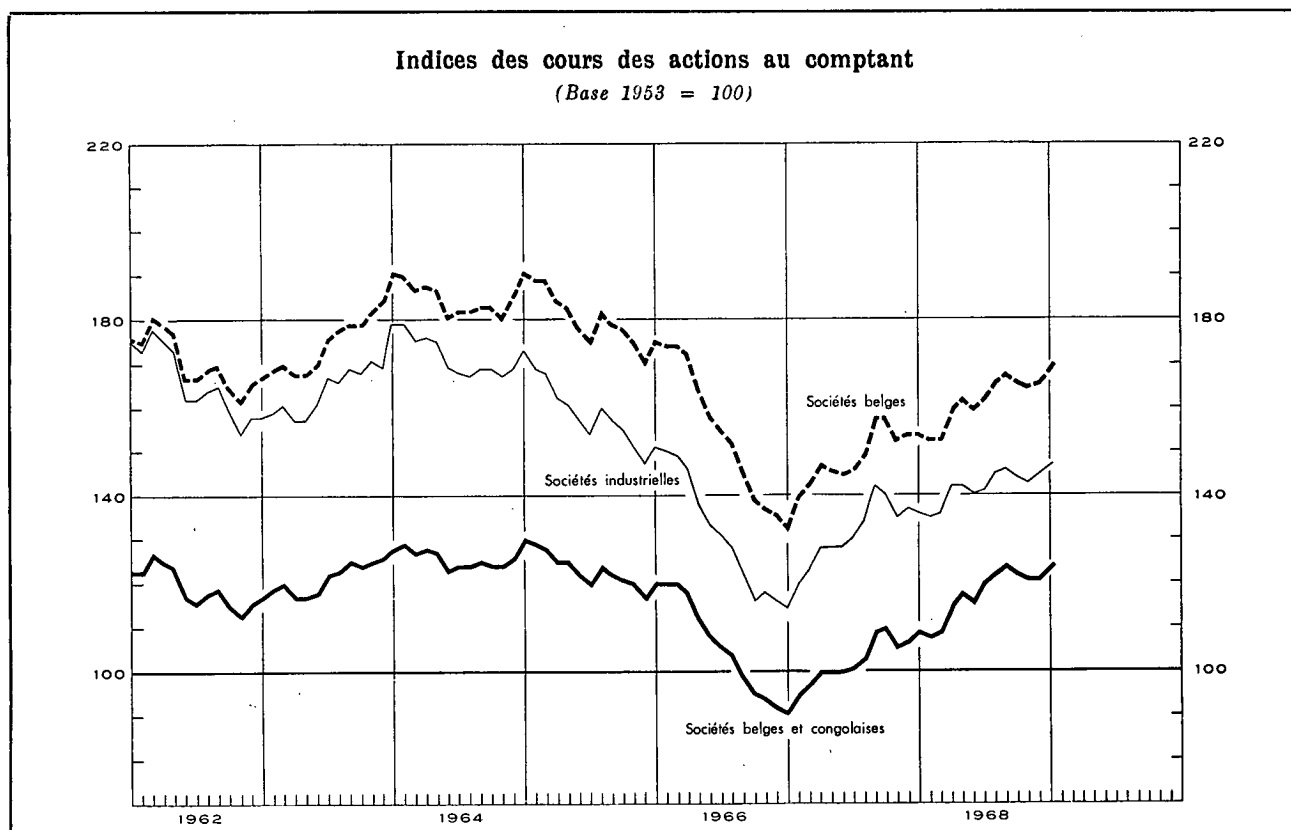
6 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

7 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émise jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — XL^e année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — Statistiques Economiques belges 1961-1960.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions				Taux de rendement 3 5								
		Au comptant			A terme	Valeurs belges								
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges			Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles					
			Ensemble	Sociétés industrielles	en %									
(Base 1953 = 100) 2 4														
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	156	129	3,4	3,4							
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	156	116	3,4	3,2							
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	168	115	3,5	3,4							
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	166	113	3,5	3,4							
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	164	116	3,4	3,3							
1964 Moyenne mensuelle ...	91	126	185	172	115	3,2	3,0							
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	159	114	3,4	3,5							
1966 Moyenne mensuelle ...	71	107	156	132	102	4,1	4,2							
1967 Moyenne mensuelle ...	81	102	148	130	105	4,2	4,0							
1968 Moyenne mensuelle ...	134	117	161	141	137	3,8 ⁶	3,8 ⁶							
		1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969	
Janvier	119		109	124	154	170	136	147	114	155	3,9	3,6	4,0	3,5
Février	95		108		153		135		120		4,0		4,0	
Mars	144		109		153		136		123		3,8		3,8	
Avril	123		115		160		142		129		3,9		3,8	
Mai	161		118		162		142		139		3,9		3,8	
Juin	143		116		160		140		136		3,9		3,7	
Juillet	156		120		162		141		145		3,8		3,6	
Août	128		122		166		145		146		3,7		3,6	
Septembre	144		124		168		146		150		3,7		3,6	
Octobre	129		122		166		144		146		3,8		3,7	
Novembre	134		121		165		143		144		3,8		3,7	
Décembre	133		121		166		145		148		3,8		3,8	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).
 2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois ; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.
 3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé au cours à la fin du mois.
 4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.
 5 Bourse de Bruxelles.
 6 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vic au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521
1966	54	9.361	5.893	1.848	3,4	1.022	74	11.618	541
1967	50	10.073	7.170	1.939	10,0	1.034	n.d.	n.d.	540

Sociétés financières et immobilières ⁵

1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.587	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015
1966	1.819	38.978	22.978	4.377	349	2.519	156	19.727	1.353
1967	1.862	44.376	26.180	4.395	398	2.824	n.d.	n.d.	n.d.

Industrie des fabrications métalliques

1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111
1966	1.396	21.522	17.264	4.772	923	1.284	163	2.075	113
1967	1.390	23.438	19.235	4.003	1.365	1.307	n.d.	n.d.	139

Métallurgie du fer

1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.866	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398
1966	96	21.253	18.157	550	152	253	23	6.551	434
1967	93	23.949	18.465	770	373	233	n.d.	n.d.	404

Industrie textile

1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21
1966	986	12.827	11.095	1.323	781	377	79	321	23
1967	976	13.124	11.415	1.287	695	343	n.d.	n.d.	20

Note* voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
1966	725	12.131	9.463	1.720	153	742	73	894	61
1967	729	12.907	10.847	2.140	307	793	n.d.	n.d.	59
Industrie chimique									
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.839	402	1.228	86	669	52
1966	606	20.177	9.751	2.844	414	1.525	96	584	44
1967	607	22.294	10.657	2.737	633	1.492	n.d.	n.d.	38
Electricité									
1959	41	17.422	6.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
1966	24	23.460	4.327	2.280	5	1.865	94	13.281	769
1967	16	14.570	2.152	1.340	5	1.219	n.d.	n.d.	865
Industrie du charbon									
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21
1966	30	6.951	1.994	196	586	81	9	282	20
1967	30	7.005	1.824	81	807	69	n.d.	n.d.	19
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶									
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	57.415	3.197
1966	14.913	231.698	145.645	30.420	5.119	13.491	1.439	60.964	3.790
1967	15.021	242.232	157.585	28.866	7.431	13.233	n.d.	n.d.	n.d.

Notes voir fin du tableau XVII - 2., page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	299	41.447	32.682	3.484	921	2.110	137	1.818	60
1967	278	40.306	32.720	2.711	5.165	2.335	n.d.	n.d.	n.d.

C. — Total général des sociétés par actions ⁶

1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.125
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	58.512	3.229
1966	15.212	273.145	178.327	33.904	6.040	15.601	1.576	62.782	3.850
1967	15.299	282.538	190.305	31.577	12.596	15.568	n.d.	n.d.	n.d.

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1966 Janvier	122	2,3	1,4	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	280	3,3	3,2	1,1	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.683	24,9	16,1	4,6	0,4	1,8	0,7
4 premiers mois	4.134	58,5	40,6	8,8	1,4	3,6	1,0
5 premiers mois	7.705	137,8	81,9	17,4	3,1	7,8	1,3
6 premiers mois	9.729	164,1	101,1	22,2	3,8	9,7	1,5
7 premiers mois	10.297	170,7	107,4	23,1	4,0	10,2	1,9
8 premiers mois	10.498	171,9	108,2	23,3	4,0	10,2	2,0
9 premiers mois	10.851	173,9	109,8	23,7	4,1	10,3	2,3
10 premiers mois	11.347	185,8	120,3	24,5	4,3	10,6	2,5
11 premiers mois	11.712	197,1	126,6	25,9	4,4	11,4	2,9
12 mois	12.076	215,2	136,0	28,0	4,5	12,8	3,3
12 mois (avec supplément) ⁶	14.942	230,8	145,6	30,5	5,1	13,5	3,3
1967 Janvier	136	2,8	1,7	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	287	4,4	4,5	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.603	24,6	18,4	4,0	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.242	67,0	47,3	8,0	2,4	3,5	1,0
5 premiers mois	7.653	146,9	84,8	15,4	4,6	7,4	1,4
6 premiers mois	9.661	174,1	106,3	19,8	5,3	9,4	1,6
7 premiers mois	10.283	183,8	114,7	20,9	5,6	10,0	2,0
8 premiers mois	10.483	185,1	115,9	21,0	5,6	10,0	2,1
9 premiers mois	10.811	187,2	117,9	21,5	5,7	10,1	2,4
10 premiers mois	11.299	197,3	126,8	22,6	5,9	10,5	2,6
11 premiers mois	11.640	206,5	132,8	23,9	6,0	11,2	3,0
12 mois	12.012	215,6	140,3	25,0	6,1	11,9	3,5
12 mois (avec supplément) ⁶	15.021	242,2	157,6	28,9	7,4	13,2	3,5

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1966 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	3	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	19	0,6	0,3	...	...	...	...
4 premiers mois	43	2,7	0,7	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	99	8,5	9,6	0,7	0,2	0,4	0,1
6 premiers mois	199	25,9	24,5	2,1	0,8	1,1	0,1
7 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
8 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
9 premiers mois	235	28,3	27,1	2,2	0,9	1,1	0,1
10 premiers mois	249	29,6	27,7	2,2	0,9	1,2	0,1
11 premiers mois	267	32,7	29,3	2,4	0,9	1,3	0,1
12 mois	282	34,4	30,4	2,5	0,9	1,4	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	300	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1
1967 Janvier	2	0,1	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	4	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	20	0,7	0,2	0,1	...	...	...
4 premiers mois	41	3,0	0,5	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	88	15,5	11,7	1,8	0,1	1,2	0,1
6 premiers mois	176	23,6	17,4	2,3	0,3	1,6	0,1
7 premiers mois	203	25,5	19,2	2,3	0,3	1,6	0,1
8 premiers mois	204	25,6	19,4	2,3	0,3	1,7	0,1
9 premiers mois	208	26,2	19,7	2,3	0,3	1,7	0,1
10 premiers mois	221	26,7	19,9	2,3	0,3	1,7	0,1
11 premiers mois	237	29,7	21,6	2,5	0,4	1,8	0,1
12 mois	250	30,3	22,1	2,5	0,5	1,8	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	278	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1

C. — Total général ⁴

1966 Janvier	123	2,3	1,6	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	283	3,3	3,4	1,2	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.702	25,5	16,4	4,7	0,4	1,8	0,8
4 premiers mois	4.177	61,2	41,3	8,9	1,5	3,7	1,0
5 premiers mois	7.804	146,3	91,5	18,1	3,3	8,3	1,4
6 premiers mois	9.928	190,0	125,6	24,3	4,6	10,8	1,6
7 premiers mois	10.526	198,9	134,4	25,3	4,9	11,3	2,0
8 premiers mois	10.727	200,1	135,2	25,5	4,9	11,3	2,1
9 premiers mois	11.086	202,2	136,9	25,9	5,0	11,4	2,4
10 premiers mois	11.596	215,4	148,0	26,7	5,2	11,8	2,6
11 premiers mois	11.979	229,8	155,9	28,3	5,3	12,7	3,0
12 mois	12.358	249,6	166,4	30,5	5,4	14,2	3,4
12 mois (avec supplément) ⁶	15.242	272,2	178,3	34,0	6,0	15,6	3,4
1967 Janvier	138	2,9	1,9	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	291	4,5	4,7	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.623	25,3	18,6	4,1	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.283	70,0	47,8	8,1	2,5	3,6	1,0
5 premiers mois	7.741	162,4	96,5	17,2	4,7	8,6	1,5
6 premiers mois	9.837	197,7	123,7	22,1	5,6	11,0	1,7
7 premiers mois	10.486	209,3	133,9	23,2	5,9	11,6	2,1
8 premiers mois	10.687	210,7	135,3	23,3	5,9	11,7	2,2
9 premiers mois	11.019	213,4	137,6	23,8	6,0	11,8	2,5
10 premiers mois	11.520	224,0	146,7	24,9	6,2	12,2	2,7
11 premiers mois	11.877	236,2	154,4	26,4	6,4	13,0	3,1
12 mois	12.262	245,9	162,4	27,5	6,6	13,7	3,6
12 mois (avec supplément) ⁶	15.299	282,5	190,3	31,6	12,6	15,5	3,6

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ Y compris les sociétés de droit congolais converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont pas comprises dans la statistique.

⁶ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIETES

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.D. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018
1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.332	14.200
1965	22.797	11.042	6.126	2.044	4.082	1.296	5.378	16.420	17.795
1966	29.935	14.805	3.126	2.143	983	1.928	2.911	17.716	15.987
1967	33.471	n.d.	p 3.057	p 2.722	p 335	p 3.728	p 4.063	n.d.	p 24.023

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger³

1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223
1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	14	500	40	460	— 5	455	469	463
1966	659	10	764	40	724	...	724	734	734
1967	86	n.d.	p 86	p 57	p 29	...	p 29	n.d.	p 44

Total général

1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	9.729	11.795
1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.284	14.151
1965	23.337	11.056	6.626	2.084	4.542	1.291	5.833	16.889	18.258
1966	30.594	14.815	3.890	2.183	1.707	1.928	3.635	18.450	16.721
1967	33.557	n.d.	p 3.143	p 2.779	p 364	p 3.728	p 4.092	n.d.	p 24.067

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

-- Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 3).
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1965 9 premiers mois ...	15.856	4.835	3.621	8.456	495	8	500	508
12 mois	22.797	7.226	6.126	13.352	540	8	500	508
1966 3 premiers mois ...	7.406	3.603	365	3.968	...	...	450	450
6 premiers mois ...	16.775	5.312	979	6.291	1	...	450	450
9 premiers mois ...	18.823	6.239	1.505	7.744	655	10	450	460
12 mois	29.935	9.715	3.126	12.841	659	10	764	774
1967 3 premiers mois ...	3.021	1.072	1.313	2.385	...	...	...	...
6 premiers mois ...	16.044	2.345	1.669	4.014	46	15	...	15
9 premiers mois ...	20.505	4.263	1.669	5.932	46	15	...	15
12 mois	33.471	10.099	p 3.057	p13.156	86	15	p 86	p 101
1968 3 premiers mois ...	6.740	2.663	400	3.063	958	...	...	...
1967 Janvier	895	326	31	357	...	...	...	...
Février	835	358	26	384	...	...	...	...
Mars	1.291	388	1.256	1.644	...	...	...	...
Avril	1.226	477	258	735	...	...	...	...
Mai	1.027	365	62	427	31	...	...	...
Juin	10.770	431	36	467	15	15	...	15
Juillet	2.243	593	...	593	...	...	...	...
Août	638	105	...	105	...	...	...	...
Septembre	1.580	1.220	...	1.220	...	...	...	...
Octobre	2.215	860	125	985	...	...	...	...
Novembre	3.910	3.236	580	3.816	...	...	...	...
Décembre	6.841	1.740	...	1.740	40	...	...	...
1968 Janvier	1.584	500	...	500	...	...	...	...
Février	2.753	1.759	...	1.759	18	...	...	...
Mars	2.403	404	400	804	900	...	...	...
Avril	3.355	677	...	677	...	...	...	...
Mai	p 6.203	713	150	863	525	...	...	...
Juin	p 17.283	965	...	965	36	...	2.000	2.000
Juillet	p 479	174	...	174	...	...	...	...
Août	p 668	229	15	244	...	...	...	...
Septembre	p 3.313	3.048	...	3.048	...	...	...	...
Octobre	p 853	400	400	800	...	...	...	...
Novembre	p 4.973	4.174	...	4.174	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.
² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.
³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.
N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4].

Références bibliographiques : Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960 (B.N.B.). — Bulletin Mensuel des Statistiques (Commission de la Bourse de Bruxelles). — Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	Autres organismes ³	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	492	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1967	1.984	1.148	3.299	1.731	282	3.418	1.000	6.431	...
1968	2.135	1.565	2.982	2.346	136	3.092	1.108	6.682	...
1967 2 ^e trimestre	2.015	601	3.245	1.694	613	2.614	940	5.861	...
3 ^e trimestre	2.080	1.861	2.851	1.812	95	3.708	1.177	6.792	...
4 ^e trimestre	1.895	1.874	3.094	1.783	...	3.961	1.119	6.863	...
1968 1 ^{er} trimestre	2.604	1.560	3.198	2.050	...	4.599	713	7.362	...
2 ^e trimestre	2.206	1.611	2.952	2.358	95	3.236	1.080	6.769	...
3 ^e trimestre	1.921	1.864	2.701	2.524	301	2.304	1.357	6.486	...
4 ^e trimestre	1.791	1.212	3.044	2.424	144	2.213	1.266	6.047	...
1967 Avril	1.700	628	4.022	1.796	337	3.117	1.100	6.350	...
Mai	1.745	991	3.018	2.150	92	2.651	861	5.754	...
Juin	2.608	171	2.702	1.120	1.429	2.072	860	5.481	...
Juillet	1.779	874	2.641	1.784	282	1.706	1.522	5.294	...
Août	2.514	2.167	2.808	1.727	...	4.573	1.189	7.489	...
Septembre	1.941	2.564	3.113	1.930	...	4.881	807	7.618	...
Octobre	1.378	2.817	2.803	2.085	...	3.846	1.067	6.998	...
Novembre	1.779	1.616	3.482	1.743	...	4.249	885	6.877	...
Décembre	2.524	1.180	3.010	1.519	...	3.797	1.398	6.714	...
1968 Janvier	2.630	1.615	3.239	1.784	...	5.200	500	7.484	...
Février	1.902	1.819	3.236	2.523	...	3.651	783	6.957	...
Mars	3.235	1.263	3.121	1.873	...	4.886	860	7.619	...
Avril	2.445	1.997	2.421	2.406	...	3.286	1.171	6.863	...
Mai	1.798	1.412	3.425	2.604	98	3.066	867	6.635	...
Juin	2.389	1.432	2.994	2.056	188	3.365	1.206	6.815	...
Juillet	1.702	2.364	2.368	2.819	149	1.696	1.770	6.434	...
Août	1.622	1.606	2.918	2.348	61	2.649	1.088	6.146	...
Septembre	2.456	1.613	2.822	2.399	708	2.576	1.208	6.891	...
Octobre	1.186	2.019	2.523	2.511	79	1.780	1.358	5.728	...
Novembre	1.732	1.177	3.237	2.660	118	2.174	1.194	6.146	...
Décembre	2.452	438	3.341	2.108	235	2.675	1.213	6.231	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et repris par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

¹ Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

³ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

⁴ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

**XVIII · 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'Institut de Réescampte et de Garantie ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la Banque Nationale de Belgique ⁴ (4)	
1963	39,3	0,7	14,8	4,7	59,5
1964	47,4	1,2	15,6	5,3	69,5
1965	56,6	1,9	14,9	4,0	77,4
1966	62,6	0,8	15,6	8,8	87,8
1967	74,3	2,5	17,4	6,7	100,9
1963 4 ^e trimestre	43,8	1,0	14,0	4,9	63,7
1964 1 ^{er} trimestre	45,0	1,1	16,2	4,2	66,5
2 ^e trimestre	46,7	1,3	17,5	4,5	70,0
3 ^e trimestre	46,5	1,4	14,6	8,1	70,6
4 ^e trimestre	51,4	1,0	14,1	4,5	71,0
1965 1 ^{er} trimestre	55,0	1,5	15,2	2,2	73,9
2 ^e trimestre	55,1	1,7	15,8	3,4	76,0
3 ^e trimestre	56,2	2,8	13,9	4,8	77,7
4 ^e trimestre	59,9	1,8	14,8	5,7	82,2
1966 1 ^{er} trimestre	59,5	1,4	17,0	7,0	84,9
2 ^e trimestre	61,2	0,7	16,4	8,8	87,1
3 ^e trimestre	62,3	0,4	14,8	10,1	87,6
4 ^e trimestre	67,5	0,6	14,3	9,2	91,6
1967 1 ^{er} trimestre	70,0	1,5	16,9	8,1	96,5
2 ^e trimestre	74,3	0,6	17,8	7,6	100,3
3 ^e trimestre	73,4	3,8	17,4	6,5	101,1
4 ^e trimestre	79,6	4,0	17,5	4,7	105,8
1968 1 ^{er} trimestre	84,8	2,6	19,9	7,5	114,8
2 ^e trimestre	87,9	1,7	21,6	7,6	118,8
3 ^e trimestre	86,5	1,5	21,8	11,9	121,7

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parafinanciers d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescampte de la Banque Nationale.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la Banque Nationale.

N. B. - Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme		Autres opérations 1		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1967 3 ^e trimestre	39	3	239	1.304	380	1.307	619	621	127	1.928	746
4 ^e trimestre	39	3	214	1.616	430	1.619	644	716	135	2.335	779
1968 1 ^{er} trimestre	39	3	254	1.640	416	1.643	670	761	135	2.404	805
2 ^e trimestre	39	3	215	1.678	455	1.681	670	818	139	2.499	809
3 ^e trimestre	39	3	221	1.647	480	1.650	701	829	143	2.479	844
4 ^e trimestre	39	2	191	1.861	547	1.863	738	930	166	2.793	904
1967 Juin	39	2	184	1.435	383	1.437	567	684	134	2.121	701
Juillet	39	3	164	1.270	420	1.273	584	612	130	1.885	714
Août	39	3	280	1.299	381	1.302	661	622	131	1.924	792
Septembre	39	3	272	1.343	338	1.346	610	628	122	1.974	732
Octobre	39	3	240	1.580	434	1.583	674	732	139	2.315	813
Novembre	39	3	199	1.577	423	1.580	622	693	132	2.273	754
Décembre	39	3	204	1.691	433	1.694	637	723	134	2.417	771
1968 Janvier	39	3	284	1.738	439	1.741	723	790	142	2.531	865
Février	39	3	232	1.581	409	1.584	641	745	130	2.329	771
Mars	39	3	246	1.602	400	1.605	646	759	132	2.364	778
Avril	39	3	232	1.696	443	1.699	675	835	139	2.534	814
Mai	39	3	221	1.761	458	1.764	679	851	146	2.615	825
Juin	39	2	191	1.578	464	1.580	655	768	133	2.348	788
Juillet	39	3	230	1.781	533	1.784	763	902	154	2.686	917
Août	39	3	199	1.512	432	1.515	631	755	131	2.270	762
Septembre	39	3	235	1.648	475	1.651	710	830	145	2.481	855
Octobre	39	3	212	1.906	566	1.909	778	955	177	2.864	955
Novembre	39	2	174	1.643	512	1.645	686	830	146	2.475	832
Décembre	39	2	188	2.034	562	2.036	750	1.006	174	3.042	924

1 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. 1, n° 5, mai 1963 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 130 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 130 jours et à maximum 366 jours 1	autres effets publics 2
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque					
1962 22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre .	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—
27 octobre ...	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	7,—
1967 2 février	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	6,75
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	6,—	6,25	6,50
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	5,75	6,—	6,50
11 mai	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25
14 septembre .	4,25	4,25	3,75	5,—	5,50	6,—	6,—	—	5,25	5,50	6,—
26 octobre ...	4,—	4,—	3,50	4,75	5,25	5,75	5,75	—	5,—	5,25	5,75
1968 7 mars	3,75	3,75	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,75	5,—	5,50
19 décembre .	4,50	4,50	4,00 ³	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25

* Quotité de l'avance au 31 janvier 1969

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours 1 ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

1 Durée maximum portée à 374 jours à partir du 20 décembre 1967.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

3 A partir du 1-1-1969 le taux d'escompte pour les acceptations visées représentatives d'exportation vers des pays de la C.E.E. a été porté à 4,50 %.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes ¹		Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁷			
		A fin de période	1 mois	2 mois				3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
1962	2,14										
1963	2,31										
1964	3,35	1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1965	3,17	1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1966	3,88	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1967	3,19	1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1968	2,84										
1968 Janvier	2,57	1968 Janv. .	3,70	4,00	4,35	4,75	4,82	1968 13 fév.	4,90	5,00	5,00
Février	2,63	Févr. ..	3,40	3,70	4,10	4,50	4,61	12 mars	4,75	4,90	4,90
Mars	2,45	Mars .	3,20	3,55	3,95	4,40	4,40	9 avril	4,65	4,75	4,80
Avril	2,73	Avril .	2,95	3,35	3,75	4,20	4,26	14 mai	4,70	4,75	4,75
Mai	2,78	Mai ...	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	11 juin	4,70	4,75	*
Juin	2,64	Juin ..	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	9 juillet	4,70	4,75	4,75
Juillet	3,22	Juillet .	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	13 août	4,70	*	*
Août	2,79	Août ..	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	10 sept.	4,75	*	4,75
Septembre	2,80	Sept. ..	3,00	3,40	3,80	4,35	4,32	8 oct.	4,85	4,90	4,90
Octobre	3,04	Oct. ...	3,10	3,60	4,10	4,50	4,43	12 nov.	5,00	5,10	5,10
Novembre	3,23	Nov. ...	3,50	4,00	4,50	4,80	4,71	10 déc.	5,25	5,30	5,30
Décembre	3,36	Déc. ...	4,00	4,50	5,00	5,25	4,91	1969 14 jan.	5,45	5,50	5,50

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.)

Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.o. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 3,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

⁶ Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

⁷ Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à				
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²		
			1 mois	3 mois	6 mois
1958 27 mars	0,50	1,10	2,05	2,45	2,85
5 juin	0,50	1,00	1,80	2,20	2,60
3 juillet	0,50	0,95	1,55	1,95	2,35
28 août	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15
1959 8 janvier	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95
1960 1 ^{er} janvier	0,50	1,05	1,90	3,00	3,10
4 août	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60
1961 24 août	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45
28 décembre	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30
1962 18 janvier	0,50	1,15	2,15	3,00	3,15
26 mars	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90
9 août	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70
1963 6 novembre	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50
1964 23 mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80
13 juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00
1966 1 ^{er} juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30
1967 1 ^{er} mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10
1968 1 ^{er} janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00
8 avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1958 1 ^{er} janvier	3,00	0,30	2,00	—
1959 1 ^{er} janvier	3,00	—	2,00	—
1960 1 ^{er} janvier	3,00	0,30	2,00	0,20
1963 1 ^{er} janvier	2,75	0,275	2,00	0,20
1 ^{er} mai	3,00	0,30	2,00	0,20
1964 1 ^{er} janvier	3,00	0,40	2,00	0,30
1965 1 ^{er} janvier	3,00	0,50	2,00	0,40

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 250.000 F pour la période du 1-1-1958 au 31-12-1964; 350.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.

² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret durant l'année civile entière (à partir de 1965 : entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre d'une même année).

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DES TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962					Taux moyen pondéré ²
	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ¹		Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ¹			
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		
		4 % 1 ^{re} s.	3,50 à 5,50 %	3 à 5,50 %	4,75 à 5,50 %	3 à 5,50 %	6,25 à 6,75 %	5,50 à 6,25 %	5 à 7 %	3 à 7 %	
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	—	—	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,83	—	—	6,43	6,55	6,47
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	—	—	6,45	6,54	6,49
1967	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	—	—	6,76	6,81	6,80
1967 Octobre	4,06	5,74	5,57	5,77	5,71	5,71	—	—	6,66	6,76	6,72
Novembre	4,06	5,62	5,63	5,81	5,69	5,68	—	—	6,57	6,74	6,66
Décembre	4,06	5,54	5,59	5,71	5,70	5,62	—	—	6,54	6,69	6,63
1968 Janvier	4,06	5,67	5,56	5,70	5,70	5,66	—	—	6,58	6,68	6,64
Février	4,06	5,62	5,49	5,68	5,68	5,63	—	—	6,60	6,68	6,65
Mars	4,06	5,59	5,26	5,54	5,61	5,53	—	—	6,51	6,61	6,57
Avril	4,06	5,46	5,20	5,48	5,56	5,46	6,56	—	6,51	6,60	6,57
Mai	4,06	5,40	5,12	5,46	5,62	5,42	6,51	—	6,47	6,56	6,53
Juin	4,06	5,35	5,15	5,50	5,69	5,42	6,54	6,47	6,44	6,57	6,52
Juillet	4,06	5,49	5,22	5,41	5,64	5,48	6,59	6,52	6,52	6,59	6,57
Août	4,06	5,38	5,17	5,45	5,63	5,42	6,52	6,48	6,45	6,59	6,52
Septembre	4,06	5,58	5,21	5,49	5,64	5,52	6,63	6,58	6,58	6,59	6,60
Octobre	4,06	5,68	5,31	5,66	5,70	5,62	6,58	6,59	6,58	6,64	6,62
Novembre	4,06	5,65	5,28	5,64	5,71	5,59	6,59	6,61	6,59	6,66	6,63
Décembre	4,06	5,71	5,25	5,56	5,73	5,61	6,60	6,62	6,63	6,69	6,67
1969 Janvier	4,06	5,82	5,37	5,58	5,76	5,69	6,61	6,62	6,65	6,71	6,69

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Non compris les emprunts perpétuels. — ² Y compris les emprunts de sociétés à plus de 5 ans.

N. B. : — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1959		4,—		4,—		4,—		4,—		3,50		3,50		2		2,—
1960 Janvier ...							21	5,—								
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre ..							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—				
Juin													26	6,—		
Septembre .													10	5,50		
Octobre ...													12	5,—		
Novembre .													13	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50				
Mai													6	3,50		
Juillet			17	3,50												
Août													11	4,—		
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—			4	4,50				
Juin															3	2,50
Juillet													23	4,25		
Novembre .			24	4,—			23	7,—								
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50										
Juin							3	6,—								
Août	13	4,—														
Décembre ..			6	4,50									6	4,75		
1966 Mars													14	5,25		
Mai	27	5,—									2	5,—				
Juillet							14	7,—							6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50					26	6,50					30	5,—		
Février ...	17	4,—														
Mars							16	6,—			15	4,50				
Avril	14	3,50	7	4,—									7	4,50		
Mai	12	3,—					4	5,50								
Juillet															10	3,—
Septembre .													28	5,—		
Octobre ...							19	6,—								
Novembre .							9	6,50								
Novembre .			20	4,50			18	8,—					20	6,—		
1968 Janvier ...													22	7,—		
Mars			22	5,—			21	7,50					15	7,50		
Avril			19	5,50									2	7,—		
Juillet					4	5,—							29	6,50		
Juillet																
Août			30	5,25			19	7,—					3	6,—		
Septembre .																
Novembre .					13	6,—										
Décembre .			18	5,50							20	5,—	18	6,50		

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Entré le 1-11-1956 et le 26-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre
ACTIF				
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	17.448	20.665	22.415	23.824
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	2.627	3.370	4.716	5.200
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	2.263	3.096	4.405	4.926
<i>Autres opérations</i>	364	274	311	274
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	630	589	1.471	1.471
Monnaies divisionnaires	28	24	22	30
Comptes courants postaux	911	920	1.135	1.221
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.316	3.546	1.682	3.427
Portefeuille d'escompte	20.007	18.606	19.053	16.010
Effets représentatifs de crédits à court terme :				
<i>Effets escomptés sur la France</i>	7.030	6.173	6.925	7.038
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	575	669	612	141
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	...	...	1.332
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :				
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	} 12.402	6.819	6.188	4.050
<i>Autres crédits à moyen terme</i>		4.945	5.328	3.449
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	3.220	4.546	6.183	8.840
Avances à 30 jours sur effets publics	72	32	5	12
Avances sur titres	71	88	91	99
Avances sur or .....	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	1.656	1.689	1.465	1.368
Divers	1.468	1.497	1.142	1.373
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647
PASSIF				
Engagements à vue :				
Billets au porteur en circulation	55.781	59.544	64.170	67.627
Comptes créditeurs	3.479	3.668	3.272	3.066
<i>Comptes courants du Trésor public</i> ...	1	...	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	238	426	169	226
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .	1.739	1.807	1.721	1.345
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.451	1.435	1.382	1.495
Capital de la Banque	250	250	250	250
Divers	1.716	1.882	1.460	1.704
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31 décembre	1967 7 décembre	1968 5 décembre	1968 4 janvier	1969 9 janvier
ACTIF					
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	25.618	25.528	15.388	25.442	16.328
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	4.683	4.665	1.224	4.708	1.246
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	4.423	4.385	1.216	4.423	1.216
<i>Autres opérations</i>	260	280	8	285	30
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.380	1.380	1.290	1.335	1.244
Monnaies divisionnaires	7	29	25	25	30
Comptes courants postaux	1.194	1.048	1.450	1.581	1.696
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.153	4.003	3.745	4.003	3.855
Portefeuille d'escompte	25.185	26.437	38.009	26.371	39.677
Mobilisation de créances sur la France					
Effets représentatifs de crédits à court terme :					
<i>Obligations cautionnées</i>	1.810	2.270	2.191	2.830	2.126
<i>Effets garantis par l'Office des céréa- les</i> ⁴	1.859	1.863	2.026	1.810	3.001
<i>Autres effets sur la France</i>	7.697	8.086	11.074	7.502	10.999
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :					
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	2.565	3.215	6.031	3.015	5.226
<i>Autres crédits à moyen terme</i>	2.249	2.200	3.859	2.246	5.011
Mobilisation de créances sur l'étranger					
Effets représentatifs de crédits à court terme	4.722	4.684	7.878	4.645	8.144
Effets de mobilisation de créances à moyen terme	4.283	4.119	4.950	4.323	5.170
Effets négociables achetés en France ⁵ ..	3.443	26	12.008	1.342	8.169
Avances à 30 jours sur effets publics ...	212	384	—	208	—
Avances sur titres	86	87	146	88	142
Effets en cours de recouvrement	1.638	883	1.297	1.428	1.137
Divers	1.815	1.785	6.171	1.567	4.965
Total ...	78.186	76.027	90.525	77.870	88.261

PASSIF

Engagements à vue :					
Billets au porteur en circulation	70.508	68.483	70.473	69.939	71.847
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	3.606	3.702	7.447	3.811	6.130
Autres comptes créditeurs	1.761	1.549	5.305	1.594	4.300
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	...	1	...	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	246	173	3.835	205	2.817
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.515	1.376	1.469	1.389	1.482
Capital de la Banque	250	250	250	250	250
Divers	2.061	2.043	7.050	2.276	5.734
Total ...	78.186	76.027	90.525	77.870	88.261

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1965 February 28	1966 February 28	1967 February 28	1968 February 28	1967 December 6	1968 December 4	1968 January 10	1969 January 8
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	--------------------	--------------------	-------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.638	2.788	2.888	3.038	3.138	3.238	3.088	3.288
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.650	2.800	2.900	3.050	3.150	3.250	3.100	3.300
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.650	2.800	2.900	3.050	3.150	3.250	3.100	3.300

Notes Issued :								
· In Circulation	2.604	2.784	2.869	3.016	3.094	3.209	3.064	3.236
In Banking Department	46	16	31	34	56	41	36	64
Total ...	2.650	2.800	2.900	3.050	3.150	3.250	3.100	3.300

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	238	380	458	526	488	546	446	487
Other Securities :								
Discounts and Advances	72	70	93	88	83	73	102	69
Securities	26	28	27	31	28	35	30	51
Notes	46	16	31	34	56	41	36	64
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	378	495	610	680	656	696	615	672

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	3	3
Public Deposits	11	13	12	13	11	10	12	12
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	97	201	218	213	224	216	227
Other Deposits :								
Bankers	262	272	268	302	296	307	250	274
Other Accounts	86	94	110	128	118	137	119	141
Total ...	378	495	610	680	656	696	615	672

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1965 December 31	1966 December 31	1967 December 31	1968 December 31	1967 December 6	1968 December 4	1968 January 10	1969 January 8
ASSETS								
Gold certificate account	13.436	12.674	11.481	10.026	11.915	10.026	11.477	10.025
Cash	129	298	360	207	349	242	370	203
Discounts and advances	137	173	141	188	124	121	70	180
Acceptances :								
Bought outright	75	69	75	58	69	60	73	57
Held under repurchase agreement	112	124	89	...	49	...	...	...
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement	—	34	38	...	...	...	...	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	9.100	11.803	15.975	18.756	15.848	18.465	15.510	18.541
Certificates .....	...	4.351	...	...	...	...	...	...
Notes	24.828	21.302	26.918	28.706	26.918	28.706	26.918	28.706
Bonds	6.550	6.199	6.087	5.475	6.087	5.475	6.087	5.475
Total bought outright ...	40.478	43.655	48.980	52.937	48.853	52.646	48.515	52.722
Held under repurchase agreement	290	627	132	...	...	...	...	...
Total U.S. Government securities ...	40.768	44.282	49.112	52.937	48.853	52.646	48.515	52.722
Total loans and securities	41.092	44.682	49.455	53.183	49.095	52.827	48.658	52.959
Cash items in process of collection	6.915	7.879	8.465	9.417	7.631	9.215	7.799	9.659
Bank premises	103	107	112	113	111	114	112	112
Other assets	977	1.418	2.153	2.894	1.505	2.808	2.119	2.791
Total assets ...	62.652	67.058	72.026	75.840	70.606	75.232	70.535	75.749

LIABILITIES								
Federal Reserve notes	37.074	39.339	41.642	44.726	41.319	44.155	41.237	44.166
Deposits :								
Member bank reserves	18.447	19.794	20.999	21.773	19.924	21.148	19.733	21.722
U.S. Treasurer - general account	668	416	1.123	703	1.030	649	1.471	762
Foreign	150	174	135	216	145	225	165	216
Other	355	588	663	747	440	446	485	469
Total deposits ...	19.620	20.972	22.920	23.439	21.539	22.468	21.854	23.169
Deferred availability cash items	4.667	5.369	5.972	6.020	6.042	6.703	5.878	6.695
Other liabilities and accrued dividends ...	189	238	296	395	317	412	306	399
Total liabilities ...	61.550	65.918	70.830	74.580	69.217	73.738	69.275	74.429

CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	551	570	598	630	591	625	602	628
Surplus	551	570	598	630	570	598	598	630
Other capital accounts .....	...	...	...	...	228	271	60	62
Total liabilities and capital accounts ...	62.652	67.058	72.026	75.840	70.606	75.232	70.535	75.749
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	144	191	156	109	144	113	164	111

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1964 31 december	1965 31 december	1966 31 december	1967 31 december	1967 4 december	1968 9 december	1968 8 januari	1969 6 januari
ACTIVA								
Goud	6.080	6.327	6.234	6.166	6.237	6.115	6.166	6.115
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.435	1.096	1.119	2.023	1.872	868	2.004	920
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	31	44	53	50	35	258	51	24
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	...	7	78	203	97	118	124	171
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4° van de Bankwet 1948)	346	704	1.139	895	895	1.391	912	1.613
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	16	157	234	283	162	342	74	368
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	14	30	22	20	20	27	20	28
Belegging van kapitaal en reserves	173	164	162	183	190	229	176	223
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	17	15	20	24	26	13	27	18
Totaal ...	8.112	8.544	9.061	9.847	9.534	9.361	9.554	9.480

PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	6.927	7.682	8.245	8.558	8.269	8.330	8.172	8.514
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	853	525	437	873	884	598	974	523
's Rijks schatkist	665	394	326	775	818	531	884	473
Banken in Nederland	138	91	76	43	14	8	26	17
Andere ingezetenen	50	40	35	55	52	59	64	33
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	79	64	56	57	48	58	55	52
Buitenlandse circulatiebanken en daarmee gelijk te stellen instellingen ...	73	57	50	48	37	53	43	45
Andere niet-ingezetenen	6	7	6	9	11	5	12	7
Saldo's luidende in buitenlandse geldsoorten	14	13	13	13	11	7	19	13
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	165	163	171	209	171	209	171	209
Diverse rekeningen	54	77	119	117	131	139	143	149
Totaal ...	8.112	8.544	9.061	9.847	9.534	9.361	9.554	9.480

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten	65	71	72	34	36	24	34	23
--	----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1964 dicembre	1965 dicembre	1966 dicembre	1967 dicembre	1967 ottobre	1968 ottobre	1967 novembre	1968 novembre
Oro in cassa	1.000	1.502	1.509	1.500	1.498	1.740	1.495	1.779
Cassa ¹	22	24	35	44	45	33	42	35
Portafoglio ²	764	720	939	1.243	819	902	874	904
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	285	311	664	1.209	742	1.052	792	892
Prorogati pagamenti	51	93	95	...	...	...	...	...
Ufficio italiano dei cambi	2.069	1.982	2.129	2.474	2.532	2.286	2.518	2.165
Disponibilita in divisa all'estero	64	...	—	—	—	—	—	—
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	519	405	619	747	594	639	682	640
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	305	211	241	365	271	403	295	436
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	410	377	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	558	913	537	166	68	252	...	539
Servizi diversi per conto dello Stato	29	33	59	61	39	65	41	65
Spese	88	102	133	157	90	110	94	114
Totale attivo ...	6.164	6.673	7.299	8.305	7.037	7.821	7.172	7.908
Circolazione dei biglietti ⁵	3.914	4.283	4.595	5.126	4.281	4.695	4.311	4.742
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	57	41	62	52	28	34	27	46
Conti correnti liberi	119	157	172	256	76	39	64	46
Conti correnti vincolati	1.459	1.738	1.933	2.162	2.157	2.372	2.192	2.362
Creditori diversi	517	340	391	537	390	555	425	582
C/c servizio tesoreria .....	...	...	...	...	...	...	44	...
Servizi diversi per conto dello Stato .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	6	7	8	9	8	9	8	9
Fondo di riserva straordinario	3	4	5	6	6	6	6	6
Rendite	89	103	133	157	91	111	95	115
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	6.164	6.673	7.299	8.305	7.037	7.821	7.172	7.908
Depositanti di titoli e valori	4.918	4.991	6.338	7.340	6.453	7.128	7.189	7.126
¹ Comprese monete di Stato	2	1	22	24	27	15	26	16
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	363	387	414	441	435	466	438	467
— istituti speciali	279	293	314	335	329	351	331	353
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	282	308	661	1.208	738	1.047	787	887
— privati	2	1	1	1	1	4	1	3
⁴ Compresi BOT	242	107	108	153	21	86	55	83
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	2	1	2	2	2	1	n.d.
⁶ Compresi vaglia e assegni	21	22	27	28	18	15	17	21

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1965 31 Dezember	1966 31 Dezember	1967 31 Dezember	1968 31 Dezember	1967 7 Dezember	1968 6 Dezember	1968 5 Januar	1969 7 Januar
AKTIVA								
Gold	17.371	16.905	16.647	17.881	16.646	17.891	16.647	17.880
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	8.111	9.775	10.353	11.503	9.895	15.204	8.454	8.657
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	892	1.084	1.953	3.134	1.840	3.166	2.015	3.143
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	—	—	1.000	3.715	1.000	3.200	1.500	3.715
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	3.344	3.256	2.448	3.969	2.448	3.969	2.448	3.969
<i>darunter</i> : a) <i>aus der Abwicklung der</i> <i>E.Z.U.</i>	508	420	331	243	332	243	331	243
b) <i>an Weltbank</i>	1.446	1.446	1.447	1.644	1.446	1.644	1.447	1.644
c) <i>an I.W.F.</i>	1.390	1.390	670	2.082	670	2.082	670	2.082
Deutsche Scheidemünzen	130	166	200	191	202	198	228	207
Postcheckguthaben	409	425	418	470	199	207	344	345
Inlandswechsel	4.650	5.031	2.922	2.139	2.448	2.154	2.709	2.239
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	345	711	...	5	135	...	...	...
Lombardforderungen	696	938	950	875	138	84	88	179
Kassenkredite	1.408	1.164	2.220	1.344	1.869	103	931	1.172
Wertpapiere	1.151	1.095	2.317	1.688	2.147	1.825	2.298	1.667
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	7.617	7.804	6.438	6.148	5.570	6.319	6.786	6.108
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	3.001	3.741	3.639	4.053	3.575	4.178	3.639	4.043
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	2.285	2.462	1.534	783	2.051	1.286	1.534	768
Sonstige Aktiva	433	357	830	813	466	489	531	411
	51.843	54.914	53.869	58.711	50.629	60.273	50.152	54.503

PASSIVA

Banknotenumlauf	29.455	30.770	31.574	32.499	31.039	33.135	29.734	30.880
Einlagen von	18.671	19.784	17.628	21.255	15.012	22.147	15.985	18.480
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter)</i> ...	16.241	17.386	15.179	17.579	13.189	18.341	14.007	15.504
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	2.165	2.109	2.115	3.299	1.534	3.501	1.664	2.659
<i>Andere inländischen Einlegern</i>	265	289	334	377	289	305	314	317
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	452	552	643	365	536	402	374	479
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	418	494	506	322	491	369	315	372
<i>Sonstige</i>	34	58	137	43	45	33	59	107
Rückstellungen	1.475	1.690	1.925	2.110	1.925	2.110	1.925	2.110
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	861	963	1.080	1.180	1.080	1.180	1.080	1.180
Sonstige Passiva	639	863	729	1.012	747	1.009	764	1.084
	51.843	54.914	53.869	58.711	50.629	60.273	50.152	54.503

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1967 7 décembre	1968 6 décembre	1968 5 janvier	1969 7 janvier
ACTIF								
Encaisse or	13.164	12.297	13.370	11.356	11.848	11.360	13.165	11.356
Devises	853	2.060	1.987	5.601	1.736	2.331	1.805	4.319
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	429	519	174	108	174	108	174	108
Portefeuille effets sur la Suisse	139	158	142	288	132	103	141	128
<i>Effets de change</i>	130	141	142	281	132	103	141	127
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	9	17	...	7	...	...	...	1
Avances sur nantissement	39	109	86	160	57	27	34	49
Bons du Trésor étrangers en FS	432	432	432	1.442	432	1.442	432	1.442
Titres	93	182	182	181	182	181	182	181
<i>pouvant servir de couverture</i>	2	...	9	17	9	17	9	17
<i>autres</i>	91	182	173	164	173	164	173	164
Correspondants :	81	97	87	122	52	37	48	18
<i>en Suisse</i>	66	82	72	100	19	18	30	1
<i>à l'étranger</i>	15	15	15	22	33	19	18	17
Autres postes de l'actif	33	68	59	57	75	92	40	50
Total ...	15.263	15.922	16.519	19.315	14.688	15.681	16.021	17.651

PASSIF								
Fonds propres	57	58	59	60	59	60	59	60
Billets en circulation	10.043	10.651	11.327	12.047	10.688	11.378	10.706	11.485
Engagements à vue	3.215	3.431	4.145	6.414	2.197	3.279	4.239	5.164
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	3.005	2.982	3.811	5.776	1.904	2.855	3.663	4.437
<i>Autres engagements à vue</i>	210	449	334	638	293	424	576	727
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	—	—	690	—	—	—
Engagements à terme	602	389	550	233	600	375	600	375
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	20	2	—	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	291	356	438	561	454	589	417	567
Total ...	15.263	15.922	16.519	19.315	14.688	15.681	16.021	17.651

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1967	31 décembre 1968	31 octobre 1967	31 octobre 1968	30 novembre 1967	30 novembre 1968
I. Or en lingots et monnayé	2.720	4.057	2.721	4.060	3.150	4.116
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ..	38	42	38	41	34	43
III. Bons du Trésor réescomptables	1.335	70	675	67	439	67
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	72	62	75	62	75	62
V. Dépôts à terme et avances :	6.231	9.949	5.373	7.608	5.772	8.132
a) à 3 mois au maximum	5.755	6.004	4.267	3.570	5.036	4.125
b) à 3 mois au maximum (or)	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	440	} 3.945	1.028	} 4.038	639	} 4.007
d) de 6 à 9 mois	21		64		68	
e) de 9 à 12 mois	15		14		29	
f) à plus d'un an	—		—		—	
VI. Autres effets et titres :	1.941	1.563	1.387	1.948	2.103	1.687
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	295	299	292	295	306	299
b) de 3 à 6 mois	20	} 118	13	} 121	27	} 117
c) de 6 à 9 mois	77		19		10	
d) de 9 à 12 mois	11		95		78	
e) à plus d'un an	—		—		—	
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	1.345	999	610	1.440	1.410	1.149
b) de 3 à 6 mois	83	} 147	260	} 92	162	} 122
c) de 6 à 9 mois	53		2		6	
d) de 9 à 12 mois	34		73		81	
e) à plus d'un an	23		23		23	
VII. Actifs divers	1	20	1	7	1	5
Total actif ...	12.338	15.763	10.270	13.793	11.574	14.112

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0.29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1967	31 décembre 1968	31 octobre 1967	31 octobre 1968	30 novembre 1967	30 novembre 1968			
I. Capital :									
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125			
II. Réserves	45	75	45	75	45	75			
1. Fonds de Réserve Légale	12	12	12	12	12	12			
2. Fonds de Réserve Générale	23	38	23	38	23	38			
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	10	10	10	10	10	10			
4. Fonds de Réserve Libre	—	15	—	15	—	15			
III. Dépôts (or) :	5.032	5.543	4.238	5.315	4.411	5.328			
1. Banques centrales :									
a) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—			
b) de 9 à 12 mois	183	} 226	103	} 217	131	} 264			
c) de 6 à 9 mois	—		—		—		—		
d) de 3 à 6 mois	52		152		142				
e) à 3 mois au maximum	3.172		2.665		2.443				
f) à vue	995	2.066	1.463	1.842	1.207	1.889			
2. Autres déposants :									
a) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—			
b) de 9 à 12 mois	17	} —	17	} —	17	} —			
c) de 6 à 9 mois	—		—		—		—		
d) de 3 à 6 mois	55		59		86				
e) à 3 mois au maximum	375		97		252				
f) à vue	183	489	305	479	133	464			
IV. Dépôts (monnaies) :	6.228	8.241	5.021	6.516	6.052	6.813			
1. Banques centrales :									
a) à plus d'un an	13	—	12	—	13	—			
b) de 9 à 12 mois	47	} 1.942	89	} 2.072	95	} 2.028			
c) de 6 à 9 mois	89		1		10				
d) de 3 à 6 mois	377		252		355				
e) à 3 mois au maximum	5.273		5.714		3.859		3.283	4.453	3.555
f) à vue	99	32	101	16	135	17			
2. Autres déposants :									
a) de 9 à 12 mois	8	—	—	—	8	—			
b) de 6 à 9 mois	—	} 90	—	} 93	—	} 89			
c) de 3 à 6 mois	—		66		27				
d) à 3 mois au maximum	305		447		612		1.036	939	1.101
e) à vue	17		16		29		16	17	23
V. Effets :	573	1.466	539	1.458	604	1.463			
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—			
b) de 6 à 9 mois	—	} 937	—	} 980	—	} 983			
c) de 3 à 6 mois	—		—		—		—		
d) à 3 mois au maximum	573		529		539		478	604	480
VI. Divers	104		75		71		66	106	71
VII. Comptes de profits et pertes	—	—	—	—	—	—			
VIII. Provision	231	238	231	238	231	237			
<i>Total passif ...</i>	12.338	15.763	10.270	13.793	11.574	14.112			

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.C.C.B.R.U.	Banque Centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
	B.N.B. Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G. Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
	C.G.E.R. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P. Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	D.U.L.B.E.A. Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
	FEBELTEX Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	F.I.B. Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
	I.N.S. Institut National de Statistique.
	I.R.G. Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E. Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.P. Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	O.N.D. Office National du Dueroire.
	ONEM Office National de l'Emploi.
	O.N.S.S. Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
	R.T.B. Radiodiffusion-Télévision Belge.
	R.T.T. Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	R.Y.A. Régie des Voies Aériennes.
	SABENA Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B. Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I. Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.C.Y. Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.
	S.N.D.E. Société Nationale des Distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2		
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1		
2. Demandes et offres d'emploi	II - 2		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction : données annuelles	IV - 5		
6. Construction : données mensuelles	IV - 6		
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
2. Tourisme	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices des prix.			
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2		
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Soldes trimestriels	IX - 2		
3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2		
XI. — Finances publiques.			
1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1		
2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2		
3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3		
4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4		
5. Détail des recettes fiscales	XI - 5		
6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1965	XII - 1b		
2. Mouvements des créances et des dettes en 1965 ...	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1965 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvements des créances et des dettes en 1965 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banques de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :			
— Destination économique apparente	XIII - 6		
— Forme et localisation	XIII - 7		
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8		

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9	XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.	
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10	1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10	2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11	3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
12. Situations globales des banques	XIII - 12	4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 4
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13	5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
		6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.			
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4	XX. — Banques d'émission étrangères.	
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :		1. Taux d'escompte	XX - 1
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a	2. Banque de France (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 2
b) Principales rubriques des bilans des Caisses d'Épargne	XIV - 5b	3. Bank of England	XX - 3
c) Principales rubriques des bilans de la Caisse de Retraite	XIV - 5c	4. Federal Reserve Banks	XX - 4
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la vie	XIV - 5d	5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6	6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7	7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8	8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9	9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10	Principales abréviations utilisées.	
XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponible à l'intérieur du pays			
XVI. — Emissions et dettes du secteur public.			
1. Emissions en francs belges à long et moyen terme ..	XVI - 1	Liste des graphiques :	
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2	I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses.	
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3	II - 2. — Demandes et offres d'emploi	
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4	IV - 0. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture.	
XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.			
1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1	IV - 2. — Indices de la production industrielle.	
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2	IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3	VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée.	
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4	VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique.	
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5	VII - 4. — Indices des prix de détail et des prix à la consommation en Belgique.	
XVIII. — Marché monétaire.			
1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1	VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2	XI - 6. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice.	
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3	XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires.	
		XIII - 13. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks.	
		XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts.	
		XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant.	

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs. Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs. Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS
17, SQUARE DES NATIONS, BRUXELLES 5